



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 janvier 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 27 janvier 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen

Les membres du Groupe d'experts sur le Yémen ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport final qu'ils ont établi en application du paragraphe 6 de la résolution [2456 \(2019\)](#).

Ce rapport a été soumis le 27 décembre 2019 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#), qui l'a examiné le 10 janvier 2020.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

Coordonnatrice
Groupe d'experts sur le Yémen
(Signé) Dakshinie Ruwanthika **Gunaratne**

(Signé) Ahmed **Himiche**
Expert

(Signé) Henry **Thompson**
Expert

(Signé) Marie-Louise **Tougas**
Experte

(Signé) Wolf-Christian **Paes**
Expert

* Nouveau tirage pour raisons techniques (3 mars 2020).



Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen

Résumé

La crise humanitaire perdure au Yémen, après plus de cinq années d'affrontements. L'enchevêtrement des conflits dans le pays est tel qu'il n'est désormais plus possible de dissocier clairement les protagonistes et les événements externes ou internes les uns des autres. Tout au long de 2019, les houthistes et le Gouvernement yéménite n'ont guère progressé sur la voie d'un règlement politique ou d'une victoire militaire concluante. Comme en 2018, les belligérants ont continué de mener une guerre économique, imposant des entraves et recourant à des stratagèmes financiers pour priver leurs opposants de fonds et de matériels. Le conflit suscite une vague d'affairisme généralisée.

Dans le sud, le Gouvernement yéménite a fait face aux défis militaires que représentaient les forces affiliées au conseil de transition du sud. Son vice-président, Hani Ali Salem Binbrek, a déclenché un conflit lorsqu'il a recouru à la force pour enlever au Gouvernement yéménite le peu d'autorité qu'il conservait à Aden. Les accrochages en cours aux frontières d'Abiyan et de Chaboua et les progrès limités dans l'exécution de l'Accord de Riyad sont symptomatiques de la précarité de la situation dans le sud du pays.

Dans le nord, les houthistes ont continué de consolider leur contrôle politique et militaire, en particulier au moyen de services de renseignement omniprésents, dont le bureau de sécurité préventive et le nouveau bureau de la sécurité et du renseignement. Les forces houthistes ont également entrepris de sévir brutalement contre toute opposition tribale et dissension politique. Le Groupe d'experts sur le Yémen a recensé un réseau de houthistes qui répriment les femmes s'opposant à eux, y compris par le recours à la violence sexuelle, dirigé par le chef du Département d'enquête criminelle, Sultan Zabin, et basé à Sanaa.

Tout au long de 2019, les forces houthistes ont poursuivi et intensifié leurs attaques aériennes contre l'Arabie saoudite. Outre les systèmes d'armes connus, ils ont utilisé un nouveau type de drone à conception Delta ainsi qu'un nouveau modèle de missiles de croisière d'attaque au sol. Le Groupe d'experts a enquêté sur l'attaque très médiatisée du 14 septembre 2019 contre les installations de la Saudi Aramco à Abqaiq et Khoueis et conclu que malgré les affirmations contraires, il est peu probable que les forces houthistes en portent la responsabilité, la portée estimée des systèmes d'armes utilisés ne permettant pas un tir à partir du territoire contrôlé par les houthistes. Nombre d'autres attaques contre l'Arabie saoudite peuvent néanmoins être clairement attribuées aux forces houthistes.

À la suite de l'attaque de septembre, les houthistes ont proposé ouvertement l'instauration d'un cessez-le-feu, qui a été largement respecté. L'Arabie saoudite et les houthistes déclarent à présent publiquement être en pourparlers tandis qu'on l'on constate effectivement une diminution des tirs de drones de longue portée et de missiles par les forces houthistes sur l'Arabie saoudite.

Pour ce qui est des violations potentielles des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes, le Groupe d'experts a recensé deux tendances majeures, la première étant le transfert de pièces de rechange disponibles sur le marché, telles que les moteurs de drones, les servomoteurs et l'électronique, exportés depuis les pays industrialisés par un réseau d'intermédiaires vers des zones du Yémen contrôlées par les houthistes, où ils sont intégrés à des drones assemblés localement et à des engins explosifs improvisés flottants. La seconde est la fourniture d'un appui militaire constant aux forces houthistes sous forme de fusils d'assaut, de lance-

roquettes, de missiles antichars guidés et de systèmes de missiles de croisière plus avancés. Certaines armes ont les mêmes caractéristiques techniques que celles fabriquées en République islamique d'Iran. Tant pour les pièces détachées disponibles sur le marché que pour les armes, le principal circuit de contrebande semble passer par Oman et la côte méridionale du Yémen, à travers le territoire contrôlé par le Gouvernement yéménite, en direction de Sanaa. La saisie très médiatisée le 25 novembre 2019 d'un boutre transportant des missiles antichars guidés et d'autres pièces de missiles en mer d'Arabie indique que, comme les années précédentes, le transport maritime continue de jouer un rôle dans les violations potentielles des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes.

L'absence d'état de droit et de toute surveillance au Yémen permet à une poignée d'entrepreneurs qui ont un comportement de prédateurs de s'enrichir de manière illicite, tout en occupant, pour certains, des fonctions officielles. Dans ce contexte de non-application du principe de responsabilité, les richesses nationales et l'aide extérieure font l'objet d'un détournement de plus en plus marqué et sont dilapidées du fait des pratiques corrompues suivies par les responsables du Gouvernement yéménite et les houthistes. Dans le cadre de la guerre économique, les parties ont créé des entraves au financement de l'importation d'articles et retardé délibérément les navires qui les transportaient au Yémen.

Le Groupe d'experts a trouvé des éléments indiquant un enrichissement illicite par la Banque centrale du Yémen à Aden au moyen de la manipulation du cours des devises. Il a constaté que les houthistes participaient à la violation des mesures de gel des avoirs du fait qu'ils autorisaient le détournement d'avoirs gelés et de fonds publics par l'entremise de faux contrats établis au nom d'individus agissant pour le compte d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004). Un général houthiste en charge de la logistique, Saleh Mesfer Alshaer, a également aidé au détournement de fonds que se sont appropriés de manière illégale des opposants houthistes.

Toutes les parties ont continué de commettre en toute impunité des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme au Yémen. Les frappes aériennes de la Coalition en appui à la légitimité au Yémen dirigée par l'Arabie saoudite et l'emploi sans discrimination d'engins explosifs, dont des mines antipersonnel, par les forces houthistes continuent de toucher les civils et les infrastructures civiles de manière disproportionnée. Les arrestations et les détentions arbitraires, les disparitions forcées, les mauvais traitements et les actes de torture subis par les détenus se poursuivent de la part du Gouvernement yéménite, de l'Arabie saoudite, des houthistes et des forces affiliées aux Émirats arabes unis. À Aden, l'absence d'état de droit permet aux groupes armés affiliés aux Émirats arabes unis de commettre de telles violations et d'opérer hors du contrôle du Gouvernement yéménite. Les menaces et les actes de violence contre les travailleurs humanitaires ainsi que les obstacles administratifs à l'acheminement de l'aide se multiplient dans les zones contrôlées par les houthistes.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Obstacles à la paix, à la sécurité et à la stabilité au Yémen	6
A. Enchevêtrement de conflits au Yémen	6
B. Combats entre les houthistes et le Gouvernement yéménite	9
C. Répression de toute dissidence par les houthistes	10
D. Changements dans le dispositif militaire dans les zones contrôlées par le Gouvernement yéménite et la Coalition en appui à la légitimité au Yémen	12
E. Opérations antiterroristes en cours contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'État islamique d'Iraq et du Levant	16
F. Liens externes avec les houthistes	18
G. L'Accord de Riyad	18
H. Précarité de l'économie yéménite	19
III. Les armes et l'application des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes	20
A. Drones	22
B. Missiles de croisière d'attaque au sol	24
C. Trafic d'armes légères et de petit calibre	26
D. Structures d'approvisionnement des composants civils commerciaux utilisés dans les drones houthistes	26
IV. Contexte économique et contrôle des activités de financement	27
A. Revenus illicites dans les zones contrôlées par les houthistes	28
B. Financement illicite	29
C. Détournement de fonds publics par des responsables associés au Gouvernement yéménite	30
D. Surveillance des mesures de gel des avoirs	32
V. Actes commis en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme	38
A. Actes et faits attribués à la Coalition en appui à la légitimité au Yémen et au Gouvernement yéménite	39
B. Actes et faits imputés aux forces houthistes	45
C. Violations contre les femmes	47
D. Recrutement et utilisation d'enfants dans le conflit armé	47
VI. Entrave à l'acheminement et à la distribution de l'aide humanitaire	48
A. Entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire	48
B. Entrave à la distribution de l'aide humanitaire	48
VII. Recommandations	49
Annexes*	51

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis au Conseil de sécurité en application des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 2456 (2019), couvre la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 et comprend des conclusions actualisées à partir des enquêtes continues qui avaient été présentées dans le cadre de la mise à jour à moyen terme du Groupe d'experts sur le Yémen, en date du 25 juin 2019. Lors de ses enquêtes et conformément aux dispositions du paragraphe 11 de la résolution 2456 (2019) qui renvoie aux meilleures pratiques et méthodes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997), le Groupe d'experts a maintenu les exigences les plus élevées possibles en matière de preuve, bien qu'il n'ait pu se rendre en autant de lieux qu'il le souhaitait au Yémen¹. Les lieux principaux au Yémen sont épelés selon les transcriptions utilisées par le Système d'information géographique des Nations Unies figurant à l'annexe 2.

2. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 2456 (2019), le Groupe d'experts a maintenu une coopération avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions et le Groupe d'experts sur la Somalie.

3. Durant leurs enquêtes, les membres du Groupe d'experts se sont rendus dans les pays suivants : Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Israël, Jordanie, Liban, Oman, Qatar, République islamique d'Iran, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Yémen. Deux membres du Groupe d'experts ont participé à la visite du Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2140 (2014) effectuée en Arabie saoudite, en Jordanie, à Oman et en République islamique d'Iran, du 30 mars au 5 avril 2019.

4. Au Yémen, le Groupe d'experts s'est rendu deux fois à Aden en avril et en juin 2019. D'autres visites du Groupe d'experts au Yémen en septembre et en novembre ont été annulées par l'Organisation des Nations Unies au motif de l'insécurité en cours. Par ailleurs, deux membres du Groupe d'experts n'ont pu se rendre à Aden en juin 2019 du fait de contraintes internes liées à la logistique et aux capacités de l'ONU. Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies refuse l'accès du Groupe d'experts à son aviation depuis juin, ce qui restreint sa capacité de se rendre au Yémen.

5. À Aden, le Groupe d'experts s'est entretenu avec des représentants du Gouvernement yéménite et des membres de la société civile, du conseil de transition du sud et d'autres groupes du sud. En juin, deux membres du Groupe d'experts sont allés à Tourba où ils se sont entretenus avec des représentants de l'armée, de la police, du renseignement et des autorités locales de Taëz.

6. Le Groupe d'experts ne peut toujours pas accéder à des zones du Yémen contrôlées par les houthistes, alors qu'il a adressé deux communications officielles au ministère des affaires étrangères basé à Sanaa². Les houthistes n'ont donné suite à aucune des communications qui leur ont été adressées durant la période considérée.

7. Le Groupe d'experts a effectué six visites en Arabie saoudite et deux visites aux Émirats arabes unis, consacrées à des entretiens et à des inspections d'armes. Les inspections prévues à Aden en juin et en septembre 2019 ne se sont pas concrétisées (voir par. 4). Pour répondre aux préoccupations que pourrait susciter la chaîne de

¹ Voir annexe 1 pour des informations sur la méthode suivie et le droit de réponse.

² Afin d'éviter toute confusion entre les ministères et les représentants officiels du Gouvernement yéménite, d'une part, et les autorités houthistes et les personnes qu'elles désignent, d'autre part, et de pouvoir distinguer facilement entre les deux, le Groupe d'experts emploie des majuscules pour les premiers et des minuscules pour les seconds.

possession, le Groupe d'experts doit, autant que faire se peut, inspecter les armes dès lors qu'elles sont capturées sur le champ de bataille ou saisies en transit. Du fait des considérations de sécurité de l'ONU, la plupart des inspections ont été menées en des lieux situés hors du Yémen. Le Groupe d'experts note que malgré de nombreuses requêtes formulées auprès de l'Arabie saoudite, il n'a pas pu inspecter des articles précis comme des enregistreurs de vol ou des systèmes de guidage qui ont leur importance dans les enquêtes en cours.

8. Le Groupe d'experts avait adressé 143 lettres officielles au 31 décembre 2019 ; dont 103 à 28 États Membres et 40 à 28 entités, sociétés et individus ; il attendait encore 57 réponses au 27 janvier décembre 2020 (voir annexe 3).

II. Obstacles à la paix, à la sécurité et à la stabilité au Yémen

A Enchevêtrement de conflits au Yémen

9. Les problèmes auxquels le Yémen fait face n'existent pas isolément. L'enchevêtrement des conflits est tel qu'il n'est désormais plus possible de dissocier clairement les protagonistes et les événements externes ou internes les uns des autres. L'effet cumulé de ces conflits en 2019 a été de réduire considérablement le degré de contrôle déjà tenu exercé par le Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi. À la différence de l'instabilité qui règne dans le sud, les houthistes ont continué de consolider leur contrôle, de maintenir leur économie et de présenter une force militaire unifiée.

10. Beaucoup de groupes armés cherchent à atteindre deux objectifs principaux : exercer un monopole sur la violence armée dans le territoire où ils sont présents et contrôler les sources de recettes. Or, le peuple yéménite se débat pour survivre au sein d'une économie fortement diminuée. L'ampleur des menaces politiques et militaires contre la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen est énoncée dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1
Évolution de la menace en 2019

<i>Obstacle</i>	<i>Description</i>	<i>Liens avec l'extérieur</i>	<i>Changements en 2019</i>
Les houthistes combattent le Gouvernement yéménite	Les fronts actifs comprennent Hodeïda, Taëz, Beïda, Mareb et Jaouf. La population a pâti considérablement du conflit.	Le Gouvernement yéménite est soutenu par la Coalition en appui à la légitimité au Yémen.	Aucun changement appréciable
Les houthistes combattent les Forces de la côte occidentale, les Forces de la Ceinture de sécurité et des éléments de la résistance du sud.	Les combats sont circonscrits à Daleh et au littoral de la mer Rouge. L'effet sur les civils a été considérable.	Les Émirats arabes unis soutiennent les Forces de la côte occidentale et les Forces de la Ceinture de sécurité.	Les Émirats arabes unis se sont retirés principalement de la côte occidentale mais continuent d'en soutenir les Forces ; les Forces de la Ceinture de sécurité qui étaient, jusqu'au 1er août, affiliées aux Émirats, se sont affiliées, après le 7 août, au conseil de transition du sud.

<i>Obstacle</i>	<i>Description</i>	<i>Liens avec l'extérieur</i>	<i>Changements en 2019</i>
Les houthistes combattent la Coalition	Les deux fronts sont la guerre terrestre à la frontière saoudo-yéménite et la guerre aérienne avec des raids de la Coalition et des attaques des houthistes contre l'Arabie saoudite. L'effet des raids aériens de la Coalition contre les populations civiles a été considérable. Les frappes des houthistes contre l'Arabie saoudite ont également touché des civils.	L'Arabie saoudite est soutenue par une chaîne d'approvisionnement mondiale. Malgré les mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes, les houthistes conservent eux aussi un accès aux chaînes d'approvisionnement mondiales.	Les houthistes ont mené des raids contre des cibles économiques en Arabie saoudite d'une portée de 1 000 km, ce qui signifie qu'ils pourraient également frapper les Émirats. Un cessez-le-feu partiel entre les houthistes et l'Arabie saoudite a été proposé en septembre, avec des résultats mitigés. Les deux parties sont en pourparlers.
Les houthistes combattent l'opposition tribale à Hajja, Amran et Ibb.	Les combats sont intermittents depuis 2018. La répression brutale de l'opposition tribale a eu un effet considérable sur les civils.	La Coalition a donné des fournitures, y compris des armes, aux groupes d'Hajour à Hajja	L'opposition tribale dans les zones contrôlées par les houthistes aurait augmenté, malgré la brutalité de la répression.
Les Forces de la Ceinture de sécurité et les Forces d'élite de Chaboua affiliées au conseil de transition du sud se sont heurtées au Gouvernement yéménite.	À la suite de brefs accrochages à Aden en 2018 ^a en 2018 et à Ataq en juin 2019, des affrontements majeurs ont opposé du 7 au 29 août les forces du Gouvernement yéménite aux forces affiliées au conseil de transition du sud à Aden, Abiyan et Chaboua.	Les Forces de la Ceinture de sécurité et les Forces d'élite de Chaboua sont affiliées aux Émirats qui assurent en gros leur financement, leur armement et leur formation et qui fournissent également un appui politique et militaire au conseil de transition du sud.	Au 10 août, les forces affiliées au conseil de transition du sud avaient évincé les forces du Gouvernement yéménite et la plupart des responsables politiques d'Aden et d'Abiyan. Dans l'intervalle, le Gouvernement yéménite a demandé aux Émirats d'arrêter d'appuyer ces groupes. Le 5 novembre, les pourparlers parrainés par l'Arabie saoudite ont débouché sur l'Accord de Riyad. La situation demeure précaire.
Frappes aériennes des Émirats contre les forces du Gouvernement yéménite	Le 29 août, les Émirats ont mené des raids aériens contre une colonne en marche du Gouvernement yéménite au point de passage d'Alam à Aden et à Dhofas à Abiyan.	Les Émirats arabes unis	Il s'agit de la première et de la seule attaque admise par les Émirats qui ait eu un effet sur les forces du Gouvernement yéménite.
Combats opposant la trente-cinquième brigade et le groupe armé Abou el-Abbas aux forces du	Après une période de calme relatif à l'issue de la campagne de sécurité en mars et dans la foulée des	Le groupe Abou-el Abbas et, dans une moindre mesure, la trente-	Après l'intervention du Gouvernement yéménite, la stabilité a été rétablie mais le 2 décembre, le

<i>Obstacle</i>	<i>Description</i>	<i>Liens avec l'extérieur</i>	<i>Changements en 2019</i>
Gouvernement yéménite à Taëz.	événements à Aden en août, ces forces se sont affrontées alors qu'elles cherchaient à contrôler l'axe Taëz-Aden.	cinquième brigade ont reçu une aide des Émirats.	commandant de la trente-cinquième brigade a été assassiné. Des tensions subsistent.
Opérations antiterroristes contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL)	Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'EIL n'ont pas démontré qu'ils étaient une menace importante pour le Yémen. Les forces antiterroristes comprennent les Forces d'élite de Chaboua, les Forces de la Ceinture de sécurité, les Forces d'élite du Hadramout, et, dans une moindre mesure, les forces du Gouvernement yéménite. Les houthistes qui affirment également combattre le terrorisme ont néanmoins procédé à des échanges de prisonniers avec Al-Qaida dans la péninsule arabique.	Les opérations antiterroristes sont appuyées par l'Arabie saoudite, les Émirats et les États-Unis.	Officiellement, les attaques de drones contre les cibles terroristes ont diminué, tandis qu'au moins cinq chefs d'Al-Qaida dans la péninsule arabique et de l'EIL ont été arrêtés ^b .
Accrochages entre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'EIL	Combats limités à Qeïfa et Beïda	Indéterminés	Poursuite des accrochages par intermittence
Affrontements à l'issue de la tentative de contrôler le commerce transfrontalier à Mahra	La répression de la contrebande, menée par des forces affiliées à l'Arabie saoudite, a exaspéré les tribus à proximité de la frontière ; si l'effet direct de ces opérations a été limité, il y a fort à gagner de la répression de la contrebande le long de la frontière omanaise.	Présence de forces saoudiennes à Mahra	Tensions persistantes à l'issue des accrochages qui ont pris fin en juin 2019
Soutien aux houthistes par la République islamique d'Iran	Les houthistes reçoivent une aide politique et militaire de la République islamique d'Iran, dont l'ampleur reste indéterminée	Le Groupe d'experts a recensé une chaîne potentielle d'appui financier aux houthistes par la République islamique d'Iran et a des indications d'éventuelles violations de l'embargo sur les armes.	Augmentation progressive de l'appui politique

<i>Obstacle</i>	<i>Description</i>	<i>Liens avec l'extérieur</i>	<i>Changements en 2019</i>
Corrélation apparente entre le conflit au Yémen et les attaques contre l'Arabie saoudite et les Émirats	Attaques contre des infrastructures pétrolières dans la région, en mer et sur terre	L'Arabie saoudite, la République islamique d'Iran et bon nombre de pétroliers	Depuis la mi-septembre, les houthistes mènent contre l'Arabie saoudite des attaques à l'aide de drones et de missiles de croisière d'attaque au sol.

^a Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Yemen: escalation of armed clashes in Aden », flash update, 29 janvier 2018.

^b Voir www.newamerica.org/international-security/blog/centcom-no-yemen-military-strikes-september-2019/. Le nombre total de frappes signalées par le Département de la défense des États-Unis était de 36 en 2018 et de huit en 2019, jusqu'à la première semaine d'octobre.

B. Combats entre les houthistes et le Gouvernement yéménite

11. À l'exception d'une offensive majeure des forces affiliées à la Coalition en appui à la légitimité au Yémen en direction de Hodeïda à la fin de 2018, le territoire tenu par les houthistes n'a pas notablement changé. En 2019, les lignes de front sont restées statiques, tandis que les houthistes concentraient la majeure partie de leur action militaire sur l'Arabie saoudite. Dans son combat contre les houthistes, la Coalition a continué d'appuyer le Gouvernement yéménite, dans l'objectif déclaré de le rétablir au pouvoir. Elle n'y est toutefois pas parvenue et a même compromis l'action menée par celui-ci à une occasion (voir par. 34). Dans l'ensemble, l'appui apporté par la Coalition aux forces régulières du Gouvernement yéménite a été insuffisant et empêché ce dernier de mener des opérations militaires d'envergure.

12. Tandis que les capacités du Gouvernement yéménite continuent de s'amenuiser, les houthistes consolident leur contrôle sur leurs forces et les tribus du nord (voir par. 20) et présentent une force de combat unifiée, à même de réprimer brutalement toute dissidence. Leur autorité considérable s'explique en partie par des structures de renseignement bien établies, qui comprennent la sécurité préventive, un bureau de la sécurité et du renseignement et les *zeinabiyat*, décrits ci-après.

1. Sécurité préventive

13. La sécurité préventive est le dispositif de renseignement le plus influent dans les zones contrôlées par les houthistes, comme cela a été démontré à l'issue du décès d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003). Elle opère hors des structures de « l'État » et relève d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004). Son chef est l'une des personnalités houthistes les plus puissantes (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 4).

14. La sécurité préventive vise à surveiller le mouvement houthiste et à le protéger contre toute infiltration. Ses autres responsabilités sont d'examiner les rapports des superviseurs houthistes³ ; de s'assurer que les combattants ne fuient pas les lignes de front en emportant leurs armes ; d'intervenir lors d'accrochages entre les combattants houthistes ; et d'arrêter et de placer en détention les responsables houthistes qui commettent des actes de subversion. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec une femme qui a été privée de liberté et harcelée sexuellement par un cadre qui s'est avéré faire partie de la sécurité préventive, parce qu'elle avait dénoncé des houthistes.

³ Il s'agit de superviseurs au niveau local (*moucharrafin*) qui travaillaient pour le comité révolutionnaire, dirigé à l'époque par Mohammed Ali al-Houthi. Officiellement, le comité révolutionnaire n'existe plus mais selon certaines indications, il continue d'opérer. Il a été désigné le 30 juillet 2019 membre du conseil politique suprême.

2. Bureau de la sécurité et du renseignement

15. En août 2019, lors de la plus grande restructuration des dispositifs de renseignement depuis la prise de contrôle par les houthistes de Sanaa, le bureau de la sûreté nationale et le bureau de la sécurité politique ont fusionné pour constituer le bureau de la sécurité et du renseignement⁴, chargé de repérer toute menace extérieure au mouvement houthiste.

16. Cette restructuration a entraîné la dissolution des deux réseaux importants susmentionnés remontant à l'ère Ali Abdullah Saleh et le limogeage de cadres du renseignement. Le Groupe d'experts a appris l'arrestation de plusieurs responsables du bureau de la sûreté nationale⁵ et s'intéresse notamment à Motlaq Amer al-Marrani (dit « Abou Imad »), qui en était le chef adjoint, du fait de son implication dans l'entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire (voir également par. 89). Le directeur du nouveau bureau de la sécurité et du renseignement est l'ancien vice-ministre de l'intérieur, Abdul Hakim al-Khaiwani, et son directeur adjoint est l'ancien chef du bureau de la sécurité politique, Abdul Qader al-Shami.

3. Les *zeïnabiyat*

17. Les *zeïnabiyat*, issues pour la plupart de familles hachémites, constituent un dispositif de renseignement dirigé contre les femmes : elles ont pour tâches de les endoctriner, de les fouiller, de perquisitionner leurs domiciles et de maintenir l'ordre dans les prisons de femmes. Le Groupe d'experts a confirmé des violations commises par les *zeïnabiyat*, y compris l'arrestation et la détention arbitraires de femmes, des pillages, des agressions sexuelles, des violences physiques, des actes de torture et le fait d'avoir facilité des viols dans des centres de détention secrets (voir annexes 5 et 6)⁶.

18. Durant la période considérée, les houthistes ont continué de désigner des affiliés de longue date à des postes militaires et civils clefs, dont Abdul Karim Amir al-Din al-Houthi, l'oncle d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), au poste de ministre de l'intérieur. Ils ont également désigné Abdul Mohsen Abdullah Qasim Attawoos chef de l'autorité nationale de gestion et de coordination des affaires humanitaires et de la reprise après catastrophe et ensuite secrétaire général du haut conseil chargé de la gestion et de la coordination des affaires humanitaires et de la coopération internationale. Attawoos était superviseur général à Dhamar et membre notable du mouvement depuis 2004 (pour d'autres désignations à de hauts postes, se reporter à l'annexe 7).

C. Répression de toute dissidence par les houthistes

19. Si les houthistes restent unifiés, c'est principalement parce qu'ils répriment toute dissidence dans les zones qu'ils contrôlent, y compris, en 2019, de la part de tribus et de femmes actives sur le plan politique.

1. Répression de toute dissension tribale

20. De janvier à mars 2019, des affrontements ont eu lieu entre les houthistes et des tribus de Hajour, à Hajja, au cours desquels des armes lourdes ont été utilisées dans des zones civiles, entraînant des destructions d'habitations, des pertes lourdes parmi

⁴ <https://almasdaronline.com/articles/171223>.

⁵ Sources proches des houthistes. Voir également www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/Yemen/2019/11/10/صنعاء-في-السياسي-الأمن-منتسبي-من-ضابطا-26-يعتقل-الحوثي.

⁶ Entretiens avec des activistes de la société civile et 10 femmes, qui ont toutes eu affaire aux *zeïnabiyat*.

les tribus et des détentions⁷. Durant la bataille, la Coalition a donné des armes et des fournitures aux tribus⁸ et les a aidées au moyen de frappes aériennes⁹. Après un siège de deux mois, les houthistes l'ont emporté le 10 mars 2019 sur les tribus, ce qui a entraîné dans les jours qui ont suivi des déplacements massifs, des détentions généralisées et des exécutions extrajudiciaires. Ces affrontements ont constitué l'exemple le plus frappant, en 2019, de l'opposition aux houthistes sur les territoires qu'ils contrôlent. D'autres accrochages et des assassinats de chefs tribaux ont été signalés à Amran¹⁰ et Ibb¹¹.

2. Répression des femmes

21. Dans le territoire contrôlé par les houthistes, les femmes sont visées directement et indirectement lorsqu'elles constituent ou sont perçues comme présentant une menace au règne des houthistes. Le Groupe d'experts a confirmé des cas de plus en plus fréquents de répression à l'égard des femmes ; dans les 11 cas qu'il a vérifiés en tout, des femmes ont été arrêtées, détenues, battues, torturées ou ont subi des violences sexuelles du fait de leurs activités politiques ou de leur participation à des manifestations publiques. Elles ont été menacées et se sont entendu dire qu'elles seraient accusées de prostitution ou de criminalité organisée si elles poursuivaient leurs activités contre les houthistes (voir annexe 5). Comme énoncé dans plusieurs résolutions du Conseil de sécurité dont la résolution 2467 (2019), la répression grandissante dont font l'objet les femmes qui expriment des opinions politiques ou participent à des manifestations compromet leur capacité de participer aux prises de décisions dans le cadre du règlement du conflit.

22. Le Groupe d'experts enquête sur l'implication du directeur du Département d'enquête criminelle à Sanaa, Sultan Zabin, dans l'acte de torture d'une activiste politique dans un lieu déterminé¹². Le Groupe d'experts a recensé un vaste réseau impliqué dans une répression politique sous guise de lutte contre la prostitution (voir figure I). Il enquête également sur l'implication d'Abdul Hakim al-Khaiwani qui a insisté publiquement sur les solides liens qui existaient entre le ministère de l'intérieur, les poursuites engagées et les autorités judiciaires au cours de ces arrestations et détentions (voir annexe 5).

⁷ Entretien avec des chefs tribaux et des membres de la société civile locale au sujet des violations. Voir également la lettre datée du 8 mars 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2019/220) et la déclaration du Bureau de la Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice de l'action humanitaire des Nations Unies pour le Yémen, consultable à l'adresse suivante : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HC_Statement_Hajja_11_mars_2019.pdf.

⁸ <http://en.adenpress.news/news/2593>, confirmé par les chefs tribaux.

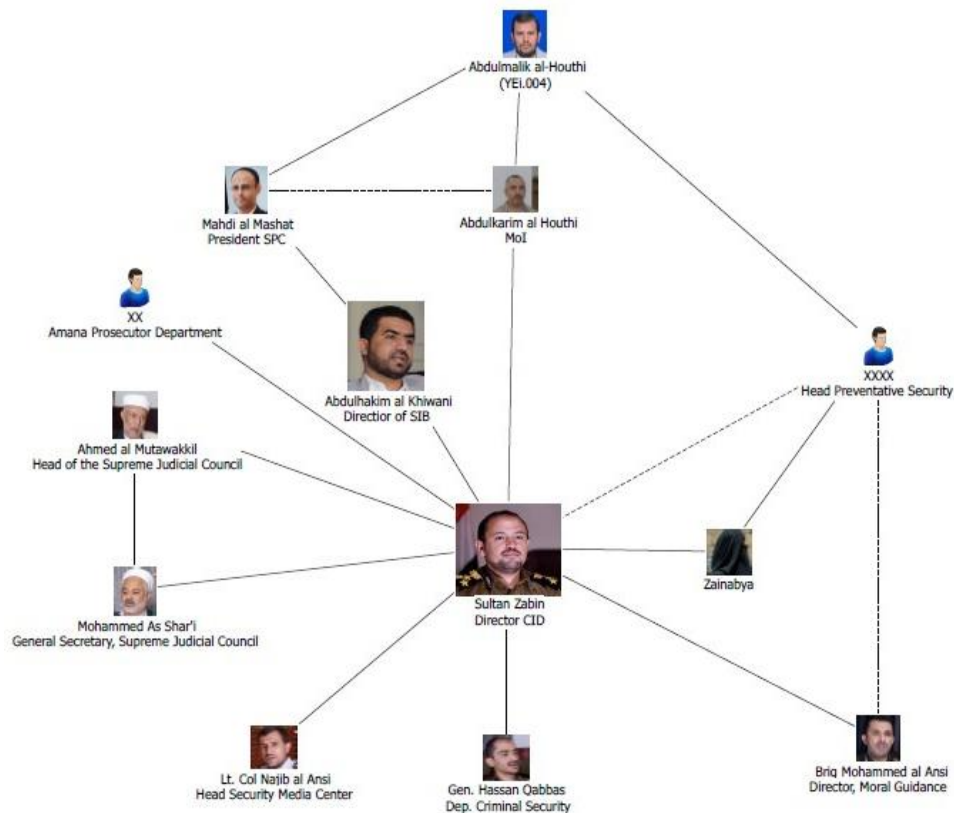
⁹ Une habitation civile a été touchée durant ces frappes aériennes. Les forces houthistes avaient garé un char à proximité, malgré les protestations des habitants qui craignaient un nouveau raid aérien en représailles.

¹⁰ Sources du Groupe d'experts à Amran. Voir également www.thenational.ae/world/mena/Yrmen-government-condemns-houthi-killing-of-tribal-leader-1.889829 et <https://apnews.com/3a0b4252b08b4ba8b0531e1eb13f26c2>.

¹¹ Sources du Groupe d'experts à Oud (Ibb). Voir également www.alarabiya.net/ar/Arab-and-world/Yemen/2019/06/24/مقتل-اليمن-داخلية-حوثية-اشتباكات-في-اب-محافظة-وكيل-مقتل-اليمن.

¹² Preuves documentaires d'actes de torture et témoignages. D'après des documents obtenus par le Groupe d'experts, Sultan Zabin ou son bureau ont participé à l'arrestation, à la détention et à la disparition forcée d'autres femmes. Voir annexe confidentielle 6.

Figure I
Affiliations recensées de Sultan Zabin



Source : Groupe d'experts

23. Le Groupe d'experts pense que la suppression brutale de toute dissension tribale et politique peut représenter une menace contre la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen, et estime que ceux qui ont participé à ces activités pourraient répondre aux critères de désignation.

D. Changements dans le dispositif militaire dans les zones contrôlées par le Gouvernement yéménite et la Coalition en appui à la légitimité au Yémen

1. Redéploiement des forces émiriennes au Yémen

24. Tout au long de 2019, les Émirats arabes unis ont fortement réduit leur présence militaire à la suite d'un redéploiement qui s'est déroulé en deux phases : durant la première, à l'issue d'un retrait majeur, ils sont passés en juin et juillet de quelques milliers à quelques centaines, mais des militaires sont restés sur place pour appuyer les groupes armés qu'ils avaient entraînés et équipés dans le pays entre 2015 et 2019 (voir tableau 2). La deuxième phase s'est produite durant la première semaine d'octobre, à l'issue de laquelle les soldats émiriens ont maintenu une présence minimale à Mokha, Aden, Balhaf, Riyan et Socotra¹³. Cela s'est déroulé parallèlement à une réduction importante des troupes soudanaises, peu après la mise en place du nouveau

¹³ Sources du Groupe d'experts.

régime à Khartoum¹⁴. Le retrait des Émirats arabes unis d'Aden s'est achevé lorsqu'ils ont transféré leur base de Boureïqa aux forces saoudiennes, à la suite de la signature de l'Accord de Riyad en novembre 2019.

2. Changements au niveau des Forces de la côte occidentale, des Forces de la Ceinture de sécurité et des autres forces

25. Le Groupe d'experts considère que les Forces de la côte occidentale¹⁵, les Forces de la Ceinture de sécurité, les Forces d'élite du Hadramout et les Forces d'élite de Chaboua sont des groupes armés non étatiques. Le Gouvernement yéménite estime pour sa part que ces trois dernières forces n'ont pas été sous son commandement ou son contrôle depuis leur formation¹⁶ (se reporter au tableau 2 pour les affiliations avant le redéploiement des forces émiriennes en juin 2019).

26. Le Groupe d'experts note la présence de combattants yéménites de part et d'autre de la frontière saoudo-yéménite, qui luttent sous le commandement de l'Arabie saoudite et dont le statut varie en fonction du positionnement¹⁷.

Tableau 2

Type d'appui fourni et de contrôle exercé par les Émirats arabes unis et le Gouvernement yéménite avant le 1^{er} juin 2019 (se reporter à l'annexe 8 pour des preuves supplémentaires de cet appui)

<i>Groupes</i>	<i>Caractéristiques</i>
Forces de la Ceinture de sécurité	Acteur non étatique présent à Aden, Lahj, Abiyan et Daleh. Modus operandi avec les Émirats arabes unis : ces derniers ont formé les Forces, choisi les commandants, recruté et entraîné les troupes, versé les soldes et fourni les armes, le matériel et la logistique. Les Forces ont participé aux côtés des Émirats à des opérations conjointes et ont exécuté les ordres et les instructions des troupes émiriennes.
Forces d'élite de Chaboua	Acteur non étatique présent à Chaboua Modus operandi avec les Émirats : tel que celui décrit ci-avant
Forces d'élites du Hadramout	Acteur non étatique présent dans le Hadramout Modus operandi avec les Émirats : tel que celui décrit ci-avant

¹⁴ Voir www.reuters.com/article/us-sudan-politics/sudan-says-it-has-reduced-troops-in-Yemen-to-5000-idUSKBN1YC0H4,

¹⁵ L'exception est la Brigade des transports, dirigée par Amjad Khalid et affiliée aux brigades de la garde présidentielle du Gouvernement yéménite.

¹⁶ Entretien avec des représentants du Gouvernement yéménite à Riyad en septembre 2019 et lettre du Gouvernement yéménite datée du 4 octobre 2019.

¹⁷ Des combattants affiliés au Gouvernement yéménite étaient considérés comme relevant du Ministère de la défense, auquel cas leurs unités militaires étaient considérées comme des acteurs étatiques. Ceux qui traversent la frontière avec l'Arabie saoudite semblent avoir été traités comme des prestataires.

<i>Groupes</i>	<i>Caractéristiques</i>
Forces de la côte occidentale (exception faite des forces Amjad Khaled)	Acteur non étatique présent à Mokha et Hodeïda Modus operandi par les Émirats : tel que celui décrit ci-avant ; les Forces ont été formées par les Émirats et le Gouvernement yéménite, les Émirats conservant un contrôle opérationnel total durant les opérations sur la côte ouest.
Groupe Abou el-Abbas	Acteur étatique, présent à Taëz Modus operandi avec les Émirats : ces derniers n'ont fourni que des armes, du matériel et de la logistique, tandis que le Gouvernement yéménite versait les salaires en 2019 ; le groupe a mené des opérations conjointes avec les forces du Gouvernement yéménite.

Source : Groupe d'experts

27. Les forces décrites dans le tableau 2 ci-avant ont subi des changements de juin à novembre 2019 : notamment, les Forces de la Ceinture de sécurité à Aden se sont affiliées en août au conseil de transition du sud (voir par. 30). De plus, les Forces d'élite de Chaboua se sont fragmentées (voir par. 32). Si le degré de contrôle exercé par les Émirats arabes unis sur les commandants des Forces d'élite de Chaboua et des Forces de la Ceinture de sécurité reste flou à l'heure actuelle, il semble que les Émirats soient en mesure d'influer sur elles pour le moins par l'entremise du conseil de transition du sud. Les tensions entre les Forces d'élite de Chaboua et les forces du Gouvernement yéménite à Chaboua et à Abiyan ont persisté jusqu'en décembre 2019.

28. Autour du 9 juin 2019, les chefs des Forces de la côte occidentale se sont intégrés à une structure de commandement conjointe, comprenant quelque 11 commandants de haut rang, y compris des brigades des Amaliqa et de Tihama, des Gardiens de la république et des brigades Heïtham Qassem (voir annexe 9). Il reste à déterminer si cela garantira un resserrement de la coordination entre des forces qui avaient besoin jusque lors de la supervision émirienne pour être efficaces. Les divisions entre les divers groupes persistent. Les Forces de la côte occidentale affiliées aux Émirats se sont largement abstenues de participer au conflit dans le sud¹⁸. En novembre, des pourparlers se sont tenus à Riyad pour intégrer une partie de ces Forces de la côte occidentale en tant qu'unités du Gouvernement yéménite¹⁹.

3. Accrochages entre les forces du Gouvernement yéménite et les forces affiliées au conseil de transition du sud

29. Le 1^{er} août 2019, le général de brigade Munair al-Yafae, dit « Abou Yamama », a été tué dans une explosion au camp de Jala'a à Boureïqa. Les houthistes ont affirmé avoir mené l'attaque au moyen d'un drone et d'un missile. Le Groupe d'experts n'en a cependant pas trouvé la moindre trace. Le 7 août 2019, après une fusillade lors des obsèques d'Abou Yamama qui a fait trois morts parmi les personnes présentes, le vice-président du conseil de transition du sud, Hani Ali Salem Binbrek, a demandé

¹⁸ Certaines des brigades des Amaliqa ont quitté la côte ouest pour Abiyan en octobre 2019. Confirmé par les Forces de la côte occidentale. Voir également <http://en.adenpress.news/news/13462>.

¹⁹ Personnes ayant participé aux entretiens et sources du Gouvernement yéménite.

publiquement que le palais de la présidence soit pris d'assaut²⁰. Le Groupe d'experts estime que Binbrek, usant de son autorité en tant que vice-président du conseil, a mobilisé des groupes armés, y compris les Forces de la Ceinture de sécurité, et recouru à la force pour prendre des mesures qui ont compromis le contrôle et l'autorité du Gouvernement yéménite à Aden et Abiyan.

30. À l'issue de plusieurs années d'affaiblissement des forces du Gouvernement yéménite (voir S/2018/594 et S/2019/83), le conseil de transition du sud a annoncé le 10 août 2019 un contrôle total sur Aden²¹ après quatre journées d'affrontements. Les forces du Gouvernement yéménite, y compris les brigades de la garde présidentielle, ont été mises en échec à Aden, et le Président, Abdrabuh Hadi, a perdu le peu d'autorité qui lui restait. Les Forces de la Ceinture de sécurité qui, d'après le Gouvernement yéménite, étaient sous son contrôle opérationnel encore en juin 2019²² se sont affiliées au conseil de transition du sud le 7 août 2019 (voir annexe 8).

31. La conquête du contrôle territorial et militaire par le conseil de transition du sud s'est poursuivie dans des secteurs d'Abiyan et de Lahj où les Forces de la Ceinture de sécurité avaient déjà une présence et un contrôle considérables, contraignant les forces du Gouvernement yéménite à la reddition. L'avancée du conseil a été freinée à Chaboua la troisième semaine d'août 2019 (voir par. 33). Les combats qui se sont déroulés à Aden et à Ataq ont démontré que malgré la force revendiquée par les deux parties, aucune n'avait les capacités d'endurer une opération militaire prolongée.

32. Trois aspects critiques du conflit entre le conseil de transition du sud et le Gouvernement yéménite ont eu des ramifications plus vastes : premièrement, les affrontements de Chaboua ont été de la même ampleur que ceux qui se sont produits à Aden. Les groupes affiliés au conseil ont succombé aux forces régulières²³ dans une large mesure du fait de la fragmentation des Forces d'élite de Chaboua. Les troisième et sixième brigades des Forces d'élite de Chaboua ont choisi de ne pas se battre, à la suite d'une décision prise par leurs tribus (voir annexe 9), qui a été plus néfaste au conseil qu'au Gouvernement yéménite.

33. Chaboua a également été le théâtre, en juin 2019, de graves affrontements militaires entre les Forces d'élite de Chaboua et les forces du Gouvernement yéménite, laissant présager les événements d'Aden, ce qui a dû renforcer la détermination des tribus d'empêcher toute répétition de ces actes (voir annexe 10). Si les tribus ont été réfractaires, cela pourrait s'expliquer également par le rejet de toute ingérence extérieure dans le contrôle territorial qu'elles exercent sur les secteurs de la production pétrolière et du transport du pétrole. La bataille de Chaboua a démontré que les groupes armés se trouvant dans les zones contrôlées par le Gouvernement yéménite et la Coalition faisaient acte d'allégeance principalement selon la disponibilité des ressources économiques, plutôt que du fait d'aspirations sécessionnistes ou d'un appui financier extérieur.

34. Le deuxième événement décisif s'est produit les 28 et 29 août 2019 lorsque les Émirats arabes unis ont mené des frappes aériennes contre des unités militaires du Gouvernement yéménite qui se préparaient à reprendre le contrôle d'Aden. Les frappes aériennes ont empêché les troupes gouvernementales d'entrer dans la ville et

²⁰ Extrait d'une déclaration à la télévision dans les archives du Groupe d'experts. Voir également www.stcaden.com/news/10094.

²¹ Des poches de résistance des forces du Gouvernement yéménite subsistent.

²² Réunion entre le Groupe d'experts et des représentants du gouvernement à Aden en octobre 2018.

²³ Les forces régulières de Chaboua ont reçu des renforts d'autres zones contrôlées par le Gouvernement yéménite et la Coalition.

ont donné un avantage militaire au conseil de transition du sud qui, par la suite, a repris le contrôle d'Abiyan²⁴.

35. Le troisième élément crucial a été la signature de l'Accord de Riyad, qui a affaibli encore plus l'autorité du Gouvernement yéménite sur ses forces, au regard du contrôle direct exercé désormais par le commandement de la Coalition sur les décisions militaires. Contrairement à l'annexe sur les arrangements de sécurité, qui confère au Ministère de l'intérieur la latitude de superviser en toute autonomie les forces de sécurité, l'annexe sur les arrangements militaires restreint et compromet fortement l'autorité et le contrôle exercés par le Gouvernement yéménite sur la restructuration de ses forces et sur leurs armes. Il reste à voir si des décisions à cet égard seront prises en consultation avec le Gouvernement yéménite.

36. Le risque existe que des éléments des forces régulières résistent à l'intégration d'anciens opposants dans leurs unités militaires, comme cela est envisagé dans l'Accord, par exemple à Chaboua où les forces du Gouvernement yéménite ont été victorieuses²⁵. Des tensions inhérentes sont palpables entre le souhait du Gouvernement yéménite et de l'Arabie saoudite de créer une force consolidée œuvrant un commandement militaire unifié et la réalité que les groupes armés affiliés au conseil de transition du sud conservent leurs identités tribales et tiennent compte des intérêts de leurs populations.

4. Combats à Taëz

37. À la suite des événements qui se sont déroulés à Aden en août, une série d'affrontements graves ont éclaté entre les forces du Gouvernement yéménite à Taëz ; y compris des combats opposant la trente-cinquième brigade et les forces d'Abou el-Abbas, d'une part, à la 4^e brigade d'infanterie alpine appuyée par le groupe armé Hachd el-Chaabi (affilié au Islah), d'autre part. Ces événements reflètent la fragmentation au sein des forces armées du Gouvernement yéménite et les difficultés auxquelles ce dernier fait face pour ce qui est de contrôler ses forces (voir annexes 11 et 12)²⁶.

E. Opérations antiterroristes en cours contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'État islamique d'Iraq et du Levant

38. Tout au long de 2019, Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ont cherché à s'implanter sur le territoire, en continuant de rivaliser et de se battre sur le plan du contrôle territorial et du recrutement, comme à Beïda, l'utilisation du label « Al-Qaida dans la péninsule arabique » servant, semble-t-il, à justifier des attaques contre un adversaire ou à se rallier un appui à la suite d'opérations antiterroristes (voir le tableau 1).

39. Des chefs tribaux de Beïda ont informé le Groupe d'experts qu'ils s'étaient associés à certains moments à Al-Qaida dans la péninsule arabique à seule fin de protéger leurs territoires contre les houthistes, en l'absence de soutien du Gouvernement yéménite²⁷. Les habitants de deux districts ruraux de Beïda qui avaient reçu un appui militaire du Gouvernement yéménite ont déclaré qu'ils conservaient

²⁴ Le Groupe d'experts a demandé au Gouvernement yéménite et aux Émirats arabes unis de fournir des renseignements sur les frappes aériennes qui pourraient confirmer leurs affirmations de manière indépendante, mais ni l'un ni l'autre ne l'ont fait.

²⁵ Sources officielles confidentielles à Chaboua.

²⁶ Le 2 décembre 2019, le commandant de la trente-cinquième brigade, Adnan Hamadi, a été tué à Taëz.

²⁷ Sources confidentielles.

tant bien que mal une position défensive, avec des armes insuffisantes, à la fois contre les houthistes et contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'EIL.

40. Al-Qaida dans la péninsule arabique s'efforce d'établir des contacts avec dans les communautés d'accueil, y compris en épousant les causes de leurs adversaires. Cherchant à se rallier un soutien, le groupe a décrit par exemple en détail dans une lettre publiée à Beïda, les violations qui auraient été commises par les forces affiliées aux Émirats arabes unis contre les tribus et prévenant celles de Beïda qu'elles pourraient subir le même sort. Les tribus indiquent en revanche que l'EIL est plus tyrannique que les houthistes ou Al-Qaida dans la péninsule arabique.

41. Une résistance a eu lieu contre Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'EIL, comme indiqué au tableau 3. Les houthistes ont néanmoins procédé en septembre 2019 à des échanges de prisonniers avec Al-Qaida dans la péninsule arabique à Beïda²⁸. Les Forces de la Ceinture de sécurité et certaines des Forces d'élite de Chaboua s'étant affiliées au conseil de transition du sud, elles sont probablement plus soucieuses de consolider leur contrôle territorial que de combattre le terrorisme.

Tableau 3
Chefs d'Al-Qaida dans la péninsule arabique et de l'EIL arrêtés en 2019

<i>Nom</i>	<i>Titre</i>	<i>Lieu de l'arrestation</i>	<i>Entité ayant procédé à l'arrestation</i>	<i>Date de l'arrestation</i>
Bilal Ali Muhammad al-Wafi (Abu al-Walid) ^a	Chef de l'EIL à Taëz	Jabal Habchi (Taëz)	Forces spéciales de la dix-septième brigade d'infanterie du Yémen	18 mai 2019
Abou Osama al-Muhajir ^b	Chef de l'EIL au Yémen	Mahra	Forces spéciales saoudiennes et yéménites	3 juin 2019
Non identifié ^c	Principal directeur financier de l'EIL au Yémen	Mahra	Forces spéciales saoudiennes et yéménites	3 juin 2019
Majid al-Sarari	Associé d'Abu Abdullah al-Masri	Indéterminé	Les houthistes	Les autorités de Sanaa ont confirmé l'arrestation au Groupe d'experts en juin 2019
Hashem Mohsen Aiderous al-Hamed ^d	Facilitateur d'Al-Qaida dans la péninsule arabique	Chaboua	Les Forces d'élite de Chaboua	17 août 2019 ; un associé connu arrêté à ses côtés a été libéré en décembre 2019

Source : Groupe d'experts (se reporter à l'annexe confidentielle 13 pour les membres d'Al-Qaida dans la péninsule arabique ou de l'EIL arrêtés à Taëz).

^a <https://apnews.com/91fc48d39fed471a9ce0486482f54111>.

^b <https://apnews.com/6fc370591b2046b08e6845899c80d643>.

^c Les reportages dans les médias ont été confirmés par les services de renseignement du Gouvernement yéménite et par des sources saoudiennes.

^d Selon le Département du trésor américain. Communiqué de presse consultable à l'adresse suivante : www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/sm0091.aspx.

²⁸ www.xinhuanet.com/english/2019-09/18/c_138401577.htm. Le Groupe d'experts a obtenu les noms des combattants d'Al-Qaida dans la péninsule arabique qui ont fait l'objet d'un échange.

F. Liens externes avec les houthistes

1. Liens entre les houthistes et la République islamique d'Iran

42. La position officielle iranienne est que le pays continue de prôner l'application d'un cessez-le-feu conclu grâce aux bons offices de l'ONU, la fourniture d'une aide humanitaire et la promotion d'un dialogue de paix intrayéménite²⁹. Le 19 novembre 2019, le Président de la République islamique d'Iran, Hassan Rouhani, a reçu officiellement, dans ses nouvelles fonctions, l'ambassadeur du Yémen en République islamique d'Iran, Ibrahim Mohammed al-Dailami, désigné en août 2018 par les houthistes, geste de soutien à ces derniers dans l'établissement d'une présence internationale officielle³⁰. Le Corps des gardiens de la révolution islamique a déclaré récemment qu'il ne fournira qu'un appui consultatif et idéologique³¹. Il convient également de noter l'information figurant au paragraphe 61.

2. Corrélations entre le conflit et l'intensification des attaques dans la région

43. L'attaque du 12 mai contre des pétroliers au large de Foujeïra, située sur la côte des Émirats arabes unis, a suscité des préoccupations grandissantes en matière de sécurité dans le golfe d'Oman. Deux jours plus tard, deux stations de pompage sur le pipeline saoudien est-ouest ont été attaquées au moyen de drones lors d'une frappe aérienne revendiquée par les houthistes. Par la suite, une attaque a été commise le 13 juin contre des pétroliers dans le golfe Persique et une autre le 17 août contre des installations pétrolières à Cheïba. Le même jour, Abdulmalik al-Houthi a affirmé que l'attaque de Cheïba était un avertissement aux Émirats arabes unis, notant que les cibles dans ce pays étaient désormais à portée de drones des houthistes. Ces événements ont mené, semble-t-il, à une attaque coordonnée, le 14 septembre, de drones et de missiles de croisière d'attaque au sol contre des installations pétrolières à Abqaïq et Khoureïs. Moins d'une semaine plus tard, le 20 septembre, le président du conseil politique suprême, Mahdi al-Mashat, a déclaré que les houthistes cesseraient de tirer des missiles sur l'Arabie saoudite si l'aéroport de Sanaa rouvrait et si Hodeïda avait libre accès aux activités de transport, tout en exprimant son soutien à l'exécution de l'Accord de Stockholm³².

G. L'Accord de Riyad

44. Après les événements d'Aden en août, l'Arabie saoudite a invité des représentants du conseil de transition du sud et du Gouvernement yéménite à se rendre à Djedda pour des pourparlers. Les Émirats arabes unis ont encouragé le conseil de transition du sud à y prendre part³³. L'Accord de Riyad a donc été signé le 5 novembre 2019.

45. Le Groupe d'experts relève que la République islamique d'Iran et les houthistes ont rejeté l'Accord, disant qu'il met le Gouvernement yéménite sous « la tutelle », de l'Arabie saoudite puisque celle-ci exerce désormais un contrôle direct sur des décisions militaires relevant normalement de la prérogative exclusive du Gouvernement yéménite, ce qui entame l'autorité de ce dernier sur ses forces

²⁹ Entretien avec des représentants de la République islamique d'Iran à New York, novembre 2019.

³⁰ <https://debrief.net/en/news-12795.html>.

³¹ www.tasnimnews.com/en/news/2017/11/24/1582883/iran-providing-Yemen-with-advisory-assistance-irgc-commander.

³² www.reuters.com/article/us-yemen-saudi/yemens-houthis-propose-to-saudi-arabia-that-both-sides-halt-missile-strikes-idUSKBN1W5261 et <https://en.farsnews.com/newstext.aspx?nn=13980704000249>.

³³ Entretien entre le Groupe d'experts et des responsables émiriens à Abou Dhabi, septembre 2019.

régulières (voir par. 35 et 36). Le Groupe d'experts note que si la signature de l'Accord est louable, dans la mesure où elle empêche toute nouvelle escalade, les échéanciers qui y sont énoncés n'ont pas été respectés dans une large mesure.

46. Outre le rapprochement qui a été opéré entre le conseil de transition du sud et le Gouvernement yéménite, des pourparlers se sont déroulés entre les houthistes et l'Arabie saoudite. En octobre et en novembre, une forte diminution a été constatée dans le nombre de frappes aériennes de la Coalition contre le Yémen ; pour leur part, les houthistes n'ont mené aucune attaque aux missiles ou aux drones contre l'Arabie saoudite : ils ont libéré 290 prisonniers le 30 septembre et les Saoudiens 128 détenus houthistes le 28 novembre³⁴. En novembre également, le Vice-Ministre saoudien de la défense, Khalid Bin Salman, s'est rendu à Mascate pour avoir, semble-t-il, des entretiens directs ou indirects avec des représentants houthistes³⁵. Du fait que l'Arabie saoudite et les houthistes se disent à présent en pourparlers, il existe désormais une possibilité que les deux parties établissent une voie vers la paix.

H. Précarité de l'économie yéménite

47. La solidité des liens économiques entre le Yémen et ses voisins est essentielle pour la paix, la sécurité et la stabilité du pays et repose principalement sur la main-d'œuvre migrante et les envois de fonds. Avant le conflit, alors que des envois de fonds d'un montant estimatif total de 3,35 milliards de dollars³⁶ parvenaient au Yémen (dont 90 % depuis les pays du Conseil de coopération du Golfe), 61,5 % de ce total entraient depuis l'Arabie saoudite. Les envois de fonds sont plus volumineux que les flux d'aide. Ces derniers vont de 2 à 4 milliards de dollars, les donateurs du Golfe en fournissant la majeure partie.

48. Les envois de fonds vers le Yémen sont considérés comme étant relativement stables, malgré la diversité des moyens de transfert. Cela en complique la surveillance, étant donné qu'ils s'effectuent de moins en moins par l'entremise des banques et des grandes sociétés de change et de plus en plus par des réseaux informels de transfert de fonds.

49. Les conditions particulières des travailleurs migrants sont loin d'être simples. Compte tenu des problèmes auxquels se heurtent les Yéménites, les autorités saoudiennes ont accordé en avril 2015 l'amnistie à ceux d'entre eux qui travaillaient clandestinement dans le pays, leur donnant accès à des visas de six mois renouvelables. Cependant, l'augmentation des frais annuels pour les personnes à charge et les permis, ainsi que les décisions de saoudisation, secteur par secteur, ont à présent des effets négatifs considérables sur les envois de fonds des expatriés. Chaque migrant régulier s'acquitte désormais de frais annuels d'environ 2 500 dollars³⁷.

³⁴ <https://www.icrc.org/fr/document/yemen-290-detenus-liberes-avec-le-concours-du-cicr> et <https://www.icrc.org/fr/document/cent-vingt-huit-detenus-rapatries-darabie-saoudite-vers-le-yemen>.

³⁵ <https://gulfnews.com/world/gulf/oman/khalid-bin-salman-meets-sultan-qaboos-in-oman-1.67778812>.

³⁶ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BX.TRF.PWKR.CD.DT?locations=YE>.

³⁷ Près de la moitié des expatriés yéménites en Arabie saoudite gagnant moins de 530 dollars par mois, des frais annuels d'environ 2 500 dollars constituent un montant considérable. Voir : Yémen, Ministère du plan et de la coopération internationale (2018) Yemen socio-economic update 2018, n°32, février 2018, consultable à l'adresse suivante : https://fscluster.org/sites/default/files/documents/yseu32_english_final.pdf.

III. Les armes et l'application des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes

50. Conformément aux paragraphes 14 à 17 de la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a poursuivi ses différentes activités de suivi et d'investigation pour recenser d'éventuelles violations des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes ayant trait à la fourniture, à la vente et au transfert directs ou indirects à des personnes ou entités inscrites sur la liste par le Comité créé par la résolution 2140 (2014) du Conseil.

51. Le Groupe d'experts a inspecté les armes et le matériel connexe saisis au Yémen, à savoir des fusils d'assaut 56-1, des lance-grenades et des viseurs optiques associés, dont la Coalition s'était emparée le 10 décembre 2018 à Aden (voir par. 61). Il a également inspecté une large cargaison qu'elle avait saisie à la fin de janvier 2019 à Jaouf, comprenant bon nombre de composants pour la fabrication de drones armés de type Qasef et Samad, qui avaient été expédiés à Oman avant d'être découverts au Yémen. Cela confirme son analyse selon laquelle l'itinéraire de contrebande par la route, via Jaouf et le sud-est yéménite, conserve toute son importance. Il a également inspecté une cargaison de servomoteurs saisis à Abou Dhabi alors qu'ils étaient en transit pour Sanaa au début de novembre 2018, qui ont pu servir à la fabrication de drones ou d'engins explosifs improvisés flottants (voir par. 63). La carte à l'annexe 18 donne un aperçu des réseaux houthistes d'approvisionnements en armes et matériel connexe, qui ont été étayés par le Groupe d'experts durant la période considérée.

52. Le Groupe d'experts a relevé que d'après des reportages diffusés dans les médias, le destroyer lance-missiles USS *Forrest Sherman* (DDG-98) avait saisi en mer d'Arabie le 25 novembre 2019 une cargaison d'armes lors d'une opération de vérification du pavillon d'un navire apatride³⁸. Il a inspecté les armes saisies et noté que la cargaison comptait 21 missiles antichars guidés, probablement la version iranienne « Dehlavieh » du 9M133 Kornet, deux missiles sol-air qui n'étaient pas connus précédemment ainsi que les composants d'un missile de croisière d'attaque au sol Quds-1, d'un missile de croisière antinavire C802 et d'un troisième missile de croisière non identifié. La cargaison comprenait également bon nombre de détonateurs, des pièces pour l'assemblage d'engins explosifs improvisés flottants, des viseurs de nuit à imagerie thermique et d'autres composants (voir annexe 20). Le Groupe d'experts a été informé que le navire était un boutre de 12 mètres de long, avec un équipage yéménite constitué de 11 hommes qui ont été remis par la suite à la garde côtière yéménite, et que le boutre se dirigeait vers les côtes du Yémen. Il enquête pour voir si la cargaison constitue une tentative de contournement des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes et a demandé un complément d'informations telles que les coordonnées de la saisie, les noms du navire et des membres de son équipage et l'accès aux données GPS et de téléphone satellite et l'occasion de s'entretenir avec les membres de l'équipage et l'équipe de visite, mais n'a toujours pas reçu de réponse.

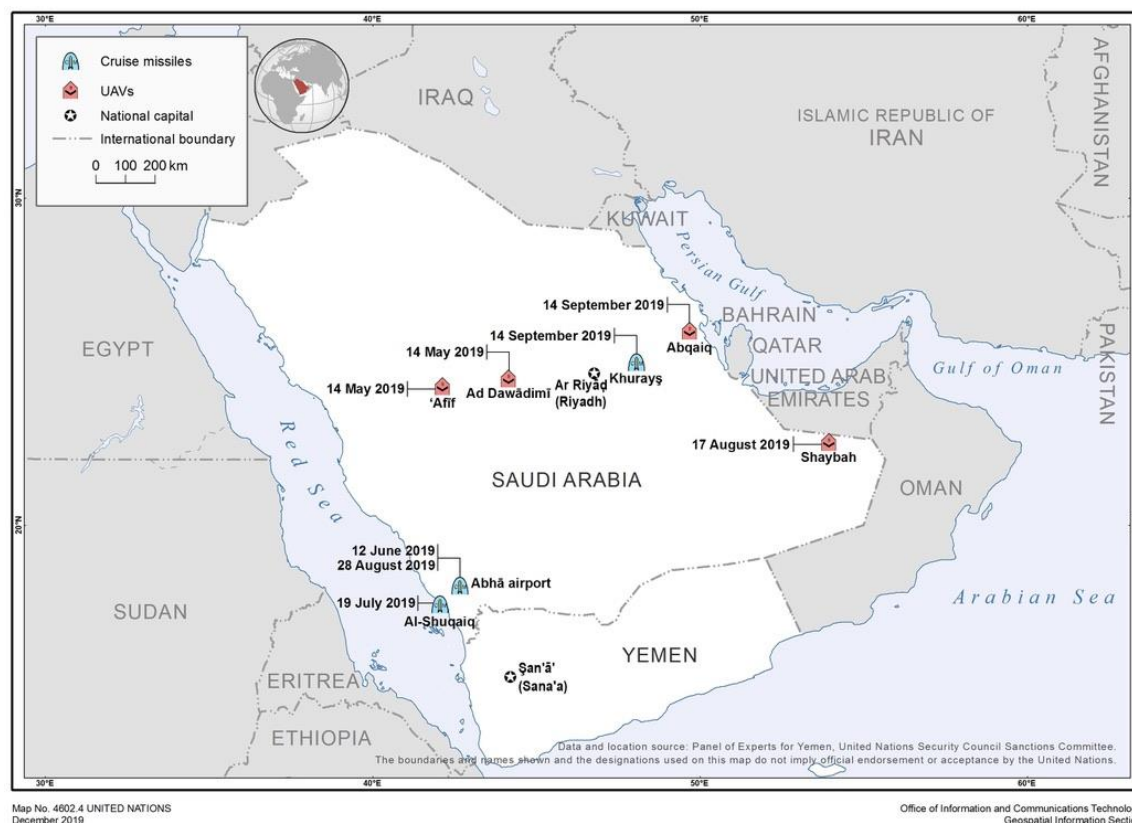
53. Les forces houthistes continuent d'exercer un pouvoir au-delà du champ de bataille au Yémen, utilisant des drones et des missiles de croisière d'attaque au sol contre des cibles en Arabie saoudite (voir figure II). Deux grandes tendances se sont dessinées durant la période considérée. En ce qui concerne les attaques contre des cibles proches de la frontière saoudienne méridionale et les frappes aériennes au Yémen, les forces houthistes se sont fiées en grande partie à des drones de plus courte portée qui, d'après le Groupe d'experts, sont fabriqués dans le territoire qu'elles contrôlent. Ces attaques comprennent une frappe très médiatisée contre un défilé

³⁸ www.reuters.com/article/us-usa-iran-missiles-military-idUSKBN1Y82S1.

militaire à la base aérienne d'Anad le 10 janvier 2019, au cours de laquelle 5 soldats du Gouvernement yéménite ont été tués et 20 autres blessés³⁹, qui a été menée au moyen de munitions rodeuses Qasf-2K. La seconde tendance, observée depuis mai 2019, a consisté à déployer des drones et des missiles de croisière d'attaque au sol plus perfectionnés et de plus longue portée, qui ont servi principalement à viser des cibles en Arabie saoudite. Le Groupe d'experts note que ces attaques ont coïncidé avec la montée des tensions régionales et géopolitiques au sujet du Plan d'action global commun et semblaient être destinées à contraindre l'Arabie saoudite d'adopter une approche plus conciliante à l'égard des houthistes.

Figure II

Attaques aériennes confirmées contre des cibles en Arabie saoudite depuis le 14 mai 2019



Note : La carte n'indique pas les nombreuses attaques à l'aide de drones de courte portée Qasf-2K et d'obus d'artillerie Badr-1 contre des cibles situées dans le sud saoudien, y compris l'attaque meurtrière contre l'aéroport d'Abha le 23 juin 2019.

54. Les forces houthistes ont revendiqué la responsabilité d'attaques contre des cibles se trouvant à 1 200 kilomètres de leur territoire, comme la frappe aérienne contre l'usine de la Saudi Aramco à Abqaiḡ le 14 septembre 2019. Le Groupe d'experts doute que les drones et les missiles de croisière d'attaque au sol ayant servi à mener l'attaque aient une portée suffisante pour permettre un tir depuis le territoire yéménite contrôlé par les houthistes (voir annexe 14). D'autres attaques à l'aide des mêmes armes semblent toutefois avoir été menées à partir du Yémen. Le Groupe

³⁹ www.aljazeera.com/news/2019/01/houthi-drone-attack-hits-military-base-yemen-reports-190110071518307.html.

d'experts ne croit pas que ces armes relativement élaborées aient été mises au point et fabriquées au Yémen, ce qui laisse entendre qu'elles ont été importées en violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes. Il enquête sur la chaîne de possession des composants afin de déterminer quels étaient les fabricants des deux systèmes (voir annexes 15 et 16). L'efficacité de plus en plus grande de ces attaques indique que l'emploi de ces armes complique sérieusement la tâche consistant à les maîtriser et à lutter contre leur prolifération dans le monde. Cela démontre également que des infrastructures critiques restent vulnérables, malgré leur éloignement des lignes de combat. L'assaillant a seulement besoin d'accéder à une modeste fabrique industrielle et à des composants de pointe provenant de l'étranger, dont la plupart ne sont pas classés comme des armes, voire des articles à double usage.

55. Contrairement aux années précédentes, aucune attaque réussie par voie maritime n'a été attribuée aux forces houthistes, tandis que le nombre de tentatives à l'aide d'engins explosifs improvisés flottants a considérablement diminué en 2019. Le cessez-le-feu conclu grâce aux bons offices de l'ONU pour le port de Hodeïda ainsi que la perte par la Coalition d'autres bases côtières semblent avoir concouru à la réduction des attaques contre le transport civil.

A. Drones

56. Le Groupe d'experts a observé que deux nouveaux types de drone de plus longue portée avaient été utilisés au cours d'attaques contre des cibles en Arabie saoudite. Le premier est une version à portée allongée du drone X (UAV-X)⁴⁰ qui comprend un réservoir de carburant supplémentaire au haut du fuselage mais ressemble fort par ailleurs à la version originale. Ce drone a servi lors de frappes contre un champ pétrolifère de Cheïba le 17 août 2019 qui, selon les houthistes, ont été menées à l'aide de 10 drones de ce type pendant la « Première opération de dissuasion économique »⁴¹. Le champ pétrolifère a subi peu de dégâts et si l'attaque a suscité un intérêt, c'est parce qu'elle s'était produite à Cheïba, près de la frontière avec les Émirats arabes unis, à plus de 1 000 kilomètres du territoire contrôlé par les houthistes. Le Groupe d'experts a inspecté les débris d'un des drones utilisés lors de l'attaque et noté sa similitude avec le Samad-3, qui avait été montré le 7 juillet 2019 dans les médias affiliés aux houthistes (voir fig. III)⁴². D'après cette appellation, le Groupe d'experts qualifie l'UAV-X de drone Samad⁴³.

⁴⁰ L'UAV-X a été utilisé pour la première fois par les forces houthistes contre des cibles en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis en 2018 (voir S/2019/83, par. 84 et annexe 12).

⁴¹ https://english.almasirah.net/details.php?es_id=8322&cat_id=1.

⁴² www.almasirah.net/.

⁴³ Le « Samad-1 » désignerait une version de reconnaissance du Samad-2/UAV-X armé.

Figure III
Drone Samad-3 exposé par les houthistes (haut) ; drone inspecté par le Groupe d'experts à la suite des attaques de Cheïba (bas)



Sources : <https://almasirah.net> (haut) ; Groupe d'experts (bas).

57. Le deuxième type nouveau de drone, qui n'avait pas encore été montré dans les médias affiliés aux houthistes, est de conception delta, avec une envergure de 215 centimètres et une longueur de 190 à 210 centimètres. Le Groupe d'experts a inspecté les débris de nombreux drones de ce type en Arabie saoudite et noté que la construction des ailes et du fuselage consistait en une structure sandwich en fibres de carbone. Sur le plan interne, il suit le modèle standard d'un drone de ce type, à savoir une coiffe contenant l'ogive, suivie du système de guidage, d'un ou de plusieurs réservoirs de carburant et d'un moteur Wankel monté à l'arrière selon un mode de propulsion arrière. Dans l'ensemble, la qualité de fabrication paraît considérablement meilleure que celle d'autres drones houthistes, tels que le Qasef-2K et le Samad, qui ont un cachet plus « artisanal » (pour plus d'informations sur les composants du

drone, se reporter à l'annexe 15). Ce nouveau type de drone sans nom a été utilisé au cours de deux attaques contre l'Arabie saoudite : le 14 mai 2019, lors de frappes contre deux stations de pompage (à Daouadmi et Afif) sur l'oléoduc est-ouest et le 14 septembre 2019 (voir fig. IV), lors d'une attaque très médiatisée contre l'usine de la Saudi Aramco à Abqaiq, cette dernière ayant été qualifiée de « Deuxième opération de dissuasion économique » par un porte-parole houthiste⁴⁴ (se reporter à l'annexe 14 pour une étude de cas détaillée sur cette attaque).

Figure IV

Débris du drone à aile delta, utilisé dans l'attaque contre Afif



Source : Groupe d'experts.

B. Missiles de croisière d'attaque au sol

58. Le Groupe d'experts a inspecté les débris d'un nouveau type de missile de croisière d'attaque au sol d'une longueur de 5,6 mètres et d'un diamètre de 35 centimètres environ, constitué de fibres de carbone et renforcé en partie par du métal et d'autres matériels. Cette arme a été employée lors de quatre attaques au moins visant des cibles civiles en Arabie saoudite : deux contre l'aéroport international d'Abha les 12 juin et 28 août 2019, une contre l'usine de dessalement de Chouqeiq le 19 juin 2019 et deux contre les installations de la Saudi Aramco le 14 septembre 2019. Le Groupe d'experts estime que les missiles sont dans une grande mesure identiques au missile de croisière d'attaque au sol Quds-1, qui a été montré pour la première fois le 7 juin 2019 dans les médias affiliés aux houthistes⁴⁵ (voir fig. V). Le Groupe d'experts recourra donc à cette appellation pour se référer à ce type de missile.

⁴⁴ https://english.almasirah.net/details.php?es_id=8774&cat_id=1.

⁴⁵ <https://almasirah.net>.

Figure V
Exposition d'un missile de croisière d'attaque au sol Quds-1 (haut) et débris de missile inspectés en Arabie saoudite (bas)



Sources : <https://almasirah.net/> (haut), Groupe d'experts (bas).

59. Le Groupe d'experts note que le Quds-1 suit le modèle classique d'un missile de croisière avec un corps cylindrique, deux ailes fixes, trois gouvernes montées à l'arrière et une coiffe conique contenant l'ogive. Le principal moteur est une copie non autorisée d'un turboréacteur TJ-100 fabriqué par PBS Velká Bíteš en Tchéquie⁴⁶, installé à l'extérieur⁴⁷. Un propulseur à propergol solide, monté à l'arrière, avec quatre empennages fixes, fournit une poussée supplémentaire durant la phase de tir puis se détache automatiquement. Le corps du missile consiste en sections distinctes qui ont été numérotées, probablement pour faciliter l'assemblage.

60. Au vu de la qualité de fabrication, le Groupe d'experts ne croit pas que le missile Quds-1 ait été mis au point ou fabriqué au Yémen. D'après les marquages sur des turbomoteurs indiquant une date de fabrication de 2019 et compte tenu du fait que les missiles n'ont pas été déployés avant juin 2019, il estime que les missiles ont été transférés aux forces houthistes en violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes (se reporter à l'annexe 16 pour un aperçu des composants confirmés parmi les débris des missiles). Il reconstitue la chaîne de possession de ces pièces pour identifier la personne ou l'entité qui les a intégrées dans le missile.

⁴⁶ Voir www.pbs.cz.

⁴⁷ Les médias affiliés aux houthistes montrent un moteur monté au-dessus du fuselage ; cependant, d'après certaines indications, le missile est montré à l'envers, c'est-à-dire que le turbomoteur est en réalité monté sous le fuselage du missile, comme dans le cas des missiles iraniens Soumar et Ya Ali dont il dérive peut-être.

C. Trafic d'armes légères et de petit calibre

61. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur la chaîne de possession ainsi que sur les destinataires présumés des armes légères et de petit calibre qui ont été saisies par les forces de la Coalition à Aden le 10 décembre 2018. D'après les informations communiquées par les Émirats arabes unis, la cargaison consistait en 178 fusils automatiques, 48 lance-roquettes et 45 viseurs optiques pour lance-roquettes. Le Groupe d'experts estime que les armes étaient destinées soit à des groupes armés sous le contrôle de personnes visées par les sanctions, ce qui constituerait une violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes, soit à des groupes terroristes comme Al-Qaida dans la péninsule Arabique ou l'EIIL, auquel cas le transfert constituerait une menace contre la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen. À ce jour, le Groupe d'experts a réussi à inspecter seulement un échantillon de ces armes à Abou Dhabi (voir annexe 19), étant donné que les deux visites d'inspection prévues à Aden ont été annulées pour des raisons indépendantes de sa volonté. D'après cet échantillon, il a établi que les fusils avaient été fabriqués en Chine en 2018⁴⁸, tandis que les lance-roquettes avaient des spécificités techniques semblables à celles de type RPG-7 fabriquées en République islamique d'Iran. Il a contacté cette dernière et la Chine pour demander des informations sur la chaîne de possession de ces armes. Alors que la Chine n'a toujours pas répondu, la République islamique d'Iran a informé le Groupe d'experts que les lance-roquettes RPG-7 n'étaient pas conformes à des armes iraniennes mais ressemblaient à des lanceurs fabriqués dans le « Bloc de l'Est ». Pour ce qui est des viseurs optiques, le Groupe d'experts a établi que les numéros de série à sept chiffres relevés correspondaient à ceux des ensembles de pièces semi-assemblées pour viseurs optiques de type PGO-7V3 qui avaient été produits au Bélarus et exportés en 2016 à Paya Pardaz Asia à Téhéran, avec des certificats d'utilisateur final indiquant qu'ils étaient destinés au Ministère iranien de la défense et du soutien logistique aux forces armées. Le transfert des viseurs au Yémen pourrait constituer une violation des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes. Le Groupe d'experts a contacté la République islamique d'Iran et a été informé que les viseurs avec les numéros de série qu'il avait confirmés avaient été distribués à diverses unités militaires iraniennes et étaient actuellement en cours d'utilisation. Il poursuit son enquête sur cette affaire.

D. Structures d'approvisionnement des composants civils commerciaux utilisés dans les drones houthistes

62. Le Groupe d'experts continue de penser que les drones de type Qasef et Samad sont fabriqués sur le territoire tenu par les houthistes, à l'aide d'un assemblage de matériels disponibles localement (fibres de verre pour le fuselage et les ailes et explosifs et roulements à billes pour la charge utile) et des composants de grande valeur provenant de l'étranger. Cette théorie est étayée non seulement par l'analyse des débris de drones mais aussi par deux saisies récentes de composants de drones. Près de trois tonnes de pièces ont été saisies en janvier 2019 à Jaouf (Yémen). La cargaison comprenait bon nombre de moteurs DLE 110 et DLE 170, dont il a été établi qu'ils faisaient partie des drones Qasef et Samad, ainsi que des systèmes d'échappement, des boîtiers électroniques d'allumage, des ailerons, une grande

⁴⁸ Les armes ont les mêmes caractéristiques que celles de plus de 2 500 fusils d'assaut, saisis par l'USS *Jason Dunham* (DDG-109) le 28 août 2018 à bord d'un skiff au large de la côte yéménite (voir S/2019/83, par. 95 à 97). Le Groupe d'experts avait contacté la Chine pour s'enquérir de la chaîne de possession de ces armes et avait été informé que « les entreprises chinoises n'en avaient jamais vendu au Yémen ».

quantité d'hélices et d'autres matériels, à objectif indéterminé⁴⁹. Au vu de la présence d'étiquettes d'expédition, le Groupe d'experts a pu établir que la cargaison provenait d'une société de Hong Kong (Chine) qui l'avait exportée à une entité appelée Bahjat Alleqa'a, domiciliée à Mascate. La cargaison a été récupérée à l'aéroport international de Mascate le 2 décembre 2019 et a réapparue à Jaouf un mois plus tard. Il est donc probable que Bahjat Alleqa'a ait servi d'intermédiaire, facilitant le transfert. Le Groupe d'experts a demandé à Oman de fournir un complément d'information sur l'identité de Bahjat Alleqa'a et de l'individu qui a récupéré la cargaison à l'aéroport, mais n'a pas reçu de réponse.

63. Le deuxième exemple, lors duquel la technologie civile, destinée en toute probabilité à la fabrication interdite de drones armés ou d'engins explosifs improvisés flottants, comprend une tentative d'exportation, au début de novembre 2018, de 60 servomoteurs SSPS-105⁵⁰ depuis le Japon vers un destinataire à Abou Dhabi, du nom de Saleh Mohsen Saed Saleh, dont le numéro de téléphone est utilisé à des fins de transports terrestres internationaux par Al-Bairaq, une société qui assure ce type de services entre les Émirats arabes unis et le Yémen⁵¹. Le Groupe d'experts a établi que l'importateur au Yémen était Al-Sawary Trading and Import Co., qui employait la même adresse et le même courriel que celui d'Al-Swari Group for Rubber Manufacturing. Un certain Mohammed al-Swari semble être associé à ces deux sociétés et à une troisième, Hashem Brothers for International Trading qui, selon son site Web, se spécialise dans la fourniture de matériel militaire, dont des composants de drones.

64. Ces deux exemples illustrent ce mode d'approvisionnement, tout comme celui du moteur de drone 3W-110iB2, inspecté par le Groupe d'experts parmi les débris de deux modèles antérieurs de drones Samad en 2018, qu'il a fait remonter à une cargaison exportée en juillet 2015 depuis l'Allemagne par la Grèce et la Turquie à la société de logistique Giti Reslan Kala ayant reçu la cargaison au nom de Tafe Gostar Atlas à Téhéran (voir S/2019/83, par. 87 et se reporter à l'annexe 17 pour plus de détails sur ces trois affaires). Les composants civils sont exportés par des sociétés commerciales dans des pays industrialisés au moyen d'un réseau d'intermédiaires vers le territoire contrôlé par les houthistes, où ils sont intégrés aux drones et engins explosifs improvisés flottants et employés par la suite lors d'attaques contre des cibles civiles. Les composants n'étant pas classés comme des armes ou des biens à double usage, les fabricants et les autorités douanières ne se doutent pas qu'ils seront au bout du compte utilisés dans des systèmes d'armes des houthistes, ce qui entrave les enquêtes du Groupe d'experts et alimente l'effort de guerre des houthistes.

IV. Contexte économique et contrôle des activités de financement

65. En application de son mandat, le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur le contexte économique dans lequel des personnes visées par les sanctions et leurs

⁴⁹ Le Groupe d'experts a confirmé que des pièces dans la cargaison auraient pu servir à produire des détonateurs pour des mines terrestres antipersonnel.

⁵⁰ Il convient de noter que le Groupe d'experts n'a pas réussi à ce jour à confirmer la présence de servomoteurs SSPS-105 parmi les débris des drones utilisés par les forces houthistes. Il a cependant inspecté des servomoteurs de ce même fabricant parmi les débris d'un drone Shahed-123, qui s'était écrasé en Afghanistan en octobre 2016, ainsi que parmi la cargaison saisie en mer d'Arabie le 25 novembre 2019.

⁵¹ Voir <https://transportation-service-2994.business.site/> et www.seiyun.net/TransportOfficeAssets/albairagtransport_wm.jpg.

réseaux ont continué d'opérer en violation des mesures de sanctions ou ont participé à des actes qui pourraient répondre aux critères de désignation.

A. Revenus illicites dans les zones contrôlées par les houthistes

66. Comme indiqué dans le précédent rapport du Groupe d'experts (S/2019/83, par. 100 à 102), les houthistes ont continué de collecter des taxes douanières dans les ports de Hodeïda et de Salif (qui sont sous leur contrôle). Ils ont aussi continué d'imposer une deuxième série de droits de douane à Afar (Beïda), Dhamar (Amran) et Jabel Ras (Hodeïda) sur les routes principales empruntées pratiquement pour toutes les importations arrivant au Yémen par des voies d'accès terrestre avec l'Arabie saoudite et Oman et par les ports de Moukalla et d'Aden.

1. Recettes collectées par les houthistes sur les importations de carburant

67. Les importations de carburant sont constamment présentées comme étant la source essentielle de recettes pour les houthistes. Le Groupe d'experts a noté cependant que les importations de carburant par Hodeïda ne constituaient que 5,5 % du montant total des taxes perçues par les houthistes, selon ses estimations dans son rapport de janvier 2018⁵². Le comité économique houthiste a indiqué que les recettes douanières et fiscales des importations de carburant par Hodeïda s'élevaient à 20 660 750 367 rials yéménites sur la période d'août à octobre 2019⁵³. Le Groupe d'experts s'est servi de ce nombre et des données du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies indiquant des importations de 508 300 tonnes pour la même période et de 1 991 158 tonnes de janvier à novembre 2019, soit un total annuel de 22,5 milliards de rials yéménites pour 2019⁵⁴. Cela montre que les taxes sur les importations de carburant ne représentent pas une source principale de revenus et ne devraient donc pas figurer au cœur des débats autour du décret n° 49 de 2019⁵⁵ et de l'application de l'Accord de Stockholm pour ce qui est du versement des traitements des fonctionnaires.

68. L'application des décrets n° 75 de 2018 et n° 49 de 2019⁵⁶ a servi d'instrument dans la guerre économique opposant le Gouvernement yéménite aux houthistes, en particulier de juillet à octobre 2019, ce qui s'est répercuté de manière négative sur la population civile. Par l'entremise de la Coalition, le Gouvernement yéménite a retardé bon nombre de pétroliers dans la zone d'attente de la Coalition⁵⁷ pour défaut de présentation de la preuve de paiement de la cargaison par les banques ou de versement d'une taxe douanière dans des banques désignées par le Comité économique du Gouvernement. Les houthistes ont riposté en refusant l'entrée des pétroliers lorsque les importateurs avaient appliqué les décrets n° 75 ou n° 49.

69. Le Groupe d'experts a enquêté sur les délais subis par les pétroliers (voir annexe 21). Il a reçu la confirmation du Gouvernement yéménite et de la Coalition que du 13 août au 15 octobre, 11 pétroliers autorisés par le Mécanisme de vérification

⁵² Le Groupe d'experts a estimé que les houthistes avaient réuni au moins 407 milliards de rials yéménites (S/2018/594, par. 127).

⁵³ Déclaration publiée le 11 novembre 2019, consultable à l'adresse suivante : <https://www.saba.ye/ar/news3078500.htm>.

⁵⁴ Le Groupe d'experts estime que le montant de la taxe perçue chaque mois en moyenne s'élève à 7 357 648 200 rials yéménites.

⁵⁵ Aux termes du décret n°49, les importateurs sont tenus de verser des taxes douanières au Gouvernement yéménite pour les articles importés par les ports contrôlés par les houthistes (Hodeïda et Salif).

⁵⁶ Aux termes du décret n° 75, le financement des importations par les agents de change fait l'objet d'une répression.

⁵⁷ Une zone située à quelque 140 milles marins de Hodeïda (voir annexe 21, figure 21.1).

et d'inspection des Nations Unies avaient été retardés par la Coalition pour non-respect du décret n° 49.

2. Financement externe par les importations de carburant

70. Comme indiqué au paragraphe 103 de son précédent rapport (S/2019/83), le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les importations de carburant financées par des sources externes, qui permettent d'engranger des recettes au profit d'éléments houthistes agissant pour le compte d'Abdulmalik al-Houthi.

71. Le Groupe d'experts a rassemblé des documents d'entreprises consignataires (Matrix Oil, Yemen Elaf et Albarakah) indiquant que quatre pétroliers avaient été chargés dans des ports iraniens, alors qu'il avait été déclaré faussement que le carburant avait été chargé à Oman (pour plus de détails, se reporter à l'annexe 22).

72. Les expéditeurs précités ont indiqué qu'ils avaient payé des frais de transport de 21 095 922 dirhams des Émirats arabes unis (environ 5 743 200 dollars) en 19 versements, du 18 octobre 2016 au 25 mai 2017, se servant d'agents de change et de virements bancaires depuis des comptes à Oman⁵⁸. Le Groupe d'experts a communiqué cette information dans des lettres adressées à la République islamique d'Iran⁵⁹ et à Oman⁶⁰ à la recherche d'indices permettant d'établir que le carburant n'avait pas été fourni gratuitement mais vendu. La République islamique d'Iran a répondu « qu'elle n'avait ni vendu ni transféré du carburant destiné au Yémen » et que « d'après sa propre analyse technique, les documents joints à la lettre du Groupe d'experts n'étaient pas authentiques ». Le Groupe d'experts n'a pas reçu de réponse d'Oman et continue d'enquêter pour identifier les acteurs clefs qui ont effectué des opérations dans le sultanat.

B. Financement illicite

73. Le Groupe d'experts enquête sur un financement relatif à un trafic d'armes à destination et en provenance du Yémen dont les recettes pourraient être utilisées au profit de personnes visées par les sanctions ou servir à financer des actes qui menacent la paix et la sécurité du Yémen.

74. Au paragraphe 80 et à l'annexe 41 d'un précédent rapport (S/2018/193) le Groupe d'experts avait fourni des informations sur une affaire relative à 8 000 pistolets de marque Taurus fabriqués au Brésil, qui avaient été achetés en 2014 et 2015 pour le compte du Ministère djiboutien de la défense, dont 5 000 étaient arrivés à l'aéroport international Ambouli de Djibouti. L'importation avait été négociée par un trafiquant d'armes yéménite, Fares Mohammed Mana'a (inscrit sous le numéro SOi.008 sur la Liste relative aux sanctions établie par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) sur la Somalie). Il avait été désigné gouverneur de Saada à la fin de 2014 et est depuis le 28 juillet 2016 ministre d'État à Sanaa, contrôlée par les houthistes.

75. Le Groupe d'experts a constaté sur l'application Telegram⁶¹ plusieurs photographies de pistolets Taurus proposés à la vente par des trafiquants d'armes à

⁵⁸ Soit 9 546 852 dirhams des É.A.U. d'Al Bader Exchange aux Émirats arabes unis, 3 169 980 dirhams des É.A.U. d'Abu Sumbol General Trading LLC aux Émirats arabes unis et 7 486 091 dirhams des É.A.U. en six versements de février à avril 2017 par virement du compte bancaire 0500005126001001 à Oman et 1 832 499 dirhams des É.A.U. par une société du nom de Healthworld International LLC à Mascate (voir : <http://www.healthworld-international.com/>).

⁵⁹ Lettre datée du 29 octobre 2019.

⁶⁰ Lettre datée du 29 mai 2019.

⁶¹ <https://t.me/slah3568>.

Sanaa, qui portent les numéros de série TGZ50281, TGZ 51161 et TGZ51212 (voir annexe 23). Il dispose d'éléments de preuve selon lesquels le premier pistolet a été livré à Djibouti le 17 mars 2014⁶². Il cherche à confirmer la chaîne de possession des pistolets et à obtenir des précisions sur la date de leur transfert au Yémen et de leur vente potentielle au profit des houthistes. Il a une copie du bon de commande des 8 000 pistolets au nom d'Adeeb Mana'a, fils de M. Mana'a, et d'une société Itkhan qui leur est associée, avec un numéro de télécopie au Yémen. Le Groupe d'experts a des preuves selon lesquelles Itkhan Corporation for General Trading and Hunting SARL, sise à Trading Avenue (Djibouti) a le compte 000010200451761 à l'International Commercial Bank de Djibouti, qui a été utilisé pour effectuer les paiements en vue de l'achat des armes.

C. Détournement de fonds publics par des responsables associés au Gouvernement yéménite

1. Recettes collectées par des responsables du Gouvernement yéménite

76. Le Groupe d'experts a observé que des responsables continuaient de s'approprier les recettes collectées par les provinces de Mareb, de Mahra et du Hadramout, sans que la Banque centrale du Yémen à Aden puisse exercer un contrôle véritable. Il a appris par les autorités yéménites que des chefs locaux s'enrichissaient de manière illicite en détournant des fonds collectés à la suite de la vente de gaz naturel à Mareb et des taxes douanières perçues dans les ports de Mahra et aux points de passage.

2. Bénéfices tirés de la manipulation des taux de change

77. Le Groupe d'experts a enquêté sur des soupçons de corruption associés aux opérations de change menées par la Banque centrale du Yémen à la fin de 2018, soupçons renforcés par la demande faite par le président du Comité économique du Gouvernement yéménite au Premier Ministre d'enquêter sur cette affaire⁶³, dont il a été fait largement part dans les médias, ce qui a entraîné le limogeage du Gouverneur de la Banque centrale du Yémen le 20 mars 2019⁶⁴. Le Groupe d'experts estime que la corruption menace la paix et la sécurité, comme énoncé dans la Convention des Nations Unies contre la corruption de 2003, qui a été ratifiée par le Yémen le 7 novembre 2005. Cette corruption potentielle aurait entraîné l'enrichissement illicite⁶⁵ de membres du personnel de la Banque centrale du Yémen et de responsables du Gouvernement yéménite ainsi que l'enrichissement injuste d'une poignée de banques et d'agents de change, dans des circonstances relevant de conflits d'intérêt.

78. Le Groupe d'experts a obtenu des justificatifs bancaires confirmant 69 opérations de change effectuées du 11 octobre au 28 décembre 2018 par la Banque centrale du Yémen (15 ventes de riyals saoudiens, 48 achats de riyals saoudiens et

⁶² Le Groupe d'experts recherche des informations sur les deux autres pistolets.

⁶³ Affirmation selon laquelle la Banque centrale du Yémen aurait perdu 8,969 milliards de rials yéménites du fait de la manipulation des taux de change du 4 au 29 novembre 2018. Voir la communication en date du 20 janvier 2019 consultable à l'adresse suivante : https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=241242340143182&id=100027722542809&sfnsn=mo, 20 janvier 2018.

⁶⁴ Mohamed Zemam, gouverneur de la Banque centrale du Yémen depuis le 11 février 2018, a été remplacé par Hafedh Mayad qui a été à son tour remplacé par Ahmed Obaid al-Fadhli le 19 septembre 2019, voir www.sabanew.net/viewstory/53794. Mayad continue de faire office de président du Comité économique et de conseiller du Président Hadi.

⁶⁵ L'enrichissement illicite est défini dans la Convention des Nations Unies contre la corruption comme « une augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public que celui-ci ne peut raisonnablement justifier par rapport à ses revenus légitimes ».

6 achats de dollars) à des taux équivalents en dollars des États-Unis⁶⁶ allant de 453 à 740 rials yéménites⁶⁷. Le Groupe d'experts a confirmé que le volume des opérations avait permis à la Banque centrale du Yémen d'accumuler des actifs (en riyals saoudiens et en dollars) d'un montant de 185 213 526 dollars et un passif de 107 313 306 400 rials yéménites⁶⁸ au 31 décembre 2018 (voir fig. VI). Une évaluation effectuée à cette date, au taux de change du marché (un riyal saoudien valant 131 rials yéménites et un dollar valant 521 rials yéménites), aurait indiqué un passif de la Banque centrale du Yémen s'élevant à 205 975 636 dollars et donc une perte de 20 762 110 dollars dans ce portefeuille, tout en évitant cette perte aux changeurs, qui courent un risque de spéculation. La plupart des opérations ont été effectuées avec une marge considérable, comparée aux taux utilisés par les changeurs sur le marché de Sanaa et d'Aden (voir annexe 24)⁶⁹. Des banques concernées ont informé le Groupe d'experts qu'elles avaient servi d'intermédiaires en gros, acheminant des espèces à la suite d'opérations de change effectuées par des agents triés sur le volet⁷⁰ à la Banque centrale du Yémen pour une contrepartie maximale d'un rial yéménite par riyal saoudien traité, c'est-à-dire moins de 0,75 % en valeur. L'explication avancée était que la différence du taux du marché était à imputer à un délai de deux à trois jours entre la date d'agrément et l'enregistrement de l'opération⁷¹. Le taux de change convenu reste donc suspect.

79. Alors que la Banque centrale du Yémen a affirmé que les mesures prises avaient permis la stabilisation des taux de change, le Groupe d'experts estime que celle-ci est à attribuer principalement à l'accélération de l'émission de lettres de crédit financées par le dépôt saoudien, qui avait été retardé à l'été 2018. Les opérations ont néanmoins permis à la Banque centrale du Yémen d'injecter des liquidités en rials yéménites sur le marché. Les houthistes ont interdit aux changeurs de transférer des liquidités à la Banque centrale du Yémen à Aden, ce qui était la condition requise avant toute demande de lettre de crédit. Ces requêtes ont été favorables sur le plan de l'arbitrage ; à titre d'exemple, le 4 novembre 2018, un opérateur vendant 20 millions de riyals saoudiens à la Banque centrale du Yémen à Aden recevrait un crédit de 3,81 milliards de rials yéménites (au taux de 190,5 le rial yéménite contre un riyal saoudien) et une lettre de crédit d'une valeur de 24 580 645 riyals saoudiens (un riyal saoudien valant 155 rials yéménites)⁷². De plus, la revente à la Banque centrale du Yémen par la même banque de 20 millions de riyals saoudiens le même jour permettrait d'enregistrer un

⁶⁶ Conversion calculée au taux de change moyen de 3,75 riyals saoudiens contre un dollar.

⁶⁷ Al-Kuraimi Islamic Bank a vendu 651 millions de riyals saoudiens et 19,5 millions de dollars et a acheté 147 006 200 riyals saoudiens. Tadhamon International Islamic Bank a vendu 109 760 000 riyals saoudiens. Le Groupe d'experts ne porte pas des allégations contre les banques relatives à un détournement d'espèces (pour plus de détails, se reporter à l'annexe 24 et aux tableaux 24.1.a et 24.1.b).

⁶⁸ L'émission de monnaie nationale par une banque centrale constitue un passif.

⁶⁹ En l'absence de taux de change officiel connu, le Groupe d'experts s'est servi des taux de l'Association des bureaux de change yéménites affichés sur deux chaînes de Telegram : <https://t.me/YEMENExchangersAssociation> et <https://t.me/NewsExchange>.

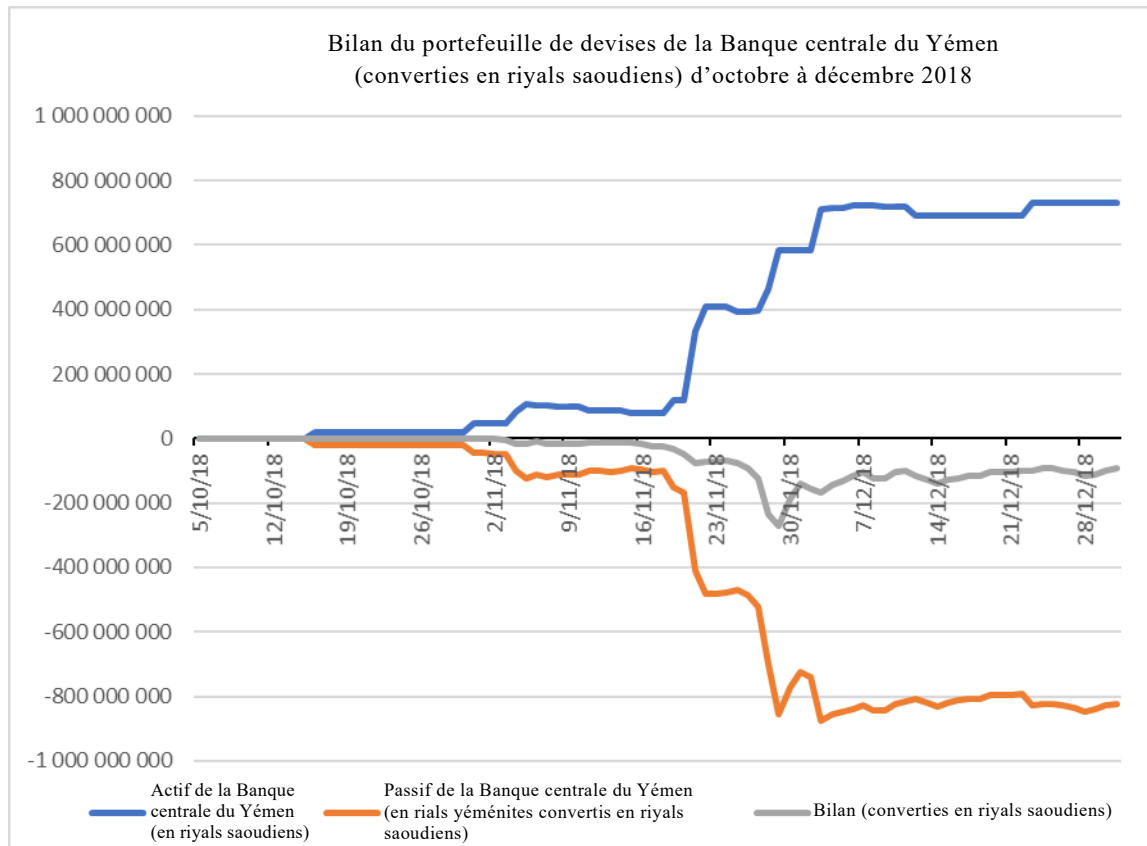
⁷⁰ Les opérations de change de la Banque centrale du Yémen ont été décidées en consultation avec le Comité économique, Al-Kuraimi Islamic Bank, Tadhamon International Islamic Bank, Aden Exchange Company, Al-Qutaibi Exchange Company et la société Bin Awad Exchange, au cours d'une réunion tenue le 21 octobre 2018.

⁷¹ Cela n'est pas conforme aux normes en vigueur dans le secteur, étant donné qu'une opération est réglée normalement au terme de deux jours ouvrables pour ce type d'activité appelée cours de change au comptant.

⁷² Le taux de dollar appliqué à la lettre de crédit financée par un dépôt saoudien était de 580 rials yéménites à compter du 9 octobre 2018, de 548 rials yéménites à compter du 20 novembre 2018, de 520 rials yéménites à compter du 22 novembre 2018 et de 440 rials yéménites à compter du 4 décembre 2018 (chiffres tirés d'une décision officielle de la Banque centrale du Yémen, communiquée aux opérateurs du marché).

solde débiteur de 3,7 milliards de rials yéménites, ce qui permettrait de tirer des profits supplémentaires de l'arbitrage d'un montant de 110 millions de rials yéménites.

Figure VI
Bilan de la Banque centrale du Yémen - opérations de change



80. Le Groupe d'experts avait prévu de visiter Aden à la fin de novembre 2019 afin d'avoir des contacts avec la Banque centrale du Yémen et d'obtenir des informations sur des comptes particuliers figurant dans ses archives ainsi qu'avec l'Organisme central de contrôle et d'audit qui enquêterait sur cette affaire. La visite a été annulée par l'ONU pour des raisons de sécurité.

81. Cette affaire démontre que le Gouvernement yéménite doit procéder à la vérification des comptes de la Banque centrale du Yémen, la dernière en date ayant été effectuée en 2014, et renforcer le contrôle des principales opérations financières. L'Accord de Riyad comporte plusieurs références à la lutte contre la corruption, ce qui confirme les préoccupations suscitées par un enrichissement illicite.

D. Surveillance des mesures de gel des avoirs

1. Appropriation de fonds visés par les mesures de gel des avoirs

82. Le Groupe d'experts a constaté un cas de non-respect des mesures de gel des avoirs par les banques yéménites, qui avaient autorisé des virements à partir de comptes appartenant à la fondation Al-Saleh, dont l'unique bénéficiaire était Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) jusqu'à ce que les houthistes fassent mainmise sur la

fondation. Le Groupe d'experts a contacté les banques pour les aviser qu'elles étaient tenues de faire respecter les sanctions. Il a néanmoins obtenu des informations selon lesquelles les houthistes les avaient contraintes à transférer ces fonds sur leurs propres comptes.

83. Le Groupe d'experts a appris que les houthistes avaient saisi les avoirs de la famille Saleh au Yémen, qui appartenaient à deux personnes visées par les sanctions. Les houthistes tirent profit de l'absence totale de contrôle effectif sur les banques. La Banque centrale du Yémen à Aden ne dispose pas d'une unité d'enquête sur les opérations financières et n'a pas d'influence sur les banques dont les sièges sociaux sont sous le contrôle des houthistes. La Banque centrale du Yémen à Sanaa n'a pas pris les mesures nécessaires pour préserver l'intégrité du système bancaire dans le pays. Cette situation risque d'entamer davantage la crédibilité des banques privées pour ce qui est de gérer les paiements extérieurs à des fins d'importation et l'aide humanitaire sous forme de transferts en espèces et de virements. La majeure partie des opérations d'envois de fonds ne s'effectue plus par l'intermédiaire des banques mais des bureaux de change. En conséquence, les banques acheminent désormais moins de 20 % du volume qu'elles transféraient avant le conflit⁷³.

2. Détournement de fonds par des houthistes agissant pour le compte de personnes visées par les sanctions

84. Le Groupe d'experts considère que les commandants houthistes cités ci-après agissent au nom d'Abdulmalik al-Houthi. Toute forme d'aide financière ou autre, liée aux activités militaires pour le compte de personnes visées par les sanctions ainsi que de celles agissant pour le compte ou sur les ordres de celles-ci au Yémen, sont interdites aux termes du paragraphe 14 de la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité dans le cadre des mesures ciblées imposées au titre de l'embargo sur les armes contre le Yémen.

Blanchiment d'argent pour l'effort de guerre

85. Le Groupe d'experts a obtenu des documents selon lesquels les houthistes effectuaient des transferts de fonds publics au profit de commandants sur le terrain, par la création de faux contrats d'approvisionnement en l'absence de contrôle budgétaire véritable. D'après ces documents, la Banque centrale du Yémen à Sanaa avait transféré à la mi-2016 plus de 4,8 milliards de rials yéménites (22 millions de dollars) sur un compte dans une banque privée de Sanaa appartenant à la société Levant Vision en vue de la fourniture de farine au comité révolutionnaire (voir annexe 25). Le flux de trésorerie de Levant Vision ne révèle aucun versement en vue de l'achat d'articles mais montre des transferts en espèces à trois individus qui ne sont pas connus pour être des opérateurs de marché. Il révèle également qu'une semaine ou deux après le transfert de la Banque centrale du Yémen à la Yemen Kuwait Bank, 4 559 000 000 rials yéménites en espèces avaient été retirés : 370 100 000 rials yéménites par Abdullah Abbas Abdullah Jahaf⁷⁴, 2 098 900 000 rials yéménites par Ali Qassem Mohsen Al Ameer et 2 090 000 000 rials yéménites par Mohamed Abdullah Mohamed Hassan Al Moayed (voir annexe 25, tableau 25.1).

⁷³ Entretien avec des directeurs de banques.

⁷⁴ Un commandant houthiste du nom d'Abdullah Abbas Jahaf aurait été tué en février 2019 à la suite d'une frappe aérienne de la Coalition alors qu'il se battait à Hajour (Hajja). Voir www.alarabiya.net/ar/Arab-and-world/yemen/2019/02/01/-اليمن-مقتل-قيادي-حوثي-بغارات-اللتحالف-في-حجة.

Saisie illicite par les houthistes

86. Le Groupe d'experts a enquêté, dans le cadre de son mandat, sur le financement d'opérations militaires houthistes au moyen de la saisie illicite d'avoirs appartenant à des opposants yéménites, qui ont été arrêtés ou contraints de fuir à l'étranger. Comme indiqué au paragraphe 154 et à l'annexe 56 du précédent rapport (S/2018/594), les houthistes ont établi un « comité pour la localisation et la saisie d'avoir détenus par des traîtres » qui a donné le 23 décembre 2017 à la Banque centrale du Yémen à Sanaa l'ordre de saisir l'ensemble des comptes bancaires appartenant à 1 223 individus. De plus, le 14 septembre 2019, le tribunal pénal spécialisé de Sanaa a annoncé la confiscation de fonds appartenant à 35 députés yéménites qui ne s'étaient pas alignés sur les houthistes⁷⁵. Le Groupe d'experts considère que les saisies illicites sont une violation du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire⁷⁶.

87. Le Groupe d'experts a répertorié un réseau impliqué dans le détournement de fonds à partir de l'appropriation illicite de biens appartenant à des particuliers, y compris des avoirs qui auraient dû être gelés au regard des dispositions de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité. Une partie de ces fonds comporte des recettes tirées de projets financés par des organisations internationales actives au Yémen.

88. Le principal protagoniste dans ce réseau est Saleh Mesfer Alshaer qui aurait fait office de marchand d'armes⁷⁷ pour le compte des houthistes avant 2014 et entretiendrait d'étroits liens avec Abdulmalik al-Houthi. Le 15 septembre 2018, il a été désigné commandant du département de soutien logistique aux militaires⁷⁸ au rang de général de division (voir figure VII) et administrateur judiciaire de fonds et de biens confisqués à des adversaires des houthistes (voir annexe 26).

⁷⁵ <https://sabaanews.net/news3067799.htm>.

⁷⁶ Article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ; article 25 de la Charte arabe des droits de l'homme (1994) ; article 4, par. 2 g) du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux ; et règles 50 et 52 de l'étude du Comité international de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire coutumier (consultable à l'adresse suivante : https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul).

⁷⁷ Le Groupe d'experts a des copies de ses passeports, dont l'un émis le 7 octobre 2013 indiquant comme profession « opérateur de marché ». Voir également : www.khlaasa.net/news168458.html.

⁷⁸ www.26sep.net/news_details.php?sid=141549.

Figure VII
Le général de division Saleh Mesfer Alshaer lors d'une cérémonie marquant sa désignation en tant que commandant du département de soutien logistique, 15 septembre 2018



Source : www.26sep.net/news_details.php?sid=141549.

89. Alshaer s'est servi d'un réseau basé à Sanaa comprenant des proches et des membres du tribunal pénal spécialisé⁷⁹, du bureau de la sûreté nationale, de la Banque centrale du Yémen à Sanaa, des services de registre du ministère du commerce et de l'industrie et de certaines banques privées. Le Groupe d'experts a observé un mode opératoire reposant sur l'extorsion, l'intimidation et l'arrestation illégale de chefs d'entreprise et de directeurs de banque, qui étaient menacés, voire accusés de collaboration avec l'ennemi et d'espionnage s'ils ne se pliaient pas aux ordonnances judiciaires de dépôt. L'ex-chef adjoint du bureau de la sûreté nationale, le général de division Moutlaq Amer al-Marrani, a joué un rôle considérable, orchestrant l'arrestation de patrons de banque, de gérants et de membres du personnel⁸⁰ (se reporter au tableau 4 pour des cas précis avec des preuves réunies par le Groupe d'experts). La liste n'est qu'une illustration d'une opération plus vaste, qui a probablement servi à financer l'effort de guerre.

⁷⁹ Le Groupe d'experts estime que les ordres des tribunaux n'ont pas été émis selon la procédure régulière et ont été donnés en l'absence des victimes. Il n'a par ailleurs vu aucune disposition dans les injonctions des tribunaux et n'a obtenu aucun élément de preuve indiquant que « la saisie était impérative au regard de la nécessité du conflit » (voir règle 50 du droit international humanitaire coutumier).

⁸⁰ Cela comprend les arrestations et les allégations de torture d'Ahmed Saleh Ali Arrahbi du début du mois de décembre 2018 à la mi-février 2019, du début du mois de mars à la mi-avril 2019 et du début du mois de septembre à la fin d'octobre 2019 ; ainsi que l'arrestation des directeurs généraux de Tadhamon International Islamic Bank, de la Yemen Kuwait Bank et de l'International Bank of Yemen, ainsi que de propriétaires de bureaux de change (voir annexe 26, par. 3).

Tableau 4
Avoirs saisis, recensés par le Groupe d'experts

<i>Saisis</i>	<i>Propriétaire originel</i>	<i>Recettes répertoriées</i>
Fondation Al-Saleh ^a	Ahmed Ali Abdullah Saleh	Fonds d'Ahmed Ali Abdullah Saleh
Yemen Armored ^b	Ahmed Saleh Ali Arrahbi ^c	Fourniture d'une sécurité aux organismes des Nations Unies ^d
Faculté technique Twintech ^e	Khaled Rashad al-Alimi	Frais d'études universitaires
Sabafon	Famille Ahmar, dont Hamed al-Ahmar	Non encore identifié
Orphans Development Foundation, également connue sous le nom de Yateem ^f	Hamdi Zayad	Virement de Save the Children ^g

^a Après sa saisie, la fondation a été renommé Al-Shaab le 24 juillet 2018 par le ministère des affaires sociales et du travail, sous contrôle houthiste, sans l'aval de son conseil d'administration légal.

^b www.Yemenarmored.com/.

^c M. Arrahbi a adressé un courriel le 14 juillet 2019 à la Coordinatrice résidente des Nations Unies et à d'autres membres du personnel des Nations Unies, disant qu'il avait été torturé et que les houthistes s'étaient emparés de sa société.

^d Le Groupe d'experts dispose de relevés d'un transfert d'un montant de 3 215 235 dollars à un compte appartenant à Yemen Armored, effectué entre le 25 octobre 2018 et le 26 juin 2019 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé. Cette information a été communiquée à la Coordinatrice résidente des Nations Unies au Yémen dans une lettre datée du 24 juillet 2019 pour sensibiliser les organismes des Nations Unies qui avaient signé un contrat avec Yemen Armored. Le Groupe d'experts a appris également que le PNUD avait viré en six versements 995 197,35 dollars à Yemen Armored en octobre et en novembre 2019 (voir figure VIII). Le PNUD a confirmé qu'il avait un accord depuis 2017 avec Yemen Armored du temps où le directeur en était M. Arrahbi, et qu'il n'était pas au courant d'un changement à la direction de Yemen Armored avant d'avoir reçu la lettre du Groupe d'experts datée du 11 novembre 2019.

^e www.iutt.edu.ye/index.php/m/20.

^f www.yateemdev.org/ avec les filiales connues Modern Technology College (<http://mtc-ye.net/>) et Rawafed Institute for Training and Development (<https://www.facebook.com/rawafed2013/>) (voir figure IX) ; l'institut Rawafed et Orphans Development Foundation ont fait part de projets financés par Care International (voir www.yateemdev.org/?news=عدد-والتنمية-يختتم-عدد) et Human Appeal Australia (voir www.yateemdev.org/?news=بنمويل-من-هيئة-الأعمال-الخيرية-استرال).

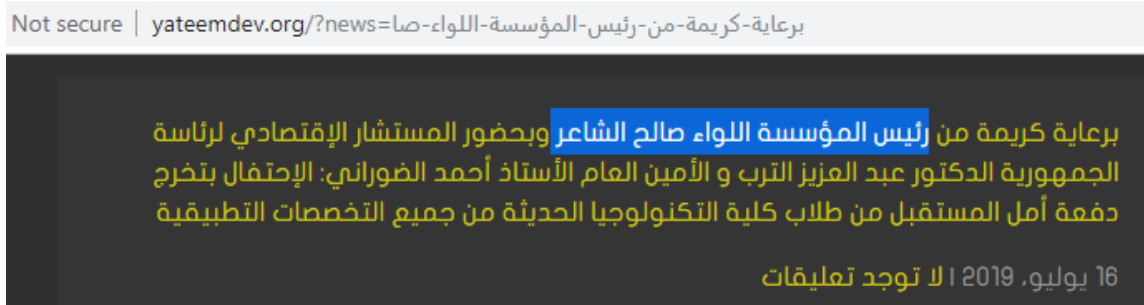
^g Preuves d'un dépôt de 24 millions de rials yéménites (environ 48 000 dollars) pour un projet.

Figure VIII
Relevé bancaire de Yemen Armored, novembre 2019

INTERNATIONAL BANK OF YEMEN		بنك اليمن الدولي		
Y.S.C		Y.S.C		
Acc. No. : 0002 - 313106 - 002	Statement of Account	Date: 02-12-2019		
Acc. Name : YEMEN ARMORED		Currency : USD		
01 Nov 19	Credit balance	3,155,536.33	CR	
Posting Date	Transaction Description	Value Date	Transaction Amount	Balance
04 Nov 19	TRC 1341012135 TRF FROM U N D P XT16 TRF FROM ACC 0002-018621-002		241,543.45	3,397,079.78 CR
06 Nov 19	TRD 15276810 TO TAX AUTHORITY Z642 TRF TO ACC 0001-400802-840		-6,793.00	3,390,286.78 CR
06 Nov 19	TRD 15276811 TO TAX AUTHORITY Z642 TRF TO ACC 0001-400802-840		-46,045.00	3,344,241.78 CR
11 Nov 19	TRC 1341012256 TRF FROM U N D P XT16 TRF FROM ACC 0002-018621-002		237,543.45	3,581,785.23 CR
11 Nov 19	TRC 1341012257 TRF FROM U N D P XT16 TRF FROM ACC 0002-018621-002		4,000.00	3,585,785.23 CR
11 Nov 19	TRC 1341012258 TRF FROM U N D P XT16 TRF FROM ACC 0002-018621-002		29,023.55	3,614,808.78 CR
30 Nov 19	Credit balance	3,614,808.78	CR	
Total Debits :		-52,838.00		
Total Credits :		512,110.45		

Source : Confidentielle.

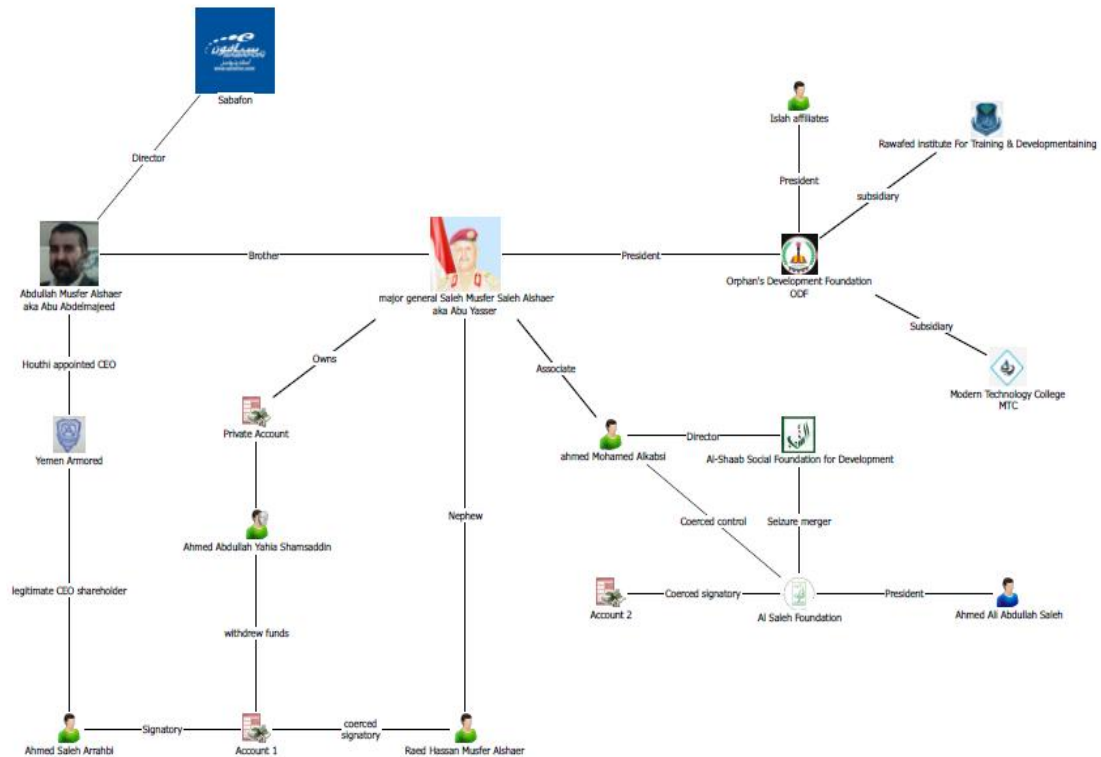
Figure IX
Le général de division Saleh Mesfer Alshaer, Président d'Orphans Development Foundation, assiste à la cérémonie de remise de diplômes du Modern Technology College, 16 juillet 2019



Source : www.yateemdev.org/?news=صا-المؤسسة-اللواء-صا, 16 juillet 2019.

90. Le réseau est décrit à la figure X ci-après (se reporter à l'annexe 26 et au tableau 26.2 pour plus de détails). Le Groupe d'experts a communiqué avec Alshaer, sollicitant ses observations sur les soupçons. Alshaer a admis avoir adressé le message et promis de répondre au Groupe d'experts le cas échéant. Ce dernier a également fait part des noms du réseau et des soupçons à la Banque centrale du Yémen à Sanaa, avec copie au ministère des affaires étrangères, sous le contrôle des houthistes à Sanaa, et attend encore une réponse.

Figure X
Réseau associé à Al Saher



Source : Groupe d'experts, d'après des documents officiels.

Note : Une photographie agrandie est disponible à l'annexe 26, figure 26.11.

V. Actes commis en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme

91. Au paragraphe 9 de sa résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a exhorté toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur impose le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables. Il a donné aux paragraphes 17, 18 et 21 de sa résolution 2140 (2014), lus en parallèle avec le paragraphe 19 de sa résolution 2216 (2015), des précisions supplémentaires sur la responsabilité du Groupe d'experts pour ce qui est des enquêtes sur les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme et des atteintes à ces droits ainsi que des enquêtes sur les entraves à l'acheminement et à la distribution de l'aide humanitaire.

92. Une fois de plus (S/2019/83, par. 134), le Groupe d'experts tient à insister sur les risques constants à la sécurité des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme dans toutes les régions du Yémen. Il a confirmé plusieurs cas de menaces, d'arrestations et de détentions de ces personnes du fait de leurs activités.

A. Actes et faits attribués à la Coalition en appui à la légitimité au Yémen et au Gouvernement yéménite

1. Violations du droit international humanitaire associées aux frappes aériennes de la Coalition

93. Le Groupe d'experts a enquêté sur huit frappes aériennes qui ont fait quelque 146 morts et 133 blessés à Beïda, Daleh, Dhamar, Saada, Sanaa et Taëz (voir tableau 5). Il a adressé des lettres à l'Arabie saoudite sur ces faits et attend une réponse. Il se félicite des entretiens qui ont été tenus avec les autorités saoudiennes et l'équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits au cours d'une visite à Riyad en septembre 2019. Le Groupe d'experts note cependant que depuis 2016, il a adressé 11 lettres concernant plus de 40 frappes aériennes au sujet desquelles il attend encore des réponses. Cela entrave sa capacité de clore ses enquêtes.

Tableau 5
Frappes aériennes menées entre décembre 2018 et décembre 2019

	<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Point d'impact</i>	<i>Victimes et dégâts</i>
1	16 décembre 2018	N 14°28'12.1" E 45°20'08.8"	Voiture à Saouadiya (Beïda)	2 enfants tués
2	23 mars	N 17° 2'4.32" E 44° 6'30.24"	Station-essence et hôpital à Kitaf (Saada)	7 morts, dont 4 enfants, et 6 blessés
3	4 avril	N 14°28'03.3" E 45°20'37.5"	Voiture à Saouadiya (Beïda)	4 morts
4	16 mai	N 15°21'31.14" E 44°11'4.00"	Habitations à Raqqas (Sanaa)	Quelque 5 enfants tués et quelque 78 blessés, dont 30 enfants
5	24 mai	N 13°38'25.2" E 44°22'32.8"	Station-essence à Maouiya (Taëz)	7 morts, dont 5 enfants, et 2 blessés
6	28 juin	N 13°24'55.29" E 44°15'03.08"	Habitation à Ouarzan, Khadir (Taëz)	7 morts, dont 4 enfants, et 4 blessés, dont 2 enfants
7	31 août	N 14°36'52.82" E 44°21'44.51"	Centre universitaire de Dhamar (servant de prison)	Une centaine de morts et une quarantaine de blessés
8	24 septembre	N 13°52'53" E 44°34'31.3"	Habitation à Qataba (Daleh)	14 morts, dont 7 enfants, et 3 blessés

Affaire du centre universitaire de Dhamar

94. Le 31 août 2019, plusieurs engins explosifs ont été largués depuis des avions⁸¹ contre des bâtiments du complexe du centre universitaire de Dhamar (voir figures XI à XIII).

95. Au moins un de ces bâtiments servait de prison aux forces houthistes⁸². D'après le Comité international de la Croix-Rouge, quelque 170 personnes étaient détenues dans le centre⁸³ et le raid a fait au moins une centaine de morts et une quarantaine de blessés. La Coalition a confirmé la frappe tout en affirmant que le site était de nature militaire du fait de la présence de houthistes et de matériel de défense aérienne. Il a maintenu que le lieu n'était pas inscrit sur la liste des cibles à éviter de l'ONU et se trouvait à plus de 10 kilomètres de la prison de Dhamar⁸⁴, laissant entendre qu'elle n'était pas au courant de la présence de prisonniers dans ce complexe. Il avait cependant servi de prison depuis 2017 et avait été mentionné dans le précédent rapport du Groupe d'experts⁸⁵. De plus, la présence de détenus était connue des habitants du secteur.

96. Au regard du droit international humanitaire, les parties au conflit ont l'obligation de prendre toutes les précautions possibles pour éviter ou, en tout état de cause, réduire au minimum les dommages infligés aux civils et aux biens de caractère civil⁸⁶. Les commandants militaires et autres qui participent aux attaques sont tenus d'évaluer les informations provenant de toutes les sources dont ils disposent, et d'obtenir les meilleurs renseignements possibles⁸⁷. Selon le droit international humanitaire, les détenus, civils ou combattants hors de combat, sont considérés de prime abord comme ne participant pas aux hostilités et protégés en tant que tels contre des attaques directes. Il est probable que des gardiens houthistes aient été présents sur les lieux. Le Groupe d'experts a reçu néanmoins des informations indiquant qu'autour de 140 détenus avaient été tués ou blessés au cours de l'incident. En l'absence d'informations contraires de l'Arabie saoudite, il conclut que les principes de proportionnalité et de précaution n'ont pas été respectés (pour plus d'information, y compris sur sept autres cas, se reporter à l'annexe 27).

97. En ce qui concerne tous les cas qui ont été l'objet d'enquêtes, les informations et les éléments de preuve réunis par le Groupe d'experts amènent à conclure que les principes de distinction, de précaution ou de proportionnalité n'ont pas été respectés.

⁸¹ Le Groupe d'experts dispose de preuves selon lesquelles trois frappes au moins ont touché le complexe et des témoins ont signalé jusqu'à six explosions.

⁸² Sources confidentielles.

⁸³ <https://www.icrc.org/fr/document/yemen-tous-les-occupants-dun-lieu-de-detention-tues-ou-blesses-dans-une-attaque-sanglante>.

⁸⁴ Voir www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1964154.

⁸⁵ Voir S/2018/69, par. 176. À l'époque, le Groupe d'experts avait mentionné que ce centre comptait de 25 à 100 prisonniers.

⁸⁶ Règle 15 du droit international humanitaire coutumier.

⁸⁷ Voir règle 15 du droit international humanitaire coutumier et commentaire.

Figure XI
Lieu de la frappe contre le centre universitaire de Dhamar (avec indication de l'un des bâtiments dans lequel des prisonniers étaient détenus)



Source : Google Earth.

Figure XII
Point d'impact des bombes aériennes dans deux bâtiments distincts du centre universitaire de Dhamar



Source : Confidentielle.

Figure XIII

Image aérienne d'un autre bâtiment du centre universitaire de Dhamar visé par la Coalition en appui à la légitimité au Yémen



Source : Équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits :
www.youtube.com/watch?v=btm40ud0y04.

98. Durant sa visite à Aden en juin, le Groupe d'experts a été informé que des accusations avaient été portées contre trois personnes au regard de la loi militaire par le Bureau du procureur, ayant trait à la frappe aérienne du 8 octobre 2016 contre une salle funéraire à Sanaa (voir S/2018/193, par. 121 à 125). Le Groupe d'experts a adressé une lettre au Gouvernement yéménite à cet égard et attend une réponse.

99. Durant sa visite à Riyad en septembre, l'équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits a informé le Groupe d'experts qu'elle avait conclu que des défaillances techniques s'étaient produites lors de 10 événements sur lesquels elle avait enquêté à partir de 2015 et qu'elle en avait renvoyé huit au procureur militaire (voir tableaux 6 et 7 ci-après). Le Groupe d'experts a adressé une lettre à l'Arabie saoudite pour demander des détails sur ces enquêtes et les procédures juridiques qui ont suivi et attend une réponse.

Tableau 6
Défaillances techniques

	<i>Faits</i>	<i>Lieu</i>	<i>Date</i>
1	Rue de Saada	Saada	2 juin 2015
2	Usine de traitement d'eau Cham	Hajja	30 août 2015
3	Université Saba	Sanaa	16 juillet 2015
4	Deux habitations du quartier de Sabin	Sanaa	22 septembre 2015
5	Habitation de Faj Attan ^a	Sanaa	25 août 2017
6	Bâtiment de Dar Saber	Taëz	26 mai 2015
7	Bâtiment près du ministère de la défense	Sanaa	10 novembre 2017

	<i>Faits</i>	<i>Lieu</i>	<i>Date</i>
8	Quartier de Hassaba	Sanaa	21 décembre 2015
9	Hôpital Kitaf ^a	Saada	26 mars 2019
10	Quartier de Qobari	Sanaa	9 juin 2017

Source : équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits.

^a Signalé par le Groupe d'experts.

Tableau 7
Faits renvoyés au procureur militaire

	<i>Faits</i>	<i>Lieu</i>	<i>Date</i>
1	Hôpital de Heïdan	Saada	26 octobre 2015
2	Hôpital d'Absa	Abs	5 août 2016
3	Grande salle ^a	Sanaa	8 octobre 2016
4	Puits de Saadan	Sanaa	10 septembre 2016
5	Voiture à Mareb ^a	Mareb	16 septembre 2017
6	Car ^a	Saada	9 août 2018
7	Mariage à Bani Qaïs ^a	Hajja	22 avril 2018
8	Centre de traitement du choléra	Hajja	11 juin 2018

Source : équipe conjointe chargée des évaluations relatives aux faits.

^a Signalé par le Groupe d'experts.

2. Violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme associées à la détention et imputables à la Coalition

100. Le Groupe d'experts a enquêté sur quatre cas de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui comprennent des arrestations et des détentions arbitraires, des mauvais traitements, des actes de torture et des disparitions forcées⁸⁸. Un individu a été arrêté par les Forces d'élite de Chaboua à Ataq (Chaboua), détenu à Balhaf et transféré à Rayan (Hadramout). Un autre a été détenu par l'Arabie saoudite à Gheida (Mahra) et un troisième arrêté et détenu par les Émirats arabes unis à la base de Boureïqa. Enfin, un individu a été arrêté à Abiyan et ensuite détenu par le général de division Shallal Ali Shaye à la base émirienne de Boureïqa. Parmi ces quatre personnes, une seulement a été remise en liberté, après avoir été torturée en 2018 à la base émirienne de Boureïqa. On ne sait actuellement rien du sort qui a été réservé aux trois autres (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 28). Le Groupe d'experts a adressé des lettres à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis et attend une réponse⁸⁹.

⁸⁸ Voir règles du droit international humanitaire coutumier 90, 98, 99, 100, 117, 123 et 126. Voir également Charte arabe des droits de l'homme, articles 3, 5, 6, 8, 13 et 16.

⁸⁹ Le 27 novembre, les Émirats arabes unis ont adressé une lettre au Groupe d'experts disant que les autorités avaient besoin plus de temps pour répondre.

101. Le Groupe d'experts a également enquêté sur 13 autres cas d'arrestations arbitraires, de mauvais traitements, d'actes de torture et de disparitions forcées par les Forces de la Ceinture de sécurité et les Forces d'élite de Chaboua. Ces forces ont été créées par les Émirats arabes unis, qui leur ont versé des soldes et leur ont fourni un entraînement et des armes. Au vu de l'étroitesse des liens avec les Forces de la Ceinture de sécurité, les Émirats arabes unis ont l'obligation de garantir le respect du droit international humanitaire, y compris en exerçant leur influence sur ces Forces pour prévenir et faire cesser les violations⁹⁰. Ils doivent également agir avec la diligence voulue pour prévenir et faire cesser les violations des droits de l'homme par ces forces (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 28).

3. Violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, imputables au Gouvernement yéménite

102. Le Groupe d'experts a enquêté sur des cas d'arrestations et de détentions arbitraires, de disparitions forcées et d'assassinats par les forces du Gouvernement yéménite à Taëz, Mareb et Chaboua (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 29). Le 3 octobre 2019, à Azzan (Chaboua), des agents du Gouvernement yéménite sont intervenus en usant d'une force excessive au cours de ce qui semblait être une manifestation civile. Durant cet incident, un civil a été tué, deux autres blessés et 15 autres, dont des journalistes, ont été arrêtés.

103. Le Groupe d'experts a confirmé cinq cas d'arrestations et de détentions arbitraires et de disparitions forcées par la vingt-deuxième brigade à Taëz. Les familles étaient sans nouvelles de leurs proches durant des périodes allant de 10 à 24 mois. Ces personnes sont à présent en détention dans un lieu précis à Taëz.

104. Le Groupe d'experts enquête sur un pilonnage effectué le 20 août 2019 au cours duquel deux enfants ont été tués et deux autres blessés à Hajar (Taëz), durant une période d'affrontements entre les forces armées et la trente-cinquième brigade, relevant toutes deux du Gouvernement yéménite. Il lui a adressé des lettres et attend une réponse (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe 30).

4. Violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme associées aux Forces de la Ceinture de sécurité

105. Le Groupe d'experts a reçu des informations sur 54 arrestations et détentions arbitraires et disparitions forcées de la part des Forces de la Ceinture de sécurité à Aden de 2016 à 2019. Il a réuni des éléments de preuve sur 11 cas (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 28).

106. Comme mentionné au paragraphe 25, les Forces de la Ceinture de sécurité ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement yéménite. Le Groupe d'experts dispose de deux documents de 2018, dans lesquels le Ministère de l'intérieur a demandé au chef de la Coalition à Aden et au Directeur de la sécurité à Aden de déférer 12 détenus au Bureau du procureur ; 2 d'entre eux ont été relâchés et 10 autres sont portés disparus. Les instructions du Bureau du procureur ne sont pas toujours suivies par les Forces de la Ceinture de sécurité. Le Gouvernement yéménite a confirmé au Groupe d'experts qu'il n'avait pas d'autorité sur les deux grandes prisons de Bir Ahmed et de Mansoura, à Aden, et sur une prison de Moukalla⁹¹.

⁹⁰ L'article premier des Conventions de Genève et *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, *Fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1986*, p. 14, par. 220.

⁹¹ Les prisons de Bir Ahmed et de Mansoura sont sous le contrôle des Forces de la Ceinture de sécurité et la prison de Moukalla sous celle des Forces d'élite du Hadramout. Lettre du Gouvernement yéménite datée du 4 octobre 2019. Voir également [S/2018/594](#), par. 180 à 182.

107. Du fait de cette situation, des personnes sont arrêtées et détenues hors de la protection de la loi, et certaines torturées. Beaucoup d'entre elles sont portées disparues depuis plusieurs années, ce qui prive leurs familles de tout recours légal. Dans la mesure où elles exercent des fonctions de type gouvernemental, les Forces de la Ceinture de sécurité sont tenues de respecter les normes relatives aux droits de l'homme. L'absence d'état de droit favorise les violations des droits de l'homme et menace la sécurité des civils.

108. De plus, en août, le Groupe d'experts a reçu des informations et des preuves selon lesquelles des civils entassés dans des camions avaient été emmenés hors d'Aden par les Forces de la Ceinture de sécurité car ils étaient originaires des provinces du nord, principalement de Taëz, et n'avaient pas de pièce d'identité ou ne pouvaient pas prouver qu'ils étaient domiciliés à Aden. Le Groupe d'experts a également obtenu des informations et des preuves selon lesquelles des biens de civils et tout particulièrement des négoce appartenant à des personnes originaires des provinces du nord étaient ciblés ou détruits dans les quartiers de Cheik Osman et de Mansoura à Aden, et a appris que des journalistes et d'autres personnes avaient été menacés du fait de leur opposition au conseil de transition du sud, après le 10 août 2019 (voir par. 30). Il a obtenu des preuves précises sur trois cas en particulier.

B. Actes et faits imputés aux forces houthistes

1. Emploi sans discrimination d'engins explosifs contre les civils

109. Le Groupe d'experts a été informé de 14 cas d'utilisation d'engins explosifs contre des civils, imputés aux houthistes, et a pu achever des enquêtes dans deux cas au cours desquels trois civils, dont deux enfants, ont été tués et 16 autres blessés, dont des enfants. L'emploi d'engins explosifs non guidés dans des zones d'habitation suscite des interrogations quant au respect des règles applicables du droit international humanitaire. Les obus de mortier et d'artillerie comportent un haut degré d'imprécision et la probabilité de frappes sans discrimination augmente lorsque ces armes sont utilisées à longue portée contre des cibles proches de civils et de biens de caractère civil⁹² (pour plus de détails sur les deux cas, se reporter à l'annexe 31).

110. Le Groupe d'experts a également confirmé trois attaques revendiquées par les houthistes contre l'aéroport international d'Abha en Arabie saoudite (voir par. 58)⁹³.

a) Le 12 juin 2019, un missile a touché l'aéroport et fait 26 blessés, dont trois enfants, et des dégâts matériels ;

b) Le 23 juin 2019, un drone a touché l'aéroport, faisant 1 mort et 21 blessés parmi les civils ;

c) Le 2 juillet 2019, un missile a touché l'aéroport, faisant 10 blessés parmi les civils, ainsi que des dégâts matériels.

2. Violations associées à la privation de liberté

111. Le Groupe d'experts enquête sur 53 cas de violations du droit international humanitaire et des normes relatives aux droits de l'homme, dans le cadre de détentions, y compris des arrestations et des détentions arbitraires, des mauvais traitements, des actes de torture et l'absence de procédure régulière, commis par les forces houthistes. Dans la majorité des cas, les détenus ont été gardés dans des lieux

⁹² Voir l'article 3 des Convention de Genève de 1949 et la règle 1 du droit international humanitaire coutumier.

⁹³ Le Groupe d'experts a reçu de l'Arabie saoudite des informations sur le nombre et la nationalité des victimes et sur les dégâts subis par l'aéroport.

dont leurs proches ne savaient rien, pendant des périodes allant de 40 jours à quatre ans. Dans un cas, on ignore encore tout du sort qui a été réservé au détenu (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe confidentielle 32).

112. Le Groupe d'experts enquête notamment sur les cas de 10 personnes arrêtées de septembre à novembre 2018, dont le sort n'a pas été révélé aux familles, jusqu'à ce qu'elles apparaissent à la télévision à Sanaa le 17 avril 2019. Elles sont accusées, ainsi que 52 autres chefs yéménites et étrangers, d'avoir participé à un complot en vue de l'assassinat en avril 2018 de Saleh Ali Mohammed al-Sammad, à l'époque chef du conseil politique suprême. Le 7 août 2019, une de ces personnes est décédée en détention. Leurs avocats et leurs familles n'ont pas été autorisés à communiquer avec elles ou à leur rendre visite, et leur lieu de détention reste indéterminé.

113. Le Groupe d'experts a également enquêté sur les cas de 36 personnes arrêtées à diverses dates en 2015 et 2016 et détenues à la prison de sécurité politique de Sanaa. Le 9 juillet 2019, 30 d'entre elles ont été condamnées à mort par le tribunal pénal spécialisé de Sanaa, et ont fait appel de cette décision. Le Groupe d'experts a appris que six autres avaient été relâchées mais n'a pu confirmer la libération qu'une seule d'entre elles. Selon des preuves documentaires et les témoignages recueillis par le Groupe d'experts, certaines d'entre elles ont été torturées en détention et privées de soins médicaux. Leurs avocats ont fait l'objet de menaces et n'ont pas pu rendre visite à leurs clients en prison.

114. Les preuves reçues par le Groupe d'experts, y compris les actes judiciaires, montrent l'absence de respect des garanties judiciaires par les tribunaux qui sont sous le contrôle houthiste. De plus, les enquêtes menées révèlent que les détenus sont gardés dans des lieux secrets, sont soumis à de la torture et ne sont pas autorisés à communiquer avec leur famille, en contravention des règles du droit international humanitaire coutumier et des normes relatives aux droits de l'homme applicables⁹⁴.

3. Violations associées à l'utilisation de mines terrestres et d'autres engins explosifs

115. D'après les informations reçues par le Groupe d'experts, le nombre de victimes d'engins explosifs, y compris de mines terrestres, augmente constamment⁹⁵. Dans son rapport de mi-parcours, le Groupe d'experts avait indiqué, preuves à l'appui, que les forces houthistes importaient des composants en vue de la fabrication de mines terrestres.

116. Le Groupe d'experts a consigné 23 cas de victimes de mines parmi les civils, dont 7 enfants, et confirmé le décès d'un homme et de 7 enfants. Ces cas se sont produits à Beïda, Hodeïda, Chaboua et Taëz. Parmi les victimes, 11 ont été signalées à Hodeïda, principalement dans le quartier de Doureïhimi ainsi qu'à Touheïta et Heïs, et 5 à Taëz.

117. Le Groupe d'experts a également obtenu confirmation que les forces houthistes avaient déployé un nombre considérable de mines terrestres le long de la côte occidentale, tout particulièrement entre Dhoubab et le nord de Kokha (province de Taëz). Par exemple, dans le village de Roueïs⁹⁶, des centaines de mines terrestres ont été posées et malgré les opérations de déminage, bon nombre d'entre elles restent en

⁹⁴ Règles du droit international humanitaire coutumier 90, 98, 100, 123 et 125.

⁹⁵ Cela semble être confirmé par d'autres organisations. Voir : <https://civilianimpact.activehosted.com/social/50905d7b2216bfeccb5b41016357176b.1314> ; www.acleddata.com/2019/01/30/how-houthi-planted-mines-are-killing-civilians-in-Yemen/ ; et www.hrw.org/fr/news/2019/04/22/yemen-les-mines-posees-par-les-houthis-tuent-des-civils-et-entravent-laide.

⁹⁶ N 13°31'10.79", E 43°16'15.93".

place, entravant le retour des civils, qui avaient été précédemment déplacés par les forces houthistes⁹⁷.

C. Violations contre les femmes

118. Le Groupe d'experts a obtenu des preuves selon lesquelles, notamment depuis la fin de 2007, après le décès d'Ali Abdullah Saleh, les femmes qui cherchaient à avoir un rôle actif dans l'espace public, participaient à un mouvement politique ou à des manifestations, ou travaillaient pour une organisation non gouvernementale à des projets relatifs à leur autonomisation, étaient visées par les houthistes. Il a étayé l'arrestation et la détention de 11 femmes, qui avaient été soumises à de mauvais traitements et à des actes de torture : 3 ont été violées de manière répétée par les houthistes en cours de détention. Le Groupe d'experts enquête également sur le rôle des *zeïnabiyat*, qui auraient commis des violations contre les femmes au regard du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et sur le chef du Département d'enquête criminelle à Sanaa, Sultan Zabin (voir par. 22).

119. Le Groupe d'experts a également entendu les témoignages de plusieurs acteurs humanitaires au sujet du refus par les autorités houthistes d'approuver les projets d'organisations non gouvernementales ayant trait aux femmes et à la paix et à la sécurité ainsi qu'à l'autonomisation des femmes. Il enquête également sur des arrestations et des détentions de femmes, dans le cadre de leurs activités humanitaires. Ces cas démontrent une systématisation des violations contre les femmes, à savoir la discrimination, les arrestations et les détentions arbitraires, les actes de violence physique, y compris la torture et le viol, et l'absence de procédure régulière (pour plus d'informations, se reporter à l'annexe 5).

D. Recrutement et utilisation d'enfants dans le conflit armé

120. Le Groupe d'experts a obtenu des informations au sujet de l'utilisation généralisée d'enfants au cours des hostilités au Yémen⁹⁸. Il est parvenu à étayer que trois cas d'enfants âgés de 12 à 15 ans avaient été utilisés par les forces houthistes pour combattre en 2017 et 2018. Dans deux cas, les enfants avaient été enlevés à leur domicile ou à l'école. Dans le troisième, l'enfant avait été attiré hors de son domicile par la promesse de participer à un camp pédagogique de trois jours. Les trois enfants avaient été envoyés dans un camp d'entraînement pendant trois ou quatre mois durant lesquels ils avaient été endoctrinés au jihad et formés au maniement des armes légères. Ils avaient été envoyés par la suite en première ligne, à la frontière entre Taëz et Hodeïda ou à Mareb et contraints de s'acquitter de diverses tâches, dont le combat. Ils ont évoqué de dures conditions et auraient été battus et privés de toute visite familiale. Aucun n'a reçu de paiement ou de solde (pour plus de détails, se reporter à l'annexe 33). Le Groupe d'experts a également entendu des témoignages au sujet de l'entraînement d'enfants à Saleh City (Taëz), qui est un centre houthiste et une prison⁹⁹.

⁹⁷ Voir règles du droit international humanitaire coutumier 81, 82 et 132.

⁹⁸ Bien que le nombre soit beaucoup plus élevé, d'avril 2013 à décembre 2018, l'ONU a confirmé le recrutement et l'utilisation de 3 034 enfants par les parties au conflit au Yémen, principalement par les forces houthistes (S/2019/453, par. 17 et 18).

⁹⁹ 13°39'52.1"N 44°07'42.9"E.

VI. Entrave à l'acheminement et à la distribution de l'aide humanitaire

121. En application du paragraphe 19 de la résolution [2216 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur l'entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, y compris l'accès à une assistance humanitaire et la distribution de celle-ci.

A. Entrave à l'acheminement de l'aide humanitaire

122. Le Groupe d'experts a enquêté sur neuf cargaisons d'articles médicaux et nutritionnels qui ont été retardés pendant une période allant de 16 à 169 jours au port d'Aden. Le Gouvernement yéménite a confirmé ces délais sans avancer d'explication. L'obligation des autorités d'assurer le passage rapide et sans entrave des secours humanitaires recouvre l'entrée initiale de l'aide dans le pays¹⁰⁰.

B. Entrave à la distribution de l'aide humanitaire

123. D'après les informations reçues par le Groupe d'expert, les menaces et les incidents contre les travailleurs humanitaires augmentent dans les zones contrôlées par les houthistes.

124. Le Groupe d'experts continue de recevoir des informations sur : a) des arrestations et intimidations de travailleurs humanitaires ; b) les saisies illégales de biens personnels de travailleurs humanitaires et de biens appartenant à des organisations humanitaires à Sanaa ; c) le non-respect de l'indépendance des organisations humanitaires ; d) de nombreuses entraves d'ordre administratif et bureaucratique, y compris des délais dans l'approbation des accords subsidiaires qui peuvent durer jusqu'à 11 mois, et des réunions et des négociations interminables avec l'autorité nationale de gestion et de coordination des affaires humanitaires et de la reprise après catastrophe. Par exemple, une organisation a indiqué au Groupe d'experts que ces réunions prenaient la moitié du temps de certains de leurs employés. La question de la manipulation des listes de bénéficiaires et de la pression exercée pour communiquer ces listes suscite une préoccupation particulière, et les exemples de recours à la violence et de coercition aux points de distribution ont augmenté en 2019.

125. Certains travailleurs humanitaires ont également déclaré au Groupe d'experts qu'ils s'étaient vu refuser l'entrée à certaines zones ou n'avaient pas obtenu la permission de se déplacer, parce qu'ils refusaient de communiquer des informations sur les bénéficiaires de l'aide, ou des informations personnelles sur le personnel recruté sur le plan national.

126. Le Groupe d'experts a enquêté sur trois cas de violence contre des travailleurs humanitaires à des points de distribution, visant à influencer ou à contrôler cette dernière. Durant un cas, des articles ont été pillés et dans un autre, détournés. Le Groupe d'experts a enquêté sur cinq cas de travailleurs humanitaires qui avaient été arrêtés et détenus, dont des femmes (voir annexe confidentielle 34).

127. Le 6 novembre, le haut conseil chargé de la gestion et de la coordination des affaires humanitaires et de la coopération internationale a été établi pour remplacer l'autorité nationale de gestion et de coordination des affaires humanitaires et de la reprise après sinistre par les autorités houthistes et les houthistes ont désigné à sa tête

¹⁰⁰ Règle 55 du droit international humanitaire coutumier.

Abdul Mohsen Abdullah Qasim Attawoos (voir par. 18). Cette évolution récente a eu pour effet de faire cesser plusieurs activités humanitaires durant la période de transition. On s'inquiète en particulier de la disposition de l'article 13 (3) du décret n°201 de 2019 du conseil politique suprême¹⁰¹ ; selon laquelle 2 % du budget de chaque projet humanitaire approuvé servirait à financer la nouvelle entité.

VII. Recommandations

128. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité :

a) intègre dans sa prochaine résolution des dispositions pour exiger des houthistes qu'ils cessent leurs saisies illicites et l'utilisation de fondations sociales comme source de financement du soutien logistique aux forces armées ; prennent des mesures immédiates pour protéger l'intégrité de la Banque centrale du Yémen à Sanaa et des banques privées yéménites et pour les amener à se conformer aux mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, afin d'éviter que leur réputation soit davantage entachée auprès des banques correspondantes ; et cessent d'intimider et d'arrêter et en toute illégalité des directeurs et des membres du personnel des banques yéménites ;

b) intègre dans sa prochaine résolution des dispositions condamnant les disparitions forcées, les violences sexuelles et la répression des femmes exprimant des vues politiques ou participant à des manifestations et se dise déterminé à sanctionner quiconque commet de tels actes ;

c) intègre dans le programme de la réunion mensuelle sur le Yémen un débat portant sur les problèmes auxquels se heurtent les femmes au Yémen, y compris en ce qui concerne la violence sexuelle et la répression politique, examine dans quelle mesure les femmes ont été intégrées véritablement aux accords de paix signés en 2018 et 2019 et se penche le cas échéant sur les problèmes rencontrés et les méthodes employées pour les surmonter, et envisage d'inviter à ce débat des représentants des organismes des Nations Unies concernés et d'autres parties prenantes yéménites qui s'occupent des questions se rapportant aux femmes ;

d) crée un groupe de travail sur le problème que constitue pour la paix et la sécurité la mise au point par des groupes armés de nouveaux systèmes d'armes de plus longue portée, comme les drones, les engins explosifs improvisés flottants et les missiles de croisière d'attaque au sol, ainsi que le risque que représente la prolifération de ces technologies, dont pourraient faire usage les groupes terroristes, si elles tombaient entre leurs mains, et formuler des recommandations sur des mesures d'atténuation que doivent mettre en place les États Membres et le secteur pour déjouer ces menaces ;

e) intègre dans sa prochaine résolution des dispositions visant à établir une liste de composants disponibles sur le marché commercial comme les moteurs, les servomoteurs et les pièces électroniques, qui ont été utilisés par les forces houthistes et d'autres personnes et entités visées par les sanctions, pour assembler des drones, des engins explosifs improvisés flottants et d'autres systèmes d'armes, et demander aux États Membres d'utiliser cette liste pour sensibiliser leurs autorités douanières et de contrôle des exportations aux risques découlant de la prolifération de ces systèmes d'armes.

¹⁰¹ Archives du Groupe d'experts.

129. Le Groupe d'experts recommande que le Comité :

a) publie un communiqué de presse pour demander au Gouvernement yéménite et aux membres de la Coalition (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Soudan) qui ont des forces militaires actives au Yémen de leur rappeler qu'ils doivent strictement respecter le droit international humanitaire, enquêter sur les membres de leur personnel qui ont commis des violations à cet égard, engager des poursuites contre eux et chercher activement à prévenir les violations par les groupes armés affiliés ;

b) publie un communiqué de presse pour demander aux houthistes et à d'autres groupes armés de respecter strictement le droit international humanitaire, d'enquêter sur les membres qui commettent des violations du droit international humanitaire et d'engager des poursuites contre eux ;

c) adresse une lettre au Gouvernement yéménite pour l'engager à ouvrir une enquête sur le cas décrit dans le présent rapport relatif à des soupçons d'enrichissement illicite de la Banque centrale du Yémen et à désigner un interlocuteur auprès du Groupe d'experts pour échanger des informations sur les soupçons de blanchiment d'argent ;

d) adresse une lettre au Gouvernement yéménite pour l'engager à établir un mécanisme avec l'appui des organismes compétents des Nations Unies afin de répertorier les fonds et les avoirs qui ont été illégalement saisis par les houthistes et d'aviser les banques privées de leur responsabilité à cet égard ; un tel mécanisme permettrait à des Yéménites se trouvant hors du pays de communiquer des informations sur des avoirs confisqués ;

e) adresse une lettre au Secrétaire général pour le prier instamment de demander aux organismes des Nations Unies de prendre sans plus tarder les mesures nécessaires pour améliorer les mécanismes de diligence raisonnable, afin de prévenir tout non-respect potentiel des mesures de sanctions ; cela devrait comprendre une base de données efficace dite « connaître l'identité de sa contrepartie », qui devrait être établie et mise à la disposition de l'ONU et des travailleurs humanitaires qui sont actifs au Yémen en vue de les aider à identifier clairement les personnes et les entités qui agissent pour le compte de personnes visées par les sanctions ;

f) adresse une lettre à l'Arabie saoudite pour l'informer de l'importance du dépôt saoudien en tant qu'instrument d'aide humanitaire et l'encourager à améliorer la façon dont le dépôt est utilisé, afin qu'il soit mis au profit de tous les Yéménites et ne serve pas de levier dans la guerre économique.

List of annexes

	<i>Page</i>
1. Methodology	53
2. Map of Yemen UN Geographic Information Systems (GIS) map	58
3. Summary of Panel correspondence (2019)	59
4. Information on preventative security	61
5. Opposition to dissent in Houthi controlled areas against women	62
6. Further evidence on involvement of Sultan Zabin in Violations	69
7. Significant Houthi appointments in 2019	70
8. Proliferation of armed groups in Yemen	71
9. Names of individuals in identified armed groups	76
10. The situation in Attaq, Shabwah (17 to 24 June 2019)	77
11. Map of Ta‘izz Frontlines as at June 2019	82
12. The military leadership in Ta‘izz and integration of resistance forces into GoY in Ta‘izz	83
13. Results of the security campaign in Ta‘izz in 2019	84
14. Case study on the attacks on the Saudi Aramco facilities in Abqaiq and Khureys on 14 September 2019	85
15. Components of the Delta-design UAV	93
16. Components of the ‘Quds-1’ LACM	99
17. Houthi supply networks for commercial parts used in UAVs and WBIEDs	103
18. Map of Houthi supply networks documented during the reporting period	117
19. Weapons and arms-related materials seized in Aden	118
20. Weapons and arms-related materials seized from a dhow in the Arabian Sea	123
21. Delay of tankers proceeding to al Hudaydah port	132
22. Documents indicating instructions to disguise the origin of the fuel	136
23. Taurus pistols delivered for Djibouti security forces and found in the black market in Sana’a	146
24. Alleged Forex manipulation	147
25. Levant Vision money laundering for the Houthis	157
26. Unlawful appropriation by major general Saleh Mesfer Alshaer network	162
27. Cases of air strikes between December 2018 and December 2019	178
28. Violations in the context of detention by the Coalition and associated armed groups	195
29. Violations in respect to detention attributed to the GoY	196
30. Use of explosive ordnance in a civilian area attributed to the GoY, Al Hajjar, Ta‘izz, 20 August 2019	197
31. Use of explosive ordnance against civilian populated areas 2019 attributed to Houthi forces	199
32. Violations in the context of detention attributed to the Houthis forces	205
33. Recruitment and use of children in armed conflict	206

34. Cases of obstruction to the distribution of humanitarian assistance	208
35. Full list of abbreviations	209

Annex 1. Methodology

1. Due to the fact that its report was leaked in January 2019, including with its confidential annexes, the Panel has refrained from including confidential annexes that have the potential to endanger sources and/or victims in the report. The Panel has agreed with the Secretariat that confidential annexes with relevant sensitive information will be made available to members of the Committee for viewing at the Secretariat's office.
2. The Panel used satellite imagery of Yemen procured by the United Nations from private providers to support investigations. It also used commercial databases recording maritime and aviation data and mobile phone records. Public statements by officials through their official media channels were accepted as factual unless contrary facts were established. While it has been as transparent as possible, in situations in which identifying sources would have exposed them or others to unacceptable safety risks, the Panel does not include identifying information.
3. The Panel reviewed social media, but no information gathered was used as evidence unless it could be corroborated using multiple independent or technical sources, including eyewitnesses, to appropriately meet the highest achievable standard of proof.
4. The spelling of toponyms within Yemen often depends on the ethnicity of the source or the quality of transliteration. The Panel has adopted a consistent approach in the present update.
5. The Panel has placed importance on the rule of consensus among the Panel members and agreed that, if differences and/or reservations arise during the development of reports, it would only adopt the text, conclusions and recommendations by a majority of four out of the five members. In the event of a recommendation for designation of an individual or a group, such recommendation would be done on the basis of unanimity.
6. The Panel has offered the opportunity to reply to Member States, entities and individuals involved in the majority of incidents that are covered in this update. Their response has been taken into consideration in the Panel's findings. The methodology for this is provided in appendix A.

Appendix A to Annex 1: ‘The opportunity to reply’ methodology used by the Panel

1. Although sanctions are meant to be preventative not punitive, it should be recognized that the mere naming of an individual or entity¹ in a Panel’s public report, could have adverse effects on the individual. As such, where possible, individuals concerned should be provided with an opportunity to provide their account of events and to provide concrete and specific information/material in support. Through this interaction, the individual is given the opportunity to demonstrate that their alleged conduct does not fall within the relevant listing criteria. This is called the ‘opportunity to reply’.
2. The Panel’s methodology on the opportunity to reply is as follows:
 - (a) Providing an individual with an ‘opportunity to reply’ should be the norm;
 - (b) The Panel may decide not to offer an opportunity of reply if there is credible evidence that it would unduly prejudice its investigations, including if it would:
 - (i) Result in the individual moving assets if they get warning of a possible recommendation for designation;
 - (ii) Restrict further access of the Panel to vital sources;
 - (iii) Endanger Panel sources or Panel members;
 - (iv) Adversely and gravely impact humanitarian access for humanitarian actors in the field; or
 - (v) For any other reason that can be clearly demonstrated as reasonable and justifiable in the prevailing circumstances.
3. If the circumstances set forth in 2 (b) do not apply, then the Panel should be able to provide an individual an opportunity to reply.
4. The individual should be able to communicate directly with the Panel to convey their personal determination as to the level and nature of their interaction with the Panel.
5. Interactions between the Panel and the individual should be direct, unless in exceptional circumstances.
6. In no circumstances can third parties, without the knowledge of the individual, determine for the individual its level of interaction with the Panel.
7. The individual, on the other hand, in making their determination of the level and nature of interaction with the Panel, may consult third parties or allow third parties (for example, legal representative or his government) to communicate on his/her behalf on subsequent interactions with the Panel.

¹ Hereinafter just the term individual will be used to reflect both individuals and entities.

Appendix B to Annex 1: Violations relating to IHL, IHRL, and acts that constitute human rights abuses investigative methodology

1. The Panel adopted the following stringent methodology to ensure that its investigations met the highest possible evidentiary standards, despite it being prevented from visiting many places in Yemen. In doing so it has paid particular attention to the “Informal Working Group on General Issues of Sanctions Reports”, [S/2006/997](#), on best practices and methods, including paragraphs 21, 22 and 23, as requested by paragraph 11 of resolution 2456(2019).

2. The Panel’s methodology, in relation to its investigations concerning IHL, IHRL and human rights abuses, is set out as below:

- (a) All Panel investigations are initiated based on verifiable information being made available to the Panel, either directly from sources or from media reports.
- (b) In carrying out its investigations on the use of explosive ordnance, the Panel relies on at least three or more of the following sources of information:
 - (i) At least two eyewitnesses or victims;
 - (ii) At least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
 - (iii) If there are casualties associated with the incident, and if the casualties are less than ten in number, the Panel obtains copies of death certificates and medical certificates. In incidents relating to mass casualties, the Panel relies on published information from the United Nations and other organizations;
 - (iv) Technical evidence, which includes imagery of explosive events such as the impact damage, blast effects, and recovered fragmentation. In all cases, the Panel collects imagery from at least two different and unrelated sources. In the rare cases where the Panel has had to rely on open source imagery, the Panel verifies that imagery by referring it to eyewitnesses or by checking for pixilation distortion;
 - a. In relation to air strikes, the Panel often identifies the responsible party through crater analysis or by the identification of components from imagery of fragmentation; and
 - b. The Panel also analyses imagery of the ground splatter pattern at the point of impact from mortar, artillery, or free flight rocket fire to identify the direction from which the incoming ordnance originated. This is one indicator to assist in the identification of the perpetrator for ground fire when combined with other information.
 - (v) The utilization of open source or purchased satellite imagery wherever possible, to identify the exact location of an incident, and to support analysis of the type and extent of destruction. Such imagery may also assist in the confirmation of timelines of the incident;
 - (vi) Access to investigation reports and other documentation of local and international organizations that have independently investigated the incident;
 - (vii) Other documentation that supports the narrative of sources, for example, factory manuals that may prove that the said factory is technically incapable of producing weapons of the type it is alleged to have produced;
 - (viii) In rare instances where the Panel has doubt as to the veracity of available facts from other sources, local sources are relied on to collect specific and verifiable information from the ground. (For example, if the Panel wished to confirm the presence of an armed group in a particular area);
 - (ix) Statements issued by or on behalf of a party to the conflict responsible for the incident; and/or
 - (x) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel’s findings.
- (c) In carrying out its investigations on deprivation of liberty and associated violations the Panel relies on the following sources of information:
 - (i) The victims, where they are able and willing to speak to the Panel, and where medical and security conditions are conducive to such an interview;

- (ii) The relatives of victims and others who had access to the victims while in custody. This is particularly relevant in instances where the victim dies in custody;
 - (iii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
 - (iv) Medical documentation and, where applicable, death certificates;
 - (v) Documentation issued by prison authorities;
 - (vi) Interviews with medical personnel who treated the victim, wherever possible;
 - (vii) Investigation and other documentation from local and international organizations that have independently investigated the incident. The Panel may also seek access to court documents if the detainee is on trial or other documentation that proves or disproves the narrative of the victim;
 - (viii) Where relevant, the Panel uses local sources to collect specific and verifiable information from the ground, for example, medical certificates;
 - (ix) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or
 - (xx) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.
 - (xxi) Detainees do not have always access to medical care, nor is it always possible to obtain medical reports, especially in cases of prolonged detention. Therefore, the Panel accepts testimonies received from detainees alleging that violence was used against them during detention by the detaining parties as prima facie evidence of torture.
 - (xxii) For the same reasons, medical and police reports are not required by the Panel to conclude that rape or sexual violence took place.
- (d) In carrying out its investigations on other violations, including forced displacement and threats against medical workers, the Panel relies on information that includes:
- (i) Interviews with victims, eyewitnesses, and direct reports where they are able and willing to speak to the Panel, and where conditions are conducive to such an interview;
 - (ii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
 - (iii) Documentation relevant to verify information obtained;
 - (iv) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or
 - (v) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.
- (e) The standard of proof is met when the Panel has reasonable grounds to believe that the incidents had occurred as described and, based on multiple corroboratory sources, that the responsibility for the incident lies with the identified perpetrator. The standard of proof is "beyond a reasonable doubt".
- (f) Upon completion of its investigation, wherever possible, the Panel provides those responsible with an opportunity to respond to the Panel's findings in so far as it relates to the attribution of responsibility. This is undertaken in accordance with the Panel's standard methodology on the opportunity to reply. Generally, the Panel would provide detailed information in any opportunity to respond, including geo-locations. However, detailed information on incidents are not provided when there is a credible threat that it would threaten Panel sources, for example, in violations related to deprivation of liberty, violations associated with ground strikes on a civilian home, or in violations associated with children.
- (g) If a party does not provide the Panel with the information requested, the Panel will consider whether this is of sufficient gravity to be considered as non-compliance with paragraph 8 of resolution 2456 (2019) and thus consideration for reporting to the Committee.

3. The Panel will not include information in its reports that may identify or endanger its sources. Where it is necessary to bring such information to the attention of the Council or the Committee, the Panel will deposit such information in the custody of the Secretariat for viewing by members of the Committee.

4. The Panel will not divulge any information that may lead to the identification of victims, witnesses, and other particularly vulnerable Panel sources, except: 1) with the specific permission of the sources; and 2) where the Panel is, based on its own assessment, certain that these individuals would not suffer any danger as a result. The Panel stands ready to provide the Council or the Committee, on request, with any additional imagery and documentation to support the Panel's findings beyond that included in its reports. Appropriate precautions will be taken though to protect the anonymity of its sources.

Annex 2. Map of Yemen UN Geographic Information Systems (GIS) map



Map No. 3847 Rev. 3 UNITED NATIONS January 2004

Department of Peacekeeping Operations Cartographic Section

Annex 3. Summary of Panel correspondence (2019)

Table 3.1
Correspondence with Member States

<i>Ser.</i>	<i>Member State</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by Member State</i>	<i>Number of letters for which the response is due after 25 December 2019</i>
1	Australia	1		
2	Bahrain	1	1	
3	Belarus	2		
4	Brazil	1		
5	China	5	5	
6	Czech	7		
7	Djibouti	1	1	
8	Egypt	1		
9	Germany	1		
10	Greece	1		
11	Iran	5		
13	Ireland	2	1	
14	Italy	3		
15	Japan	4	1	
16	Jordan	1	1	
17	Korea	1	1	
18	KSA	18	8	Interim responses provided to 05 of the 08 outstanding letters.
19	Kuwait	2	1	
20	Oman	5	4	
21	Pakistan	1		
22	Sudan	1	1	
23	Sweden	2		
24	Switzerland	1	1	
25	Thailand	2		
26	UAE	8	3	An extension to reply requested for 01 of 03 outstanding letters.
27	USA	3		
28	Yemen	23	11	
28		103	40	

Table 3.2
Correspondence with Sana'a based authorities

<i>Entity</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by entity</i>	<i>Remarks</i>
1	Sana'a based ministry of foreign affairs	4	4
2	CBY, Sana'a branch	2	2
3	NAMCHA	1	1
3		7	7

Table 3.3
Correspondence with international and regional organizations

<i>Ser.</i>	<i>Organization</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters</i>	<i>Remarks</i>
1	Masam	1		
2	Resident Coordinator Yemen	1	1	
3	Safelane	1	1	
4	Save the children	1		
5	UNDP	2		
6	UNICEF	1	1	
7	WFP	3	1	
7		10	4	

Table 3.4
Correspondence with Companies

<i>Ser.</i>	<i>Company</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters</i>	<i>Remarks</i>
1	Alswari	1		
2	Analog device	1	1	
3	Aviationeu	1		
4	BD Sensors	1	1	
5	Excell	1		
6	General Electric	1	1	
7	Glencoe	1	1	
8	IBY	3	1	
9	Kuraimi	1		
10	Leo Shipping	1		
11	R Shipping	1		
12	Sasco	1		
13	TIIB	3		
14	Maccon	2		
15	YKB	1		
16	TI Automotive	1	1	
16		21	6	

Table 3.5
Correspondence with Individuals

<i>Ser.</i>	<i>Name</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters</i>	<i>Remarks</i>
1	Hafedh Mayad (CBY)	1		
2	Mohamed Zemam (CBY)	1		
2		2		

Annex 4. Information on preventative security

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 5. Opposition to dissent in Houthi controlled areas against women

I Methodology for the documentation of rape and other violence against women

1. The Panel complements herein the methodology adopted in annex I to this report. The Panel conducted bilateral and in-person interviews with eight women who were arrested and detained by the Houthis.² The Panel further had phone interviews with three women following their release from custody.
2. In cases of rape and torture, the Panel received copies of medical records that support the testimonies which are now in the Panel's possession,³ and observed marks of torture on some of the women who had been subjected to cuts or burns using electricity and flammable items. The Panel was also able to obtain independent verification of some of the locations where the women were held, the identifying information on the perpetrators at those locations, and the circumstances of arrest. The Panel also relied on official media of the Houthis to attribute statements to the Houthi-controlled authorities.
3. The incidents reflected in this annex fall within the Panel's mandate and within the designation criteria of resolutions 2140 (2014) and 2216 (2015). The women were targeted because of their political opinions or participation in dissent, which may constitute a threat to peace, security and stability of Yemen and those responsible engaged in violence that amounts to violations of human right and humanitarian law, for example by engaging in sexual violence, arbitrary arrest and detention or torture. The Panel also finds that the designation criteria are met with respect to the arbitrary arrest and detention of women in the context of providing humanitarian assistance

II Background information

4. Traditionally, in Yemeni society, women were largely immune from search, arrest, and detention. As a result, when the war commenced the women in both the Northern and Southern governorates were at the forefront as human rights defenders, as mothers and relatives of detainees searching their whereabouts, and as leading protests. As men were increasingly targeted for activism on political and human rights-related issues, women started bridging the gap.
5. In Houthi-controlled territory, women are targeted both directly and indirectly when they are, or perceived to be, a threat to the Houthi rule, either because of their political affiliations, political opinion, expression or participation;⁴ their expression of dissent against Houthi policies and practices, or against its leaders;⁵ or their perceived support to, and from, the Saudi Arabia-led Coalition;⁶ or their standing in the community as influencers, activists, artists, and others able to create dissent; and, finally, any women who are perceived as being in alliance with any of the above-mentioned categories of women.
6. The Panel has observed in 2019, that the Houthis have begun to indirectly target those engaged in protection⁷ or humanitarian activities aimed exclusively at women.

² In addition, the Panel conducted in-person interviews with some of the individuals to whom these women had given their testimonies to verify their detentions.

³ In accordance with the methodology of the Panel, for victims of rape and torture, the Panel does not consider contemporaneous medical evidence as a pre-requisite to identify rape or torture, in particular when the women or men are in prolonged custody of the detaining authorities at the time of the rapes and/or torture. In these cases, these individuals are either provided no treatment, or treatment is provided in hospitals under the control of the detaining authorities, which makes it impossible to obtain these medial reports. However, **in all three cases documented by the Panel, the women provided the Panel with medical reports and other evidence of the treatment of trauma associated with rape, obtained following their release.**

⁴ Seven women documented by the Panel supported Ali Abdullah Saleh or the General People's Congress (GPC).

⁵ One woman was arrested and sexually assaulted in custody for criticizing human rights abuses committed by a prominent Houthi leader. Two, were arrested for protesting the non-payment of salaries.

⁶ Four women interviewed by the Panel were accused of providing intelligence to the Saudi Arabia-led Coalition, and one was accused of receiving money from the Coalition, possibly to incite protests. One woman, who was arrested and since disappeared, was accused of receiving humanitarian assistance from the Saudi Arabia-led Coalition, because she distributed this assistance without informing the Houthis. This last woman is not included in the 11 women documented below, because the Panel did not have access to her as she was 'disappeared' by the Houthis.

⁷ The Panel documented the arrest of lawyers, brother/s and sisters of three individuals arrested. The detentions of sisters were used to pressure detainees to provide information.

III Reasons for arrest and detention

7. In 2019, the Panel gathered evidence on the arrest, detention, and ill treatment of 11 women, from 2017 to 2019, and received further information on four women who were arrested in the latter half of 2019. The 11 women, mentioned above, were arrested, detained, tortured or raped in Houthi custody for their political participation and views. The Panel also documented the arrest and detention of one man for his participation in a political protest.

8. Based on interrogation questions, it appeared that violence against all 11 women was perpetrated because of their political activism or political views, or because they participated in demonstrations. These included:

- 1) Protests organized in 2017 and before the death of Ali Abdullah Saleh calling for peace negotiations with the Kingdom of Saudi Arabia.⁸
- 2) Protests in December 2017 and January 2018 demanding the return of the body of the former President Ali Abdullah Saleh (Yei003).
- 3) Gathering on 18 March 2018 (“the march of roses”) to commemorate the death of the former President.⁹
- 4) Gathering on 6 October 2018 (“starvation march”) to protest food insecurity in Houthi-controlled areas.¹⁰
- 5) Actual or perceived affiliations with General Congress Party or ISLAH, or women who expressed dissent against the Houthis.

9. The Panel also received information about three further arrests¹¹ and one release¹² of women between July and December 2019. The women were arrested for critiquing the Houthis; distributing humanitarian assistance allegedly provided by the Coalition; and for perceived refusal to indoctrinate students to Houthi ideology. Therefore, there is clear indication that these arrests and detention of women still continue.

IV Links to prostitution

10. Labelling women as prostitutes or criminals serves at minimum three purposes: It deters families from searching for and protesting the disappearance of the women due to the associated shame; It allows officials to conduct arrests, detentions and violations of these women with impunity; and The threat of being labelled deters these and additional women from participating in political activity or other forms of dissent.

11. In a televised documentary¹³ the Houthis justify their reasons for arresting the so-called prostitution networks. They argue this is on the basis of enforcing societal morals, because these “prostitutes” are being used for criminal activities, and Houthi enemies are using them to undermine Houthi authority. None of the women interviewed by the Panel were arrested for “prostitution” and a majority were arrested during or immediately after public protests against the Houthis, thus demonstrating a direct link between protests and arrests. It was only following these arrests that the Houthis threatened to label some of these women as prostitutes.¹⁴ For example, one woman interviewed by the Panel was told that unless she provided information she would be charged with prostitution and organ trafficking. When the family of another woman searched for information on her whereabouts, the family was told that she was a prostitute allegedly to deter them from continuing to search for her.

12. In two other incidents, women were told that they would be safe from prostitution or any other charges if they protested in demonstrations organized by the Houthis; and if they worked for the Houthis in gathering information on other individuals. In two other cases, Houthis obtained signed statements prior to release, that the women would not engage in protests against the Houthis.

⁸ Two women interviewed by the Panel.

⁹ <https://gulfnews.com/world/gulf/yemen/al-houthis-disperse-pro-saleh-rally-in-sanaa-1.2192427>

¹⁰ Images with Panel.

¹¹ The Panel received information on these women from activists and the arrests were reported in the media. The whereabouts of these three women are currently unknown.

¹² The Panel received the testimony of this women immediately upon her release. However, as the woman is still under significant danger, information on her situation will not be further elaborated in this annex.

¹³ https://www.almasirah.net/gallery/preview.php?file_id=25211

¹⁴ In what appear to be attempts to substantiate claims of prostitution, detaining authorities took naked pictures of two women interviewed by the Panel in compromising positions and threatened to expose these women as prostitutes, if they engaged in further “disobedience”.

13. The Panel has also received documentary evidence to support the above claims on arbitrary arrest and detention of women, see confidential annex 6.

V Rape as a Form of Violence Against Women in Houthi Detention

14. The Panel documented three cases of women raped during detention. Of the three women raped, two were asked to recite a prayer prior to the rape. This was a method of purification of the women, according to the perpetrators. One woman was raped in her room in a private house appropriated by the Houthis, and the other two were taken from the basement of the building in which they were detained to another floor by the women guards. Initially, as the women resisted rape, the women prison guards assisted to restrain the women. The women were subjected to rape by one to three men over a period of months.

15. The Panel was informed that women who became pregnant as a result of the rapes were forced to undergo abortions, either by taking pills provided by the Houthis or at a hospital.¹⁵

VI Places of Detention of Women

16. The women were held in at least three types of places of detention: under house arrest;¹⁶ in police stations and formal prisons;¹⁷ and in places of detention undisclosed to the public (undisclosed detention centers).¹⁸

17. The Panel noted that the circumstances of detention and interrogation practices increase the likelihood of sexual abuses. This risk is increased when women are detained in secret places. The Panel was informed of possible locations of three secret places of detention exclusively for women, where 10 – 20 women were held at the same time, for the above reasons. One such place was identified as a private home of a Houthi-opponent who fled Houthi territory. According to evidence thus far gathered by the Panel, the occurrence of sexual abuses, including rape, is higher in relation to women in secret places of detention when compared to official detention locations.¹⁹ Yet, even in these locations, the Panel does not discount the possibility of sexual abuse, as two women reported being taken individually, after midnight, for interrogation, by male officers.²⁰

VII Identified Perpetrators

1) The Panel documented the following perpetrators:

Figure 2:

Image of Sultan Zabin in the Houthi documentary relating to prostitution.



Source: https://www.almasirah.net/gallery/preview.php?file_id=25211

¹⁵ Information provided by the women in detention centers. None of the women interviewed by the Panel were subjected to abortions. The Panel cannot independently verify outside these testimonies.

¹⁶ Two women were held under house arrest and in the case of Hashmi women, who are perceived as affiliated with the Houthis, they are more likely to be kept under house arrest when they express dissent, than to be taken to a detention center.

¹⁷ This included al Afifi police station.

¹⁸ Confidential annex 6.

¹⁹ Lawyers, human rights investigators, and women detainees.

²⁰ Confirmed by documentary evidence with the Panel. Evidence obtained by the Panel indicates that this maybe contrary to Yemeni law. See confidential annex 06.

Sultan Zabin:

18. Zabin is the director of CID, Sana'a. He was responsible for at least one undisclosed detention center for women, in an identified location.²¹ The Panel has evidence that at least one woman was raped in this location, with reports of others also being raped. He directly inflicted torture.²² Under his supervision, the CID appears to be in charge of curbing “prostitution” in Sana'a.²³ In a televised documentary, he stated that he had apprehended 28 prostitution networks involved in drugs, looting and other crimes.²⁴ In early 2019, a request for his arrest was transmitted, amongst other charges, because of his involvement in maintaining an undisclosed detention center for women.²⁵ He remains in office. The Panel received further evidence of his involvement in other human rights and humanitarian law violations, that will be presented in a confidential annex.²⁶

VIII Other identified Houthis

19. In the crackdown of the so called “prostitution” networks, Zabin has admitted to working closely with the prosecution and other security entities, see confidential annex 6. Abdulkhakim al Khiyawani, the then deputy minister of interior, and current head of the security and intelligence bureau, highlighted the “powerful” relationships between the ministry of interior, security systems, prosecution and supreme judicial council in these arrests and detentions (identified networks of Sultan Zabin are at appendix i).²⁷

IX Preventative Security

20. A preventative security officer identified by his *nom de guerre* in the “preventative security” intelligence apparatus, sexually assaulted a woman and held her under arrest.²⁸ The Panel continues to investigate.

X Female perpetrators

21. In addition, unidentified female Houthi guards, identified as zainabiyath, aided and abetted the commission of rape by holding down women and engaged in torture of women, including during interrogations.

XI Protection issues

22. In view of the pervasive allegations of arbitrary arrests and detentions, sexual violence and torture, the Houthi leadership, including the minister and other senior officials the ministry of interior, that holds supervisory authority of the security forces and CID, should immediately launch an investigation into these and other open source multiple allegations concerning violations against women.

23. The fact that some women are detained in private houses instead of official detention centers increase the possibility that their location maybe targeted by airstrikes or they may be subject to other attacks by opposing parties due to the presence of Houthis and Houthi leaders in these places, as reported by the Panel's sources. Sultan Zabin, for example, was present in one of these identified undisclosed detention centers for a period of more than a week.²⁹

²¹ Confidential annex 6.

²² More information in a confidential annex to prevent the identity of women.

²³ Documentary evidence with Panel.

²⁴ https://www.almasirah.net/gallery/preview.php?file_id=25211

²⁵ Confidential annex 6.

²⁶ The Panel was informed by multiple sources that Sultan Zabin was arrested for his alleged involvement in sexual violations against women in 2018, detained for a few months and was subsequently released. The Panel continues to investigate.

²⁷ Two Houthi officers identified by name, and 4 officers identified by their *nom de guerre*.

²⁸ Further information is not provided to protect the identity of the woman.

²⁹ The Panel notes for example, in justifying its attacks on the Dhammar community college, the Coalition stated that the location was not on the no-strike list (see final report of the Panel). While the presence or not of civilian infrastructure in these so called “deconflicted lists” does not exempt the parties in their obligations to undertake the relevant precautionary measures, the Panel highlights the near impossibility of these undisclosed detention sites being entered into a no-strike-list. These undisclosed sites are by their nature secret.

24. The Panel is not aware if humanitarian organizations have visited these sites, however, it is clear that none visited during the detention of the women documented in this report.

25. The Houthis should facilitate humanitarian access to identified locations, at minimum, and ensure that the conditions of detention of women detainees are as required by law and that their detaining authorities respect IHL and human rights norms, including access to medical care and communication with families. This would also facilitate the deconfliction of all places of detention to provide some *prima facie* protection from direct attack.

XII Obstruction to humanitarian assistance directed at women

26. In 2019, the Panel documented 2 cases of women arrested and detained by Houthis because they were working on women empowerment projects with NGOs. The Panel also received several testimonies from humanitarians confirming that projects related to women, peace and security or to women empowerment are generally not approved by Houthi authorities. The Panel continues to investigate.

XIII Responsibility of Houthi commanders and superiors in Sexual and Gender-based Violence Against Women

27. The Panel, based on the interviews with the 11 woman and other information, concludes that there is possible targeting of women who are perceived as Houthi dissenters. This may also include women working for NGOs on women's empowerment projects in areas controlled by Houthis. Some of the sexual and gender-based violations documented by the Panel may amount to war crimes. Under superior responsibility, Houthi hierarchy, may be held responsible if not for ordering such violations, then for their failure to prevent, repress and report war crimes.³⁰ Given the high level admissions on the nature of the relationships between the ministry of interior, criminal investigation department, prosecution, ministry of justice, and supreme judicial/legal counsel,³¹ the Panel finds that all of these authorities have a responsibility to investigate allegations associated with these violations and the potential involvement of their officials in these violations. This responsibility is particularly strong on the ministry of interior, under whose authority the CID operates.

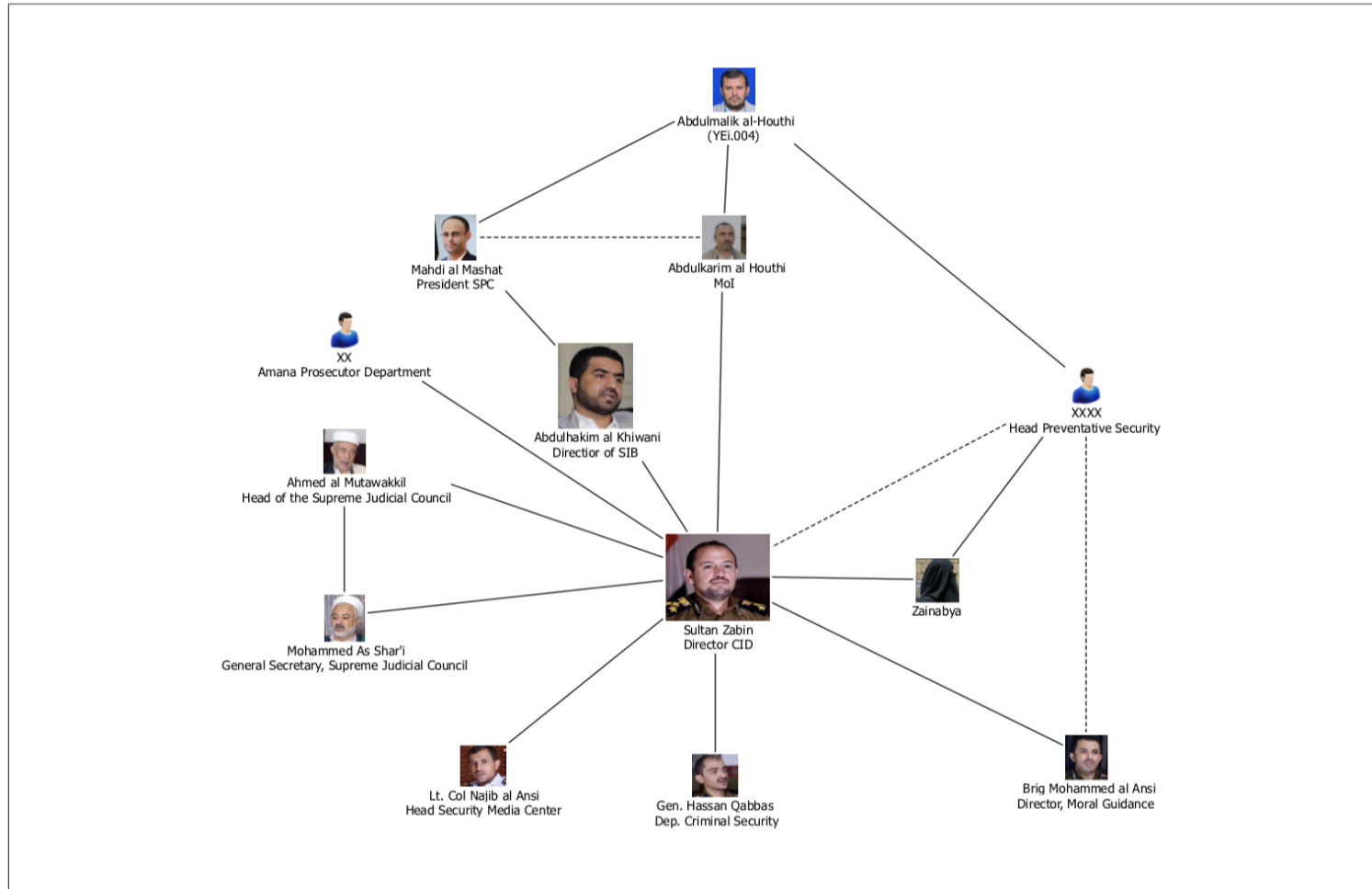
28. The Panel notes the statements of Abdulhakim al Khiyawani stating that “there is a strong relationship between the ministry of interior and the prosecution and between the security systems and the higher law council and the ministry of justice. The security systems do not implement any security procedures in the field unless being directed by the higher law council and prosecution and this is well noticed.”³² The Panel continues to investigate.

³⁰ CIHL rules 152 and 153.

³¹ https://www.almasirah.net/gallery/preview.php?file_id=25211

³² https://www.almasirah.net/gallery/preview.php?file_id=25211

Appendix I: Network and affiliations associated with Sultan Zabin



Source: Panel

Appendix 2: Summary of violations

The 11 women and one man interviewed by the Panel were subjected to following violations either during the protests or at the time of arrest, or during their detentions:

	Arbitrary arrest	Arbitrary detention	Torture	Ill treatment	Rape	Threat of sexual violence	Sexual abuse not rape	Forced labor	Verbal Abuse
W1	Y	Y		Y					
W2	Y	Y		Y		Y		Y	
W3	Y	Y		Y		Y			
W4	Y	Y		Y		Y		Y	
W5				Y		Y		Y	
W6	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	
W7	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	
W8	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	Y	
W9	Y	Y		Y				Y	
W10	Y	Y		Y				Y	
W11	Y			Y				Y	
M1	Y	Y		Y				Y	

Annex 6. Further evidence on involvement of Sultan Zabin in violations

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 7. Significant Houthi appointments in 2019**Table 7.1**
Significant Houthi appointments in 2019

Position	Name	Dates of service	Predecessor
Head of national security bureau	Fawaz Hussein Nashwan	18 February 2019 to August 2019	Abdul Rahab Jarfan (Abu Taha)
Minister of interior	Abdul Karim Amir al-Din al-Houthi ³³	05 May	Abdul Hakim Maweri
Head of national authority for the management and coordination of humanitarian affairs and disaster response (NAMCHA)	Abdul Mohsen Abdullah Qasim Attawoos (Abu Adel) ³⁴	Around 06 July 2019 – November 2019	NA as new organization
Member of the SPC	Mohammed Ali al Houthi	30 July	NA
Head of security and intelligence bureau	Abdul Hakim al Kiyawani ³⁵	1 September	NA as new organization
Deputy head of security and intelligence bureau	Abdulqader Al-Shami	1 September	NA as new organization
Extraordinary and plenipotentiary ambassador to Iran	Ibrahim al Dailami	Late August 2019	
Governor of CBY Sana'a	Dr Rashid Aboud Shiryan Abu-Lahem ³⁶	25 August	
Advisor to SPC	Mohammed Ahmed Ahmed Moftah	25 September	NA
Advisor to the president with the rank of deputy prime minister	Hashim Ismail Ali Ahmed	06 October 2019	
Secretary general of the supreme council for administration and coordination of humanitarian affairs and international cooperation	Abdul Mohsen Abdullah Qasim Attawoos (Abu Adel)	November 2019	NA as new organization around 06 November by SPC decree 201 of 2019.

³³ SPC decree 90 of 2019.

³⁴ Tawoos was the former general supervisor (musharaf) of Dhammar. A general supervisor is usually at the rank of the governor and supervises the functions of the governor and also security matters. The Panel received information that he was dismissed from his position for his involvement in misappropriation of governate revenues, and threats against traders, while in Dhammar (see also <https://aawsat.com/home/article/1122366/الخفي-الحوثي-سلاح-الوقائي-الامن>). He was with the Houthis since 2004, during the conflicts it had with the GoY. GPC sources informed the Panel that he was involved in the death of Ali Abdullah Saleh.

³⁵ https://english.almasirah.net/details.php?es_id=8561&cat_id=1.

³⁶ He was appointed as finance minister on 26 February 2019, see <https://sabaanews.net/news527745.htm>.

Annex 8. Proliferation of armed groups in Yemen

I Terminology

1. Armed groups can either be State or a non-State armed group (NSAG). A State armed group can be defined as an entity that is an organ of a State according to its internal law and regulation.³⁷ The Panel notes the lack of a uniform definition for non-State armed groups under international law. For the purposes of this annex, this can include tribal or other armed groups, organized military units, and terrorist groups.

2. “Government of Yemen-affiliated forces”, “UAE-affiliated forces” or “KSA-affiliated forces” mean that forces that are affiliated to these States. These affiliations can range from the payment of salaries, to the provision of training, logistical and administrative support, provision of weapons and training, providing instructions and supervision of specific missions, to complete command and control over each military decision being taken by these forces. In each case, the types of responsibility of these States over the conduct of these forces differ in accordance with the level of command and control exercised over them. The uncontrolled proliferation of different armed groups within Yemen, with multiple affiliations, is a threat to peace, security, and stability of Yemen.

II Proliferation of armed groups and affiliations

3. As will be demonstrated below, the narrative that there are clear divisions in the lines of State command and control over the forces in Yemen, is false. A case in point is the shifting of Security Belt Forces (SBF) alliances and claims of alliances between 2016 – 2019.

Table 8.1

SBF and their affiliations

Dates	Claims of Command and Control over SBF	Actual Affiliations of SBF
2016	President Hadi appoints commanders by official decree in April 2016, according to the internal laws of Yemen, ³⁸ thus, making them a military unit under the GoY, under the command of the 4 th military axis.	GoY sources inform the Panel that UAE selected the commanders and President Hadi appointed them by decree. GoY military sources informed the Panel that the UAE was making the decisions on the recruitment and incorporation of individuals into the SBF. ³⁹ Yet, the GoY officially claimed at the time, that SBF were GoY State organs.
2016 – 07 August 2019	GoY and the UAE state that they are under the operational control of the GoY, ⁴⁰ (see below for an exception to this GoY position presented in March 2018). UAE provides only training and logistical support in counter-terrorism operations.	During this period, SBF were not under the operational control of the GoY. ⁴¹ The Panel received evidence that specific military operations were either conducted jointly or that persons arrested by SBF were immediately transferred to the UAE, in a manner that demonstrated a degree of operational control, at minimum for specific operations. ⁴² SBF informed the Panel that they received instructions and orders from the UAE, especially in relation to arrest and detention operations of alleged AQAP members. ⁴³

³⁷ An organ of a State “includes any person or entity which has that status in accordance with the internal law of the State.” Article 4 of Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts.

³⁸ Decree No 53 of 2016 issued on 18 April 2016.

³⁹ Sources: GoY, SBF, and GoY-military in Aden. GoY letter to Panel on 04 October 2019.

⁴⁰ See Panel Reports, S/2018/193, S/2018/594, S/2019/83. Panel meeting with UAE in October 2019.

⁴¹ Ibid.

⁴² See also current report of the Panel of Experts.

⁴³ Confidential sources.

March 2018	GoY claims that they have no command and control over SBF but does not provide information on who does (makes no mention of the UAE as exercising command and control). ⁴⁴	
May 2018 – June 2019	GoY informs the Panel that these forces are once again under its complete command and control and measures have been taken to legally incorporate it into the GoY. ⁴⁵ The Panel requested but did not receive any documentation or other proof that the GoY was now paying their salaries, as was claimed. The GoY denied UAE involvement, except for training.	The above.
August 2019	SBF operationally affiliates themselves to the STC. SBF drops any pretenses to be a part of GoY.	STC exercises operational control over these forces in its attempts to take control over Aden and the South from the GoY.
28 and 29 August 2019	UAE launches air strikes. UAE informed the Panel that the air strikes were because of the activation of some dormant terrorist cells and the threat that it posed to the Coalition. ⁴⁶	The consequences were for the benefit of the STC-affiliated troops, including the SBF, as the GoY was attempting to regain control over Aden from the STC-affiliated SBF when the air strikes occurred.
September 2019	GoY informs the Panel that SBF had never been under its operational control, but that of the UAE. GoY states that the UAE appoints SBF commanders and give instructions and orders. ⁴⁷	
05 November 2019	KSA assumes direct supervision of SBF and other forces until they are incorporated into the Ministry of Defence of Yemen.	STC continues to exercise operational control over what is now considered as STC-affiliated forces.

⁴⁴ Letter to the Security Council on March 2018.

⁴⁵ Interview with Ministry of Interior Officials in Aden, May 2018 and June 2019

⁴⁶ The UAE stated in its letter to the Panel on 19 December 2019, that "... in response to threats against Coalition forces, two precision air strikes were launched on 28 and 29 August 2019, in Al Alam area. The first strike was a warning strike. The military operation was based on credible intelligence which indicated that terrorist elements, namely AQAP, intend to execute terrorist attacks against the Arab Coalition forces within the security zone in Aden. On 29 August 2019, terrorist elements seized the Al Alam area and as a result, dormant terrorist cells in and around Aden were activated. The security cordon was penetrated and attacked, and two members of the Coalition forces were wounded... The operation was carried out in conformity with the Coalition's rules of engagement..."

⁴⁷ Meeting in Riyadh, including with representatives of the Ministries of Interior, Foreign Affairs, and Human Rights. This was followed by GoY letter dated 04 October 2019.

08 December 2019	KSA has assumed direct supervision of SBF until SBF incorporation into the Ministry of Defence.	Through the Riyadh Agreement, legally, KSA has assumed direct supervision of SBF. De facto, SBF continue to operate under the STC to the extend to prevent the 1 st PPB to return to Masheeq Palace as stipulated in the Riyadh Agreement (information as at 08 December 2019). ⁴⁸
19 December 2019	UAE informed the Panel that it denies exercising any kind of leadership over the SBF and expressed its full support for the implementation of the Riyadh Agreement. ⁴⁹	

4. This is only an example of how the shifting alliances of these forces make peace prospects difficult in Yemen, and why an understanding of these forces and their alliances is a mandatory pre-requisite for a durable solution to the conflict in Yemen. An assessment of linkages for these arms groups is also relevant for determining the extent of UAE and GoY responsibilities for human rights and humanitarian law violations committed by these forces. The following attempts to place some of these armed groups in context.

III Typology of Prominent Armed Groups and Military Units in Yemen

5. Armed groups and military units that are affiliated to the Government in Yemen in 2019, included the following:

Table 8.2

GoY forces and their affiliations

Armed Group/ Military Unit	Affiliations in 2019
Presidential Protection Brigades (PPB)	Remained loyal to GoY through the events in Aden in August 2019. Commanders appointed by GoY.
GoY Regular Armed Forces, see annex 8 of S/2019/83	Remained loyal to GoY, but relies on KSA support for weapons, salaries and other logistical support.
Resistance Forces: for example, Al Baydah front groups.	Likely loyal to those providing salaries and military and logistical support. KSA provides support, including through the GoY.

Armed groups and military units affiliated to the UAE in Yemen, include the following:

Table 8.3

Armed groups and military units affiliated with the UAE on 01 June 2019

Name of Forces	Affiliations with UAE (as at 01 June 2019)	Other Affiliations
SBF	<ul style="list-style-type: none"> See table above 	<ul style="list-style-type: none"> See table above.
Shebwani Elite Forces (SEF)	<ul style="list-style-type: none"> UAE created at minimum seven Brigades of SEF (confidential annex), based on tribal and geographical affiliations.⁵⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> None, except GoY claiming that these are GoY forces until

⁴⁸ Confidential sources within the PPB.

⁴⁹ Letter from UAE to Panel received on 19 December 2019.

⁵⁰ For this section, unless specified sources include: SEF, GoY (political and military) including in Shabwah. See also S/2018/193, S/2018/594, S/2019/83.

	<ul style="list-style-type: none"> • Each group is subject to instructions and orders from the UAE.⁵¹ • UAE provides salaries, training and logistical support.⁵² • Conducted joint arrest/detention operations and detainee transfers with UAE.⁵³ 	<p>September 2019 (with exception in March 2018).</p> <ul style="list-style-type: none"> • From August 2017, some units affiliated themselves with STC, but continued to receive salaries from UAE.⁵⁴
Hydrami Elite Forces (HEF)	<ul style="list-style-type: none"> • Formed in Mukalla by UAE.⁵⁵ • Salaries, training and logistical support.⁵⁶ • Coordinates detainee transfers.⁵⁷ • Receive instructions and orders from the UAE.⁵⁸ 	<ul style="list-style-type: none"> • None, except for the GoY claims above. • There is no evidence to suggest that their affiliations to the UAE changed after the Aden events.
Abu al Abbas Forces	<ul style="list-style-type: none"> • UAE provided logistical support.⁵⁹ • Local UAE leadership intervened in 2018 to protect military positions of Abu al Abbas.⁶⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> • A battalion falling under the 35th Brigade but 35 Brigade said to have no command and control over Abu al Abbas. forces⁶¹
West Coast Fighters	<p>Guards of the Republic, Tihama and Giants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • UAE/ Coalition provides salaries, training, arms and logistical support.⁶² • UAE directs and controls all military operations in the West Coast, including deployment of forces.⁶³ • UAE/ Coalition appoints leaders to the Joint Operations Room (confidential annex).⁶⁴ • UAE leadership in Mocha resolves disputes between these forces and ensures coherence in military operations and coordination.⁶⁵ • These forces have fundamental differences in approach to battle and opinions, and do not always trust each other. The UAE is crucial to keeping these forces united against the Houthis.⁶⁶ 	<ul style="list-style-type: none"> • For Amjad Khalid forces that were in the West Coast: stated to be exclusively under GoY support and control. • Some Amalika and Tihama brigades claim loyalty to GoY.

7, Other changes to these groups in 2019, after 1 June 2019, are reflected in the main report.

IV Major Saudi-affiliated forces

⁵¹ GoY letter to Panel dated 04 October 2019.

⁵² UAE in its letter acknowledges training support only (19 December 2019).

⁵³ /2018/193, S/2018/594, S/2019/83 and current report.

⁵⁴ SEF sources. Information as at November 2019.

⁵⁵ GoY letter to Panel dated 04 October 2019.

⁵⁶ GoY letter to Panel dated 04 October 2019.

⁵⁷ S/2018/193.

⁵⁸ GoY letter to Panel dated 04 October 2019.

⁵⁹ Sources: 35th Brigade commanders, Abu al Abbas forces and Ta'izz military axis commanders.

⁶⁰ Document with Panel. Discussions with Yemeni commanders involved.

⁶¹ Verified document with Panel. In discussions in October 2019, both Abu al Abbas Brigade and the 35th Brigade confirmed the above.

⁶² West coast forces. GoY military and political sources.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Ibid.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Ibid. Civil society actors.

8. Armed groups and military units affiliated to the KSA in Yemen, include:
 - a. The Yemeni fighters on the KSA-Yemen borders. This includes, for the purposes of this annex, only the fighters on the Yemen side of the border, as the Panel continues to investigate if those on the Saudi side of the border function as an armed group, or as private contractors.
 - b. During the period of the implementation of the Riyadh agreement, all the GoY forces and the STC-affiliated forces in the South falls under the direct supervision of KSA.

Annex 9. Names of individuals in identified armed groups

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 10. The situation in Attaq, Shabwah (17 to 24 June 2019)

1. This incident was reported in the midterm update of the Panel. The Panel finds that the proximity of these clashes to the events in Aden in August 2019 and the level of collaboration between the STC and the SEF, makes these clashes relevant to understanding of the Aden incidents. For example, the Panel noted that the STC media on 18 May 2019, discusses the outcome of a meeting with the president of the STC and “all commanders” of the South. The conclusion of the meeting was that: “The meeting approved a number of important decisions and conclusions, including establishing combat and operational areas, military mobilization, unifying the command and control instruments, reinforcing all military fronts and creating a unified and integrated operations room for all southern security and military sectors.”⁶⁷ In June 2019, in the aftermath of these clashes, the Shebwani Elite Forces (SEF) informed the Panel that they envisage a unification of all southern forces, including the SEF and the Security Belt Forces (SBF).⁶⁸

I. Background to the escalation of tensions in Attaq

2. Attaq is in Shabwah (see figure 10.1). It has been under government control since 2015, following brief hostilities with Houthis. After the liberation of Attaq from the Houthis, the security arrangements had the SEF guarding the entrances to the city and fight terrorism, and the police providing security inside the city. The presence of security and military groups in Attaq in June 2019 was as follows:

Table 10.1

The security and military groups in Attaq in June 2019

Location/ Function	Type of force	Relevant commander
Entrances to the city	SEF	Relevant commanders included the Commander of the 4 th Brigade, Wajdi Baoum Al-Khulaifi, ⁶⁹ and Mohammed Salem Al-Buhair Al-Qamishi, the Commander of the Shabwani Elite, Azzan Axiz. ⁷⁰
Oil company outside Attaq city	21 st Brigade	Jahdal Hanash Al Awlaki
In Attaq	30 th Brigade	Brigadier General Aziz Nasser al-Ateeqi
In Attaq	Law enforcement	Brigadier General Awad Al-Dahboul, Director General of Shabwah Police

⁶⁷ <http://en.adenpress.news/news/4292>.

⁶⁸ Confidential sources. Also, in June 2019, authorities in Shabwah informed the Panel of the formation of 10 “brigades” of approximately 300 people called the southern resistance forces under the command of Hani Bin Brek, vice president of the STC.

⁶⁹ <https://t-alhadrami.com/هي-الشيوانية-النخبة-بأعموم-وجدي-المقدم-الجنوب-أخبار/>

⁷⁰ Interview with Al-buhair in his capacity as commander on November 2017, <https://al-omana.com/news65261.html>.

Figure 10.1
Map of Shabwah Province



Source: Open source

II. The clashes (19 and 20 June 2019)

3. On 17 June 2019, the SEF entered Attaq City, following which the 21st Brigade also entered the city.⁷¹ SEF sources also informed the Panel that they entered the city after 12 people had died, in what was likely a tribal-oriented dispute with GoY.⁷² Sources explained that the SEF considers the GoY military in Attaq as a wing of the Islah party,⁷³ a sentiment supported by the STC in its official statements.⁷⁴ Observers report that once the 21st Brigade entered the city, following the SEF, the issue was no longer a conflict limited to tribal elements, it had morphed into a wider dispute focusing on overall security control of Attaq city.

4. Also, on 17 June 2019, after entering the city, both the 21st Brigade and the SEF started establishing their own checkpoints across the city. The city entrances were subsequently blocked by the SEF, the GoY military forces could not receive reinforcements. The same day, the Governor of Shabwah sent an official letter to the UAE in Balhaf informing of the entry of the SEF into the city and the formation of new security checkpoints inside the areas of the operational responsibility of the police. See appendix 1. He warned that this may result in a confrontation between the forces and asked them to give urgent instructions to the Elite Forces to go back to their past positions, contain the situation...” (emphasis added).

⁷¹ Sources: SEF and Shebawah GoY representatives, 02 locals, and 01 tribal leader.

⁷² Source: SEF representative. Interview in June 2019.

⁷³ Ibid. See also facebook page for the SEF at <https://www.facebook.com/SOUTHARABNEWS/>. See for example, post on 04 July 2019.

⁷⁴ <http://aden-tm.net/NDetails.aspx?contid=89526>, <https://aden-alhadath.info/news/59613>

Figure 10.2:
Military buildup in Attaq



Source: confidential.

5. On 19th June, at approximately 21.30 hours, armed clashes began within the city, when the GoY military began shooting at an SEF vehicle, which refused to stop for a GoY military checkpoint.⁷⁵ The clashes continued until 20 June 2019, including with tanks. For example, the GoY military fired shells which landed near the Shuhada (martyr's) camp of the SEF,⁷⁶ with no recorded casualties.

6. According to local sources, this resulted in damages to two military vehicles and some government infrastructure in the city. Four individuals from the GoY military and security forces, and one from the SEF were reportedly injured.⁷⁷

7. During the course of clashes, the commander and some soldiers of the SEF were surrounded by the GoY military in the local court. They were only allowed to leave following tribal mediation. The tribal mediators and local authorities agreed that both the 21st Brigade and the SEF would withdraw from the city to their pre-established positions. The parties agreed to a truce for five days, to allow time for the Governor of Shabwah to find a solution.⁷⁸

Table 10.2
Parties reportedly involved in clashes, 19 – 20 June 2019

Party	Entity	Comments
Government Military	30 th Brigade 21 st Brigade	Based in Qadas. Based outside Attaq city and responsible for the protection of oil installations.
Police	Elements of local law enforcement	Based in Attaq city (some referred to this as emergency police, as opposed to regular law enforcement)
SEF	SEF, in particular 4 th Brigade.	Fought on the same side with the so-called southern resistance forces.
“Southern resistance forces” ⁷⁹	Elements from Assaylan and Marha.	Fought on the same side as SEF

Source: Panel

⁷⁵ Sources: GoY and locals.

⁷⁶ <https://www.stcaden.com/news/9863>

⁷⁷ GoY

⁷⁸ Document with Panel. There were several conditions for the truce, which included both the SEF and the 21 Brigade to leave Attaq City and for the 21 Brigade to control the oil field and the SEF to control the entry points to the city, and to handover the security of the city to the Police. The Police were asked to request any of the two forces for reinforcements in case the other breaches the agreement.

⁷⁹ GoY and local sources claimed that the STC was recruiting and training separate elements called the “southern resistance forces” formed of 10 battalions of 300 people each

I. Escalation of tensions after the clashes

8. On 21 June 2019, an assassination attempt against the 21st Brigade Commander was widely reported.⁸⁰ On 22 June 2019, the STC issued a statement, rejecting “every northern military presence” in Shabwah and to direct the security tasking to the police and SEF.⁸¹ On 23 June 2019, the STC called for public protests in support of the SEF.

9. The Governor of Shabwah advised against the protests warning that the situation was already tense. A mediation committee, including the Governor, also stated that while they respected the political right of peaceful protest, the timing was inappropriate, because the security situation was already tense.⁸² Also, on 23 June 2019, a pipeline was blown up resulting in a leak. The oil company maintenance team were not allowed to fix the pipeline by the SEF.⁸³ The STC continued to encourage the protests and mass protests took place on 24 June 2019 in Attaq, without any incidents. The protestors carried banners supporting the re-entry of the SEF into Attaq. The situation remained tense until the events in Aden in August 2019.

Figure 10.3

STC-organised protest in Attaq Shabwah (note the People’s Democratic Republic of Yemen flags)



⁸⁰ <https://aden-alyoum.com/من-في-اغتيال-لمحاولة-يتعرض-العولقي-حنش/سلايدر/>, and <https://www.almashhad-alyemeni.com/136825>

⁸¹ <https://www.stcaden.com/news/9863>, <https://www.stcaden.com/news/9862>, <http://en.adenpress.news/news/4309> and <http://en.adenpress.news/news/4292>

⁸² Document with Panel.

⁸³ Letter from oil company dated 24 June 2019

Appendix 1: Letter from Governor of Shabwa to the Leadership of the Arab Coalition in Balhaf (18 June 2019)

مكتب محافظة شبوة
الرقم القوي (الصادر):
التاريخ: ٥٤ / ٥٣٣
المرفقات: ١٩١٦ / ١٨



الجمهورية اليمنية
وزارة الإدارة المحلية
محافظة شبوة
مكتب المحافظ

المحترمين

الأخوة / قيادة التحالف العربي محور بالحاف

خيه طيبين !!

الموضوع / دخول قوات النخبة وتمركزها في مواقع الأمن والقوات المشتركة بعاصمة المحافظة عتق

في البدء نهدىكم أطيب التحايا متمنين لكم التوفيق والنجاح في مهامكم إشارة إلى الموضوع أعلاه ، نطلعكم بقيام قوات النخبة الشبوانية بالدخول إلى العاصمة عتق يوم الاثنين (٢٠١٩/٠٦/١٧م) والتمركز في مواقع الأمن والقوات المشتركة وشرطة السير واستحداث نقاط جديدة داخل نطاق عمل الأمن مما نتج عنه إقلاق السكينة والذعر والهلع في أوساط المواطنين خوفاً من الاشتباكات بين الوحدات الأمنية وقوات النخبة الشبوانية ومثل هذه الأمور تزعزع الأمن والاستقرار بالمحافظة وقد تتطور الأمور إلى الاشتباكات وإلى ما لا يحمد عقباه لأن التوتر يسود الموقف .

وعليه:

تكرموا بالتوجيهات العاجلة للنخبة الشبوانية للعودة إلى مواقعها السابقة وأحتسوي الموقف وتجنيب المحافظة الصراعات وزعزعة الاستقرار داخل المدينة .

واكبر تقديرنا !!!

محمد صالح بن عليو
محافظ محافظة شبوة
رئيس المجلس المحلي



نسخة مع التحية :

- مكتب رئيس الجمهورية .
- رئيس مجلس الوزراء .
- قيادة التحالف العربي المنطقة الوسطى - الريان .

E-mail: shabwagov.2015@gmail.com

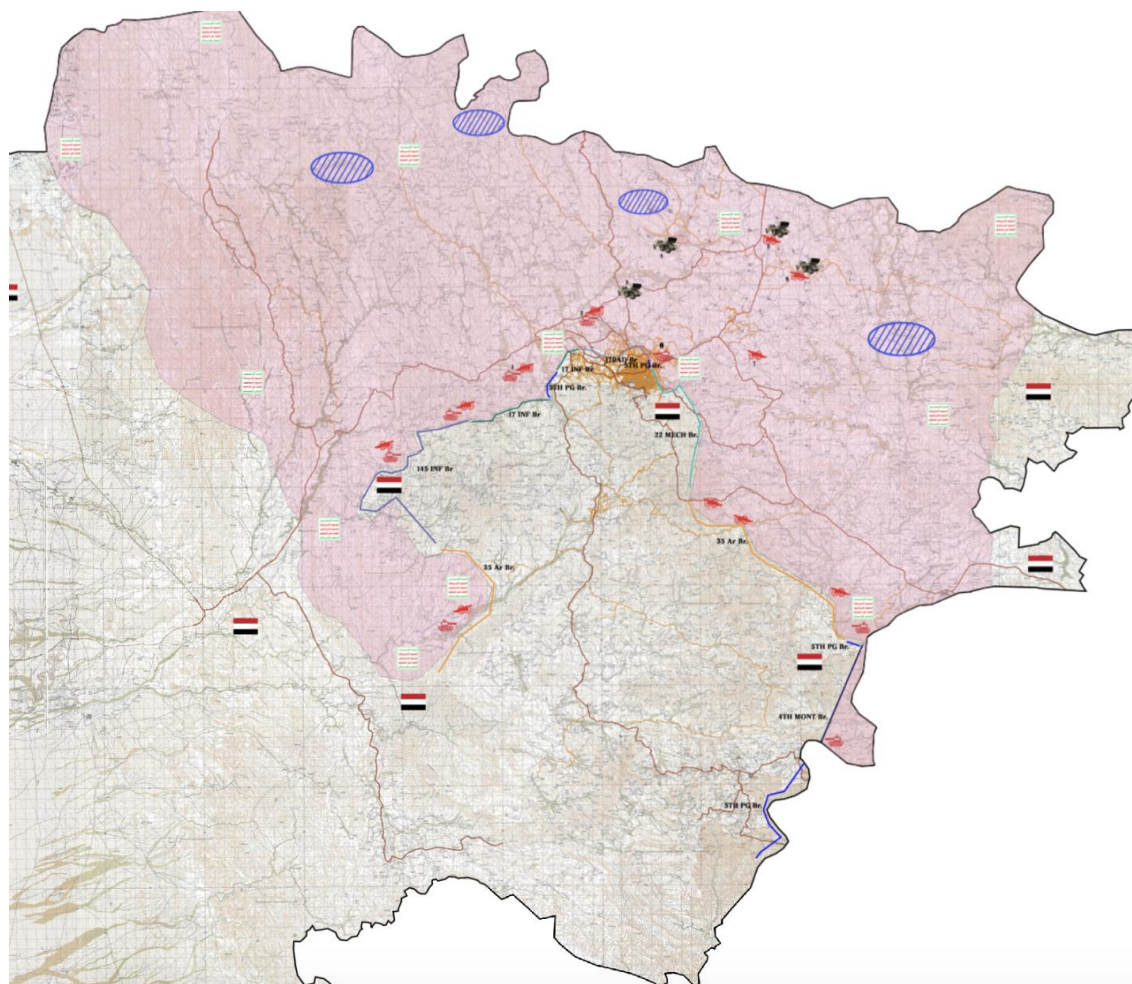
هاتف العمليات : 05/200800
فاكس العمليات : 05/200880

فاكس : 05/203171

هاتف المكتب : 05/202519
هاتف المنزل : 05/202503

Annex 11. Map of Ta'izz Frontlines as at June 2019

Note: A high resolution copy is deposited with the Secretariat.



KEY OF THE MAP :

SIMPLE	MEANING	SIMPLE	POSITION NAME:	SIMPLE	MEANING
	AREAS UNDER CONTROL OF LEGITIMATE FORCES	1	AL-ROBAIAE	5TH PG Br.	5TH PRESIDENTIAL GUARD BRIGADE
	AREAS UNDER CONTROL OF HOUTHİ MILİTİAS	2	MAFRAQ BANI AUON	4TH MONT Br.	4TH MOUNTANOUS INFANTRY BRIGADE
	AREAS OF POPULAR RESISTANCE	3	MAFRAQ AL-HASHAMAH	35 Ar Br.	35 ARMORED BRIGADE
	T55, T62 TANKS	4	AL-KASSARAH	22 MECH Br.	22ND MECHANICAL BRIGADE
	ARTILARY DEFFERENT CALIBERS	5	ALJANAD AIRPORT	170AD Br.	170 AIR DEFENSE
	BM 21	6	JABAL OMAN	17 INF Br.	17 INFANTRY BRIGADE
		7	JABAL AALI	145 INF Br.	145 INFANTRY BRIGADE
		8	SOFTEIL AND AL-SALLAL HIGH LANDS		

SCALE : 1:50000

Source: Information Provided to the Panel by the Government of Yemen Military Axis and Brigades in Ta'izz

Annex 12. The military leadership in Ta'izz and integration of resistance forces into GoY in Ta'izz

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 13. Results of the security campaign in Ta'izz in 2019

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 14. Case study on the attacks on the Saudi Aramco facilities in Abqaiq and Khureys on 14 September 2019

1. This case study provides an analysis of the attacks, by a combination of weaponized UAVs and LACMs, on the Saudi Aramco facilities in Abqaiq and Khureys in Kingdom of Saudi Arabia on 14 September 2019. The Houthi forces have, through their media, repeatedly claimed responsibility for the attacks.⁸⁴ Upon invitation by Saudi Arabia, the Panel has inspected both the damage to the oil facilities, as well as the weapon systems used in the attacks during two visits in September and November 2019.

2. As previously reported by the Panel, the Houthi forces have repeatedly targeted the vital oil sector of the Kingdom of Saudi Arabia through attacks on tankers operating in the Red Sea using both WBIEDs and anti-ship cruise missiles, as well as through attacks on oil installations using UAVs. However, prior to the attack on Abqaiq and Khureys on 14 September 2019, the impact of these attacks has largely been psychological, rather than material. While the attacks by Houthi forces on Saudi oil tankers in July 2018 led to a temporary shutdown of exports through the Red Sea, the number of seaborne attacks in the waters around Yemen has significantly decreased in 2019. In contrast, the Houthi forces have increased both the frequency and lethality of airborne attacks on civilian targets in Saudi Arabia since mid-2018. However, until the attacks on 14 September 2019, despite a number of attacks on oil production facilities in Saudi Arabia, no significant production losses had been reported.

Attacks on the Saudi Aramco facilities in Abqaiq and Khureys

3. In the early morning hours of 14 September 2019, two key facilities of Saudi Arabia's national oil company Saudi Aramco were attacked almost simultaneously by a series of aerial strikes. One of the two facilities, the industrial complex at Abqaiq, a town some 60 kilometres Southwest of Dharan in the Eastern Province, is the largest crude oil stabilization plant in the world, according to Saudi Aramco. Stabilization refers to a process through which sour crude oil arriving from the different wells is converted to sweet crude oil through the removal of sulfur impurities, a necessary step before it can be refined further downstream. The stabilization plant in Abqaiq has a capacity of seven billion barrels of oil or about seven percent of global production. The second facility, the Khureys oil field, is located about 250 kilometres southwest of Dharan and produces some 1.5 billion barrels of crude oil per day.⁸⁵ Given the distance of more than 1,000 kilometres between the facilities and Houthi-controlled areas of Yemen, which is near or beyond the range limit of known Houthi weapon systems, it seems likely that neither Saudi Aramco nor the government in Riyadh seriously anticipated aerial attacks from Yemen, even though the Panel observed the presence of short-range air defence batteries near Abqaiq during its visit in September 2019.

4. The attack on the Abqaiq plant started at 03.41 hours and ended nine minutes later at 03.50 hours, the facility sustained at least 18 hits from weaponized UAVs, with a number of structures being hit twice. The targets included two different parts of the refinery chain: (1) a number of stabilizer towers, which are large structures, supported by a framework of steel girders and beams. The function of those towers is to remove gasses and water from the crude oil. At the bottom of each tower are two re-heaters (A and B), vessels, which heat the crude oil before pumping it back to the top of tower. (2) a number of separator tanks, which are 28 meters in diameter and approximately 9 meters tall. The function of the separator tanks is to separate gasses from the crude oil. While the stabilizer towers were hit once, three out of a total of nine attacked separator tanks were hit twice. The Panel noted the precise distribution of the impact points on the tanks, which implies a high-level of accuracy in the targeting.

⁸⁴ https://english.almasirah.net/details.php?es_id=8774&cat_id=1

⁸⁵ <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-49699429> and <https://www.aljazeera.com/news/2019/09/drones-hit-saudi-aramco-facilities-fires-190914051900472.html>

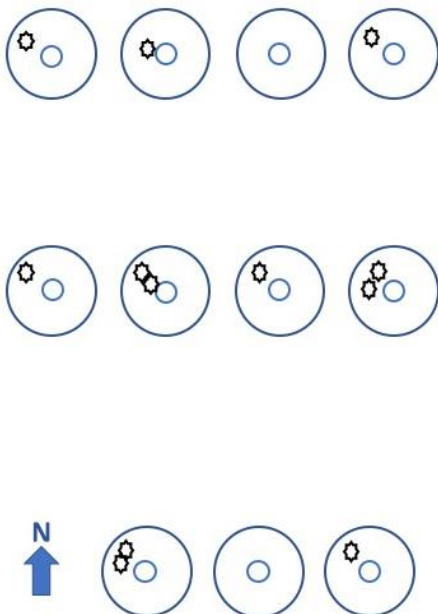
Figure 14.1
Damaged separator tank in Abqaiq



Source: Panel

5. The Panel has analysed the position of the impact points on the stabilizer towers and the separator tanks at Abqaiq and found that the general direction of the attack was from North/North-West. In mid-December 2019, the Panel received information from a Member State stating that, based on the exploitation of one of the UAV's flight computers, it has established that one of the waypoints traversed by one of the UAV's attacking Abqaiq. The geographic coordinates of the waypoint are given as 27.00° N and 48.00° E, a location approximately 200 kilometres North-West of Abqaiq, see figure 14.9. The Panel cannot independently verify this information.

Figure 14.2
Schematic diagram of the separator tanks and impact points

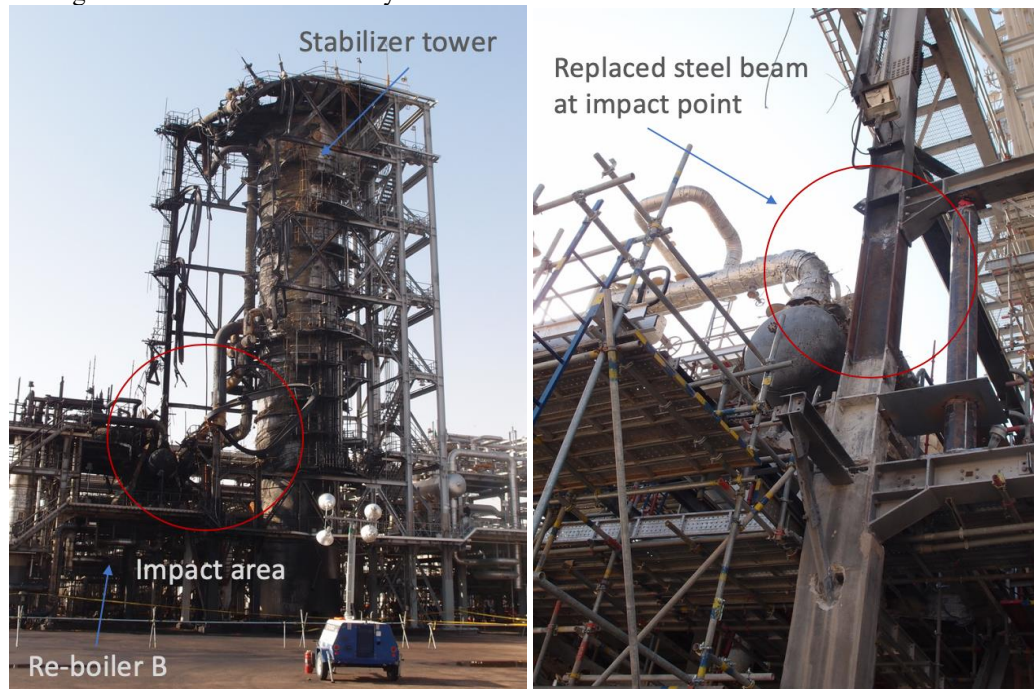


Source: Panel

6. The facility in Khureys was attacked between 03.31 hours and 03.48 hours by at least four LACMs, which hit four (out of a total of five) stabilizer towers. During its inspection of the facility on 21 September 2019, the Panel noted that all four structures were hit at the precisely the same spot, in the lower third of the structure, roughly between re-boiler B and the stabilizer column, which are about three meters apart. It is not clear whether the attackers were aiming for the re-boiler, the stabilizer column or the feed pipe, which run from the re-heater to the tower. The kinetic energy of the missile's warhead must have been significant as it caused serious structural damage to the towers, as well as fires. The Panel has inspected a complete warhead of a similar cruise missile, see annex 18, which was seized from a dhow in the Arabian Sea on 25 November 2019 and has noted that the fragmentation observed in the damaged piping is consistent with the fragmentation visible in the warhead.

Figure 14.3

Damaged stabilizer tower in Khureys



Source: Panel

7. Based on the location of the impact area, the attacks came from North/North-East. The general direction of the attack was also confirmed by Saudi Aramco staff during the visit, as well as by footage from one of the facility's surveillance cameras, which shows the direction and shallow angle of the incoming missile.

Figure 14.4

Still picture from surveillance video in Khureys showing the moment before the impact

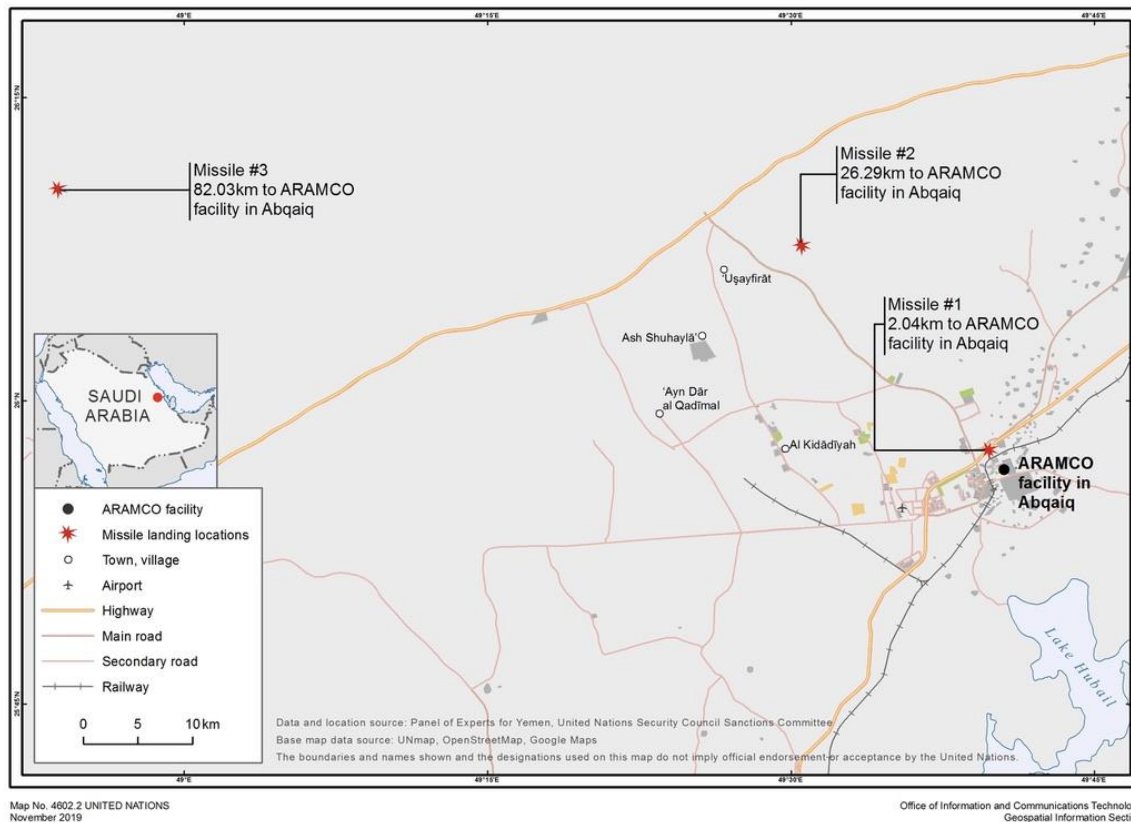


Source: Saudi Aramco

8. In addition to the 18 UAVs, which were used in the attack on Abqaiq and the four LACMs, which were used in the attack on the Khureys oil field, the Saudi authorities informed the Panel that the debris of three additional LACMs had been found in the desert, see figure 14.5 below. The location of the crash sites implies that at least some of them targeted the Abqaiq plant. The total number of weapon systems used during the attacks on 14 September 2019 is therefore at least 25: 18 weaponized UAVs and 7 LACMs. However, it is likely that the real number was even greater given that two (out of a total of 11) separator tanks in Abqaiq as well as one of the five stabilizer towers in Khureys did not sustain any damage. It is likely that additional UAVs and/or cruise missiles were launched but malfunctioned before reaching their target. The complexity and scale of the attacks is unprecedented and shows a high degree of military capacity.

Figure 14.5

Map showing the location of the three missiles, which crash-landed near Abqaiq



9. It should be noted that the Panel did not see any debris of the weapon systems on-site in Abqaiq and Khureys, as those had already been transported to Riyadh at the time of the visits on 20 and 21 September 2019. The Panel did see images showing the debris of the cruise missiles (see figure 14.6), which crash-landed close to Abqaiq and visited the location where missile #2 landed in the desert. At the time of the Panel's visit, the impact crater, as well as discolorations in the sand (likely from a fire caused by the impact) were still visible. The Panel also noted small debris fragments, likely from the missile, near the impact site. In contrast, the only physical remnants of the weapon systems visible at Khureys were small metal cubes, part of the fragmentation of the warhead, which were embedded in some of the damaged pipes. It is likely that some debris of the UAVs was still inside the separator tanks at the time of the Panel's visit, but access to the tanks was impossible. During a second visit to Saudi Arabia in November 2019, the Panel noted the presence of additional UAV parts which were covered in oil.

Figure 14.6

Missile debris in the desert near Abqaiq

**Source:** Saudi Arabia

10. In the immediate aftermath of the attack, Saudi Aramco’s daily oil production fell from 9.8 million barrels to about 4.1 million barrels, which is a production loss of almost 60 percent overnight. This reduction represents about five percent of global oil production.⁸⁶ While international markets recovered fairly quickly from the initial shock after Saudi Arabia announced that it would make up the temporary production shortfall from reserves, and that the facilities would be repaired by the end of September, the impact of the attacks on Abqaiq and Khureys showed how vulnerable crucial oil installations are to well-planned and executed attacks.

Houthi claims of responsibility for the attacks

11. Shortly after the attack, the spokesman for the Houthi forces, brigadier Yahya Sare’e claimed in a televised statement that the group had carried out the strike with ten UAVs, calling the operation the “Second Deterrent Balance Operation”. He also mentioned that the attackers had support from “honourable and freedom-seeking people” within Saudi Arabia. Earlier in 2019, Houthi spokesman Mohammed Abdulsalam had stated in a television interview that economic targets, such as oil production facilities in Saudi Arabia, would be targeted as this would represent a form of economic deterrence.⁸⁷

12. Just hours after the attacks on Abqaiq and Khureys, United States officials, including Secretary of State Mike Pompeo, expressed doubts that the strikes had been launched by the Houthi forces, stating that there was “no evidence the attacks came from Yemen” and instead blaming Iran for “an unprecedented attack on the world’s energy supply”.⁸⁸ In response, the Houthi forces organized another press conference on 18 September 2019, where spokesman brigadier Yahya Sare’e claimed on the group’s television channel that the U.S. was using “fabricated satellite images” to portray the damage to the facility as less serious than it was. He also stated that attacks had been launched from three different locations, using a combination of upgraded Qasef and Samad UAVs, as well as a newly developed UAV, which uses cluster heads, capable of dropping four accurate, independently targeted bombs.⁸⁹ The Panel notes that so far the Houthis have not presented any video or still imagery of this “newly-developed UAV”, even though Yahya Sare’e stated that they would be presented “soon”.

⁸⁶ <https://www.wsj.com/articles/drone-strikes-spark-fires-at-saudi-oil-facilities-11568443375>

⁸⁷ http://english.almasirah.net/details.php?es_id=6914&cat_id=1

⁸⁸ <https://www.theguardian.com/world/2019/sep/14/pompeo-iran-saudi-arabia-oil-yemen-houthi>

⁸⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=oMgGRU6B79s>

Range analysis

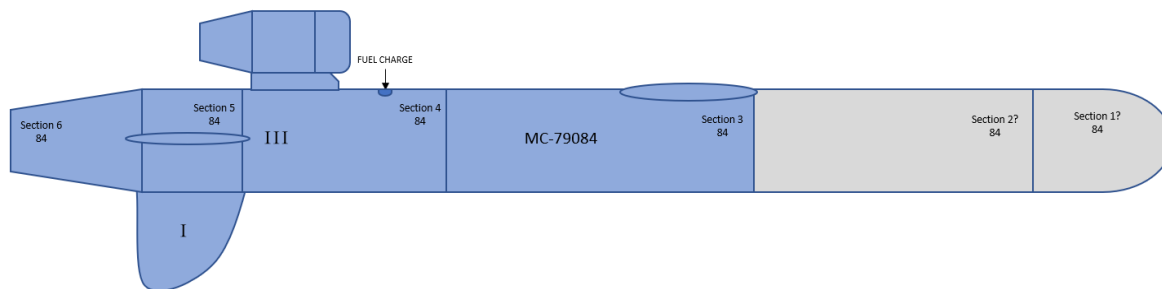
13. The Panel has analysed the range of both the UAV and the Quds-1 cruise missile which were used in the attacks, with the aim of determining whether the attack could have been launched from Yemeni territory under the control of the Houthi forces. Given that the Panel has only incomplete information about the weight and the aerodynamics of each weapon system, to estimate the range of each system, it employs a simple formula in which it divides the estimated fuel capacity by the fuel burn at cruise and then multiplies that number with the system's estimated airspeed. This very rough estimate provides a useful indication of the maximum range.

14. The Panel has analysed the fuel tank of the UAVs used in the attack on Abqaiq – the main fuel tank is an oval cylinder with two wings on either side to maximize the available space, which is located directly in front of the engine. The Panel finds that the volume of this tank is 25 litres.

15. In order to establish the burn rate of the Wankel engine, the Panel has used the performance of the original British version as the baseline. According to the manufacturer's data sheet⁹⁰, this engine delivers about 25 brake horse power (bhp) at cruise, operating at 7,000 RPM or about 70 percent of maximum power. This would result in a burn rate of 8.2 litres, which would put the endurance of the engine at about three hours. Based on a comparison with similar UAV designs, the Panel estimates the airspeed of the UAV to be between 180 and 210 kilometres per hour, which would put the maximum range between 540 and 630 kilometres. The Panel has received information from a Member State indicating the presence of a second fuel tank with an additional capacity of 10 litres. So far, the Panel has not seen any evidence for the existence of this tank among the debris, even though the UAV's fuselage would provide sufficient space and the UAV is clearly designed to maximize range. If the UAV's total tank capacity is 35 litres,⁹¹ the maximum range would be between 760 and 900 kilometres.

Figure 14.7

Schematic drawing of the Quds-1 cruise missile



Sections in blue have been inspected by the Panel in KSA

16. As far as the cruise missile is concerned, the Panel has noted that sections 2, 3 and 4 of the fuselage contain fuel tanks. The diameter of each section is 35 centimetres and the length of the tank in section 3 is approximately 106 centimetres, while the length of the tank in section 4 is approximately 40 centimetres. The Panel did not see section 2 of the missile in Saudi Arabia, but has been able to inspect parts of an identical missile, which was seized on 25 November from a Dhow in the Arabian Sea, which included sections 1 and 2. Based on the inspection of that missile, the Panel notes that the fuel tank in section 2 has a length of approximately 82 centimetres, see figure 14.9 below. A cable conduit with a diameter of approximately six centimetres runs through the three sections, so the total fuel capacity of three tanks would be a maximum of 212 litres. According to the manufacturer, the TJ-100 turbojet engine has a fuel burn of 3.12 litres per minute at maximum thrust⁹², which would allow for an endurance of about 68 minutes. Based on a comparison with other, similarly-sized cruise

⁹⁰ <https://uavenginesltd.co.uk/wp-content/uploads/2019/03/ar731.pdf>

⁹¹ The Panel has received information from a Member State stating that the fuel capacity of the UAV is 60 litres, however the Panel does not believe that the fuselage of the UAV could accommodate fuel tanks with this capacity.

⁹² See https://www.pbs.cz/getmedia/3bf0621d-4146-4c90-b8d0-08a875fe6380/PBS_Turbojet-engine_TJ100_EN.pdf.aspx?ext=.pdf

missiles, the Panel considers a maximum airspeed of about 0.6 Mach to be realistic, which equates about 735 kilometres per hour. This would mean that the maximum range of the missile would be around 800 kilometres. The Panel has taken note of information received from several Member States, which put the range of the cruise missile at about 700 kilometres, which might be due to a lower speed at cruise.

Figure 14.8

Approximate length of the fuel tank in section 2 of the cruise missile



Source: Panel

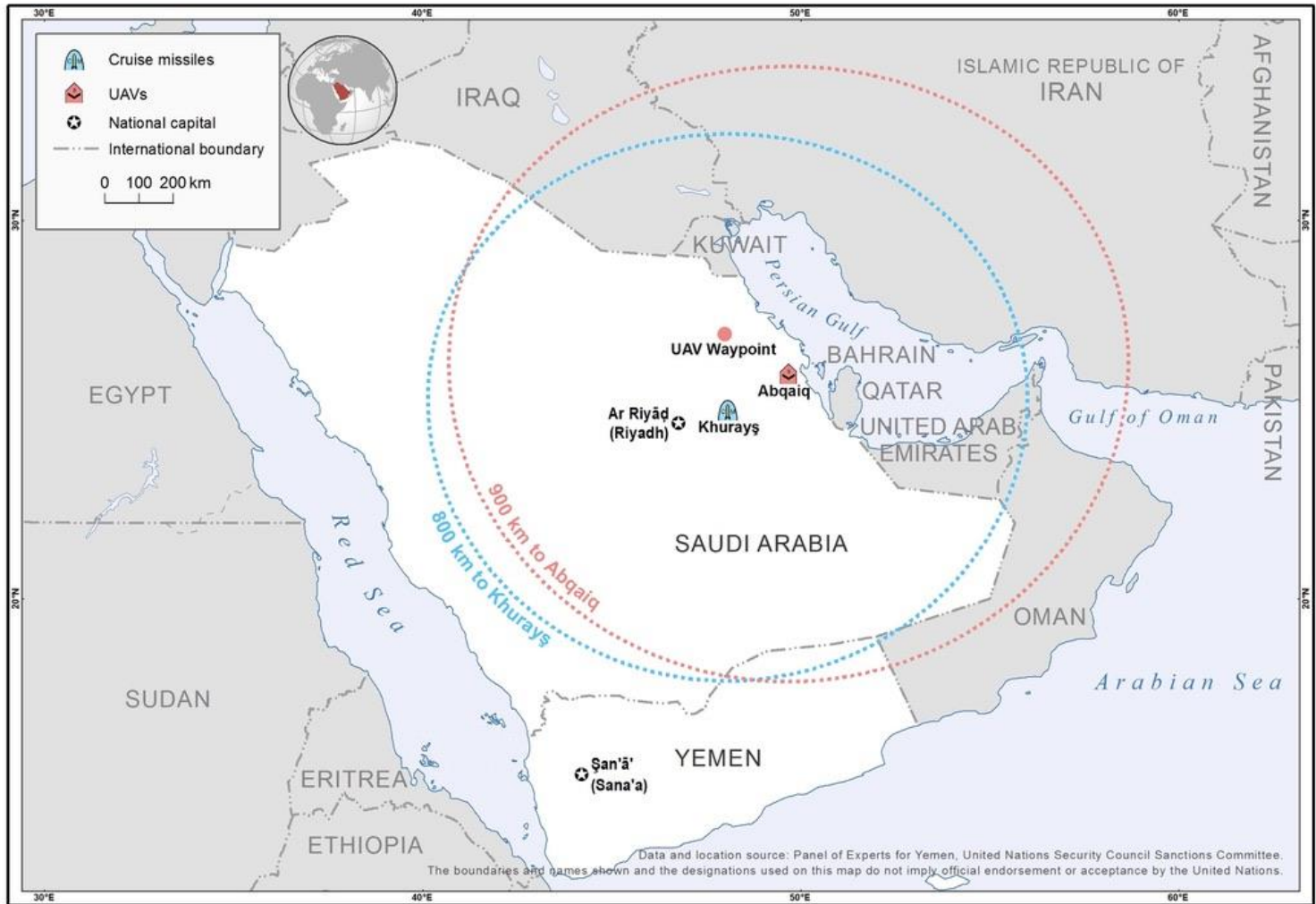
Conclusions

17. The Panel notes that Abqaiq and Khureys were approached respectively from a North/North-Western and North/North-Eastern direction, rather than from the South, as one would expect in the case of a launch from Yemeni territory. It also takes note of the waypoint provided by a Member State, which lies in the same direction. Whereas both UAVs and cruise missiles are capable of flying a curve, this would add significantly to the fuel burn. However, even disregarding this factor, the distance between Abqaiq and Khureys and Houthi-held territory (approximately 1,200 kilometres and 1,000 kilometres respectively) are well beyond even the most optimistic range projections.

18. The scale and effectiveness of the attacks on the facilities in Abqaiq and Khureys represents a significant escalation compared with previous strikes attributed to the Houthi forces. Launching 25 or more UAVs and LACMs almost simultaneously and striking deep into enemy territory without detection or interference requires levels of technical and military know-how which the Houthi forces were not known to possess. The precision of the targeting also seems to indicate that the attackers used more advanced guidance systems than those previously observed by the Panel in Houthi weapon systems.

19. In theory, the attacks could have also been launched by Houthi forces either from within Saudi Arabia, from the territory of other countries, or even from sea or airborne launch platforms, but the complexity of the operation (and the fact that the Houthi forces do not have access to suitable platforms) makes such a scenario highly unlikely. The Panel therefore concludes that, despite their claims to the contrary, the Houthi forces did not launch the attacks on Abqaiq and Khureys on 14 September 2019.

Figure 14.9
Range calculations from Abqaiq and Khureys



Map No. 4602.3 UNITED NATIONS
December 2019

Office of Information and Communications Technology
Geospatial Information Section

Annex 15. Components of the Delta-design UAV

1. The Panel has inspected the debris of numerous engines – both from UAVs used in the May attacks on the pumping stations and from the attack on Abqaiq in September – and has noted that there are at least two different variants. Both variants seem to be unlicensed copies of the original AR731 – 38 BHP 208cc UAV target engine, which is produced by UAV Engines Ltd.⁹³ in the United Kingdom. According to the manufacturer, this Wankel engine has the highest power-to-weight ratio of any rotary engine in the world and has been specifically designed for small target drones and other short-life UAVs. One of the two variants observed among the debris in Saudi Arabia is cast steel, while the other one made out of cast alloy, with very finely cast curved cooling fins. The Panel believes that the two variants are likely made by different producers, possibly in different countries. Given the storage conditions of the debris in Saudi Arabia, it is not in all cases clear whether the Wankel engines inspected belong to the UAVs used in the attacks in May or in September 2019.

Figure 15.1

Different versions of the Wankel engine



Cast steel engine on the left, cast alloy engine on the right

Source: Panel.

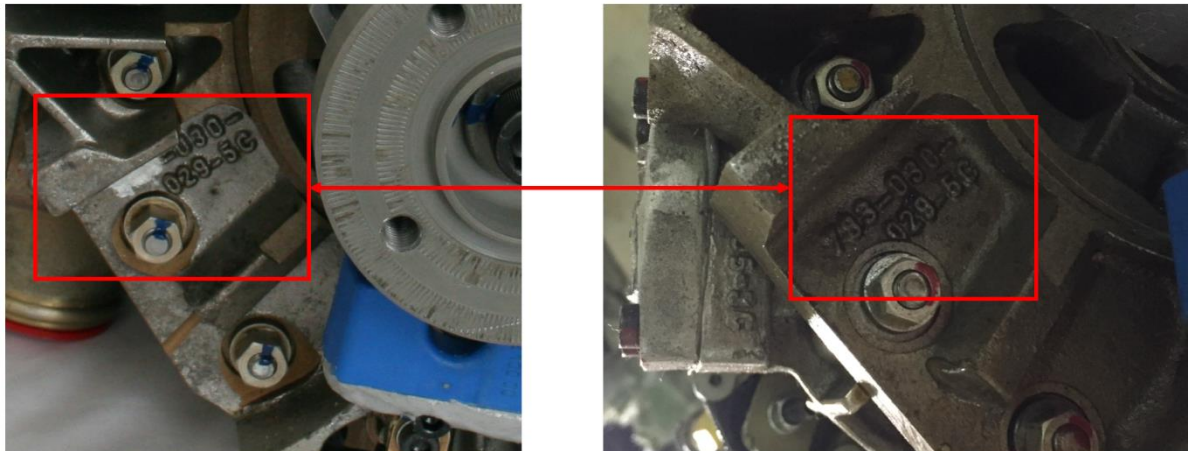
2. The Panel has documented a variety of markings on the two engine variants: two of the cast steel engines have stenciled factory item numbers on the central cylinder casting, the item number on the third engine has been obliterated. On the inlet manifold itself, the engines have different cast numbers: 030 – 005 – 3C, 030 – 003 – 3C, 030 – 061 – 1C. The alloy engine uses the same size of the internal rotor and shares many of the external components, including the contactless magneto, carburetor and fuel flow regulator, however the Panel has not observed similar cast numbers.

3. The Panel has noted that the technical characteristics and markings on the cast steel engines are similar to the MDR-208 Single Rotor UAV engines, which are produced by Beijing MicroPilot Flight Control Systems (BMP) in Beijing, China.⁹⁴ The figures below show a visual comparison of the markings on the MDR-208 engine and the markings on the steel cast version of the UAV engine:

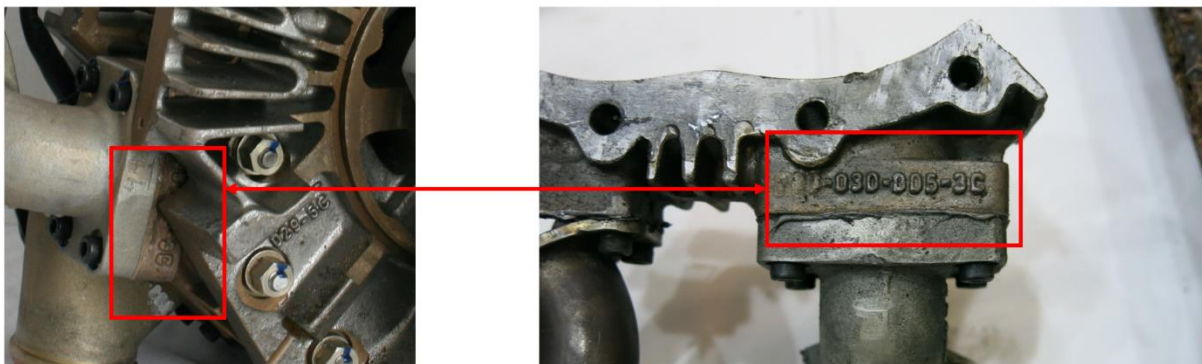
⁹³ <https://uavenginesltd.co.uk>

⁹⁴ http://www.uavstar.com/index/index_e.htm

Figure 15.2
Markings on the MDR-208 engine (left) and the cast steel engine (right)



Source: <https://detail.en.china.cn/provide/pic118073173.html> (left), Panel (right)



Source: <https://detail.en.china.cn/provide/pic118073173.html> (left), Panel (right)



Source: <https://detail.en.china.cn/provide/pic118073173.html> (left), Panel (right)

4. The Panel has noted the presence of the following individual marking on the rotor housing of the cast steel engines - S/N 2169 and an obliterated engine number, as well as S/N 2181 and engine number 1132. The Panel has written to China requesting information on the chain of custody of those engines, a reply is pending.

Figure 15.3

Engine number on one of the steel cast engines



Source: Panel

5. The Panel has also noted that a Wankel engine, which has very similar technical characteristics, has been displayed in the Iranian media on two separate occasions – during an ‘exhibition of achievement’ of the Aerospace Force of the Islamic Revolutionary Guards Corps on 11 May 2014, which also featured the public display of a different UAV, as well as the ‘Ya Ali’ LACM. In this case, the engine was designated as ‘Shahed-783’ and presented as an indigenous development.⁹⁵ The second time, a similar engine was shown during the 5th Iranian National Aerospace Exhibition, which was held in October 2014 in Teheran. Here the engine was presented as having been produced by Iranian manufacturer ‘MADO’.⁹⁶ The Panel has contacted Iran requesting more information on those engines and was informed that the engines inspected by the Panel, as well as their serial numbers, do not conform to Wankel UAV engines produced in Iran. The relationship between the ‘Shahed-783’, the ‘MADO’ engine, the Chinese MDR-208, as well as the engines inspected in KSA remains unclear and the Panel continues to investigate.

6. Among the debris of the UAVs, the Panel has noted the presence of a black metal vertical gyroscope, which is labelled as ‘Model: V9 Serial: 5279’. This gyroscope seems to belong to the same family as the smaller V10 vertical gyroscope, which has been inspected repeatedly by the Panel among the debris of both Samad and Qasef UAVs, which have been used by the Houthi forces. The gyroscope has stickers showing the roll and pitch axis, as well as an expiration date. The manufacturer of the gyroscope remains unknown. The Panel has so far only seen the V9 model, in this case painted green, among the debris of a UAV, which is on display at the Iran Military Display (IMD) in Washington DC. According to the United States government, this specific UAV crash-landed in Afghanistan in October 2016 and is identified as an Iranian Shahed-123 UAV. The Panel cannot independently verify the origin or the chain of custody of the V9 vertical gyroscope on display at the IMD.

⁹⁵ <https://www.uskowioniran.com/2014/05/irgc-asf-exhibition-of-achievement.html>

⁹⁶ <https://www.uskowioniran.com/2014/11/takeaways-from-iranian-national.html>

Figure 15.4
Vertical gyroscope inspected by the Panel (top), gyroscopes at the IMD (bottom)



Source: Panel

7. The Panel has inspected the debris of at least two different kinds of munitions, which according to the Saudi Arabian military, were associated with the Delta-design UAVs. In June 2019, the Panel noted the presence of a munition, which consists of a large cylinder (550 millimeters x 145 millimeters) encircled by small, cubic fragmentation, as well as large copper shaped charge, which seems designed to penetrate heavy armor. It was labeled as coming from the 14 May 2019 attacks. During the inspection in November 2019, the Panel noticed a second munition, which was confusingly also labelled as coming from the May attacks. Unlike the industrially manufactured combined effects munition described above, this improvised munition consists of C4 high explosives poured into a fiberglass shell, which is embedded with steel fragmentation. The shell fits into the nose cone of the UAVs. It is not clear what kind of munition was used in the attack on Abqaiq, even though the damage seems to be more consistent with an improvised munition.

Figure 15.5
Different munitions documented among the debris of the Delta-design UAVs











Source: Panel

8. Beyond the engine, munition and gyroscope, the inspection of the debris of the UAVs showed that the unknown manufacturer relied on a number of commercial, off-the-shelf components from a range of countries, in particular in the fuel system, servos and the avionics. Figure 15.6 provides an overview over the components documented during the inspections in Saudi Arabia, as well as information on the chain of custody, where available.

Figure 15.6

Commercial components documented among the debris of the Delta-design UAV

Image	Item	Manufacturer	Country of origin	Last known custodian
	Fuel pump	TI Fluid System	United Kingdom/Poland	Response from company pending.
	AM7 ignition coils	Swedish Electro Magnets (SEM)	Sweden	180 units with batch numbers matching the inspected components were exported in 2016 to Excell Agency, Flat No. 101, Spring Blossom Apt., Pune, India. A response from the company is pending.
	'Petrol King' Carburetor Fuel Pressure Regulator	Officina Meccanica Malpassi	Italy	100 units with batch numbers matching the inspected components were exported in February 2018 to Glencoe Ltd., Drake Ave., Gresham Rd., Staines, Middlesex, United Kingdom. A response from the company is pending.
	LSF40 Flow Monitors	OVAL Corporation	Japan	Units with serial numbers matching inspected components were exported in July 2017 to a company in Hong Kong, which exported them to another company in Shenzhen. Another unit with a matching serial number was inspected in 2013 to a company in Singapore, which exported it to Malaysia.

	<p>HL-304F Carburettor</p>	<p>Tillotson</p>	<p>Ireland</p>	<p>500 units with batch numbers matching inspected components were produced in 2011. Units from this batch were sold in small lots as after-market parts to resellers across Europe and the USA.</p>
	<p>HS-M7990TH Monster Torque servo actuator</p>	<p>HiTec</p>	<p>Republic of Korea</p>	<p>Response from Member State pending.</p>
	<p>Inertial Measurement Sensor Unit</p>	<p>Analog Devices</p>	<p>USA</p>	<p>Response from company pending.</p>
	<p>Capacitor</p>	<p>General Electric</p>	<p>USA</p>	<p>Response from company pending.</p>

Source: Panel

Annex 16. Components of the ‘Quds-1’ LACM

1. The Quds-1 cruise missile is powered by an externally-mounted turbojet engine, which appears to be an unlicensed copy of the TJ-100 turbojet produced by PBS Velká Bíteš in the Czech Republic.⁹⁷ According to the manufacturer, with its compact design, comparatively low weight and a maximum thrust of 1,300 Newton, the engine was specifically designed for missiles, target drones and UAVs. The Panel has noted a number of differences in manufacturing, including the yellow color of anodizing on the fuel ramp and the rough casting of the inlet part, between the original TJ-100 engines and the engines, which have been inspected in Saudi Arabia. The TJ-100 turbojet has been exported to a wide number of countries, but no copies had previously known to exist. The Panel has inspected the turbojet engines from the debris of at least six different cruise missiles, some of which (coming from the missiles, which crash-landed on soft ground in the desert near Abqaiq) were in remarkably good condition. The Panel has noted a variety of markings, both externally and on the inside of the engines, which include the designation ‘Model T10S’, as well as a manufacturing date of ‘2019/04’. A second turbojet engine was marked with a manufacturing date of ‘2019/01’.

Figure 16.1

Turbojet engine documented among the debris of the LACM



Source: Panel

2. Among the debris of turbojet engines, the Panel has noted the presence of several original parts produced by PBS Velká Bíteš, i.e. two ignition boxes (serial numbers 203036.11 and 203036.15) as well as two bypass governors (serial number 216012.2 and 216013.2). The Panel believes that those original parts, belong to the turbojet engines of the missiles (marked as S/N 10025 and S/N 10031), which have crash-landed near Abqaiq. So far, the Panel has not been able to identify any original PBS Velká Bíteš components among the debris of the turbojet engines, which were used in the other attacks. It is possible that those two engines, despite the manufacturing date of 2019, represent an earlier, prototype version. Performance differences between this engine version, and the ones used in the other attacks, might also explain why the three cruise missiles landed short.

⁹⁷ See <https://www.pbs.cz>

Figure 16.2
Original PBS components



Source: Panel

3. The Panel has been able to partially trace the chain of custody for those four original parts⁹⁸ - the ignition box with the serial number 203036.15 and the bypass governor with the serial number 216012.2 were both part of an original PBS TJ100A engine with the serial number 185, which was produced in August 2010. The ignition box with the serial numbers 203036.11 was part of an original PBS TJ100A engine with the serial number 193, while the bypass governor with the serial number 216013.2 was part of an original PBS TJ100A engine with the serial number 195. Both, engines #193 and #195 were produced in October 2010. So, in total the Panel has documented parts from three original PBS turbojet engines, which were exported all to the same company – China Feixiang Aviation Science Technology Ltd. in Hong Kong during two separate transactions in August 2010 and in November 2011. In total, PBS exported 75 TJ100A turbojet engines to this customer. The Panel has contacted China requesting information on the chain of custody for those engines, a response is pending.

4. The Panel has also inspected a number of servo actuators, which are used to control the three, rear-mounted control surfaces in section 5 of the cruise missile. The Panel has noted a number of marking, for example F469-492 and MS7-21K0486. Among the debris of the servos, the Panel has documented a small motor, which seems to have been manufactured by Maxon Motor AG in Switzerland. Despite efforts to obliterate the markings on the motor, the Panel has been able to document a batch or serial number - V642530-1-2 / 51 1. The Panel has contacted Switzerland in order to establish the chain of custody of the motor. A response is pending.

⁹⁸ The Panel has documented an additional original PBS part on the turbojet engine of the LACM, which was seized on a dhow in the Arabian Sea on 25 November 2019. It has contacted the Czech Republic, requesting information on the chain of custody. A reply is pending.

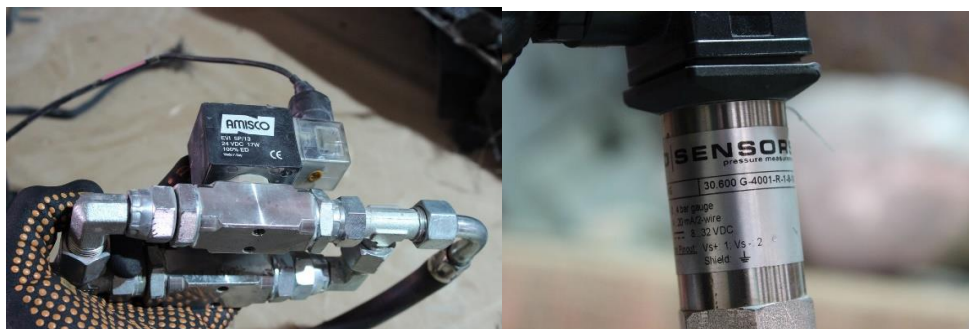
Figure 16.3
Servo actuators documented among the debris of the LACM



Source: Panel

5. In addition to the turbojet engines and the servo actuators, the Panel has identified a number of other commercial components, mainly with regard to the fuel system of the LACM. These include an AMISCO EVI/5P coil system, which is manufactured in Italy, as well as 30.600 G OEM Pressure Transmitters, which are manufactured by BD Sensors in Germany. The Panel is investigating the chain of custody of those components.

Figure 16.4
Commercial components documented as part of the LACM's fuel system



Source: Panel

6. The Panel has not been able to inspect sections 1 and 2 of the missile in Saudi Arabia, however the identical missile, which was seized on 25 November 2019 in the Arabian Sea did contain complete sections 1 and 2. The Panel has been able to inspect those sections and has noted that the missile's warhead (in section 1) contains fragmentation in the form of the same metal cubes, which the Panel has documented in the damaged piping at Khureys after the attack on 14 September 2019. With regard to section 2, the Panel did document the avionics of the missile, but was unable to open and further exploit them.

Figure 16.5
Warhead (section 1) and avionics (section 2)



Source: Panel

Annex 17. Houthi supply networks for commercial parts used in UAVs and WBIEDs

1. This annex provides more details on three cases, where commercial parts, which might be used in the assembly of UAVs and WBIEDs have been transferred to Houthi-controlled areas, or where such transfers have been stopped by seizures. They illustrate a pattern of supply networks, which includes manufacturers in numerous countries, as well as intermediaries, who, knowingly or unknowingly, are supporting the Houthi war efforts.

Case 1: UAV components, which were transferred from Hong Kong to Al Jawf in Yemen

Figure 17.1

DLE UAV engines seized in Al Jawf



Source: Panel.

Figure 17.2

DLE engine ignition boxes seized in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.3
Exhaust pipes for DLE UAV engines seized in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.4
Cardboard box containing propeller blades seized in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.5
Propeller blades of different sizes seized in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.6
UAV flight control ailerons seized in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.7
Components used in UAV guidance units in Al Jawf



Source: Panel

Figure 17.8
Detail of shipping label on the packaging in Al Jawf



Source: Panel

2. The Panel has been able to establish that the shipment was exported by a Guangzhou Nanyi Trade using the services of logistics company SMT-Global in Hong Kong, first via truck from mainland China to Hong Kong and then by air cargo via Bangkok to Muscat, where it was picked up on 2 December 2018. The consignee was Bahjat Alleqa'a with an address in Muscat in Oman, see figure 17.9.

Figure 17.9
Air Waybill for the shipment obtained by the Panel

910 BKK 12945402		910-12945402																																																																																											
Shipper's Name and Address GUANGZHOU NANYI TRADE CO., LTD. C/O SMT GLOBAL LOGISTICS LTD UNIT 7 A & 7B 39/F, CABLE TV TOWER, NO. 9 HOI SHING ROAD, TSELEN WAN, N. T. H.K.		Shipper's Account Number Not Negotiable Air Waybill OMAN AIR Issued by																																																																																											
Consignee's Name and Address BAHJAT ALLEQA' A S. O. OMAN - MUSCAT, ALKHAIR, 22W P.O. BOX 1816 TEL.: 009689030 1308 AL_LEQA'113@HOTMAIL.COM		Consignee's Account Number It is agreed that the goods described herein are accepted in apparent good order and condition (except as noted) for carriage SUBJECT TO THE CONDITIONS OF CONTRACT ON THE REVERSE HEREOF. ALL GOODS MAY BE CARRIED BY ANY OTHER MEANS INCLUDING ROAD OR ANY OTHER CARRIER UNLESS SPECIFIC CONTRARY INSTRUCTIONS ARE GIVEN HEREON BY THE SHIPPER, AND SHIPPER AGREES THAT THE SHIPMENT MAY BE CARRIED VIA INTERMEDIATE STOPPING PLACES WHICH THE CARRIER DEEMS APPROPRIATE. THE SHIPPER'S ATTENTION IS DRAWN TO THE NOTICE CONCERNING CARRIER'S LIMITATION OF LIABILITY. Shipper may increase such limitation of liability by declaring a higher value for carriage and paying a supplemental charge if required.																																																																																											
Issuing Office's Agent Name and City SMART FREIGHT (HK) LIMITED		Accounting Information NOTIFY PARTY : SAME AS CONSIGNEE BILLING: BKK/BKK...88061/28 NOV BKK/MCT...88016/02 DEC																																																																																											
Agent's IATA Code 13-3 7253 0006		Amount No.																																																																																											
Airport of Departure (Addr. of First Carrier) and Requested Finality HONG KONG		Reference Number JOB: SMTAS1811-001 2																																																																																											
Airport of Destination MUSCAT		Original Shipping Information "FREIGHT PREPAID"																																																																																											
To: BKK By First Carrier: HX From: HONG KONG To: MCT By: WY Date: Nov 28, 2018		Declared Value for Carriage N. Y. D. Declared Value for Customs AS PER INV.																																																																																											
Handling Information TOTAL : ONE HUNDRED FORTY-ONE(141) PACKAGE(S) ONLY ORIGINAL INVOICE AND PACKING LIST ATTACHED, NO SOLID WOOD PACKING MATERIALS		Amount of Insurance NTL INSURANCE - If carrier offers insurance, and such insurance is requested by consignee with the conditions stated, initial amount to be insured is shown in box marked "Amount of Insurance".																																																																																											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>No. of Pieces (or Packages)</th> <th>Gross Weight (kg)</th> <th>Dimensions (cm)</th> <th>Commodity Name</th> <th>Chargable Weight (kg)</th> <th>Rate</th> <th>Charge</th> <th>Total</th> <th>Notes and Quantity of Goods (Ind. Dimensions in Volume)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>141</td> <td>2957.0</td> <td></td> <td></td> <td>2957.0</td> <td>39.370</td> <td></td> <td>116417.09</td> <td></td> </tr> <tr> <td>10x 110x 76x 120cm</td> <td></td> <td>1, 76x 48x 72cm</td> <td></td> <td>1, 210x 30x 16cm</td> <td></td> <td>2</td> <td></td> <td>GRADING SCALE</td> </tr> <tr> <td>83x 84x 24cm</td> <td></td> <td>1, 76x 53x 43cm</td> <td></td> <td>5, 79x 54x 80cm</td> <td></td> <td>1</td> <td></td> <td>SCREWS</td> </tr> <tr> <td>308x 76x 86cm</td> <td></td> <td>1, 131x 30x 33cm</td> <td></td> <td>1, 24x 27x 21cm</td> <td></td> <td>18</td> <td></td> <td>DRILL TOOLS</td> </tr> <tr> <td>42x 23x 27cm</td> <td></td> <td>10, 20x 28x 11cm</td> <td></td> <td>33x 30x 30cm</td> <td></td> <td>20</td> <td></td> <td>WIDENERS</td> </tr> <tr> <td>130x 30x 30cm</td> <td></td> <td>1, 32x 25x 17cm</td> <td></td> <td>15, 68x 40x 28cm</td> <td></td> <td>1</td> <td></td> <td>CONNECTORS</td> </tr> <tr> <td>65x 40x 25cm</td> <td></td> <td>5, 51x 30x 30cm</td> <td></td> <td>41x 28x 26cm</td> <td></td> <td>11</td> <td></td> <td>POWER INVERTER WITHOUT BATTERY (103PKGS)</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td>BLUETOOTH HEADSET LITHIUM-ION BATTERIES IN COMPLIANCE WITH SECTION II OF PI 967 (38PKGS)</td> </tr> <tr> <td colspan="9">T/S CARGO FM CHINA TO MCT VIA BKK BY TRUCK</td> </tr> </tbody> </table>		No. of Pieces (or Packages)	Gross Weight (kg)	Dimensions (cm)	Commodity Name	Chargable Weight (kg)	Rate	Charge	Total	Notes and Quantity of Goods (Ind. Dimensions in Volume)	141	2957.0			2957.0	39.370		116417.09		10x 110x 76x 120cm		1, 76x 48x 72cm		1, 210x 30x 16cm		2		GRADING SCALE	83x 84x 24cm		1, 76x 53x 43cm		5, 79x 54x 80cm		1		SCREWS	308x 76x 86cm		1, 131x 30x 33cm		1, 24x 27x 21cm		18		DRILL TOOLS	42x 23x 27cm		10, 20x 28x 11cm		33x 30x 30cm		20		WIDENERS	130x 30x 30cm		1, 32x 25x 17cm		15, 68x 40x 28cm		1		CONNECTORS	65x 40x 25cm		5, 51x 30x 30cm		41x 28x 26cm		11		POWER INVERTER WITHOUT BATTERY (103PKGS)									BLUETOOTH HEADSET LITHIUM-ION BATTERIES IN COMPLIANCE WITH SECTION II OF PI 967 (38PKGS)	T/S CARGO FM CHINA TO MCT VIA BKK BY TRUCK									Other Charges ADC=13.00 TC=4967.80 MYC=8575.30	
No. of Pieces (or Packages)	Gross Weight (kg)	Dimensions (cm)	Commodity Name	Chargable Weight (kg)	Rate	Charge	Total	Notes and Quantity of Goods (Ind. Dimensions in Volume)																																																																																					
141	2957.0			2957.0	39.370		116417.09																																																																																						
10x 110x 76x 120cm		1, 76x 48x 72cm		1, 210x 30x 16cm		2		GRADING SCALE																																																																																					
83x 84x 24cm		1, 76x 53x 43cm		5, 79x 54x 80cm		1		SCREWS																																																																																					
308x 76x 86cm		1, 131x 30x 33cm		1, 24x 27x 21cm		18		DRILL TOOLS																																																																																					
42x 23x 27cm		10, 20x 28x 11cm		33x 30x 30cm		20		WIDENERS																																																																																					
130x 30x 30cm		1, 32x 25x 17cm		15, 68x 40x 28cm		1		CONNECTORS																																																																																					
65x 40x 25cm		5, 51x 30x 30cm		41x 28x 26cm		11		POWER INVERTER WITHOUT BATTERY (103PKGS)																																																																																					
								BLUETOOTH HEADSET LITHIUM-ION BATTERIES IN COMPLIANCE WITH SECTION II OF PI 967 (38PKGS)																																																																																					
T/S CARGO FM CHINA TO MCT VIA BKK BY TRUCK																																																																																													
Total Other Charges Due Agent BKK116417.09		Signature of Shipper or its Agent SMT GLOBAL LOGISTICS LTD / SPX																																																																																											
Total Other Charges Due Carrier BKK13556.10		Date and Place of Issue Nov 27, 2018 HONG KONG																																																																																											
Total Charges to be Paid BKK129973.19		Signature of Issuing Office or its Agent SA: 6479																																																																																											
For Carrier's Use only at Destination Charges at Destination Total Charges		Signature of Issuing Office or its Agent																																																																																											

Source: Confidential

Case 2: Servo actuators for use in UAVs and WBIEDs

Figure 17.10
SSPS 105 Servo actuators seized in the UAE



Source: Panel.

Figure 17.11
SSPS servo actuators in a 'Shahed-123' UAV (left) and in the steering box of a WBIED (right)



Source: Panel.

Figure 17.12
Air Waybill for the export of the servo actuators from Japan to the UAE

2/1

fedEx Expanded Service International Air Waybill

1. Shipper
Date: 2020/01/01 Invoice No: 2049 8717 1
Name: HARUO BANDO Phone: +81337582600
Address: TONEGAWA SERVO CO. LTD
4-10-8 SHINOMARUO, OTA-CITY
City: TOKYO Country: JAPAN Postal Code: 148-0302

2. Consignee
Name: SH. S&S S&S S&S S&S S&S Phone: +971 82 661 8888
Address: SH. S&S S&S S&S S&S S&S
City: UAE

3. Description of Goods
54 x 19 x 26

Description of Goods	Quantity	Weight	Volume
N/A SERVO ACTUATOR			0.0
EXPUNG-6V&4" STD	54	2.30	2.30

4. Declaration of Shipper
I hereby declare that the above information is true and correct.

5. Declaration of Consignee
I hereby declare that the above information is true and correct.

6. Signature of Shipper
Yak
7. Signature of Consignee
D9 A01A

8. Tracking Number
8103 2957 6682 0417

9. Barcode

10. Additional Information

Source: Confidential

Figure 17.13

Commercial invoice for the export, showing that the buyer is Mohammed Alswari in Sana'a, Yemen

MARKS & NUMBERS		NO OF PKGS	DESCRIPTION OF GOOD	QUANTITY	UNIT VALUE	TOTAL VALUE
AS ADDRESSED		6	Radio Control Actuator SSPS105-24V±45° STD	60pcs	JP¥35,000.	JP¥2,100,000.
		6CTN				Total JP¥2,100,000.-

I DECLARE THAT ALL INFORMATION CONTAINED IN THIS INVOICE TO BE TRUE AND CORRECT.

SIGNATURE OF SHIPPER/EXPORTER (TYPE NAME AND TITLE AND SIGN)

Please use only for peace.

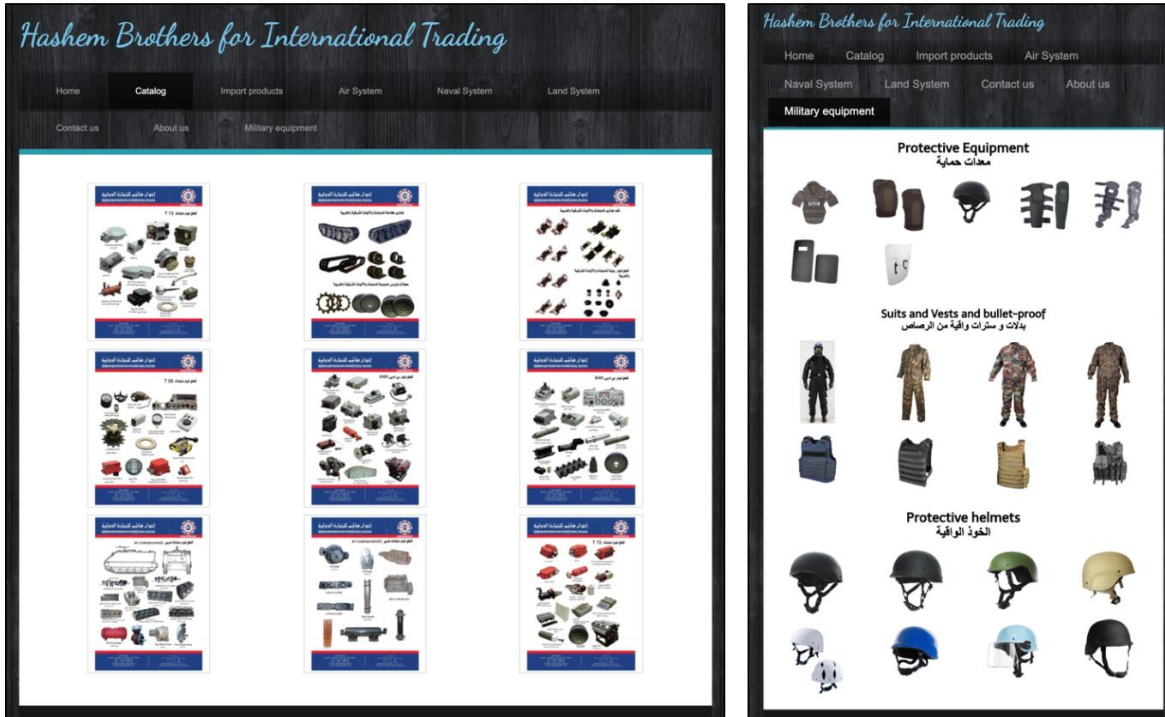
Haruo Bando
HARUO BANDO

Date Oct. 22, 2018

Source: Confidential

3. The Panel has obtained information that Al Sawari Trading & Import, located at Dar Salm Bridge, Ta'izz Road, in Sana'a, Yemen, shares an address with two other companies, which seem to be associated with the Al Sawari family: Alswari Group for Rubber Industries, which manufactures rubber parts for cars, agricultural equipment and industrial use, as well as Hashem Brothers for International Trading, which supplies rubber and non-rubber parts for military equipment. According to its website, Hashem Brothers for International Trading also supplies UAV parts. The three companies seem to share the same address, as well as at least some e-mail addresses and telephone numbers. The Panel has noted that the website of Hashem Brothers seems to have been taken offline after the Panel started making inquiries, even though the company's Facebook site still exists.

Figure 17.14
Hashem Brothers for International Trading website (now defunct)



Source: <http://www.HBIT.weebly.com>

Figure 17.15
Hashem Brothers for International Trade Facebook site

The screenshot displays the Facebook profile of Hashem Brothers for International Trading. At the top, there are interaction buttons: 'Gefällt mir', 'Abonnieren', 'Teilen', and a menu icon. The profile picture is a circular logo with 'HB' and 'HASHEM BROTHERS' text. Below it, the name 'Hashem Brothers for International Trading' and the handle '@HashimBrothersforInternationalTrading' are visible. A navigation menu on the left includes 'Startseite', 'Fotos', 'Info' (selected), and 'Community', with a 'Seite erstellen' button at the bottom. The main content area is titled 'Info' and contains sections for 'Unternehmensinfos', 'KONTAKTINFO', and 'WEITERE INFOS'. The 'Mission' section states: 'supplying, installing the equipments, accessories and the spare parts used for developing, updating and maintaining the military machineries and equipment of different kinds also to supply the equipment's and tools'. The 'KONTAKTINFO' section lists: 'Anrufen +967 733 778 887', 'm.me/HashimBrothersforInternationalTrading', 'salman-mohammed@hotmail.com', and 'http://www.HBIT.weebly.com'. The 'WEITERE INFOS' section provides a detailed description of the company as a leading firm in Yemen specializing in supplying technical and fighting equipment for security and military units.

Source: https://www.facebook.com/pg/HashimBrothersforInternationalTrading/about/?ref=page_internal

Case 3: Chain of custody for 3W UAV engines documented among the debris of Samad-UAVs in 2018

Figure 17.16
3W-110iB2 engines inspected by the Panel



Source: Panel

Figure 17.17
Obliterated engine number on one of the 3W engines



Source: Panel

Figure 17.18
Delivery note for the transfer of the engines to Greece

3W-International GmbH

3W-International GmbH · Hollerstr. 12 · D-61350 Bad Homburg

Eurowings Aviation & Consulting Ltd.
12 Ventouri Street
15561 Holargos Athen
Greece





(00) 3 4033988 0869444444 3

KUNDE

Customer No.: 60175
Processed by: cw


Delivery date: 22.06.2015
Date: 22.06.2015

Delivery Note No. 2015-128

Item	Qty.	Unit	Art.-No.	Weight kg	Description
1	21,0	pcs	10.001.420		3W-110i B2, tractor, counter clockwise gasoline engine incl. ignition
2	21,0	pcs	10.001.500		3W-112i B4, tractor, counter clockwise gasoline engine incl. ignition

Source: Confidential

Figure 17.19
Packing list showing the engine number



753.1 Packliste / Packing list*

Kunde / Customer: EUROWINGS

Datum/Date: 23.06.15


AB-2248

Karton Nr. / Box no.	Menge / Qty.	Einheit / Unit	Artikelnummer / Article number	Seitennummer / Serial number	Kartongröße / Box Size	Gewicht / Weight (kg)	verpackt / packed
8	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506271L		
9	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506283L	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506272L		
10	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506285L	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506288L		
11	1	Stk / pcs Paar / pair	10.000.200	3W.112iB4 + 2 x Twinignition 35+45cm	1506270L	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561517B		
12	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561515B	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561522B		
13	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561524B	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561514B		
14	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561513B	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561520B		
15	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561516B	H124	UW
	1	Stk / pcs Paar / pair	10.001.420	3W.110iB2+ Twinignition 35cm	1561512B		

Copyright Qualitätsmanagement 3W, Revision 1, Seite 1 von 2, Gültig ab: 15.12.2012

Source: 3W-International GmbH

Figure 17.20
Packing list showing the re-export from Greece to Iran



EUROWINGS AVIATION & CONSULTING LTD.
EORI NUMBER: GR 099289025
 12 Ventouri Street, Hologos, 15561 Athens, Greece
 Tel: (0030) 210 6525100, Fax: (0030) 210 6525125
 VAT No: GR 099289025, Email: info@eurowings.gr
 Web Site: http://www.eurowings.biz, www.eurowings.gr
 Bank Account Information: PIRAEUS BANK - ATHENS, GREECE IBAN NUMBER: GR9601720430005043061394728 SWIFT/BIC:PIRBGRAA00X

PACKING LIST

Date	2/7/2015
Order #	GITI-1-0515
Invoice #	GITI/1/072015
Customer ID	GITI

Page 1/1

CUSTOMER

GITI RESAN KALA CO.
 No.25, Ayatollah Kashani Blvd.
 TEHRAN / IRAN
 TEL: (+9821) 47230000-30
 MOB:
 Email:

SHIP TO

GITI RESAN KALA CO., No.25, Ayatollah
 Kashani Blvd, TEHRAN / IRAN Tel:
 (+9821) 47230000-30

PARTIAL SHIPMENT OF GOODS AS PER
 PROFORMA INVOICE # EW-GITI-
 PF1/0515

SHIPPING DETAILS

Freight Type (Air/Surface): Air
 Est Ship Date:
 Est Gross Weight: **231,0 kgr**
 Est Cubic Weight:
 Total Packages(Qty): **21**

PART NUMBER	UNIT OF MEASURE	PRODUCT/ SERVICE DESCRIPTION	TARIC	PACKAGE #	QTY SHIPPED
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	1	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	2	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	3	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	4	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	5	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	6	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	7	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	8	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	9	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	10	2
10.001.500	PIECE	3W-112IB4 model engine	84079010	11	1
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	11	1
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	12	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	13	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	14	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	15	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	16	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	17	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	18	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	19	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	20	2
10.001.420	PIECE	3W 110IB2 model engine	84079010	21	2
TOTAL UNITS					42

TERMS OF SALE AND OTHER COMMENTS

Shipped goods are for MODEL AIRCRAFT and DO NOT FALL under EU Dual Use, EU Common Military List and National Export Controls.

ADDITIONAL DETAILS

Country of Origin: EU originating products.
 Port of Embarkation: ATHENS, GREECE
 Port of Discharge: TEHRAN, IRAN
 Reason for Export:

I certify the above to be true and correct to the best of my knowledge.

Constantine Hadjiefthymilades
 Eurowings Aviation & Consulting Ltd.

EUROWINGS
 ΑΕΡΟΠΟΡΙΚΕΣ & ΣΥΜΒΟΥΛΕΥΤΙΚΕΣ
 ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΠΕ
 ΒΕΝΤΟΥΡΗ 12
 15561 ΧΟΛΑΡΓΟΥΣ-ΑΘΗΝΑ
 ΤΗΛ: 6525 100 FAX: 6525.125
 ΑΦΜ: 099289025
 ΔΟΥ: ΧΟΛΑΡΓΟΥ

Date: 2/7/2015

Page 1 of 1

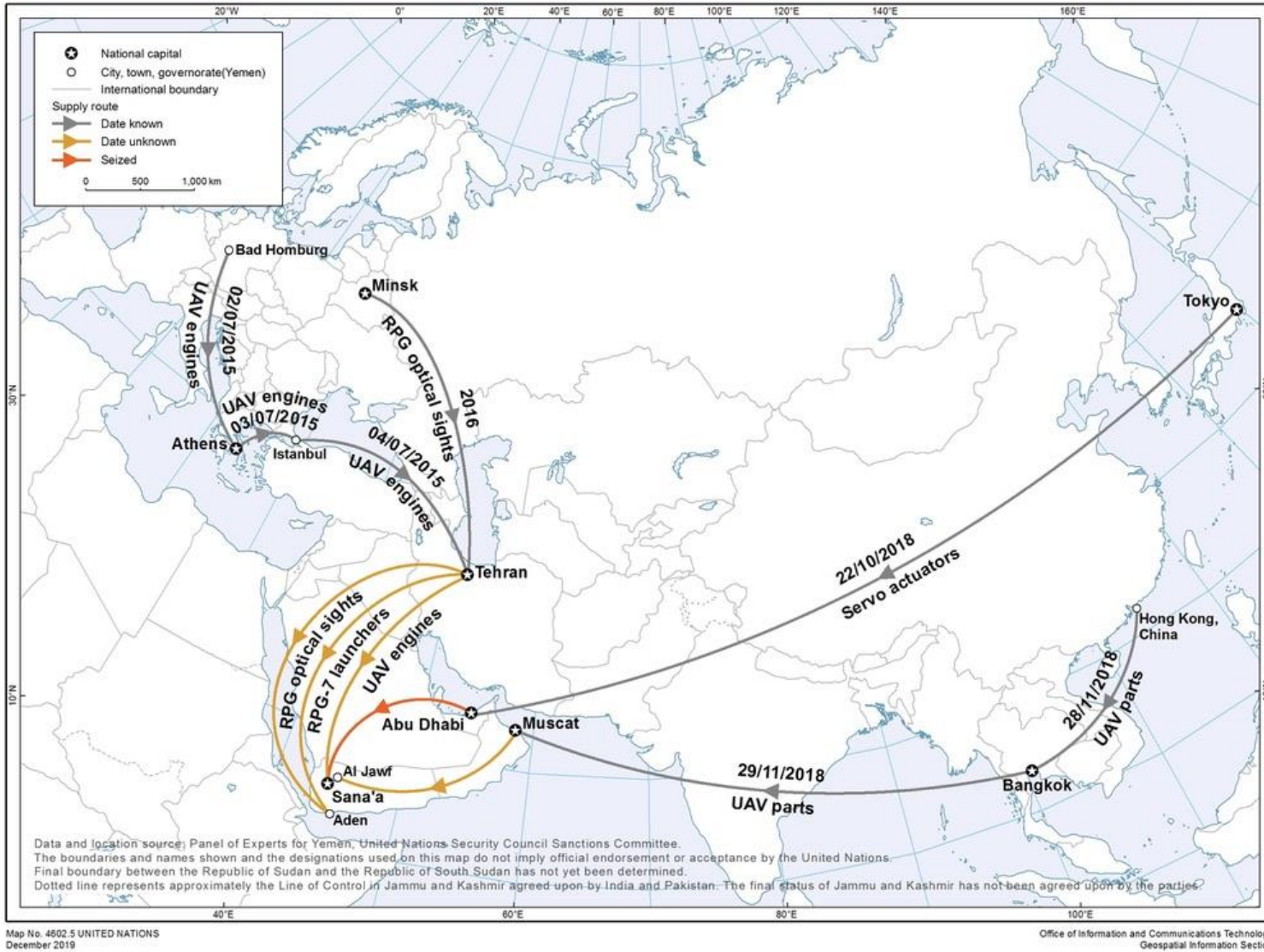
Source: Confidential

Figure 17.21
Air Waybill for the re-export from Greece to Iran

235 ATH 0282 5270		235-0282 5270					
Shipper's Name and Address EUROWINGS AVIATION & CONSULTING LTD 12 VENTOUR STR 15561 ATHENS GREECE VAT EL099289025 TEL 2106525100		Shipper's account Number					
Consignee's Name and Address GITI RESSAN KALA CO. NO 25 AYATOLLAH KASHANI BLVD, TEHRAN, IRAN TEL (+9821) 47230000-30		Consignee's account Number					
Issuing Carrier's Agent Name and City HARLAS INT'L TRANSPORT S.A., A/P BR EL. VENIZELOS ATHENS INT'L A/P BLDG VAT NUM: EL093354037		Accounting Information FREIGHT PREPAID VAT:					
Agent's IATA Code 27-4-7438/1056		Account No. 1056					
Airport of Departure (Addr. of first Carrier) and requested Routing ATHENS to ATH - 1ST - THR							
Routing and destination IST TK to THR TK by EUR PP P P Declared Value for Carriage NVD Declared Value for Customs NCV							
Airport of Destination TEHRAN Flight No. TK1844/03.07.15 Flight Date TK870/04.07.15 Amount of Insurance NIL							
Handling Information ENVELOPE ATTACHED, PSE INFRM CNEE UPON ARRIVAL TOP! TOP! URGENT! MUST FLY A							
STATUS TL							
No. of Pieces RCP	Gross Weight	Rate Class	Chargeable Weight	Rate Charge	Total	Nature and Quantity of Goods (incl. Dimensions or Volume)	
21	214,00 K Q		300,00	2,10	630,00	AIRCRAFTS SPARE PARTS NOT RESTRICTED DIMS/CMS: 21 QTY 54x39x35 AS 300 KGS	
ETA 14.40 LT							
21	214,00				630,00		
Prepaid		Weight Charge		Collect		Other Charges	
630,00		Valuation Charge					
Tax							
Total other Charges Due Agent							
149,10							
Total prepaid		Total collect					
779,10							
Currency Conversion Rates		Charges at Destination					
For Carrier's Use only at Destination		Charges at Destination					
Shipper certifies that the particulars on the face hereof are correct and that insofar as any part of the consignment contains dangerous goods, such part is properly described by name and is in proper condition for carriage by air according to the applicable DANGEROUS GOODS REGULATIONS.				Signature of Shipper's Agent HARLAS INT'L TRANSPORT S.A. - ATHENS BRANCH OFFICE Signature of Issuing Carrier or its Agent LAGODIMOS GEORG			
Executed on 2 JULY 2015 at ATHENS				235-0282 5270			

Source: Confidential

Annex 18. Map of Houthi supply networks documented during the reporting period



Annex 19. Weapons and arms-related materials seized in Aden

Figure 19.1

Type 56-1 assault rifles seized in Aden



Source: Panel

Figure 19.2

Detail of the production stamp on the type 56-1 assault rifles



Source: Panel

Figure 19.3
Detail of serial numbers on the type 56-1 assault rifles



Source: Panel.

Figure 19.4
RPG-7 launcher seized by the Coalition in Aden, disassembled by the Panel



Source: Panel.

Figure 19.5

Serial numbers on RPG-7 launchers seized in Aden and inspected by the Panel

Ser.	Top row	Bottom row
1.	3295	9593295
2.	3325	9593325
3.	3466	9593466
4.	3511	9593511
5.	3737	9593737
6.	3781	9593781
7.	3823	9593823
8.	3826	9593826
9.	3850	9593850
10.	4081	9594081
11.	4107	9594107
12.	4144	9594144
13.	4221	9594221
14.	4333	9594333
15.	4349	9594349
16.	4365	9594365
17.	4376	9594376
18.	4386	9594386
19.	4389	9594389
20.	4504	9594504
21.	4540	9594540
22.	96090551	5841
23.	96090550	6188

Figure 19.6

PGO-7V3 optical sights for RPG launchers seized by the Coalition in Aden



Source: Panel

Figure 19.7

Serial numbers of PGO-7V3 optical sights seized in Aden and inspected by the Panel

Ser.	Front side serial number (stamped)	Aftermarket number (engraved)
1.	N1611053	3297
2.	N1611259	4233
3.	N1611996	4818
4.	N1611393	3352
5.	N1611362	3283
6.	N1612221	4232
7.	N1611812	4152
8.	N1612012	4579
9.	N1612717	3924
10.	N1612163	3777
11.	N1610594	4151
12.	N1612659	4138
13.	N1611167	3351
14.	N1612009	4564
15.	N1612038	4635
16.	N1612631	4234
17.	N1612036	4280
18.	N1612084	4261
19.	N1611195	4215
20.	N1611095	3340
21.	N1611015	3398
22.	N1611287	3912
23.	N1611221	3270
24.	N1610823	4171
25.	N1611295	3313

Annex 20. Weapons and arms-related materials seized from a dhow in the Arabian Sea

Figure 20.1
9M133 ‘Kornet’ ATGMs, which characteristics similar to the Iranian version ‘Dehlaviyeh’



The launch tubes with the red band contain the thermobaric version of the missile, in the back are the transport containers.

Source: Panel.

Figure 20.2

Comparison between the launch tubes for the original 'Kornet' version of the 9M133 ATGM (left) and the Iranian 'Dehlaviyeh' (right), these weapons were inspected in 2018 in KSA



Source: Panel

Figure 20.3

Markings on the seized ATGMs documented by the Panel

Type	Lot #	Date	Serial #
HEAT	64	2017	63
HEAT	64	2017	30
HEAT	64	2017	33
HEAT	55	2017	05
HEAT	55	2017	40
HEAT	55	2017	47
HEAT	55	2017	20
HEAT	55	2017	37
HEAT	55	2017	11
HEAT	55	2017	08
HEAT	55	2017	04
HEAT	55	2017	02
HEAT	55	2017	23
Thermobaric	43	2017	12
Thermobaric	43	2017	54
Thermobaric	43	2017	13
Thermobaric	43	2017	28
Thermobaric	43	2017	23
Thermobaric	43	2017	43
Thermobaric	75	2018	38
Training	--	--	--

Figure 20.4
Previously not documented cruise missile, possibly for Surface-to-Air (SAM) use



Source: Panel

Figure 20.5
Details of optical seeker (left) and V.10 vertical gyroscope (right) documented on the missile



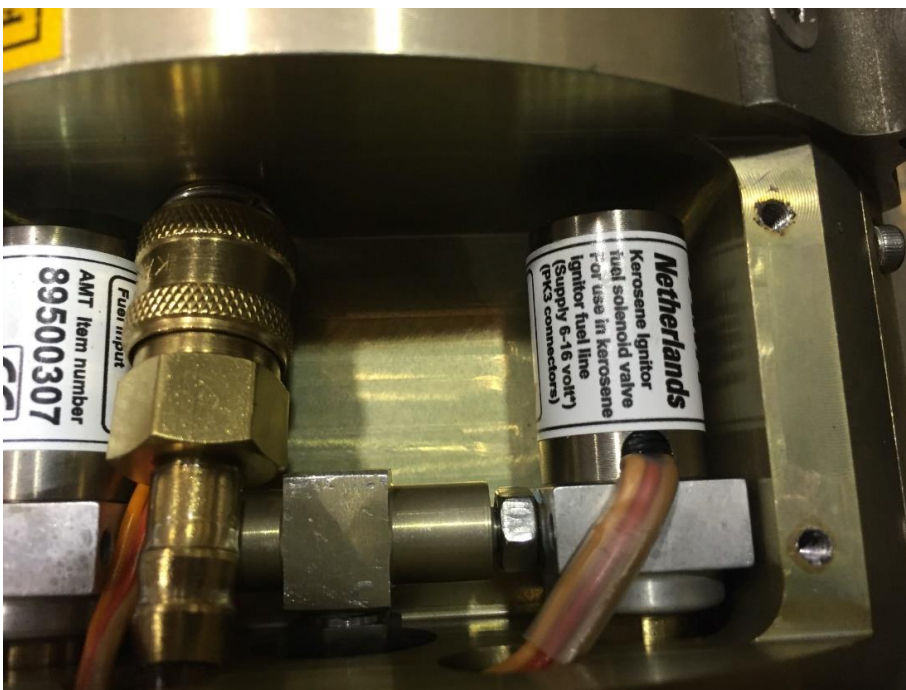
Source: Panel

Figure 20.6
Detail of the front section of the missile



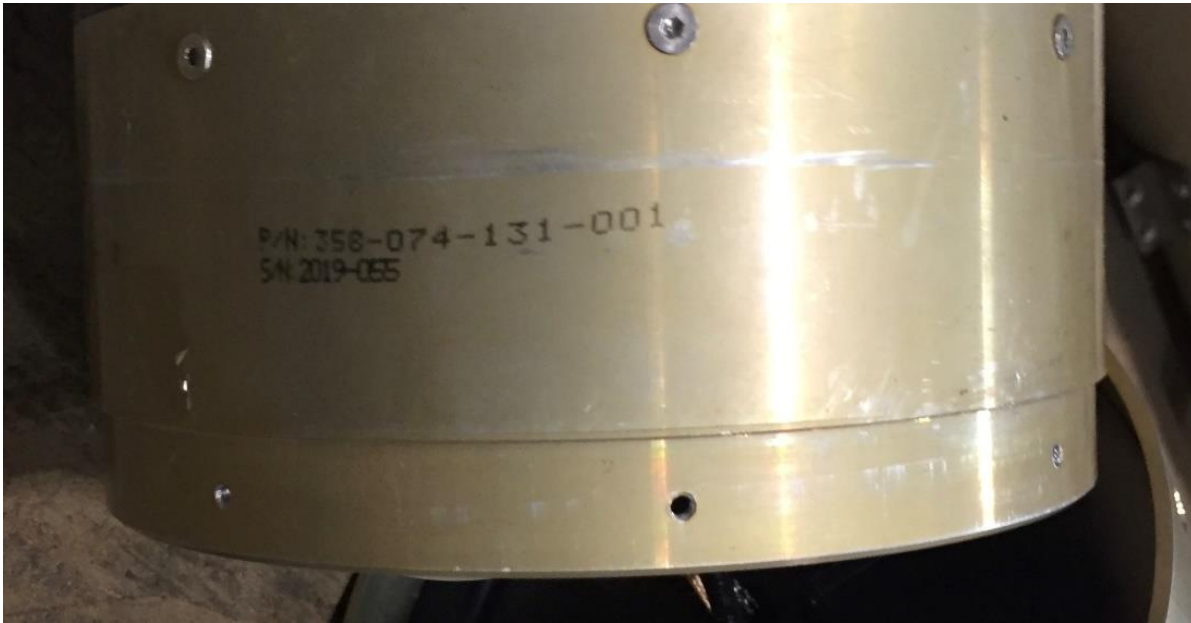
Source: Panel

Figure 20.7
Kerosene ignitors manufactured by Advanced Microturbines (AMT) Netherlands documented on the missile



Source: Panel

Figure 20.8
Detail of marking on the missile, implying a manufacturing date in 2019



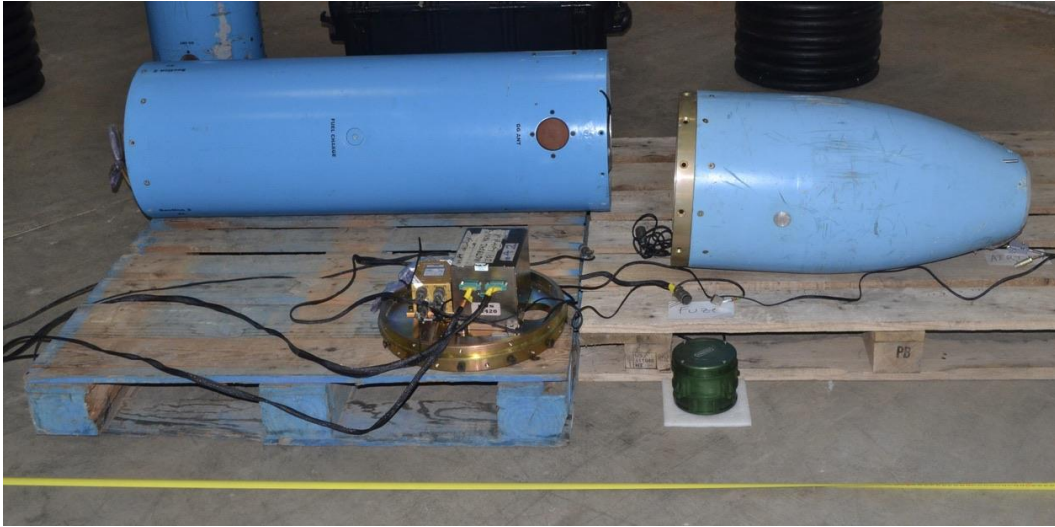
Source: Panel

Figure 20.9
Sections of a C802 anti-ship cruise missile



Source: Panel

Figure 20.10
Sections of a Quds-1 LACM



Source: Panel

Figure 20.11
Computer Terminal, possibly associated with the missiles



Source: Panel

Figure 20.12
Non-electric detonators – a total of 13,700 in boxes of 50 each



Source: Panel

Figure 20.13
UAV engines and other related components



Source: Panel.

Figure 20.14
RU90 (top) and RU60 (bottom) thermo-optical sights and associated batteries



Source: Panel.

Figure 20.15
Parts for the conversion of boats to WBIEDs



Source: Panel

Annex 21. Delay of tankers proceeding to al Hudaydah port

1. Import of goods to Red Sea ports of al Hudaydah and Salif involves a three-step process. First, the importer applies for clearance through UNVIM which is usually delivered within 48 hours allowing the vessel to proceed to the Coalition Holding Area (CHA) about 140 nautical miles (260 km) North West of al Hudaydah. The vessel has then to hold in the CHA until it receives a clearance from the Coalition Evacuation and Humanitarian Operations Cell (EHOC) in Riyadh, through a Coalition vessel, to proceed to the Anchorage Area (AA) at the entrance of al Hudaydah or Salif port. Statistics gathered by the Panel and information from importers has shown a lack of predictability in the delays in the CHA. Finally, the vessel waits in the anchorage area until it receives clearance from port authorities under Houthi control. The lack of transparency in this process has allowed GoY, the Coalition and the Houthis to wield significant leverage over importers by delaying their chartered vessels, forcing them to pay extra charges for demurrage. This leverage easily allows for corrupt practices by expediting clearance or extorting traders by delaying their vessels.

2. As reported in S/2019/83, al Hudaydah has been the only port allowed by the GoY to receive fuel in Houthi controlled areas. GoY started to implement decree 75 in June 2019 eliminating traders who could not submit justification of payment of their cargoes through bank transfers. In addition, GoY started to implement decree 49 in July 2019 requiring payment of import taxes before proceeding to the port of discharge. The Panel has copies of GoY documents requiring payment of a list of taxes with the amount to be deposited in specified USD, SAR and YER accounts in Aden, al Mukalla, Ma'rib, Nishtun and KSA. The total tax for 11,000 Mt of fuel amounted to around 320 million YER. Importers informed the Panel that prepayment of import taxes before the arrival to port was not legal, and incurred the additional risk of the cargo not reaching its intended port after such payment.

3. The Houthis and importers doing business in areas under their control have perceived the implementation of decrees 75 and 49 as a means of shifting imports of fuel from al Hudaydah to Aden where importers associated with the GoY have benefited from a monopoly situation. This resulted in a competition between the technical office of the Economic Committee of GoY and the Houthi external payment committee (Lajnat al Madfu'at) to compel importers to pay taxes in their respective areas. Though some importers obtained the required UNVIM clearances, usually within 48 hours, the technical committee, through the Coalition, denied clearance for their tankers to proceed to al Hudaydah. Similarly, some importers who complied with GoY requirements were denied entry to al Hudaydah by the Houthis.

4. Data gathered by the Panel on 58 tankers that applied for entry to al Hudaydah between 1 June and 30 November 2019, showed that the total delay was 865 days by the Coalition and 381 days by the Houthis. On average, each tanker was delayed for 15 days by the Coalition and for seven days by the Houthis. The cost of these unnecessary delays was financial loss payable by Yemeni consumers inside Houthi-controlled areas. The details are in table 21.1.

Table 21.1

Delays of tankers carrying fuel to al Hudaydah during six months (June to November 2019), as of 5 December 2019

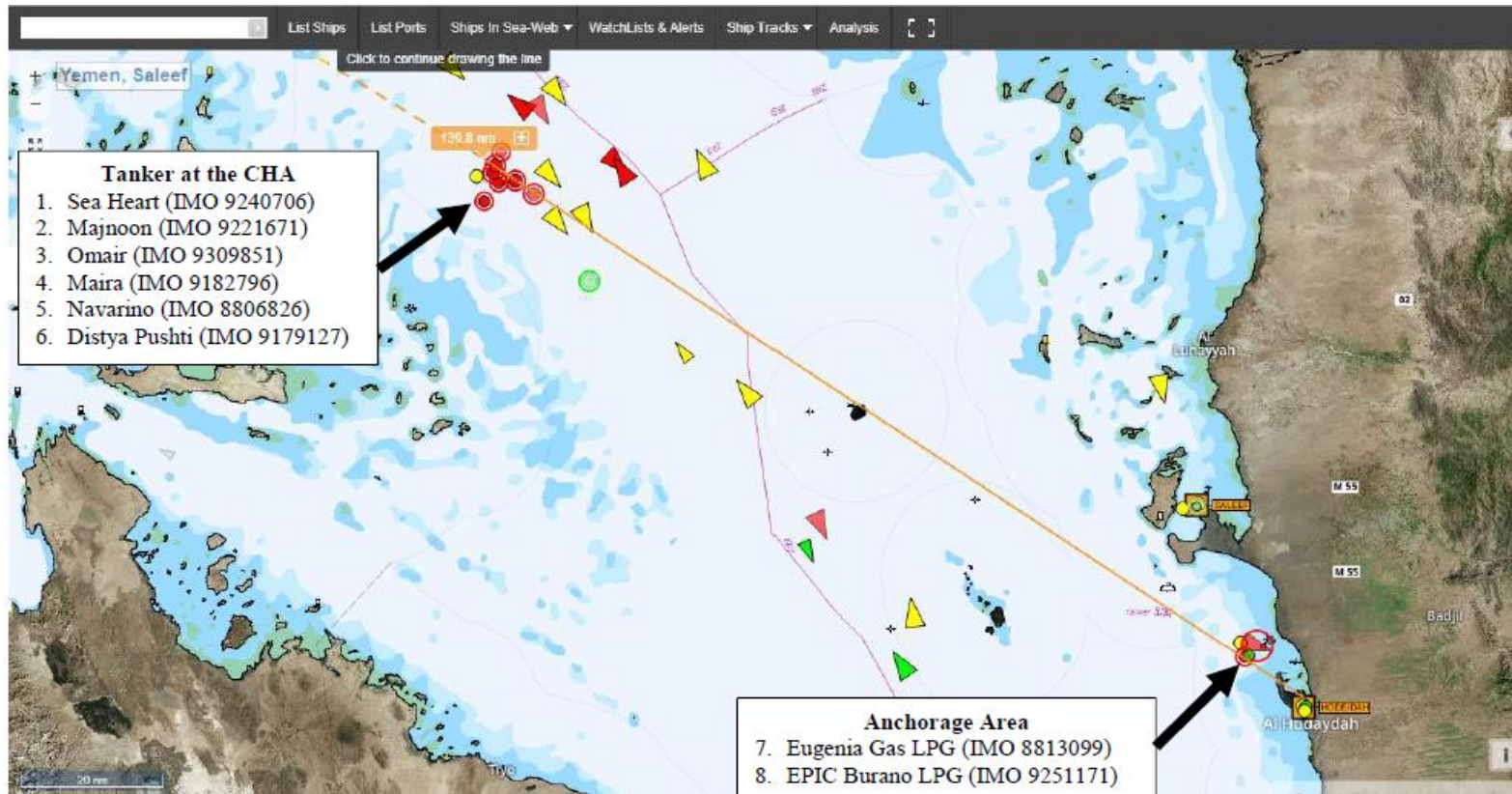
Ref Tanker	Cargo (Mt)	Date Processing	Date CHA	Date Anchorage	Date Berthing	Delay CHA	Delay Anchorage
xxxx173	7,185	03-Jun-19	12-Jun-19	18-Jun-19	20-Jun-19	6	2
xxxx127	20,964	03-Jun-19	12-Jun-19	23-Jun-19	30-Jun-19	11	7
xxxx809	4,800	16-Jun-19	20-Jun-19	25-Jun-19	30-Jun-19	5	5
xxxx952	4,485	18-Jun-19	02-Jul-19	04-Jul-19	08-Jul-19	2	4
xxxx937	29,291	24-Jun-19	02-Jul-19	04-Jul-19	17-Jul-19	2	13
xxxx171	3,854	30-Jun-19	04-Jul-19	10-Jul-19	11-Jul-19	6	1
xxxx952	29,536	30-Jun-19	04-Jul-19	11-Jul-19	14-Jul-19	7	3
xxxx328	26,919	30-Jun-19	14-Jul-19	15-Jul-19	29-Jul-19	1	14
xxxx278	30,000	30-Jun-19	04-Jul-19	17-Jul-19	22-Jul-19	13	5
xxxx164	7,237	02-Jul-19	16-Jul-19	24-Jul-19	26-Jul-19	8	2
xxxx141	15,608	02-Jul-19	10-Jul-19	21-Jul-19	23-Jul-19	11	2
xxxx903	15,010	07-Jul-19	15-Jul-19	21-Jul-19	29-Jul-19	6	8
xxxx223	28,989	07-Jul-19	15-Jul-19	06-Aug-19	11-Sep-19	22	36
xxxx570	30,103	21-Jul-19	25-Jul-19	04-Aug-19	21-Aug-19	10	17
xxxx706	27,165	22-Jul-19	30-Jul-19	01-Aug-19	08-Aug-19	2	7
xxxx796	15,988	22-Jul-19	29-Jul-19	31-Jul-19	04-Aug-19	2	4
xxxx442	30,031	22-Jul-19	30-Jul-19	31-Jul-19	29-Aug-19	1	29
xxxx193	29,259	22-Jul-19	30-Jul-19	31-Jul-19	15-Aug-19	1	15
xxxx671	29,872	25-Jul-19	01-Aug-19	07-Aug-19	15-Aug-19	6	8
xxxx099	8,278	28-Jul-19	31-Jul-19	04-Aug	05-Aug-19	4	1
xxxx650	29,987	28-Jul-19	04-Aug-19	15-Aug-19	25-Aug-19	11	10
xxxx937	28,898	04-Aug-19	13-Aug-19	15-Aug-19	04-Sep-19	2	20
xxxx127	20,959	12-Aug-19	18-Aug-19	08-Oct-19	09-Oct-19	51	1
xxxx952	29,403	15-Aug-19	19-Aug-19	21-Aug-19	14-Sep-19	2	24
xxxx182	3,542	18-Aug-19	27-Aug-19	30-Aug-19	31-Aug-19	3	1
xxxx778	30,054	21-Aug-19	27-Aug-19	26-Sep-19	30-Sep-19	30	4
xxxx826	10,818	24-Aug-19	09-Sep-19	18-Oct-19	19-Oct-19	39	1
xxxx796	15,928	27-Aug-19	03-Sep-19	16-Oct-19	17-Oct-19	43	1
xxxx171	3,721	29-Aug-19	03-Sep-19	26-Sep-19	06-Oct-19	23	10
xxxx557	5,703	29-Aug-19	31-Aug-19	22-Sep-19	23-Sep-19	22	1
xxxx851	10,937	31-Aug-19	07-Sep-19	17-Oct-19	19-Oct-19	40	2
xxxx671	29,498	03-Sep-19	09-Sep-19	18-Oct-19	19-Oct-19	39	1
xxxx099	8,383	03-Sep-19	09-Sep-19	23-Sep-19	01-Oct-19	14	8
xxxx706	27,022	07-Sep-19	14-Sep-19	19-Oct-19	23-Oct-19	35	4
xxxx328	26,915	14-Sep-19	03-Oct-19	19-Oct-19	04-Nov-19	16	16
xxxx442	29,989	21-Sep-19	28-Sep-19	19-Oct-19	31-Oct-19	21	12
xxxx293	29,642	24-Sep-19	30-Sep-19	23-Oct-19	26-Oct-19	23	3
xxxx374	11,179	24-Sep-19	05-Oct-19	19-Oct-19	21-Oct-19	14	2
xxxx570	40,472	02-Oct-19	09-Oct-19	23-Nov-19	26-Nov-19	45	3
xxxx937	29,971	06-Oct-19	14-Oct-19	12-Nov-19	14-Nov-19	29	2
xxxx141	17,364	07-Oct-19	13-Oct-19	14-Nov-19	21-Nov-19	32	7
xxxx265	23,316	10-Oct-19	15-Oct-19	26-Oct-19	07-Nov-19	11	12

Ref Tanker	Cargo (Mt)	Date Processing	Date CHA	Date Anchorage	Date Berthing	Delay CHA	Delay Anchorage
xxxx952	29,528	14-Oct-19	22-Oct-19	12-Nov-19		21	23
xxxx063	7,493	21-Oct-19	26-Oct-19	31-Oct-19	02-Nov-19	5	2
xxxx815	19,718	23-Oct-19	27-Oct-19	14-Nov-19	19-Nov-19	18	5
xxxx099	6,213	23-Oct-19	29-Oct-19			37	
xxxx182	4,828	28-Oct-19	06-Nov-19	09-Nov-19	11-Nov-19	3	2
xxxx641	10,995	29-Oct-19	04-Nov-19	12-Nov-19	14-Nov-19	8	2
xxxx127	21,022	31-Oct-19	06-Nov-19	22-Nov-19	23-Nov-19	16	1
xxxx650	29,600	03-Nov-19	11-Nov-19			24	
xxxx255	24,854	06-Nov-19	16-Nov-19			19	
xxxx671	29,933	06-Nov-19	13-Nov-19	21-Nov-19	02-Dec-19	8	11
xxxx147	25,991	11-Nov-19	19-Nov-19			16	
xxxx796	15,809	11-Nov-19	17-Nov-19	21-Nov-19	24-Nov-19	4	3
xxxx293	29,695	16-Nov-19	23-Nov-19	01-Dec-19		8	4
xxxx706	27,467	21-Nov-19	01-Dec-19			4	
xxxx442	30,000	24-Nov-19	02-Dec-19			3	
xxxx473	27,672	26-Nov-19	05-Dec-19				
Total days						865	381
Days per tanker						15	7

Source: Panel based on UNVIM daily reports and vessels tracking from <https://maritime.ihs.com/>.

Figure 21.1

Tankers delayed at the Coalition Holding Area (CHA) and the Anchorage area as of 30 September 2019⁹⁹



Source: Panel using <https://maritime.ihs.com/>.

⁹⁹ During his briefing to the Security Council on the humanitarian situation in Yemen, on 16 September 2019, Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Mark Lowcock announced that “As of today, the Government and the Coalition are blocking ten vessels with commercial fuel imports from entering Hudaydah. Together, these ships are carrying 163,000 metric tones of fuel – that’s more than an average month of fuel imports.”, see <https://reliefweb.int/report/yemen/under-secretary-general-humanitarian-affairs-and-emergency-relief-coordinator-mark-21>.

Annex 22. Documents indicating instructions to disguise the origin of the fuel

1) Several sources in the GoY, as well as confidential sources with links to the Houthis, informed the Panel that Mohammed Abdusalam Salah Fletah and his brother Salah Abdusalam Salah Fletah are the main actors within the network involved in channelling external financial support to the Houthis through fuel imports to Yemen.¹⁰⁰ Abdusalam Fletah, being the main interlocutor with the international community spends most of his time in Oman from where he travels to other destinations including Iran and Lebanon. According to several contacts, Abduslam Fletah has a very comfortable financial situation in Oman with a possibility of business activity in that country.

2) The Panel has gathered evidence, including bank transactions, that could help in tracing potential links between his business activities and external financial support to the Houthis and the financing of arms-related items found while being smuggled into Yemen via Oman. Transactions related to the payment of shipping fees for fuel imports to Yemen with fake documents to disguise their Iranian origin are also of interest.

3) The Panel received documents showing that the consignees in Yemen have instructed the shipping company to issue Bills of Lading (B/L) indicating that the fuel has been shipped from Oman instead of its real origin in Iran.

Table 22.1

Tankers with documents falsely indicating that the fuel was shipped from Oman

Tanker	Declared shipper	Port	date	Consignee	Evidence
MT Pvt Eagle	Al Ezz Al Arabiya Trading	Mahshahr	8/11/2016	Matrix Oil	Fin.2.1
MT Androussa	Sahool al Hojari Trading	Bandar Abbas	14/12/2016	Yemen Elaf	Fin.2.2
MR Nautilus	Sahool al Hojari Trading	Mahshahr	10/1/2017	Albarakah	Fin.2.3
MT Safe Sino	Sahool al Hojari Trading	Iran	27/3/2017	Albarakah	Fin.2.4

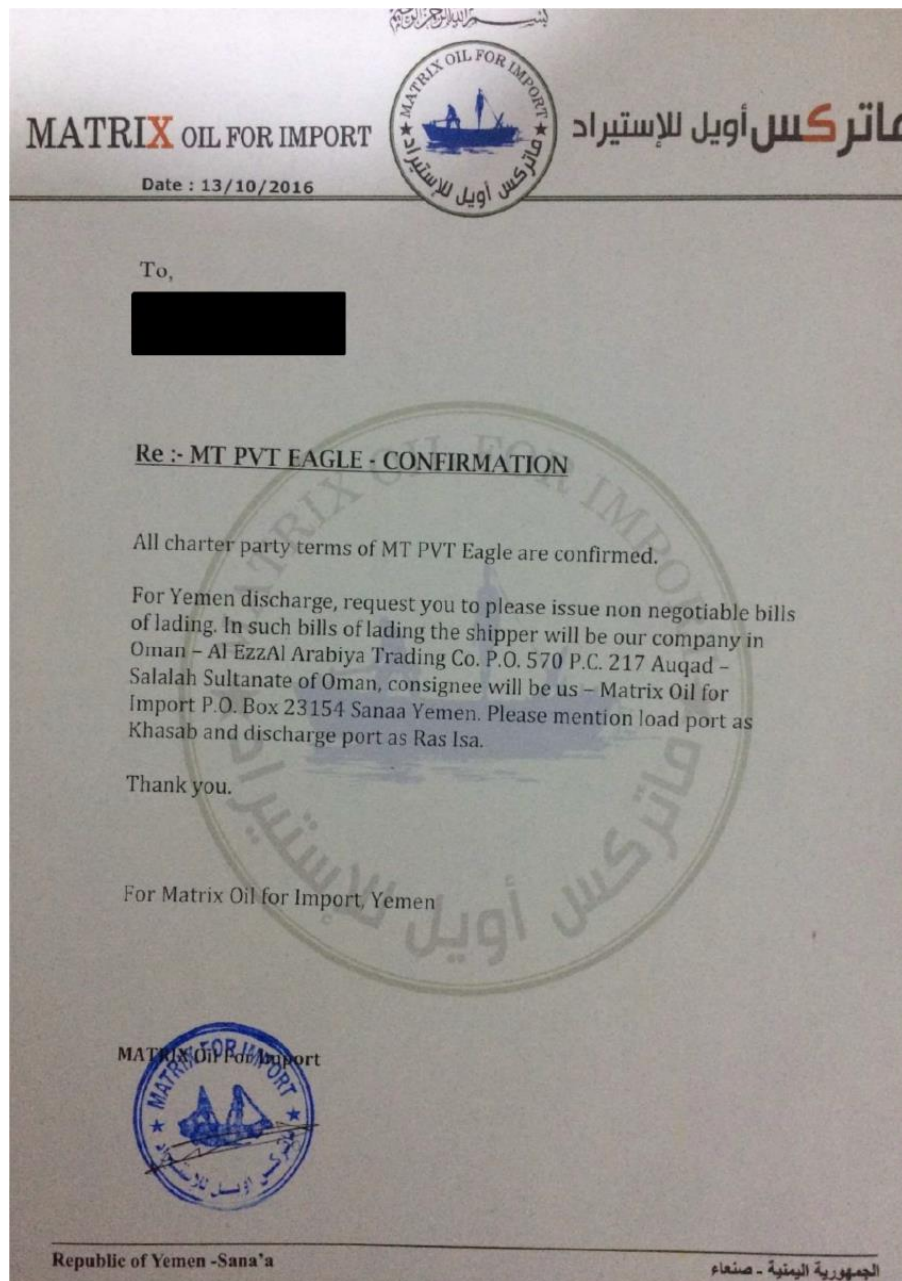
Source: Panel based on confidential documents.

¹⁰⁰ President Hadi, during his meeting with the Chair of the 2140 Committee in Riyadh, requested that Mohamed Abdusalam be sanctioned. The Panel sent a letter to the GoY in this respect, a reply is still pending.

Figure 22.1.a

Letter from Matrix Oil for Import requesting MT PVT Eagle to issue a B/L mentioning Khassab as a port of lading, 13 October 2016

Note: The letter also mentions that Matrix Oil owns Al Ezz Al Arabiya



Source: Confidential.

Figure 22.1.b

Charter agreement for MT PVT Eagle indicating that the port of lading was Mahshahr, Iran

Page 1

Performing vessel : MT PVT EAGLE, Q88 as attached.

C/P FORM : SHELL TIME 4

REGISTERED OWNERS : SOUTHERN PETROLEUM TRANSPORTATION JSC



SPEED/ CONSUMPTIONS : LO consumption on Owner's account

L3C : NAPHTHA/PALM OIL/METHANOL

LAST 10 POC : to be reverted

H&M VALUE : USD 12,500,000.00

CHARTERERS : MATRIX OIL FOR IMPORT
SANAA, YEMEN

Please revert vessel arrival draft at discharge port basis

Gasoil (SG 0.83)
25,000MT 10.9m draft
26,000MT 11.2m draft
27,000MT 11.5m draft

Page 2

1. DELIVERY APS Bandar - E – Mahshahr, IRAN



DELIVERY NOTICE: 10/7/5/3/2/1 DAYS NOTICE

2. LAYCAN : 14-18 OCT 2016

3. ONE (01) TIME CHARTER TRIP WITH CARGO OF GASOIL (ALWAYS CLEAN, UNLEADED, UNDARKER 2.5NPA) VIA UAE OR IRAN TO YEMEN PICO – DURATIONS ABOUT 20/40 DAYS WOG

4. RE-DELIVERY DLOSP 1SP FUJAIRAH ATDNHINC


Redelivery: 10/7/5/3/2/1 day's notice

Source: Confidential.

Figure 22.2.a

Letter from Yemen Elaf for Import of Oil Derivatives requesting MT Androussa to issue a B/L mentioning Khassab as a port of lading, 8 December 2016

Note: The letter uses the same template the one used by al Barakah Republic Trading Company in Figures 22.3 and 22.4

يمن ايلاف لأستيراد المشتقات النفطية
YEMEN ELAF FOR IMPORT OF OIL DERIVATIVES 
 Elaf Yemen

8/12/2016

To.

[Redacted]

Re :- MT Androussa

We hereby confirm the terms and conditions for charter of MT Androussa. We also confirm the relevant charter party.

As informed please note that the load port will be out of Iran.

We need a copy of Non – Negotiable bills of lading to state the following details. Please arrange to issue the same in due time.

Shipper – Sahool Al Hojari Trading & Cont. Co., P.O. Box 2589, Salalah, Sultanate of Oman

Consignee – Yemen Elaf for Import of Oil Derivatives, Sanaa Republic of Yemen

Notify Party – As above

Load port – Khasab

Discharge port – Ras Isa (Yemen)

Please note this bill of lading is not for purpose of negotiation. It is to be Non – Negotiable bills of lading only.

Regards,



For and on behalf of
 Yemen Elaf

شارع تونس – صنعاء – الجمهورية اليمنية
 TUNIS STREET, SANA'A, YEMEN. Email : yemenelaf@gmail.com

Source: Confidential.

Figure 22.2.b

Charter agreement for MT Androussa indicating that the port of lading was Bandar Abbas, Iran

C/P DTD 08/12/16
=====

Performing vessel : MT T ANDROUSSA
C/P FORM : SHELL TIME 4. + OWNERS ADDITIONAL TERMS AS PER BELOW
CHARTERERS : YEMEN ELAF FOR IMPORT OF OIL
DERIVATIVES,
SANAA,
REPUBLIC OF YEMEN

REGISTERED OWNERS: AS PER ATTACHED MATRIX
[REDACTED]

SPEED/CONSUMPTIONS : AS PER ATTACHED MATRIX
L3C : CLN UNLDD GASOIL / CLN UNLDD GASOLINE / CLN UNLDD GASOLINE
LAST 10 POC : AS PER ATTACHED
H&M VALUE : USD15MIO



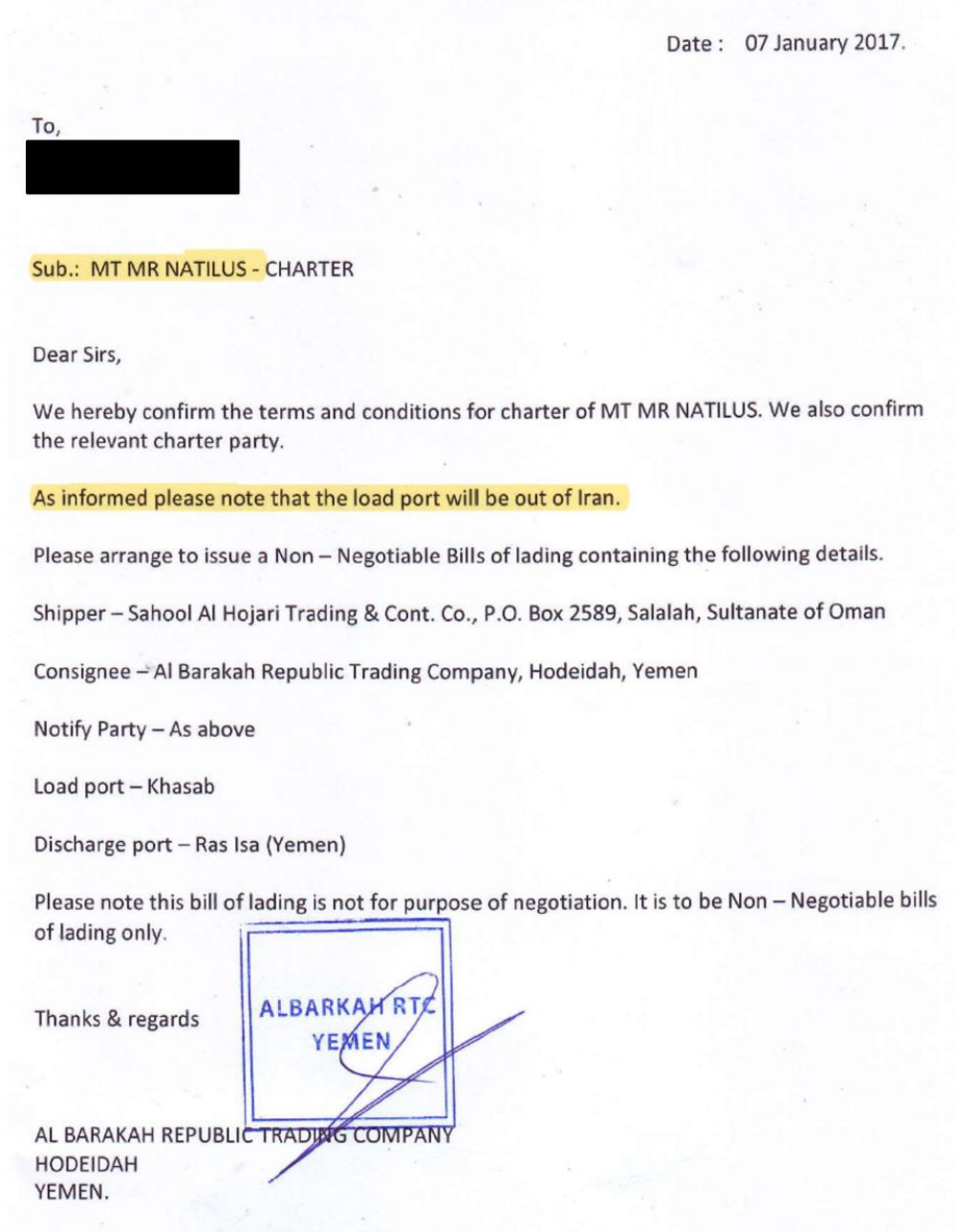
1. DELIVERY APS BANDAR ABBAS ATDNHSHINC
 2. LAYCAN :09-10.12.2016
 3. ONE (01) TIME CHARTER TRIP WITH CARGO OF GASOIL CLN UNLDD UND MAX 2.5 NPA VIA IRAN TO YEMEN PICO – DURATIONS ABOUT 30/40 DAYS WOG
 4. RE-DELIVERY DLOSP 1SP FUJAIRAH ATDNHSHINC
 5. HIRE USD 18,500 PDPR INCLT
 6. CHARTERERS TO PAY HIRE WITHOUT PAYMENT OF BUNKERS TO OWNERS NOMINATED ACCOUNT IN USD OR UAE DIRHAM.
- CHRTRS CONFIRM THAT VESSEL WILL BE SUPPLIED WITH BUNKERS IN FUJAIRAH/KHORFAKAN FOR THE VOYAGE, but bunker used for loading operations and steaming to the Fujairah or Khor Fakkan for bunkering to be paid to owners . Charterers have right to deduct bunker payment made from last sufficient hire payment (as charterers are

Source: Confidential.

Figure 22.3.a

Letter from al Barakah Republic Trading Company requesting MT MR Nautilus to issue a B/L mentioning Khassab as the port of lading, 7 January 2017

Note: The letter uses the same template as the one used by Yemen Elaf for Import of Oil Derivatives in figure 22.2 above



Source: Confidential.

Figure 22.3.b
Charter agreement for MT Nautilus indicating that port of lading was Mahshahr, Iran

CP DATED 07 Jan 2017

CHARTERERS ALBARAKAH REPUBLIC TRADING COMPANY
HODEIDAH
YEMEN

[REDACTED]

CHARTER PARTY FORM ASBATANKVOY

VESSEL MT MR NATILUS , AS PER PROVIDED Q88

LAST 3 CARGOES GAS CONDENSATE / GAS CONDENSATE / GAS CONDENSATE

CARGO Gas Oil, 35000/40000 with 10pct molco. CHARTERERS' OPTION
UPTO FULL VSL SAFE CAPACITY.

SEGREGATION MAX 1 GRADE WVNS

HEAT VESSEL TO MAINTAIN LOADED TEMPERATURE

LAYCAN 7/8 Jan 2017 (0001 - 2359 HRS)

LOADING PORT(S) : 1P/1B MAHSHAHR, IRAN
DISCHARGING PORT(S) : 1P/1B RAS ISA, YEMAN

FREIGHT RATE : USD 850,000 BSS 1:1 LUMP SUM NET TO OWNER

- THE RATE IS INCLUSIVE OF ADDITIONAL WAR RISK INSURANCE PREMIUM, KIDNAP AND RANSOM INSURANCE, ARM GAURDS LOSS OF HIRE INSURANCE AND CREW WAR.

PAYMENT TERMS PAYMENT TO BE MADE TO OWNERS NOMINATED ACCOUNT IN
USD/ UAE AED

OWNERS CONFIRM THAT VESSEL'S PNI COVERAGE IS VALID AS PER ATTACHED PNI CERT.

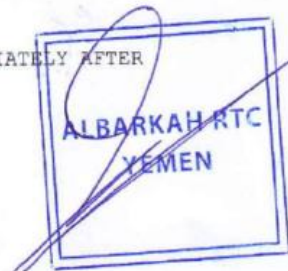
Charts nominated AGENT B ENDS / ALL MARINE DUES COSTS AND AGENCY FEE AT LOAD &

DISCHARGE PORT TO BE FOR OWNER.

ANY WHARFAGE OR CARGO DUES AT BENEDS TO BE ON CHARTERER'S ACCOUNT.

DEMURRAGE USD 16,500 PDPR

UNDISPUTED DEMURRAGE PAYABLE IN ADVANCE TO BE PAID IMMEDIATELY AFTER RECEIVING OWNERS DEMURRAGE INVOICE.



Source: Confidential.

Figure 22.4.a

Letter from al Barakah Republic Trading Company requesting MT Safe Sino to issue a B/L with mention of Khassab as the port of lading, 9 March 2017

Note: The letter uses the same template as the one used by Yemen Elaf for Import of Oil Derivatives in figure 22.2 above.

Date : 09 March 2017.

To,

Sub.: MT SAFE SINO - CHARTER

Dear Sirs,

We hereby confirm the terms and conditions for charter of MT SAFE SINO. We also confirm the relevant charter party.

As informed please note that the load port will be out of Iran.

Please arrange to issue a Non – Negotiable Bills of lading containing the following details.

Shipper – Sahool Al Hojari Trading & Cont. Co., P.O. Box 2589, Salalah, Sultanate of Oman

Consignee – Al Barakah Republic Trading Company, Hodeidah, Yemen

Notify Party – As above

Load port – Khasab

Discharge port – Ras Isa (Yemen)

Please note this bill of lading is not for purpose of negotiation. It is to be Non – Negotiable bills of lading only.

Thanks & regards



AL BARAKAH REPUBLIC TRADING COMPANY
HODEIDAH
YEMEN.

Source: Confidential.

Figure 22.4.b

Charter agreement for MT Safe Sino Eagle indicating that the port of lading was in Iran

Page 1

C/P DTD 09th March 2017

=====

Performing vessel : MT SAFE SINO

C/P FORM : SHELL TIME 4.

CHARTERERS : ALBARAKAH REPUBLIC TRADING COMPANY
HODEIDAH
YEMEN

REGISTERED OWNERS : EASY CONNECT LIMITED OOS

SPEED/ CONSUMPTIONS :

Average speed in knots	Maximum average bunker consumption	
	Main propulsion fuel oil/diesel oil	Auxiliaries fuel oil/diesel oil
Laden 12.50 knots on	IFO380 25.50MT	2.5 MT the same for 13.00knots if ballast
11.50 knots on	IFO380 23.00MT	2.5 MT the same for 12.00knots if ballast

Navigation MGO 0.1 mt,

Loading IFO380 5.0mt,

Discharging IFO380 7.0mt plus 7.0mt MGO if IGS used

Tank Cleaning IFO 380 6.0mt

Vessel's Bunker tanks capacity Fuel Oil 1735m3 , MGO (DIESEL OIL) 161m3

L3C : PALM/MEOH/ CPP

LAST 10 POC : BIK/FUJAI RAH/HAMYRIA/ASSALUYEH/NANTONG/NINGBO/PASIR
GUDANG/MUMBAI/KANDLA

H&M VALUE : USD14M



Page 2

1. DELIVERY APS 1SP FUJAIRAH ATDNHSHINC

2. LAYCAN : 14-18 MARCH.

Vessel arriving Mumbai ETB 1500LT today ETCD pm/9th

ETA Kandla am/10th ETCD am/12th if all going well

Master require about 2-3days tank washing in ballast to Fujairah

Thus ETA Fujairah 14-15/March for delivery

Owners will narrow into 3 days upon charters clean fixture confirmation

3. ONE (01) TIME CHARTER TRIP WITH CARGO OF gas oil VIA IRAN TO YEMEN PICO – DURATIONS ABOUT 30/40 DAYS WOG. ABOUT" MEANS PLUS OR MINUS 5DAYS WOG

4. RE-DELIVERY DLOSP 1SP FUJAIRAH ATDNHSHINC

CHARTERS TO GIVE MIN 12 DAYS REDELIVERY NOTICE THEREAFTER 7/5/3/2/1 DAYS REDELIVERY NOTICE

5. HIRE USD 17,000 PDPR INCLTOT

6. CHARTERERS TO PAY THE HIRE WITHOUT PAYMENT OF BUNKERS TO OWNERS NOMINATED ACCOUNT IN USD OR UAE DIRHAMS.

Source: Confidential.

Annex 23. Taurus pistols delivered for Djibouti security forces and found in the black market in Sana'a

Figure 23.1

Taurus PT 24/7 with serial number TGZ50281 for sale at a price of 2,800 USD on Telegram, by Abu Hashed Al Ghubary in Sana'a



Source: <https://t.me/slah3568>, 29 October 2019.

Figure 23.2

Taurus PT 24/7 with serial number TGZ51161 advertised for sale on Telegram, by an individual identified by phone number +967 771221102 in Sana'a, Yemen



Source: <https://t.me/slah3568>, 21 October 2019.

Figure 23.3

Taurus PT 24/7 with serial number TGZ51212 advertised for sale on Telegram, by an Ahmed Al Humaidi with phone number +967 771221102 in Sana'a, Yemen



Source: (@gunseller) tweeted at 0:15 AM on Mon, Jun 11, 2018, account removed from Twitter.

Annex 24. Alleged Forex manipulation

1. The Panel investigated the alleged manipulation of Forex rates within the financial system in Yemen. Forex has been a source of unjust enrichment since early 2015 when official movement of hard currency between Yemen and other countries ceased and several international banks stopped acting as correspondent banks for Yemeni banks. The Panel has reported in its midterm update to the Committee in July 2017 that:¹⁰¹

“The official exchange rate continues to be fixed at YER 250 per USD, however the market rates are YER 365 for cash and YER 400 for an LC. This has a major impact on humanitarian assistance agencies, which have to exchange at the official rate, but locally purchase aid at the market rate. This equates to an effective currency exchange loss of 32% and an equivalent loss of purchasing power.”

2. The Panel received information from individuals with connections to Yemeni private banks that a number of banks made a large profit at that time from handling cash transfers to Yemen for international organizations and UN programmes and agencies.¹⁰² One bank made a profit of more than 300 million USD for transferring one billion USD to Yemen. The YER rate to the USD in Yemeni markets started to move away from the official rates since early 2015,¹⁰³ see figure 24.1. The UN however, did not align its operational rate with the market until August 2017.¹⁰⁴

3. The Forex rate continued to increase reaching 500 YER to 1 USD in June 2019. The rate decreased in June probably following the first issuance of Letters of Credit (LC) by CBY Aden financed by the Saudi deposit. This event initiated the economic warfare between GoY, supported by KSA, and the Houthis. The Houthis started to see that the issuance of LC by CBY Aden as a means by GoY to syphon the liquidity from areas under their control to Aden.¹⁰⁵ This would have also allowed CBY Aden to be the sole entry point for remittances and external finance aid. The Houthis started to put pressure on banks and traders to prohibit any transfer of cash to CBY Aden or to use newly printed banknotes by GoY. Banks were only allowed to transfer funds by checks which, in reality, had lost their value as a mean of payment. Checks are settled in Yemen only through specific networks at less than 70% of their value.

4. In October 2017, there were indications that the financial position of CBY had improved with less pressure to seek hard currencies. The clearance process for LC funded by the Saudi deposit improved significantly, with about 245 million USD cleared between 27 October and 4 December 2018 compared to less than 37 million USD between June and October 2019, see figure 24.2 below. Moreover, beginning in November 2018, CBY was released from the burden of financing imports of fuel for the Aden's municipal electric power stations, since fuel had been donated in kind by KSA.¹⁰⁶

5. Within this context, CBY between October and December 2019 was in a better position to provide hard currency in the Forex market as a monetary policy tool - if it wanted to decrease the rate and stabilize the volatility. As it has been stated in this report and demonstrated below, the Panel observed the contrary where CBY purchased more and more hard currencies starting in late October 2018.

6. The Panel is aware that this allegation of Forex manipulation was a part of a publicized personal confrontation between Hafedh Mayad, the head of the Economic Committee and advisor to President Hadi and Mohamed Zeman, the Governor of CBY with political agenda ramifications with other GoY officials. The Panel has therefore avoided using findings and justifications by either of the two officials. The Panel, in line with its methodology, attempted to use data which could be verifiable from the banks connected to this allegation. While these banks informed the Panel that they were ready to cooperate with any future investigations, GoY has so far not provided any information or observations with regards to access of CBY archives. Between the events of August 2019 in Aden and the date of submission of this report, there were, on occasions, reports that CBY Aden - without GoY control - had moved the archives to undisclosed locations.

¹⁰¹ See also paragraph 148 of S/2018/68.

¹⁰² This include cash transfers by UNDP and UNICEF funded by the International Development Association, see paragraph 111 (S/2019/83).

¹⁰³ 215 YER in early 2015, 250 YER in mid early 2017 until GoY decided to float its currency on 15 August 2017.

¹⁰⁴ <https://treasury.un.org/operationalrates/OperationalRates.php>.

¹⁰⁵ There were also cases of rejection by CBY and KSA of LC applications by traders from Houthi controlled areas, see paragraph 116 to 119 of (S/2019/83).

¹⁰⁶ See paragraph 123 of (S/2019/83). Donation of fuel by KSA was suspended in early 2019, reportedly as a result of difficulties in monitoring the distribution to electricity generation plants.

7. The Panel conducted its analysis using elements from the following table:

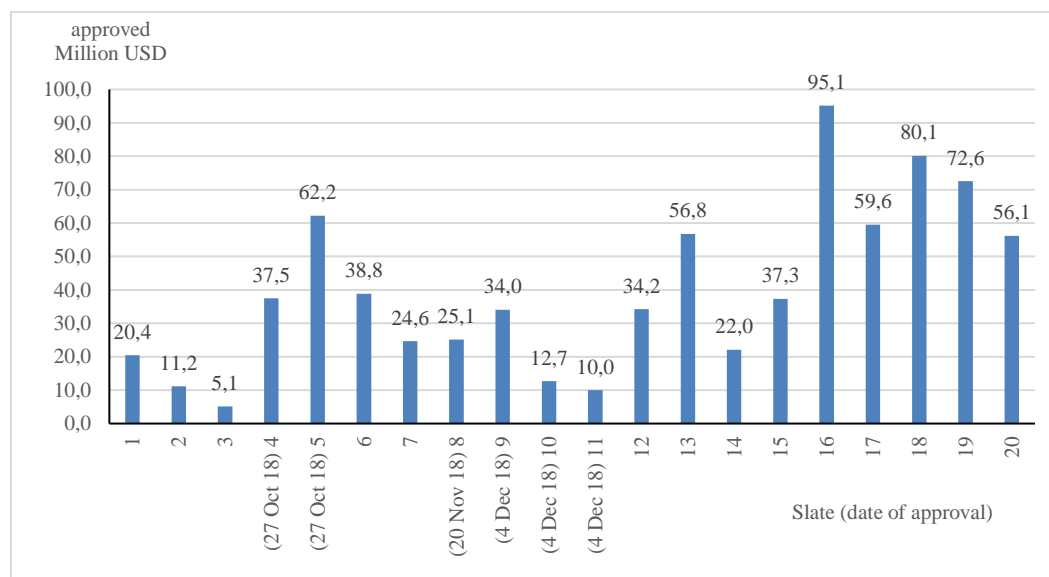
Reference	Reference
<p>Hafedh Mayad posted a table comprising 28 Forex transactions by CBY from 4 to 29 November 2018 showing the difference between the market and the agreed rates which resulted to a loss by the bank of 8,969 million YER.</p>	<p>Figure 24.2.b Table 24.1.a Table 24.1.b</p>
<p>The Panel analysed 69 transactions comprising sales and purchases of hard currencies and used slightly different market rates obtained from a Telegram Chanel. The Panel also used a different methodology analysing the balance sheet of CBY for the Forex transactions. This analysis allowed to identify the loss of CBY by comparing the value in USD of the final amount of hard currencies held by CBY and the value in USD of its liability in YER. The Panel found that CBY lost 24,766,614 USD</p>	
<p>The Panel compared the purchase and sale rate with market rate to identify the spread. The graphic also allowed to identify the effect of the rate applied for the application for LCs financed by the Saudi deposit</p>	<p>Figure 24.3 Figures 24.4.a and b</p>

Figure 24.1.a
Long term trends of Forex rate (YER to USD) in Yemen 2016 to 2019



Source: Economic Committee (GoY)

Figure 24.1.b
Approval of documentary credit from the Saudi deposit (July 2018 to May 2019)



Source: Panel based on data from the Economic Committee (GoY).

Figure 24.2.a

Letter from Hafedh Fakher Mayad, advisor to President Hadi and Head of the Economic Committee, to the Prime Minister of Yemen dated 6 December 2018

The letter requests the Prime Minister of Yemen to allow the Supreme National Authority for Combatting Corruption to investigate cases of corruption associated with the purchase and sale of hard currencies by CBY from 4 to 29 November 2018



Source: https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=241242340143182&id=100027722542809&sfnsn=mo.

Figure 24.2.b

Exchange transactions of SAR against YER between CBY main office Aden and Al-Kuraimi Islamic Bank from 11 October 6 December 2018

جدول الفوارق بين أسعار السوق وأسعار الشراء للعملة (ريال سعودي)

خلال الفترة ٢٠١٨/١١/٤ - ٢٠١٨/١١/٢٩ م

التاريخ	سعر السوق	سعر الشراء	الفارق	المبلغ المشتري	اجمالي الفارق
٢٠١٨/١١/٤	١٦٠	١٩٥	٣٥	١٦,٠٠٠,٠٠٠	٥٦٠,٠٠٠,٠٠٠
٢٠١٨/١١/٥	١٦٩	١٩٧	٢٨	٢٠,٠٠٠,٠٠٠	٥٦٠,٠٠٠,٠٠٠
	١٦٩	١٨٧	١٨	٦,٠٠٠,٠٠٠	١٠٨,٠٠٠,٠٠٠
٢٠١٨/١١/١٩	١٥٣	١٧٧	٢٤	٣,٠٠٠,٠٠٠	٧٢,٠٠٠,٠٠٠
	١٥٣	١٧٩	٢٦	١,٠٠٠,٠٠٠	٢٦,٠٠٠,٠٠٠
٢٠١٨/١١/٢١	١٤٠	١٥٢,٥	١٢,٥	٤,٠٠٠,٠٠٠	٥٠,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦١	٢١	٢,٠٠٠,٠٠٠	٤٢,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٧	١٧	٦,٠٠٠,٠٠٠	١٠٢,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦٣	٢٣	٢,٥٠٠,٠٠٠	٥٧,٥٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦١	٢١	٣,٠٠٠,٠٠٠	٦٣,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦٢	٢٢	٣,٥٠٠,٠٠٠	٧٧,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٢,٥	١٢,٥	١٥,٠٠٠,٠٠٠	١٨٧,٥٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦٢	٢٢	٨,٠٠٠,٠٠٠	١٧٦,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٢,٥	١٢,٥	٢,٠٠٠,٠٠٠	٢٥,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٧	١٧	٢,٠٠٠,٠٠٠	٣٤,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٦	١٦	٢,٠٠٠,٠٠٠	٣٤,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٦٢	٢٢	١٢,٠٠٠,٠٠٠	٢٦٤,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٠	١٥٧	١٧	١٥,٠٠٠,٠٠٠	٢٤٥,٠٠٠,٠٠٠
٢٠١٨/١١/٢٢	١٤٤	١٦٢	١٨	٢٧,٠٠٠,٠٠٠	٤٨٦,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٤	١٦٠	١٦	١,٠٠٠,٠٠٠	١٦,٠٠٠,٠٠٠
	١٤٤	١٤٧,٥	٣,٥	١,٠٠٠,٠٠٠	٣٥,٠٠٠,٠٠٠
٢٠١٨/١١/٢٩	١٢٢	١٤٢	٢٠	٣,٠٠٠,٠٠٠	٦٠,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤٢	٢٠	١٥,٠٠٠,٠٠٠	٣٠٠,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤٣	٢١	٣,٠٠٠,٠٠٠	٦٣,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤١	١٩	١٢,٠٠٠,٠٠٠	٢٢٨,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤٢	٢٠	٥,٠٠٠,٠٠٠	١٠٠,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤٥	٢٣	١,٠٠٠,٠٠٠	٢٣,٠٠٠,٠٠٠
	١٢٢	١٤٢	٢٠	١,٠٠٠,٠٠٠	٢٠,٠٠٠,٠٠٠
					٨,٩٦٩,٠٠٠,٠٠٠

إجمالي مبلغ الفارق بين أسعار السوق وأسعار الشراء

Source: https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=241242340143182&id=100027722542809&sfnsn=mo.

Table 24.1.a

Transactions with Al-Kuraimi Islamic Bank from 11 October 6 December 2018 (Accounts Kuraimi at CBY)

Ser	Date request	Date Recording	Market rate ¹⁰⁷	Agreed rate	Sale USD	Purchase SAR	Sale SAR	Account in YER
1	11-Oct	11-Oct	189	190.5			(20,000,000)	3,810,000,000
2	11-Oct	13-Oct	189	190.5			(20,000,000)	3,810,000,000
3	11-Oct	11-Oct	189	185		20,000,000		(3,700,000,000)
4	28-Oct	5-Nov	196	197			(20,000,000)	3,940,000,000
5	30-Oct	31-Oct	196	197.5			(6,000,000)	1,185,000,000
6	30-Oct	31-Oct	196	198			(9,000,000)	1,782,000,000
7	4-Nov	4-Nov	160	195			(16,000,000)	3,120,000,000
8	5-Nov	5-Nov	170	187			(6,000,000)	1,122,000,000
9	6-Nov	8-Nov	180	167		5,000,000		(835,000,000)
10	7-Nov	8-Nov	170	168		2,500,000		(420,000,000)
11	7-Nov	11-Nov	170	168		10,000,000		(1,680,000,000)
12	14-Nov	15-Nov	174	170		9,000,000		(1,530,000,000)
13	15-Nov	19-Nov	173	180			(10,000,000)	1,800,000,000
14	17-Nov	19-Nov	158	177			(30,000,000)	5,310,000,000
15	20-Nov	21-Nov	140	163			(2,500,000)	407,500,000
16	20-Nov	21-Nov	140	161			(30,000,000)	4,830,000,000
17	20-Nov	21-Nov	140	162			(35,000,000)	5,670,000,000
18	20-Nov	21-Nov	140	161			(20,000,000)	3,220,000,000
19	20-Nov	21-Nov	140	156			(20,000,000)	3,120,000,000
20	20-Nov	22-Nov	140	162			(35,000,000)	5,670,000,000
21	20-Nov	22-Nov	140	160			(10,000,000)	1,600,000,000
22	21-Nov	21-Nov	140	152.5			(4,000,000)	610,000,000
23	21-Nov	21-Nov	140	157			(6,000,000)	942,000,000
24	21-Nov	21-Nov	140	152.5			(15,000,000)	2,287,500,000
25	21-Nov	21-Nov	140	157			(20,000,000)	3,140,000,000
26	21-Nov	21-Nov	138	162			(12,000,000)	1,944,000,000
27	21-Nov	21-Nov	140	157			(15,000,000)	2,355,000,000
28	21-Nov	21-Nov	140	571			(2,000,000)	1,142,000,000
29	22-Nov	22-Nov	144	147.5			(10,000,000)	1,475,000,000
30	25-Nov	25-Nov	143	143		15,000,000		(2,145,000,000)
31	26-Nov	29-Nov	138	143			(30,000,000)	4,290,000,000
32	26-Nov	29-Nov	138	142			(5,000,000)	710,000,000
33	26-Nov	29-Nov	138	145			(10,000,000)	1,450,000,000
34	26-Nov	29-Nov	138	142			(10,000,000)	1,420,000,000
35	26-Nov	29-Nov	517	539	(1,500,000)			808,500,000
36	27-Nov	29-Nov	130	142			(30,000,000)	4,260,000,000
37	27-Nov	29-Nov	130	142			(15,000,000)	2,130,000,000
38	27-Nov	29-Nov	130	141			(12,000,000)	1,692,000,000
39	27-Nov	3-Dec	130	142			(60,000,000)	8,520,000,000
40	27-Nov	3-Dec	487	534	(2,000,000)			1,068,000,000
41	28-Nov	3-Dec	110	136			(13,000,000)	1,768,000,000
42	28-Nov	9-Dec	110	136			(24,000,000)	3,264,000,000

¹⁰⁷ SAR exchange rate calculated based on USD exchange rate provided in **annex 9** and reportedly used by Al-Kuraimi as a market rate with its customers; SAR exchange rate = USD exchange rate / 3.75, as 1 USD = 3.75 SAR.

Ser	Date request	Date Recording	Market rate ¹⁰⁷	Agreed rate	Sale USD	Purchase SAR	Sale SAR	Account in YER
43	28-Nov	23-Dec	110	136			(40,000,000)	5,440,000,000
44	28-Nov	3-Dec	412	512	(8,500,000)			4,352,000,000
45	28-Nov	3-Dec	412	512	(1,500,000)			768,000,000
46	28-Nov	6-Dec	412	512	(3,000,000)			1,536,000,000
47	29-Nov	4-Dec	110	121			(1,500,000)	181,500,000
48	29-Nov	6-Dec	110	121			(15,000,000)	1,815,000,000
49	28-Nov	3-Dec	110	136			(12,000,000)	1,632,000,000
50	28-Nov	6-Dec	412	455	(3,000,000)			1,365,000,000
51	5-Dec	6-Dec	132	123		15,000,000		(1,845,000,000)
52	5-Dec	6-Dec	132	131		15,000,000		(1,965,000,000)
53	5-Dec	9-Dec	132	128		8,006,200		(1,024,793,600)
54	6-Dec	9-Dec	135	131		9,500,000		(1,244,500,000)
55	6-Dec	9-Dec	135	136		10,000,000		(1,360,000,000)
56	6-Dec	12-Dec	135	135		10,000,000		(1,350,000,000)
57	6-Dec	12-Dec	135	135		2,000,000		(1,350,000,000)
58	6-Dec	12-Dec	135	135		6,000,000		(270,000,000)
59	6-Dec	12-Dec	135	135		10,000,000		(810,000,000)
					(19,500,000)	147,006,200	(651,000,000)	91,232,706,400

Source: Panel based on documents obtained from confidential sources.

Table 24.1.b

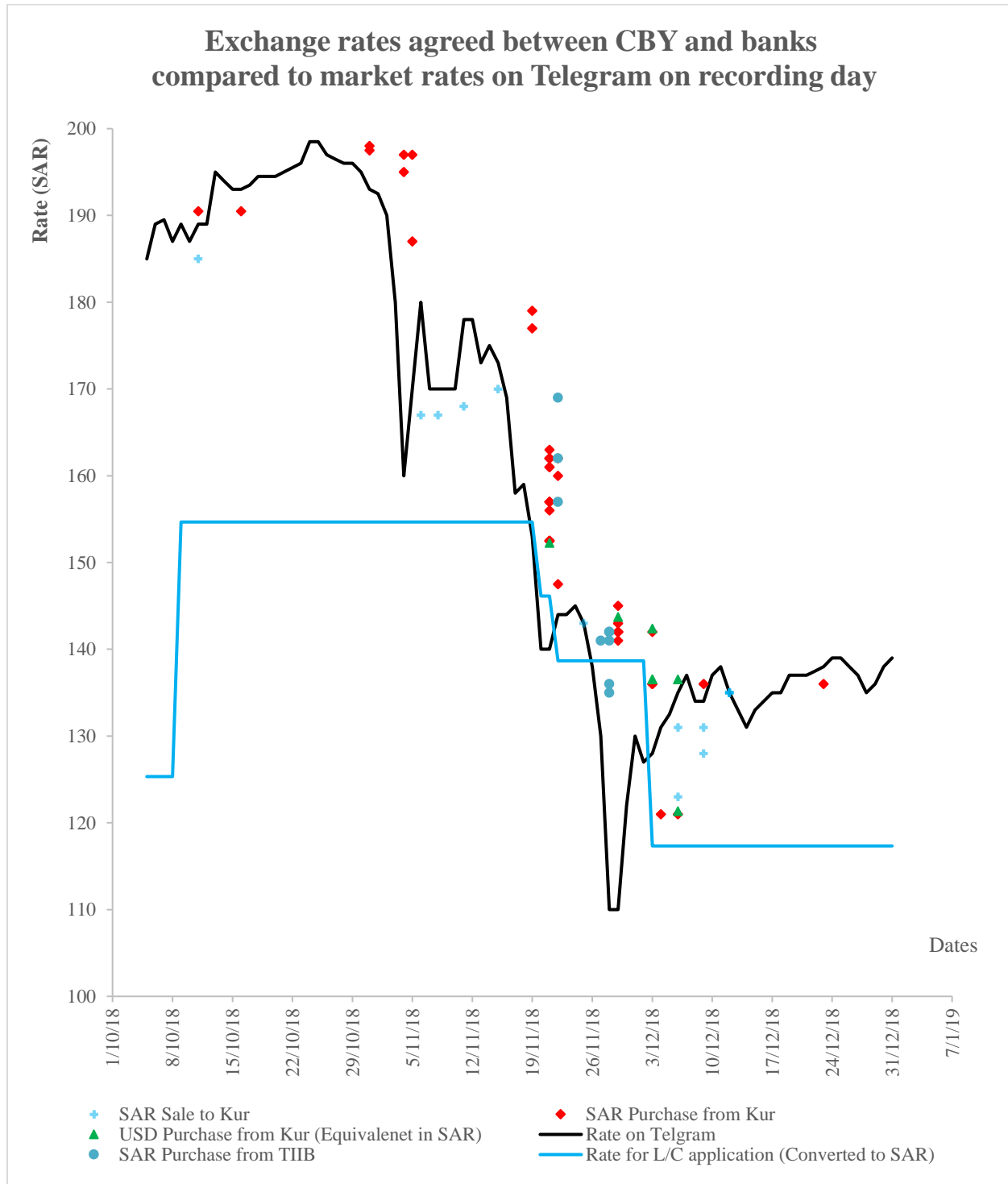
Transactions with Tadhamon International Islamic Bank from 22 to 28 November 2018 (Accounts TIIB at CBY)

Ser	Date request	Date transaction	Market rate ¹⁰⁸	Agreed rate	Sale USD	Purchase SAR	Sale SAR	Account in YER
1	22-Nov	22-Nov	144	169			(10,000,000)	1,690,000,000
2	22-Nov	22-Nov	144	157			(11,800,000)	1,852,600,000
3	22-Nov	22-Nov	144	162			(6,200,000)	1,004,400,000
4	26-Nov	27-Nov	130	146			(10,000,000)	1,460,000,000
5	27-Nov	29-Nov	110	141			(4,200,000)	592,200,000
6	27-Nov	29-Nov	110	142			(40,000,000)	5,680,000,000
7	28-Nov	28-Nov	110	141			(10,000,000)	1,420,000,000
8	28-Nov	28-Nov	110	135			(6,000,000)	816,000,000
9	28-Nov	28-Nov	110	140			(800,000)	112,800,000
10	28-Nov	28-Nov	110	135			(10,760,000)	1,452,600,000
							(691,04)	1537,158

Source: Panel based on documents obtained from confidential sources.

¹⁰⁸ Rate for YER from Telegram; SAR exchange rate = USD exchange rate/3.75, as 1 USD=3.75 SAR.

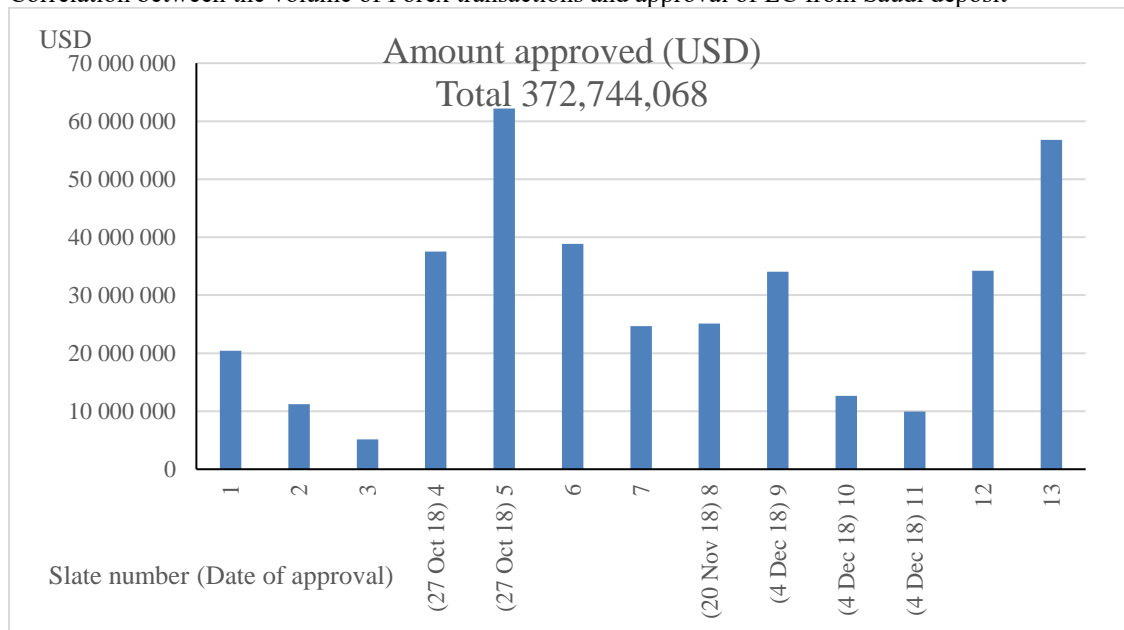
Figure 24.3
 Comparison of Forex rates from October to December 2018



Source: Panel based on data of tables 24.1.a and b.

Figure 24.4.a

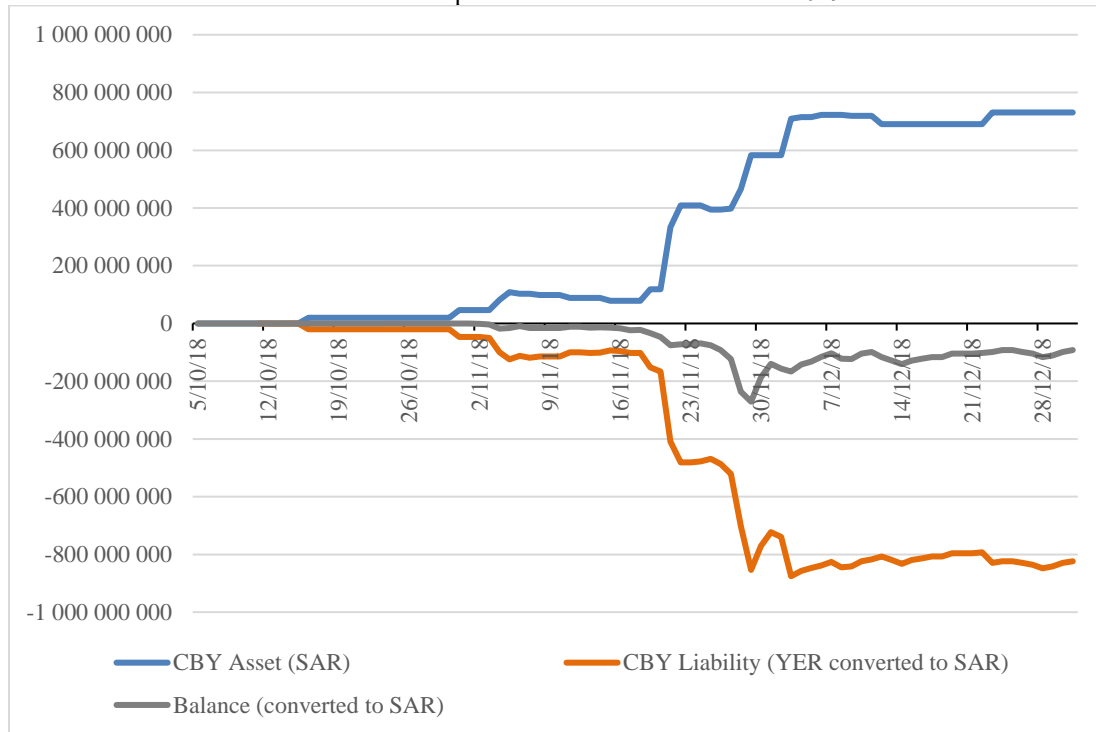
Correlation between the volume of Forex transactions and approval of LC from Saudi deposit



Source: Panel based on data from the Economic Committee (some dates are not known by the Panel).

Figure 24.4.b

Balance sheet of CBY Forex transactions portfolio October to December 2019



Source: Panel based on data of tables 24.1.a and b.

Figure 24.5

Last participation of the Economic Committee in the Intervention Committee, 12 November 2018

Translation highlighted text:

1. Rate on 12 November 2018: 1 SAR = 178.5 to 180 YER, 1 USD = 669.4 to 675 YER

2. The Economic Committee suspended its participation in the Intervention Committee and considered the CBY accountable for failures in implementing Decrees 75 and 76 and for allowing speculation by exchange companies.

بسم الله الرحمن الرحيم التاريخ: 2018/11/12م

ملخص نتائج ممارسة اللجنة الاقتصادية لمهامها من العاصمة المؤقتة عدن لليوم

الواحد و الأربعين

أولاً: متوسط أسعار الصرف و متابعات التغيرات في السوق:

اليوم	التاريخ	أسعار الصرف في عدن		أسعار الصرف في صنعاء	
		ريال سعودي	دولار أمريكي	ريال سعودي	دولار أمريكي
الأثنين	12-11-2018	178.5	669.4	180	675

تحسن سعر العملة في عدن و صنعاء بشكل طفيف كما يشير الجدول أعلاه بسبب اخبار تمرير بعض اعتمادات السلع الأساسية و توجه التجار لبيع جزء من رصيدهم من العملة الأجنبية في السوق ليتمكنوا من سداد قيمة تلك الاعتمادات بالريال اليمني إلى البنك المركزي.

ثانياً: اجتماعات اللجنة الاقتصادية:

عقدت اللجنة اجتماعها الدوري مع كبار الصرافين في مدينة عدن، برئاسة محافظ البنك المركزي، وبحضور أمين عام مجلس الوزراء، و تم مناقشة التطورات في السوق، و نتائج تطبيق القرارات التي تم الاتفاق عليها، و قد صرح محافظ البنك المركزي أمام الصرافين بأنه لن يقدم أي خدمات مالية أو مصرفية لتجار المشتقات النفطية، و أنه قدم خدماته فقط لشركة النفط اليمنية، و تاجر المشتقات أحمد العيسى و لن يقدم خدماته لغيرهما، و حمل اللجنة المسؤولية المصرفية لخدمة تجار المشتقات و تبعات تطبيق الية ضبط و إدارة تجارة المشتقات النفطية، و بشكل مخالف للقرار 75 و ضرباً بالحائط بكل مسؤوليات البنك المركزي في إدارة و ضبط القطاع المصرفي و إدارة السياسة النقدية للبلاد.

و عليه فقد قررت اللجنة التوقف عن حضور الاجتماعات الدورية مع الصرافين في مدينة عدن، و تحميل البنك المركزي مسؤولية تعطيل القرارات الحكومية 75 و 76 ، و عودة التجار للمضاربة في السوق السوداء، و حدوث أي انهيار جديد للعملة في المستقبل.

Source: Confidential

Annex 25. Levant Vision money laundering for the Houthis

1. The Panel found that Levant Vision, a company incorporated in Yemen on 20 September 2012 may have been involved since late 2015 in money laundering for the benefit of the Houthis forces. The trade certificate of the company indicates commercial activity for the supply of medicine, food, medical equipment, spare parts for transport, agriculture and electronic equipment, see figure 25.1.
2. The Panel has evidence that indicates the company has used its bank accounts at Yemen Kuwait Bank (YKB) to transfer funds from CBY, Sana'a which were withdrawn in cash for three individuals most likely Houthi leaders of the revolutionary committee or Houthi field commanders. These are Mohamed Abdullah Mohamed Hassan Al Moayed, Abdullah Abbas Abdullah Jahaf¹⁰⁹ and Ali Qassem Mohsen Al Ameer with family names indicating their Hashemite affiliation with sympathy with the Houthis.
3. Documents obtained by the Panel indicate that Levant Vision signed a contract, on 1 March 2016, with Salim Assaifi, a finance delegate for the security sector of the revolutionary committee in Sana'a, for the supply of wheat and rice at a price of 1.869,000,000 YER, see figure 25.2. The Panel also obtained a copy of a form used by the Yemeni ministry of finance as a justification for appropriation of funds from CBY, see figure 25.3.
4. The Panel has evidence that was used to establish the cash flow of two accounts 01394970013027 and 01394970023027 (YER and USD respectively) at YKB, see table 25.1. The Panel noted that the portfolio of these two accounts converted to USD showed significant movement of funds with a combined balance reaching about 12 million USD. The Panel also noted two transfers from CBY of 1,869,000,000 YER and 2,976,379,560 YER on 10 and 18 May 2016 (total 4,845,379,560 YER). The first amount corresponded exactly to the price of the contract mentioned above. The total value of the two transfers amounted to about 19 million USD at that time.
5. The cashflow also indicates that within a week or two of the transfer from CBY to YKB, 4,559,000,000 YER of cash has been withdrawn: 370,100,000 YER by Abdullah Abbas Abdullah Jahaf, 2,098,900,000 YER Ali Qassem Mohsen Al Ameer and 2,090,000,000 YER by Mohamed Abdullah Mohamed Hassan Al Moayed. The Panel could not identify if any of these three individuals were traders that could have supplied the wheat and rice for Levant Vision. Moreover, all indications are that the appropriation of funds from CBY by the ministry of finance for the benefit of the revolutionary committee considered as an armed group is completely illegal and was done without any respect of budgetary rules and procedures.
6. The Panel has therefore grounds to believe that the two transactions were fake with no supply of goods but only used as a cover up for diversion of state funds for the benefit of the Houthis. These transactions show how public officials from the ministry of finance and the management of CBY Sana'a have misused their authority and involve YKB in money laundering with the risk of damaging the credibility of the bank with a negative impact on its shareholders and customers.

¹⁰⁹ A Houthi commander under the name of Abdullah Abbas Jahaf was reportedly killed in February 2019 by a coalition airstrike while fighting in Hajour, Hajjah see <https://www.alarabiya.net/ar/arab-and-world/yemen/2019/02/01/-اليمن-مقتل-قيادي-حوثي-بغارات-اللتحالف-في-حجة>

Figure 25.1

Trader licence of Levant Vision with a director named Safwa Ahmed Lotf al Ammari, valid from September 2012 to September 2017

٢٩/١٠

اسم التاجر: صفوان أحمد لطف العماري
جنسية: سورية الشغل القانوني: فرد
الاسم التجاري: ليفان فيزون للاستيراد
العنوان: محافظة احماص - مضايا مدينة: مضايا
صياغة: صياغة
رأس المال: اثنى عشر مليون ريال
اول تاريخ لمزاولة التجارة بالجمهورية: ٢٠١٢/٩/٢٠
نوع النشاط: تاجر واستيراد بالدرجة ()
اسم وجنسية المدير المسؤول: صفوان احمد لطف العماري
نوع السلع المستوردة: جميع مجموعات سلعية
١ ادوية ومنتجات طبية
٢ وسائل نقل
٣ قطع غيار
٤ اكسسوارات
٥ اجهزة كهربائية
٦ اجهزة الكترونية
٧ معدات

القيد في السجل التجاري:
رقم صميلة السجل التجاري: ٢٠١٢٠١٠٨١٧
تاريخ القيد: ٢٠١٢/٩/٢٠
تم القيد في سجل المستوردين تحت رقم: ٩٤٤٥٠
صدرت هذه البطاقة من ادارة السجل التجاري بمحافظه احماص بتاريخ ٢٠١٢/٩/٢٠
ويسمح لحاملها بمزاولة استيراد السلع الموضحة سابقا لمدة عامين تاريخ اصدارها الا اذا جددت.
مدير ادارة: عبد السلام
السجل التجاري: [Stamp]
سعدت الترخيص التسمية باسم: [Stamp]

Source: Confidential.

Figure 25.2

Contract between Levant Vision and Salim Assaifi, finance delegate for security sector of the revolutionary committee for supply of wheat and rice for the price of 1.869,000,000 YER, 1 March 2016



عقد اتفاق

تم الاتفاق بين كل من الجانب الأمني للجان الثورية في أمانة العاصمة صنعاء ويمثلها الأخ/ علي سالم الصيفي المسؤول المالي في الجانب الأمني ويشار إليها في هذا العقد بـ (الطرف الأول).

وبين الأخوة/ شركة ليفانت فيجن للاستيراد ومقرها صنعاء شارع القيادة وتحمل سجل تجاري رقم (9445) صادر من الامانة بتاريخ: 2012/09/30م ويمثلها المدير العام للشركة الأخ/صفوان أحمد لطف ويشار إليها في هذا العقد بـ (الطرف الثاني).

وقد اتفق الطرفان على الآتي:

- يلتزم الطرف الثاني بتوفير احتياجات الجبهات الأمنية من المواد الغذائية والاحتياجات الخاصة بالجبهات الأمنية في أمانة العاصمة والمحافظات في الجمهورية بحسب الجدول التالي:

الرقم	اسم الصنف	الكمية	سعر الوحدة	السعر الاجمالي
1	قمح استرالي عبوة 50 كيلو	200,000	5000	1,000,000,000
2	رز بسمتي درجة أولى عبوة 25 كيلو	86,900	10,000	869,000,000
اجمالي القيمة: فقط مليار وثمانمائة وتسعة وستين مليون ريال يمني لاغير				1,869,000,000

وعلى ان يتم التوريد بموجب رسالة رسمية محرره وموقعة من الطرف الأول يحدد فيها الاصناف والكميات والقيمة الاجمالية ومكان التسليم.

- اتفق الطرفان على أن تكون صلاحية المواد الموردة من الطرف الثاني صالحة لمدة عام واحد على الأقل.
- اتفق الطرفان على تحرير سند توريد مخزني من الطرف الأول لما تم توريده بعد فحص واستلام المواد مباشرة والتأكد من مواصفاتها المطلوبة من الطرف الثاني وفي حالة مخالفة المواصفات المطلوبة يتحمل الطرف الثاني المسؤولية ولا يتم استلامها منه.
- التزم الطرف الأول بصرف مبلغ وقدره (1,869,000,000) فقط مليار وثمانمائة وتسعة وستين مليون ريال يمني لاغير مقدما كعهددة على الطرف الثاني بموجب شيك بنكي كضمان يتم اعادته للطرف الثاني بعد اخلاء عهددة الطرف الثاني بموجب سندات الاستلام المخزنية المحرره والمعمدة من الطرف الأول.
- مدة هذا العقد ثلاثة أشهر من تاريخ توقيع العقد.
- حرر هذا العقد بتاريخ 2016/03/01م من نسختين اصليتين بيد كل طرف نسخة.

بوالله الموفق

الطرف الأول
 علي سالم الصيفي
 المسؤول المالي في الجانب الأمني

الطرف الثاني
 صفوان أحمد لطف
 مدير شركة ليفانت فيجن للاستيراد

Source: Confidential.

Figure 25.3

Form model 44 number 181833 of the ministry of finance authenticating the delivery by Levant Vision of the agreed quantity of wheat and rice to the security sector of the revolutionary committee, received by Adnan Mohamed Yahya al Anbari on 10 May 2016

مستند إستلام أصناف بالمخازن

الجمهورية العربية السورية
وزارة المالية

اسم الجهة: الجانابو اسم المورد: شركة ليفان فيجن للاستيراد

رقم الوثق رقم (٤٤) مخازن ط ٢٠١٠ رقم 181833 بتاريخ ١٠ / ٥ / ٢٠١٦

ملاحظات	رقم وتاريخ الفاتورة		إجمالي القيمة	سعر الوحدة	الكمية		الوحدة	رقم المستف بالتهرس	اسم الصنف	الرقم في دفتر اليومية الأستاذ	
	الرقم	التاريخ			جديد	مستعمل					
	١١.٩	٢٠١٦/٥/١٠	١,٣٣٣,٣٥٣	١٠٣	٢٦,٣٨	-	٥٠ كيلو كس		قمح استراكي		١
	١١.٩	٢٠١٦/٥/١٠	٨٦٩,٣,٣	١٠٣	٨٦,٩٣	-	٥٠ كيلو كس		رز يسماي دره كس		٢
			٢,٢٠٢,٦٥٦								

جملة القيمة فقط مبلغ وقدره ٢,٢٠٢,٦٥٦ مليار ومائة وأربعة وستون ألفاً وثلثمائة وستون ريالاً سورياً فقط

يتم إستلام الأصناف المبينة أعلاه بعد فحصها من قبل لجنة الفحص وأضيفت إلى العهدة بالدفاتر المختصة

يعتمد ...

أمين المخازن: عبدان محمد كبري
 كاتب اليومية: عبدان محمد كبري
 كاتب الأستاذ (الشطب): عبدان محمد كبري
 كاتب سجل عهدة المخزن: عبدان محمد كبري
 مدير المشتريات والمخازن: عبدان محمد كبري
 مدير عام الشؤون المالية: عبدان محمد كبري

Source: Confidential.

Table 25.1

Extract of the balance of cash flow of portfolio of two accounts owned by Levant Vision 01394970013027 and 01394970023027 at YKB (YER and USD respectively)

Date	Debit (YER)	Credit (YER)	Balance (YER)	Debit (USD)	Credit (USD)	Balance (USD)	Portfolio (USD)	Known reference
22/03/16			6,369		18,790	24,471	24,497	
22/03/16			6,369	18,526		5,944	5,970	Swift 111600233
03/04/16			6,369		23,000	28,879	28,905	
06/04/16			6,369	22,900		5,979	6,004	Swift 111600277
21/04/16			6,369		46,148	50,992	51,018	
24/04/16			6,369	33,868		17,124	17,149	Swift 111600320
10/05/16		1,869,000,000	1,869,006,369			16,473	7,492,499	CBY 10001/1015
11/05/16	400,000,000		1,469,006,369			16,473	5,892,499	Cash Mohamed Al Moayed
12/05/16	370,100,000		1,098,906,369			16,473	4,412,099	Cash Abdullah Abbas Jahaf
16/05/16	500,000,000		598,906,369			16,473	2,412,099	Cash Ali Qassem Al Ameer
16/05/16	598,900,000		6,369			16,473	16,499	Cash Ali Qassem Al Ameer
18/05/16		2,976,379,560	2,976,385,929			16,473	11,922,017	CBY 10001/1015
23/05/16	500,000,000		1,966,785,929			16,473	7,883,617	Cash Mohamed Al Moayed
23/05/16			1,946,285,929	10,050		6,423	7,791,567	Cash
23/05/16			1,946,285,929		68,250	74,673	7,859,817	
24/05/16	500,000,000		1,446,285,929			74,673	5,859,817	Cash Mohamed Al Moayed
29/05/16	5,000,000		1,438,378,929			74,673	5,828,189	
31/05/16	200,000,000		1,735,878,929			74,673	7,018,189	Cash Mohamed Al Moayed
05/06/16	490,000,000		1,245,477,929			74,673	5,056,585	Cash Mohamed Al Moayed
12/06/16	500,000,000		743,977,929			74,673	3,050,585	Cash Ali Qassem Al Ameer
12/06/16	500,000,000		243,977,929			74,673	1,050,585	Cash Ali Qassem Al Ameer

Source: Panel based on confidential documents

Annex 26. Unlawful appropriation by major general Saleh Mesfer Alshaer network

1. The Panel has information from documents and credible sources confirming that Saleh Mesfer Saleh Alshaer (also known as Abu Yasser) is the commander of the logistic support authority of the ex-Government of Yemen armed forces, which now fall under Houthi control and the *judicial custodian*¹¹⁰ of properties and funds owned by Houthis' opponents. The Panel's information shows that Saleh Mesfer Saleh Alshaer is involved in cases of widespread and unlawful appropriations of properties and funds owned by Houthi opponents who are either under arrest or who have taken refuge outside Yemen, without judicial due process, and in violation of applicable international human rights law (IHRL)¹¹¹ and international humanitarian law (IHL).¹¹²

2. The Panel gathered information that Saleh Mesfer Saleh Alshaer was not a member of the Yemeni Armed Forces before the Houthis took power in Yemen. The information in the media that he was a trader who facilitated the transfer of weapons for the Houthis during the six wars seems to be plausible.¹¹³ The Panel obtained copies of his passports with professions as worker in 2000 and as a trader in 2013, see figure 26.1. The Panel noted in Houthi media that he was presented as assistant minister of defense for logistics, 29 January 2018 with the rank of major general, see figure 26.2. He was then appointed as commander of the logistics support authority on 15 September 2018.¹¹⁴ The Panel has gathered a number of documents which show that a special criminal court of Sana'a has designated him as the judicial custodian of funds and assets appropriated from Houthi opponents. Saleh Alshaer is number 35 in the Saudi list of 40, with 5 million USD reward for information leading to his capture.¹¹⁵ The Panel also gathered documents signed by major general Saleh Alshaer with the seal of judicial custodian, see figure 26.3.

3. The Panel received testimonies from staff of banks, and money exchange agencies and private companies who indicated that they have been threatened by Abu Yasser when they failed to comply with some of his unlawful requests such as the performance of suspicious financial transactions or the provision of financial information on customers. As a judicial custodian, he was trying to identify the assets owned by Ali Abdullah Saleh (Yei.003) after his death on 4 December 2017. Some of these staff have been arrested at the national security bureau under the authority of Motlaq Amer al-Marrani (aka 'Abu Emad') for several weeks without any charge and without the possibility to communicate with their family. Some of these arrests have been made public by the media including that of the managing director and staff of al Kuraimi, TIIB and YKB, and led to a protest by Yemeni bankers.¹¹⁶ The Panel also noted media reports of detention of Ghassan Mohamed Abu Ghanem the director of Cooperative and Agricultural Credit Bank (CAC Bank) branch of Baghdad street, Sana'a from early December 2018 to March 2019.¹¹⁷ Family members of Ali Abdullah Saleh reportedly own bank accounts in that CAC bank branch.

¹¹⁰ Translation from Arabic of *al hariss al qada'i* (الحارس القضائي) used by Sana'a based authorities.

¹¹¹ Art. 17 the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) (1948) and Art. 25 of the Arab Charter on Human Rights (1994)

¹¹² Additional Protocol II, Article 4(2)(g), Rules 50 and 52 of Customary International Humanitarian Law, see https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul, Also, under the Statute of the International Criminal Court, "destroying or seizing the property of an adversary unless such destruction or seizure be imperatively demanded by the necessities of the conflict" and "pillaging a town or place, even when taken by assault," constitute a war crime in non-international armed conflicts. Statute of the International Criminal Court (ICC Statute), Articles 8(2)(e)(v) and 8(2)(e)(xii), A/CONF.183/9 of 17 July 1998.

¹¹³ The Panel has copies of his passports including one issued on 7 October 2013 with a profession as a trader. See also <http://www.khlaasa.net/news168458.html>.

¹¹⁴ http://www.26sep.net/news_details.php?sid=141549

¹¹⁵ <https://gulfnnews.com/world/gulf/saudi/40-leaders-members-of-al-houthi-militant-group-listed-by-saudi-arabia-1.2119394>

¹¹⁶ <https://almasdaronline.com/articles/164185>. Mr. Ahmed Thabet Nouman Al-Absi, the managing director of International Bank of Yemen (IBY) was the latest to be arrested on 1 August 2019, and detained by the national security bureau in Sana'a alongside two IBY staff: Zouhair Al Aghbary and Najm Eddine, see <https://almasdaronline.com/articles/170191/amp>. The board of directors of IBY while maintaining that the bank continued to keep its integrity, could not provide the reason for the arrest. CBY Sana'a has not replied to two letters from the Panel containing a request for information on intimidation of bankers and money exchangers. The Panel is investigating whether Yussef Zebara, the deputy of CBY Sana'a was complicit with NSB and the judicial custodian.



¹¹⁷ <https://yemen-now.com/news3289756.html>

4. The Panel has identified a number of entities that have been unlawfully appropriated by major general Saleh Alshaer and are managed by members of his family who have been designated as the authorized signatories of the entities' bank accounts, see table 26.1. The Panel is investigating whether the unlawful appropriation of social foundations and education institutions aims at having access to funds from international donors as well as the possibility to disguise external financial support through funding of social and development programs. The Panel is investigating allegations that a Houthi affiliated organization under the name of Yemen Thabat¹¹⁸ was receiving funds from outside Yemen which are used as an incentive to attract and support Houthi combatants.

5. Banks have been compelled by Saleh Alshaer to authorize unlawful withdrawal of funds. These illegal withdrawals expose the banks to the risk of non-compliance with asset freeze measures, liability towards their initial account owners, and to complicity in money laundering and human rights violations associated with the unlawful appropriation. The Panel has identified a number of individuals associated with Saleh Alshaer and involved in facilitating the unlawful appropriation of assets and the diversion of funds, see table 26.2.

Figure 26.1

Information from two passports of Saleh Mesfer Saleh Alshaer

Picture of passport issued on 09 December 2000 Profession: worker		Picture of passport issued on 7 October 2013 Profession: trader	
--	---	--	--

Source: Confidential.

Figure 26.2

Major general Saleh Mesfer Alshaer in a meeting as assistant minister of defense for logistics, 29 January 2018



Source: <https://www.nthnews.net/yemen/الرئيس-الصمد-يحضر-ورشة-عمل-لضباط-القو>

¹¹⁸ <http://www.yementhabat.org/>

Table 26.1

Entities appropriated by major Saleh Alshaer (identified by the Panel)

Appropriated	Original owner	Current link to Alshaer identified by the Panel
al Saleh Foundation ¹¹⁹	Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)	Name changed to al Shaab foundation with new authorized signatories, see figures 26.4.a to c
Orphans Development Foundation (ODF) ¹²⁰	Hamdi Zayad (Islah)	Major general Saleh Alshaer is president of the foundation, see figure 26.5
Yemen Armored	Ahmed Saleh Ali Arrahbi ¹²¹	Director: Abdullah Mesfer Saleh Alshaer (brother of major general Alshaer), see figure 26.6.a to c
Sabafon	Al Ahmar, family and others	Director: Abdullah Mesfer Saleh Alshaer(brother of major general Alshaer), see figure 26.7.a and b
University of Technology Twintech ¹²²	Khaled Rashad Al Alimi	Raed Hassan Mesfer Alshaer (nephew of major general Alshaer), see figure 26.8

Source: Panel based on analysis of documents and bank accounts.

Table 26.2

Individuals associated with major general Saleh Musfer Saleh Alshaer aka Abu Yasser (identified by the Panel)

Name	Involvement
Abdullah Musfer Alshaer (Abu Abdelmajeed)	Director Yemen Armored; Sabafon
Raed Hassan Musfer Alshaer	Director of University of Technology Twintech Beneficiary of accounts of Yemen Armored
Ussama Abdulmalik Abu Taleb	Delegate of the judicial custodian
Motlaq Amer al-Marrani (Abu Emad)	
Ahmed Mohamed Alkabsi	President Accounts Al Saleh Foundation
Akram Yahya Baker	Director Al Saleh Foundation
Abdu Ismael Hassan Rajeh	President of the special criminal court, Sana'a
Ahmed Addawrani	Director Orphan Development Foundation
Ahmed Abdullah Yahya Shamseddine	Beneficiary of accounts of Yemen Armored
Wael Abdelmoghni al Aghbari	Finance director Twintech

Source: Panel based on analysis of documents and bank accounts

¹¹⁹ Renamed as al Shaab foundation on 24 July 2018 by the ministry of social affairs and labour under Houthi control after its appropriation without approval of its legal board of directors, see figures 26.4 and 26.5.

¹²⁰ <http://www.yateemdev.org/> also known as al Yateem with known subsidiaries Modern Technology College (<http://mtc-ye.net/>) and Rawafed Institute for Training and Development (<https://www.facebook.com/rawafed2013/>), the latter reported projects funded by Care International and Human Appeal Australia see respectively:

<http://www.yateemdev.org/?news=معهد-روافد-للتدريب-والتنمية-يختتم-عدد>

<http://www.yateemdev.org/?news=بتمويل-من-هيئة-الأعمال-الخيرية-استرال>

¹²¹ He sent an email on 14 July 2019 to UN personnel informing that he has been tortured and that his company had been appropriated by the Houthis.

¹²² <https://www.iutt.edu.ye/index.php/m/20>.

Figure 26.3

Letter signed by major general Saleh Mesfer Alshaer designating himself as the guardian to levy funds from Houthi opponents to open accounts 0028-711724-022 and 0028-711724-048 at the International Bank of Yemen, in Yemeni Rial and US dollars respectively. The Panel has evidence that these accounts were used to receive deposits not related to any business but most likely as a result of extortion.



Source: Confidential.

Figure 26.4.a

Letter from Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEI. 005), as chairman of al Saleh Foundation designating the account signatory, 1 January 2006



Source: Confidential.

Figure 26.4.b

Letter from the ministry of social affairs and labor to the International Bank of Yemen (IBY) informing them that Ahmed Mohamed Alkabsi and Akram Yahya Baker are designated to have the power to withdraw funds from all accounts owned by the Al Saleh Foundation, 9 January 2018

REPUBLIC OF YEMEN
Ministry of Social Affairs & Labour

الجمهورية اليمنية
وزارة الشؤون الاجتماعية والعمل
مكتب الوكيل

The Deputy Office
وزارة الشؤون الاجتماعية والعمل
المركزية العامة لخدمة الجمهور والمكاتب الإقليمية
الرياض: صنعاء - الكونغرس: صنعاء
المخبر

التاريخ: ٩ / ١ / ٢٠١٨

الرقم: ٤٩

الأخ/ مدير عام بنك اليمن الدولي
تحية طيبة وبعد،،،

**الموضوع / بشأن المخولين بعملية السحب من رصيد
مؤسسة الصالح الاجتماعية للتنمية**

تهديكم وزارة الشؤون الاجتماعية والعمل أطيب التحايا
بالإشارة إلى الموضوع أعلاه... نود الإحاطة إلى أنه سبق فتح حساب
لديكم باسم المؤسسة المبينة أعلاه.

وعليه يرجى اعتماد المخولين بعملية السحب للأخوة التالية أسمائهم:

1. أحمد محمد الكيسسي رئيس المؤسسة
2. أكرم يحيى يساكر المدير العام

وعلى أن تكون عملية السحب معتمدة بختم المؤسسة الرسمي.
شاكرين تعاونكم معنا سلفاً
وتقبلوا خالص التحية والتقدير،،،

علي صالح عبد الله
وكيل الوزارة للشؤون الاجتماعية

نسخة مع التحية لوجدة جمع المعلومات بالبنك المركزي

(العنوان : صنعاء الصافية - تلفون : ٢٦٢٨٠٤ - ٢٦٢٨٠٧ - ٢٦٢٨٠٩ - ص.ب: (٦٠) ميدان التحرير - تلفون : ٢٧١٩١٢ - فاكس :)
Address: Sana'a - Al-Safiah - Tel.: 262804 - 262807 - 262809 - P.O.Box : (60) Al-Tahreer - Tel.: 274912 - Fax : ()

Source: Confidential.

Figure 26.4.c

Letter by major general **Salah Mesfer Salah Alshaer** to Yemen Kuwait Bank (YKB) accusing its director of support to the enemy in starving the people by failing to comply with court orders and asking for transfer the interest from deposits of the al Saleh Foundation, 3 June 2018

The letter is asking for payment of expenses for Ramadan evaluated at YER 63 874 000 and YER 22 105 000 as pending payable by the foundation



Source: Confidential.

Figure 26.5

Major general Saleh Alshaer president of ODF attends the graduation ceremony of MTC, 16 July 2019

برعاية-كريمة-من-رئيس-المؤسسة-اللواء-صا- | yateemdev.org/?news=

برعاية كريمة من رئيس المؤسسة اللواء صالح الشاعر وبحضور المستشار الإقتصادي لرئاسة الجمهورية الدكتور عبد العزيز الترب و الأمين العام الأستاذ أحمد الزوراني: الإحتفال بتخرج دفعة أمل المستقبل من طلاب كلية التكنولوجيا الحديثة من جميع التخصصات التطبيقية

16 يوليو 2019 | لا توجد تعليقات



برعاية كريمة من اللواء صالح بن مسفر الشاعر رئيس المؤسسة

وبحضور المستشار الإقتصادي لرئاسة الجمهورية الدكتور عبد العزيز الترب وحضور الأمين العام الأستاذ أحمد الزوراني: الإحتفال بتخرج دفعة أمل المستقبل من طلاب كلية التكنولوجيا الحديثة من جميع التخصصات التطبيقية

احتفلت اليوم مؤسسة اليتيم التنموية بتخرج دفعة أمل المستقبل من كلية التكنولوجيا الحديثة التابعة للمؤسسة وذلك بتكريم طلاب الدفعة البالغ عددهم 64 طالب وطالبة من الأيتام واليتيمات في أكثر من سبعة تخصصات تطبيقية

Source: <http://www.yateemdev.org/?news=برعاية-كريمة-من-رئيس-المؤسسة-اللواء-صا> 16 July 2019.

Figure 26.6.a

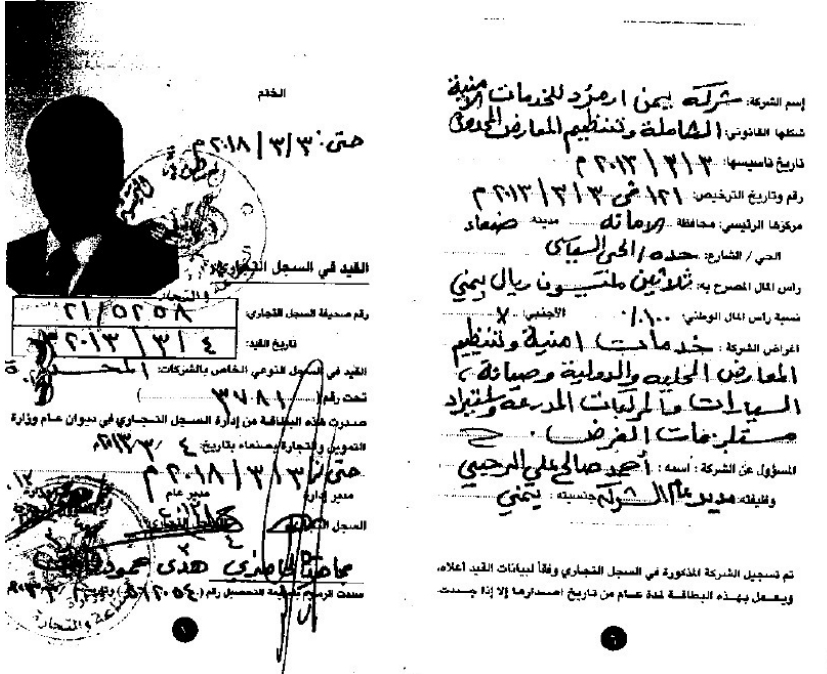
New registration certificate of Yemen Armed with Abdullah Mesfer Saleh Alshaer (brother of Saleh Mesfer Saleh Alshaer) as a manging director instead of the original registration certificate below, 2 July 2019



Source: Confidential

Figure 26.6.b

Registration certificate of Yemen Armed with Ahmed Saleh Ali Arrahbi as a manging director, 3 March 2013



Source: Confidential

Figure 26.6.c

Order by the special criminal court, Sana'a to Yemen Armored, 4 July 2019

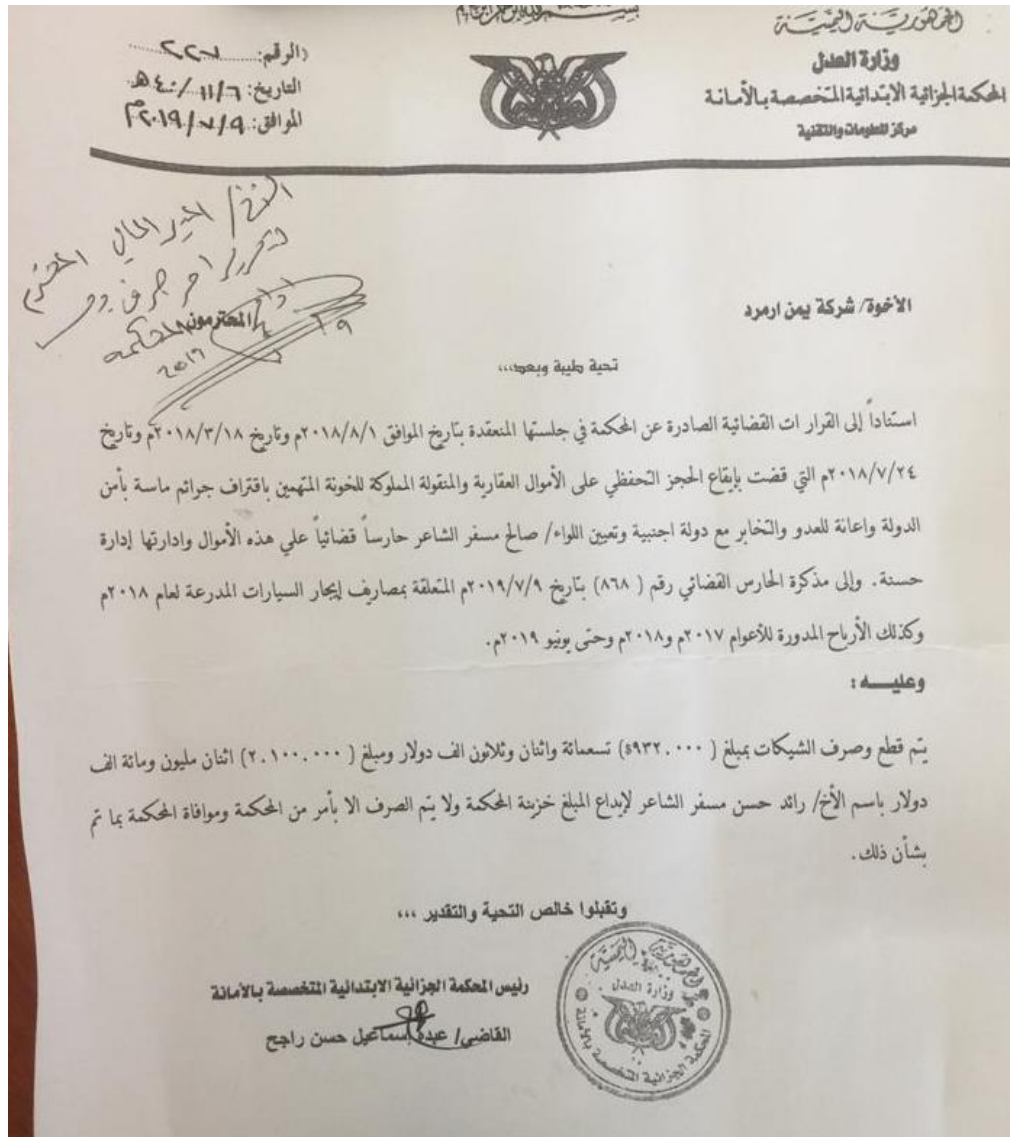
Translation:

Reference to:

Court orders dated 18 March, 24 July and 1 August 2018, which ordered the seizure of real estate and movable funds owned by traitors accused of crimes against the security of the state and collaboration with the enemy and spying for a foreign country; the appointment of major general Saleh Mesfer Alshaer as a judicial guardian, custodian and manager of these funds; and the letter from the judicial guardian dated 9 July 2019 referring to the price of renting armored cars for 2018 and up to June 2019

Orders:

Yemen Armored to issue and cash cheques with the amount of 932 000 USD and 2 100 000 USD to the order of Raed Hassan Mesfer al Saher



Source: Yemen Armored.

Figure 26.7.a

New registration certificate of Sabafon with Abdullah Mesfer Saleh Alshaer (brother of Saleh Mesfer Saleh Alshaer) as a managing director instead of the original registration certificate below, 29 July 2019



Source: Confidential.

Figure 26.7.b

Registration certificate of Sabafon with Hamdan Abdullah Hussein al Ahmar (brother of Hamed al Ahmer) as a managing director, 13 June 2017



Source: Confidential.

Figure 26.8

Letter from major general Saleh Mesfer Saleh Alshaer to Sultan Al Sami'i¹²³ related to the seizure of International University of Technology Wintech, 23 April 2019



Source: <http://www.yagency.net/164365>, Yemen press agency affiliated with the Houthis.

¹²³ Sultan al Sami'i, a socialist and member of the Houthi supreme political council, in a previous letter attempted to protect Wintech which was owned by a relative of Rashad Al Alimi, a former Minister of Interior appointed by president Hadi as his adviser. Sultan al Sami'i publicly attacked the Houthis for their ways in dealing with public finance, see <https://www.youtube.com/watch?v=2jdScKsVNwk>.

Figure 26.10

Email from the original owner of Yemen Armored to the UN informing that he has been tortured and that his company has been appropriated by the Houthis, 14 July 2019

From: [REDACTED]@yemenarmored.com>
Date: July 14, 2019 at 19:35:54 GMT+2
To: [REDACTED]@un.org, [REDACTED]@undss.org, [REDACTED]@undp.org, [REDACTED]@undss.org, [REDACTED]@un.org>, [REDACTED]@un.org, [REDACTED]@yemenarmored.com
Subject: Urgent Notice

Dear All,

Hope this email finds you all well

I would like to inform you that since the establishment of the company, we have been providing the best services to our clients away from any involvement within any political machinations

We continuously work hard to provide distinguished services not only for financial profits but to build a long-term partnership with our clients of humanitarian organizations that work in Yemen.

We valued all humanitarian efforts provided to Yemeni people during critical times that Yemen have been through.

Also for your knowledge, Yemen Armored have got a lot of demands by Huthis militias since 2015, they were insisting on the involving of some of their Armed personals to be participating with YAS teams who guards and protect DTF and Hadda compound as well, but despite all the temptations and intimidations which most of security companies capitulated to, we completely rejected it.

But ,after the incidents of 2nd of December 2017, Huthis militias found it as an opportunity to execute their plans and tried to engage YAS and its staff in which was happening and impose the theory that we are in Yemen Armored are following and supporting a certain side or party which was denied by all staff and armed personal in particular who endure to their places and duties despite of the difficulties and challenging situation and even with lack of food and other supplies .

They actually represented Yemen Armored Values and principles very well and this because they are simply members of Yemen Armored not a party Nor a group

Within all the violation acts of Huthis against me which I am sure you heard about what they have done to me. I have been imprisoned, severely tortured .which left traces on multiple parts of my body and effected my health

I was released many times but when I refused any of their interventions in .any of Yemen Armored business they send me back to prison again

Recently, my health collapsed and they prevented me from traveling for a .medical treatment , but I managed and I am now out of their reach

Source: Email forwarded by Yemen Armored manager after having left Sana'a.

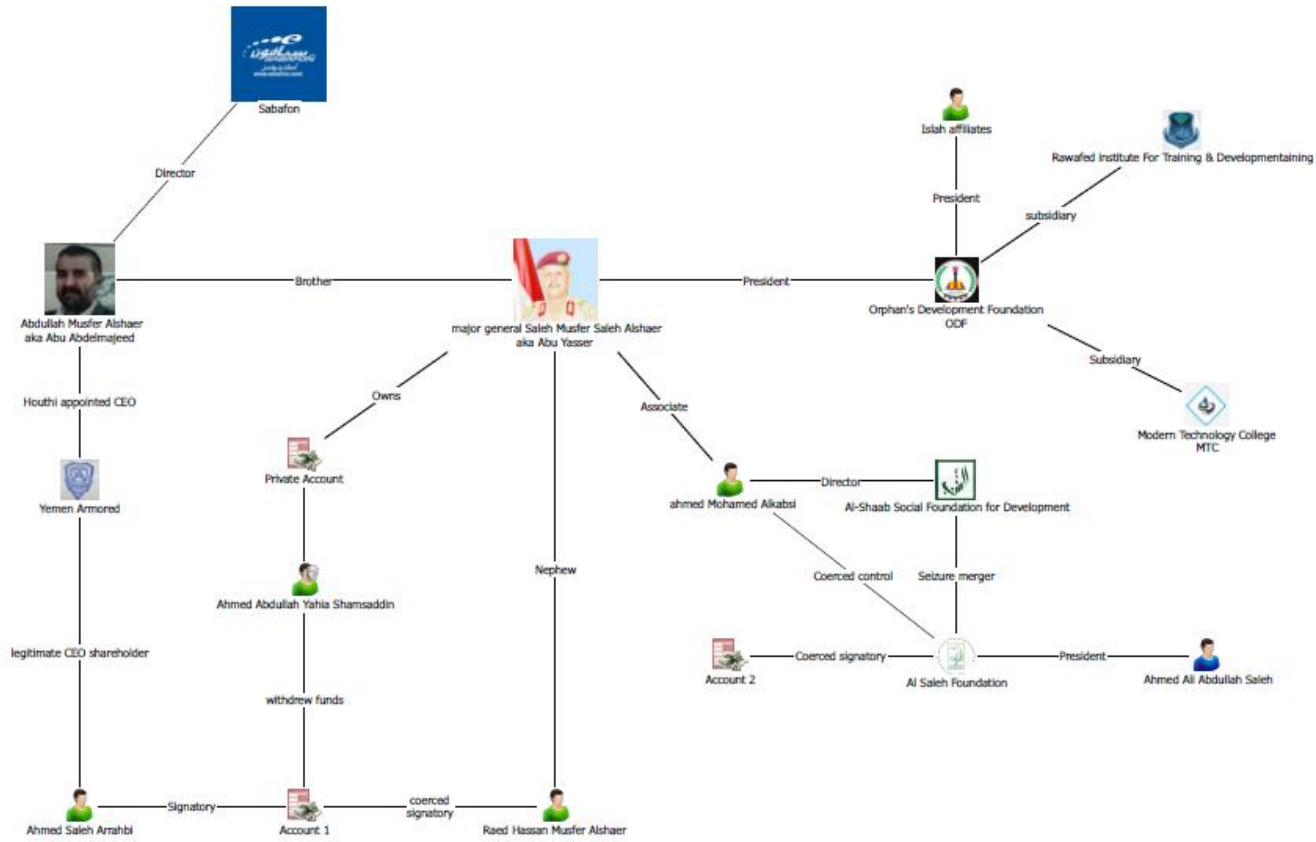
Figure 26.10 continued

.Finally, I regret the fact that Huthis Militia have seized the company
They confiscated YAS properties and began with armored vehicles, which later leased to security
companies that are cooperating and facilitating information leaking of the movements of United Nations
personnel
More over, armed militias have issued illegal orders to acquire YAS bank .accounts which contains
approximately 4 Millions Dollars
As a result of that and In order to ensure that the company does not participate in financing any of these
religious militias actions against the Yemeni people who have been deprived of the basic rights to live in
dignity and freedom under the Militias control
For that, we would like you to stop transferring any amounts to the company account at Yemen
International Bank NO (0002-313106-002) till we provide you with new bank account.
It is also important to inform you that we are not responsible for any actions or violations that may be
directed against you or any other side by .the militias and their collaborators under the name of Yemen
Armored
As it is difficult to predict what may be done by such religious groups that raise a death slogan and do
not accept coexistence with anyone who dose not have the same believes, opinion, race or faith
Kindly note that we are going to establish new branches in other provinces till the time Sanaa regain its
freedom and return as we have known it a city of coexistence and peace.
I understand how frustrated you must be, but your cooperation and“ understanding is highly
appreciated

Ahmed Saleh

General manager

Figure 26.11
Network associated with Alshaer



Source: Panel based on official documents.

Annex 27. Cases of airstrikes between December 2018 and December 2019**Table 1**

Cases of airstrikes between December 2018 and December 2019

<i>Case</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Impact point</i>	<i>Victims</i>	<i>Appendix</i>
1	16 Dec. 2018	14°28'12.1"N 45°20'08.8"E	Truck, Al Sawadyah, Al Bayda	2 children killed	1
2	23 March	N 17° 2'4.32" E 44° 6'30.24"	Gas station and hospital, Kitaf, Sada'a	7 killed, including 4 children and 6 injured	2
3	4 April	14°28'03.3"N 45°20'37.5"E	Car, Al Sawadyah, Al Bayda	4 killed	1
4	16 May	N 15°21'31.14" E 44°11'4.00"	Houses, Raqqas, Sana'a	Approximately 5 children killed, and approximately 78 injured, including 30 children	3
5	24 May	N 13°38'25.2" E 44°22'32.8"	Gas Station, Mawiyah, Ta'izz	7 killed, including 5 children, 2 injured	4
6	28 June	N 13°24'55.29" E 44°15'03.08"	House, Warzan, Khadir, Ta'izz	7 killed, including 4 children and 4 wounded, including 2 children	5
7	31 August	N 14°36'52.82" E 44°21'44.51"	Dhamar Community College (used as a prison), Dhamar	Appr. 100 killed and 40 wounded	6
8	24 Sept.	N 13°52'53" E 44°34'31.3"	House, Qataba, Al Dhale	14 killed, including 7 children and 3 injured	7

Appendix 1: Case Study airstrikes against trucks in Al Sawadyah, Al Bayda on 16 December 2018 and 4 April 2019

I. Background

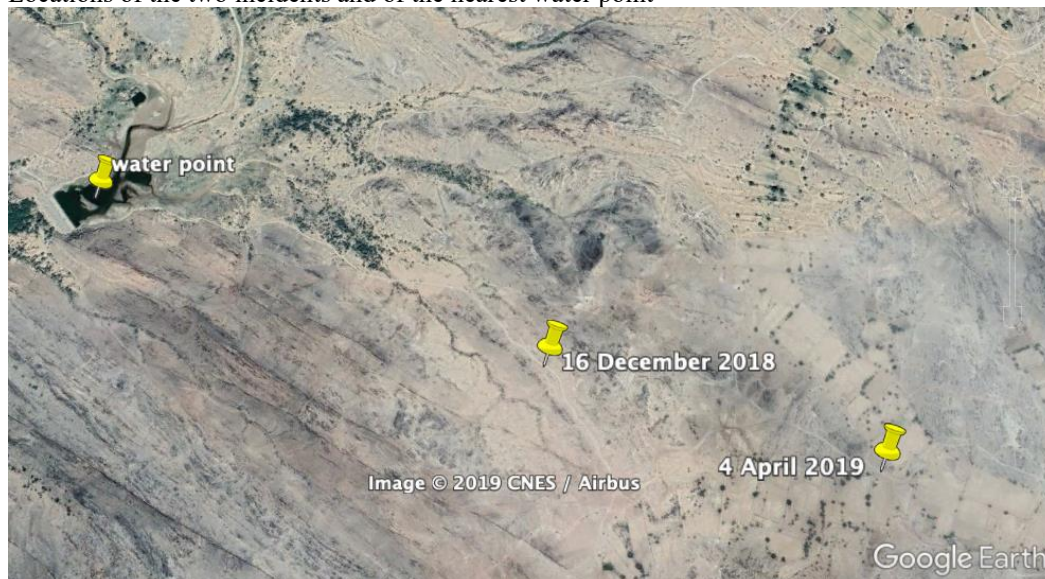
1. On 16 December 2018, at approximately 10:30 LT, in Al Sawadyah, Al Bayda (14°28'12.1"N 45°20'08.8"E), a truck was hit by an explosive ordinance launched from an aircraft killing two children. On 4 April 2019, at approximately 02:00 LT, another truck was hit on the same road, less than 1 km from the location of the first strike, killing 4 people (14°28'03.3"N 45°20'37.5"E).
2. According to testimonies received by the Panel, there is no water in this area and the trucks hit by the two airstrikes were tankers transporting water for civilians from the nearest water point (see figure 1).

II. Analysis of IHL violations

3. The Panel has not received evidence that civilians, who had lost their protection under IHL, were present at the locations and time of the incident.¹²⁴
4. The Panel notes that there are no visible buildings in the vicinity of the impact points of the two incidents.
5. Based on the information received by the Panel, the Panel concludes that prima facie the attack does not respect the principle of distinction that prohibits attacks against civilians and requires the parties to the conflict to, at all times distinguish between civilians and fighters.¹²⁵
6. In addition, considering that in the incident of 13 December 2018, the two victims were children, the Panel finds it unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹²⁶
7. The Panel sent a request for information to KSA concerning this incident and is still awaiting a reply.

Figure 1

Locations of the two incidents and of the nearest water point



Source: Google Earth

Figure 2

Truck hit on 4 April 2019

¹²⁴ CIHL rules 1, 3, 5 and 6.

¹²⁵ CIHL rule 1.

¹²⁶ CIHL rules 14 and 15.



Source: Confidential

Appendix 2: Case Study airstrike against a gas station, Kitaf, Sada'a, 23 March 2019

I. Background

1. On 23 March 2019, at approximately 10:30 LT, an explosive ordnance dropped from an aircraft hit a gas station in Kitaf, Sada'a (N 17° 2'4.32", E 44° 6'30.24") which is next to a hospital and a pharmacy.
2. The incident resulted in the death of seven persons, including four children, a hospital guard and a pharmacist, and the injury of six persons, including one child and a nurse. Damages were also caused to a pharmacy, two cars and to the hospital, see figure 1¹²⁷.
3. The Panel also received information that Houthis were present near the gas station at the moment of the attack and that some would have been killed but could not verify the information. The Panel sent a request for information to KSA about this incident and is awaiting a reply.

Figure 1

Gas station and hospital after the incident and damage inside the hospital



Source: Confidential

II. Statement by the Joint Incident Assessment Team

4. The Joint Incident Assessment Team (JIAT) recognized that the attack was carried out and found a malfunction in the guided bomb used. This resulted in the bomb falling 100 meters away from the alleged target and in the destruction of a gas station and damage to the hospital.¹²⁸
5. In its press statement, JIAT recognised that “[t]he mission commander hastened the work procedures to ensure that the military advantage is not lost, which resulted in inaccuracies in the assessment of the possibility of entering the non-military environment within the side effects of targeting.”
6. The Panel received confirmation that the incident was due to a “bomb failure” but did not receive any further details.

III. Analysis of IHL violations

7. Under IHL, hospitals exclusively assigned to medical purposes must be respected and protected in all circumstances. Hospitals only lose their protection if they are being used outside their humanitarian function to

¹²⁷ See also videos online: <https://www.msn.com/en-gb/news/other/yemens-war-kitaf-air-raid-kills-seven-including-four-children/vi-BBVhPxV>; <https://www.youtube.com/watch?v=sggZrozzmOE>.

¹²⁸ See online: <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1933922>. The Panel also received information about cases of malfunction of bombs, including this one, from the JIAT.

commit acts harmful to the enemy. Furthermore, protection of hospitals and medical units may cease only after a warning has been given that includes a reasonable time-limit.¹²⁹

8. The Panel understands from the information published by the Saudi Arabia Press Agency that the hospital was not the target of the attack and that a failure in the bomb caused it to hit the gas station near the hospital and the pharmacy.

9. However, the Panel recalls that IHL requires military commanders and those responsible for planning and executing decisions regarding attacks, to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimize, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects.¹³⁰

10. This includes all necessary verification of the material, aircraft and explosive devices to be used. This assessment has to be made on the basis of the information from all sources which are available to them at the relevant time. Commanders must also obtain the best possible intelligence.¹³¹ Information on the presence of civilians, and the proximity of a hospital and a pharmacy were available at the time of the attack. For example, the JIAT spokesperson recognized that the hospital was on the No Strike List of the Coalition Forces¹³².

11. The Panel noted that the JIAT recommended the following: “Accountability of the Task Commander for breaching the rules of engagement of the Coalition Forces, due to the inaccuracy in the assessment of the possibility of entering a non-military environment within the side-effects of the targeting”.¹³³

¹²⁹ Art. 3 common to the Geneva Convention, Art. 11 AP II and CIHL rule 28.

¹³⁰ See CIHL rules 14 and 15.

¹³¹ See Commentary to CIHL rule 15, on line : https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule15.

¹³² <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1933922>

¹³³ Idem.

Appendix 3: Case Study airstrike against houses, Raqqas, Sana'a, 16 May 2019

I. Background

1. On 16 May 2019, at approximately 08:00 LT, an explosion destroyed a building of nine apartments in a densely populated area in Sana'a (N 15°21'31.14", E 44°11'4.00") allegedly resulting in the death of five children and the injury of 78 persons, including 30 children and several women, see figure 1.
2. Information received by the Panel confirms that aeroplanes were heard at the time of the incident. Sources reported one strike on the area of Raqqas where the building is located and some more strikes in other areas of Sana'a. The ministry of information was also targeted that morning.¹³⁴

Figure 1

Site of the incident after explosion



Source: confidential.

II. Declaration by the Coalition

3. The Joint Forces Command of the Coalition stated that it had conducted a number of air operations on 16 May 2019.¹³⁵ It was also reported that the Coalition issued a statement saying that it launched an operation aimed at "neutralising the ability of the Houthi militia to carry out acts of aggression" and that civilians had been warned to avoid those targets.¹³⁶ It was further reported that the possibility of an accident had been referred to the JIAT.¹³⁷

¹³⁴ <https://sabaanews.net/news536379.htm> and <https://www.alalamtv.net/news/4221616/-ادانات-واسعة-في-اليمن-للمجزرة-السعودية-بصنعاء>

¹³⁵ See <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1924680>

¹³⁶ See <https://www.aljazeera.com/news/2019/05/saudi-uae-coalition-carries-deadly-air-raids-yemen-sanaa-190516072613862.html>.

¹³⁷ <https://ru.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN1SM0W8>.

III. Analysis of IHL violations

4. According to sources, there was no military presence or activities in the area.¹³⁸ The Panel has not received evidence that civilians, who had lost their protection under IHL, were present at the location of the incident.¹³⁹ Therefore, the Panel considers it likely that the principle of distinction was not respected.
5. In addition, considering the high number of civilian casualties and the extent of the damage to civilian habitation, the Panel finds it prima facie unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹⁴⁰
6. The Panel has sent a letter to KSA about this incident and is still awaiting a reply.

¹³⁸ On this incident, see also: <https://yemen.bellingcat.com/investigations/san2005-sanaa-residential-house-strike>

¹³⁹ CIHL rules 1, 3, 5 and 6.

¹⁴⁰ CIHL rules 14 and 15.

Appendix 4: Case Study airstrike on a petrol station, Maweyah district, Ta'izz, 24 May 2019

I. Background

1. On 24 May 2019 at approximately 12:15 LT, an explosive ordnance dropped from an aircraft hit a petrol station near the village of Hibil, Maweyah district, Ta'izz (N 13°38'25.2" E 44°22'32.8") resulting in the death of seven people, including five children and the injury of two more and the destruction of the petrol station, see figure 1.

Figure 1

Picture of the petrol station after the explosion



Source: Confidential

II. Analysis of IHL violation

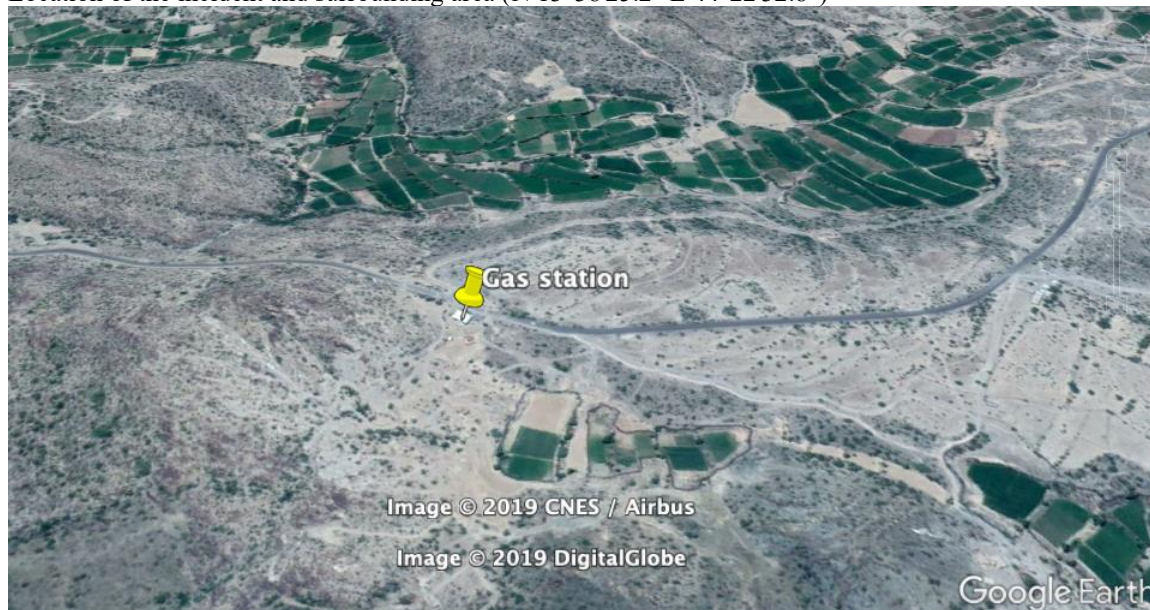
According to the information received by the Panel, there is a military checkpoint controlled by Houthi forces located 60 meters West of the petrol station. The Panel notes that there are no other buildings visible in the vicinity of the petrol station (see figure 2).

However, considering the number of children killed in this incident, the Panel finds it prima facie unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹⁴¹

The Panel sent a request for information to KSA about this incident and is awaiting a reply.

Figure 2

Location of the incident and surrounding area (N 13°38'25.2" E 44°22'32.8")



Source: Google earth

¹⁴¹ CIHL rules 14 and 15.

Appendix 5: Case Study airstrike against civilian house, Warzan village, Khadir district, Ta'izz, 28 June 2019

I. Background

1. On 28 June 2019 between 16:30 and 17:15 LT, an ordinance launched from an aeroplane hit a large house in Warzan village (N 13°24'55.29" E 44°15'03.08"), Ta'izz, resulting in the death of six people, including three children. Approximately 10 to 15 minutes later, a second explosive device hit the location. The house is surrounded by farmland (see figures 1 and 2).
2. According to the information received by the Panel, there were no military activities or fighters in this house. The area is under Houthis control, but according to the information received by the Panel, there was no fighting preceding the time of the attack. The same location was hit by a second airstrike on 2 July 2019 at approximately 12:00 LT. There were no reported victims from the second incident.¹⁴²

II. Remnants

3. The Panel received photographic evidence of remnants of a munition found on the site of the incident after the airstrike (see figure 3).

III. IHL analysis

4. The Panel has not received evidence that civilians having lost their protection under IHL (i.e. fighters belonging to the Houthis or to another party to the conflict) were present at the location at the time of the incident.¹⁴³
5. The Panel notes that there are no other buildings in the vicinity of house.
6. Based on the information received by the Panel, the Panel concludes that prima facie the attack does not respect the principle of distinction prohibiting attacks against civilians and requiring the parties to the conflict to at all times distinguish between civilians and combatants.¹⁴⁴
7. In addition, considering that half of the victims were children, the Panel finds it unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹⁴⁵ The Panel sent a request for information to KSA regarding this incident and is still awaiting a reply. The Panel stands ready to revise its conclusions on the basis of additional information provided to it.

Figure 1

Location of the incident



Source: Google map

¹⁴² Amnesty International also published a report on this incident: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/09/yemen-us-made-bomb-used-in-deadly-air-strike-on-civilians/>.

¹⁴³ CIHL rules 1, 3, 5 and 6.

¹⁴⁴ CIHL rule 1.

¹⁴⁵ CIHL rules 14 and 15.

Figure 2
House after the incident



Source: Confidential



Source: Confidential

Figure 3
Pictures of remnants



Source: Confidential

Appendix 6: Case Study airstrike against Community College compound, Dhamar city district, Dhamar, 31 August 2019

I. Background

1. On Saturday 31 August 2019, between approximately 23:45 and 00:20 LT, several explosive ordinances were dropped from aircraft¹⁴⁶ onto buildings of the Dhamar Community College compound, see figures 1 and 3.
2. The compound includes several buildings, at least one of which was used as a prison by Houthi forces.¹⁴⁷ The ICRC confirmed that the site was used as a detention facility and that the organisation had visited the prison which held about 170 detainees.¹⁴⁸ According to testimonies received by the Panel, the majority of detainees were held on the first floor of the main building. The incident resulted in the injury of at least 40 people and the deaths of at least 100 people.¹⁴⁹
3. This detention site was mentioned in Panel's previous report.¹⁵⁰
4. Sources mentioned to the Panel that the number of detainees had increased in the weeks before the incident in preparation for a prisoner exchange.¹⁵¹
5. Information received by the Panel confirms that there were a number of Houthis present at this location.
6. Former detainees who survived the incident told the Panel that Houthi forces decided to release them after the incident.

II. Declaration by the Saudi-Arabia led Coalition

7. The spokesperson, Col. Turki Al-Maliki, confirmed the strike in a press release, but claimed the site was of a military nature. He said that: "air defense equipment was present and secondary explosions were observed during the strike, confirming the presence of the explosives used to target civilians with UAVs." He also said that: "This site was not registered with the United Nations, was not on the No Strike List, and is over 10 kilometers from the registered prison in Dhamar,"¹⁵² implying that the Coalition did not know about the presence of detainees in that compound.
8. During a press conference, images of the targeted location were released.¹⁵³ On the video, only one strike is visible. It hits the westernmost building in the compound (see figure 2). Col. Al-Maliki said that the case would be investigated by JIAT.

¹⁴⁶ The Panel's sources were not able to confirm the exact number of strikes nor of the number aeroplanes involved. One witness told the Panel said he lost consciousness after the second strike. A report shared with the Panel mentions seven strikes. Witnesses contacted by the Panel mention up to six explosions. Images and video released by the coalition show one strike (see figure 2). Pictures received by the Panel clearly show bomb damage on at least two other buildings (see figure 3).

¹⁴⁷ The Panel has received information that the prisoners were held in one building (indicated in figure 1), however, it has been reported that some other prisoners were held in a second building within the compound, see <https://yemen.bellingcat.com/investigations/dha20001-the-dhamar-detention-center-strike>.

¹⁴⁸ See online: <https://www.icrc.org/en/document/yemen-scenes-devastation-every-single-detainee-either-killed-or-injured-attack>.

¹⁴⁹ The Panel received a list of 160 victims but was unable to verify it, the Head of ICRC delegation in Yemen said that a "... safe presumption is that over 100 had been killed". On September 2, 2019, the Yemen UN Office of the High Commissioner for Human Rights confirmed that 52 detainees were among the dead and that at least 68 detainees were still missing, see <https://news.un.org/en/story/2019/09/1045382>. On September 3, 2019, Mwatana for Human rights reported that the Yemeni Red Crescent Society had recovered 96 dead bodies and 40 injured, see <http://mwatana.org/en/airstrike-on-detention-center/>.

¹⁵⁰ See S/2018/68, para 176. At the time, the Panel mentioned that the number of prisoners in that facility varied between 25 and 100.

¹⁵¹ This was also reported in the media : <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-dhamar/saudi-led-coalition-bombs-yemen-prison-scores-killed-idUSKCN1VM0ZU>.

¹⁵² See online <https://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1964154>.

¹⁵³ <https://www.youtube.com/watch?v=btm40ud0y04>.

III. Analysis of IHL violations

9. The Panel received information that Houthi members, including guards, were present on that site, but could not confirm their number. One witness told the Panel he saw weapons on the site but could not specify which kind of weapons.

10. The Panel sent a request for information to KSA about the military nature of the location targeted in this incident and is awaiting a reply.

11. Detainees, whether civilians or fighters hors de combat, shall be considered as not taking part in hostilities and as such are protected against direct attack under IHL.¹⁵⁴

12. Even if some Houthi fighters were present on the site, as well as weapons, considering the high number of people killed in the incident, and the fact that several buildings on the site were directly targeted (see figures 2 and 3), the Panel finds it prima facie unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹⁵⁵

13. The responsibility to do everything feasible to verify that the target is of a military nature is binding on each party to the conflict. This obligation, as well as the obligation to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimize, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects¹⁵⁶ requires military commanders and others responsible for planning, deciding upon or executing attacks to assess information from all sources available to them and to obtain the best intelligence possible.¹⁵⁷

14. The fact that this site was used as a prison was information available in the public domain¹⁵⁸ and was reported by the Panel in its previous report.¹⁵⁹

15. In addition, according to information received by the Panel, detainees were allowed to communicate with their family once a month and inform them of their location.

16. The Panel also spoke with people who had been held at that location for 18 months and two years, confirming that the location was not a new detention site. Therefore, the presence of detainees at that location was known and this information was available.

Figure 1

Location of the incident (the arrow indicates one of the building in which prisoners were)



Source: Google Earth

¹⁵⁴ Article 3 common to the Geneva Conventions, CIHL rule 6.

¹⁵⁵ CIHL rules 14 and 15.

¹⁵⁶ CIHL rule 15.

¹⁵⁷ See commentary to CIHL rule 15.

¹⁵⁸ See *Prisons and detention centers in Yemen during the war*, A report issued by the National Commission to Investigate Alleged Violations of Human Rights, for the period from September 2014 until July 2018.

¹⁵⁹ See 76 of S/2018/594

Figure 2
Aerial image of another building targeted by the Coalition



Source: JIAT, online <https://www.youtube.com/watch?v=btm40ud0y04>

Figure 3
Point of impact of aerial bomb in two different buildings



Source: Confidential

Appendix 7: Case Study airstrike against a farmhouse, Qa'ataba district, Al Dhale, 24 September 2019**I. Background**

1. On 24 September 2019 at approximately 08:30 LT an ordnance launched from an aircraft hit a farmhouse in Qa'ataba, Al Dala (N 13°52'53" E 44°34'31.3").
2. Approximately 15 to 20 minutes later, a second airstrike hit a vehicle in the vicinity of the house. The car was carrying wounded people, see figure 2. This second incident resulted in the death of the driver. Both incidents resulted in the deaths of 14 people, including seven children, and four wounded.

II. Analysis of IHL violation

3. Sources contacted by the Panel said that there was no military activity in the farm, nor was there any presence of fighters or military equipment.
4. The Panel has not received evidence that civilians who had lost their protection under IHL were present at the location and time of the incident.¹⁶⁰
5. The Panel notes that there is no other building in the vicinity of the farm, see figure 1.
6. The Panel finds it prima facie unlikely that the principle of distinction was respected.¹⁶¹
7. In addition, considering the number of casualties, including of children, even if some fighters were present at the time of the attack, the Panel finds unlikely that the principles of proportionality and precautions were respected.¹⁶²
8. The Panel sent a request for information to KSA about in this incident and is awaiting a reply.

¹⁶⁰ CIHL rules 1, 3, 5 and 6.

¹⁶¹ CIHL rules 14 and 15.

¹⁶² CIHL rules 14 and 15.

Figure 1
Satellite image of the location of the farmhouse



Source: google map

Figure 2
Pictures of the farmhouse and vehicle after the incident



Source: Confidential

Annex 28. Violations in the context of detention by the Coalition and associated armed groups

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 29. Violations in respect to detention attributed to the GoY

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 30. Use of explosive ordnance in a civilian area attributed to the GoY, Al Hajar, Ta'izz, 20 August 2019

I. Background

1. On 20 August 2019, at approximately 18:00 LT, an explosive ordnance impacted on a civilian area in Al Hajar, Ta'izz (13°26'00.1"N 43°58'14.6"E) (see figures 1 and 2) resulting in the deaths of two children and the injuries to two more children.
2. The attack occurred during a period of clashes between the GoY forces in Ta'izz and the 35th Brigade of the GoY forces, under the control of Abu Al Abbas. The Panel received information that the ordnance was launched from the South. The Panel send a letter about this incident to the GoY and is awaiting a reply.

Figure 1

Location of the incident



Source: Google map

Figure 2
Remnant found at the location of the impact



Source: Confidential

II. Analysis of IHL violations

3. The Panel was unable to identify a military objective in the area of the impact and has not received any information which would lead toward the conclusion that civilians who had lost their protection under IHL were present at the time of the attack.
4. The use of explosive ordnance in populated areas raises issues with regard to compliance with the applicable rules of IHL. Mortar bombs and artillery shells have an inherent level of inaccuracy, and the likelihood of indiscriminate effects increases when used at long range at targets in proximity to civilians and civilian objects.¹⁶³
5. Based on the information available, the Panel concludes *prima facie* that this incident constitutes an indiscriminate attack against civilians in violation of the applicable rules of IHL.¹⁶⁴
6. Even if civilians who had lost their protection under IHL were present at the time of the attack, the Panel concludes that, considering that all victims were children, it is unlikely that the principles of proportionality and precaution were respected.¹⁶⁵

¹⁶³ International Committee of the Red Cross, *Explosive weapons in populated areas. Humanitarian, legal, technical and military aspects*. Expert meeting, 24 and 25 February 2015. (Switzerland, June 2015). Available at https://shop.icrc.org/explosive-weapons-in-populated-areas-expert-meeting.html?_store=default, e-book.

¹⁶⁴ Common Article 3 to the Geneva Conventions and Article 13, Additional Protocol II.

¹⁶⁵ See CIHL rules 14 and 15.

Annex 31. Use of explosive ordnance against civilian populated areas 2019 attributed to Houthi forces

1. The Panel investigated several incidents showing cases of indiscriminate use of explosive ordnance in populated areas in Yemen and was able to conclude investigations in two of these cases which resulted in the deaths of three civilians, including two children, and injuries to 16 others, including children, see table 1.
2. According to testimonies and evidence received by the Panel, all three incidents are attributable to the Houthis. The Panel sent a letter to Houthi authorities in that respect and is awaiting a reply.
3. Panel's investigation is based on independent investigations and information available in the public domain. The Panel has not identified a military objective in any of the case investigated nor the presence of civilians, who had lost their protection under IHL. However, if the Houthi political or military leadership can provide verifiable information on the military objectives targeted, or intended to be targeted, that may counter the Panel's preliminary findings, the Panel is ready to review them.

Table 1

Investigations concluded in 2019

Case	Date	Location	Impact point	Victims/damage
1	5 January	N 13°35'50.4" E 44°00'57.1"	Street, Ta'izz	2 killed, incl. 1 child and 10 injured
2	4 June	N 13° 28' 54" E 44° 0' 9"	Agricultural area, al Kadeen village, al Misrakh district, Ta'izz	1 child killed and 6 children injured

Appendix 1: Ta'izz (5 January 2019)

I. Background

1. On 5 January 2019 at approximately 18:00 LT, a mortar hit a street in Ta'izz (13°35'50.4" N 44°00'57.1"E).
2. The explosion resulted in the death of two civilians, including a 12 year-old boy and the injury of ten, including three minors,¹⁶⁶ see figure 1.
3. According to the information received by the Panel, the mortar was launched from the North of the 60th street, an area controlled by Houthis.

Figure 2

Impact of the mortar



Source: confidential.

II. Analysis of IHL violations

4. The Panel was unable to identify a military objective in the area of the impact and has not received any information which could lead towards the conclusion that civilians who had lost their protection under IHL were present at the time of the attack. The Panel welcomes any information in that respect.
5. The use of unguided explosive ordnance in populated areas raised issues with regard to compliance with the applicable rules of IHL. Mortar bombs and artillery shells have an inherent level of inaccuracy, and the likelihood of indiscriminate effects increases when used at long range at targets in proximity to civilians and civilian objects.¹⁶⁷

¹⁶⁶ The Panel received information from three different sources, as well as medical records and police report.

¹⁶⁷ International Committee of the Red Cross, *Explosive weapons in populated areas. Humanitarian, legal, technical and military aspects*. Expert meeting, 24 and 25 February 2015. (Switzerland, June 2015).

6. Based on the information available, the Panel concludes that this incident constitutes an indiscriminate attack against civilians in violation of applicable rules of IHL.¹⁶⁸

7. Even if civilians having lost their protection under IHL were present at the time of the attack, the Panel concludes that considering the important number of victims, including children, it is unlikely that the principles of proportionality or precaution were respected.¹⁶⁹

¹⁶⁸ Common Article 3 to the Geneva Conventions and Article 13, Additional Protocol II.

¹⁶⁹ See CIHL rules 14 and 15.

Appendix 2: Al Kadeen village, Al Misrakh district (4 June 2019)

I. Background

1. On 4 June 2019 at approximately 06:00 LT, two explosive devices hit a agricultural area in Al Kadeen village, Al Misrakh district (13° 28' 54" N 44° 0' 9" E) see figure 1, at an interval of approximately 5 minutes.
2. The explosion resulted in the death of one child and the injury of six. All victims were between five and 11 years old.¹⁷⁰
3. According to information received by the Panel, the explosive devices were launched from Al Houban, an area under Houthi control.

Figure 1

Location of the impact



Source: Google

Figure 2

Pictures of the impacts



¹⁷⁰ Confidential source, and medical records on file with the Panel.



Source: Confidential

Figure 3

Debris from mortar used



Source: Confidential

II. Analysis of IHL violation

4. According to information received by the Panel, there was no military activities or presence of fighters in the area at the time of the attack and no civilian having lost his/her protection under IHL was present. The Panel finds it very unlikely that the victims, all children, had lost their protection under IHL against direct attack.

5. The use of unguided explosive ordnance in populated areas raised issues with regard to compliance with the applicable rules of IHL. Mortar bombs and artillery shells have an inherent level of inaccuracy, and the likelihood of indiscriminate effects increases when used at long range at targets in proximity to civilians and civilian objects.¹⁷¹
6. Based on the information available, the Panel concludes that this incident constitutes an indiscriminate attack against civilians in violation of applicable rules of IHL.¹⁷²

¹⁷¹ International Committee of the Red Cross, *Explosive weapons in populated areas. Humanitarian, legal, technical and military aspects*. Expert meeting, 24 and 25 February 2015. (Switzerland, June 2015).

¹⁷² Common Article 3 to the Geneva Conventions and Article 13, Additional Protocol II, and CIHL rules 14 and 15.

Annex 32. Violations in the context of detention attributed to the Houthis forces

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 33. Recruitment and use of children in armed conflict**I. Introduction**

1. The Panel received information about the endemic use of children in activities related to the conduct of hostilities in Yemen.¹⁷³ However, documentation of specific cases is difficult due to the need to protect the victims and their families, and the fact that many victims, relatives or witnesses are afraid to talk to the Panel and that the Panel is unable to travel to most parts of Yemen.
2. The Panel was able to document three specific cases of children aged between 12 and 15 used by Houthi forces to fight between 2017 and 2018.
3. The Panel continues to investigate to identify individual responsible for the recruitment and use of children in armed conflict in Yemen as they would to fall under the designation criteria contained in paragraphs 17 and 18 of resolution 2140 (2014).

II. Cases**a. Child 1**

4. At the end of 2017-beginning of 2018, at the age of 15, the child was taken by forces from his school in Amran, with approximately 15 other children, by a group led by someone called “Ahmed Ali” and affiliated to the Houthi forces. He was sent to Sana’a for three-months of training. The training center comprised of several tents. According to him, there was approximately 300 children in the camp. After the training, he was sent to fight on the West Coast on the border between Ta’izz and al Hudaydah. He was with approximately 20 other children at the front line. They were armed with small arms such as Kalashnikov rifles. He stayed one month on the front line. He did not receive a salary while he was fighting and would sell some ammunition when he needed money. He was able to escape during a day-off, which was given by his superior.

b. Child 2

5. In 2018, at the age of 12, the child was taken by force by the Houthi forces from his home in Sirwah, Ma’rib. Over 100 children from the region were also taken during that period. They brought him to a valley for three months of training. The two first months were mainly about ideology and jihad. During the third month, he received training on the use of small arms. During the first two months, the children were given very little food. During the last month, rice and chicken were added to their meals. After the training, he was sent to support the fighting against the GoY forces in Sirwah, Ma’rib. He was doing logistical work and was bringing food to the front. He was also asked to fight at the front line with approximately 25 other children. He was prohibited from seeing his family and was often beaten by Houthis members. He stayed there for approximately one and a half years. One night, he managed to escape and to cross the front line to join his family. He was not given a salary. His family received threats after he escaped from the Houthis.

c. Child 3

6. In July 2017, at the age of 13, the child was recruited in Nihm district, Sana’a. Someone called “Abu Ahmed” and seven other Houthi members were looking to recruit children at that time. They told him he would receive a three-day educational training. They took him to a camp in a valley. There were approximately 100 people in the camp, the majority of whom were children. Once there, he was kept by force. He received a three-month training. The first month was about ideology and jihad and the two last months concerned the use of small arms. After this, he was sent to the front line at the border between Sana’a and Ma’rib. He stayed there for four months. He was used for logistical tasks, but when there were attacks, he was sent to fight to the front line with other children. The children were the first to be sent to the front. There were approximately 40 children at that front. He was not allowed to see his family. He managed to escape when a family member negotiated a three-day leave for him. He was not given any salary.

¹⁷³ Although the number is probably much higher, between April 2013 and December 2018, the United Nations verified the recruitment and use of 3,034 children by parties to the conflict in Yemen, mostly by Houthi forces. See S/2019/453, para. 17.

III. Analysis of IHL violations

7. Under IHL, children under 15 years old must not be recruited in the armed forces of the parties to the conflict and must not be allowed to take part in hostilities.¹⁷⁴ The Panel notes that, since 2007, Yemen is party to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict. Under article 4 of the Optional protocol, armed groups that are distinct from the armed forces of a State should not, under any circumstances, recruit or use in hostilities persons under the age of 18 years.

8. The three cases documented by the Panel all concern children below 15 years old and demonstrate clear violations of the rules of IHL and human rights norms prohibiting the recruitment of children and their use in hostilities.

9. The forced recruitment of children in armed forces is a form of slavery¹⁷⁵ and nearly always constitute trafficking in persons.¹⁷⁶

¹⁷⁴ Additional Protocol II, Article 4(3)(c), CIHL rules 136 and 137, Convention on the Rights of the Child, article 38 (3).

¹⁷⁵ CIHL rule 94.

¹⁷⁶ UNHCR, Annual report of the Special Representative of the Secretary-General for Children and Armed Conflict, A/HRC/37/47, paras 15-16 and UNODC, *Trafficking in person in the context of armed conflict*, 2018, https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/glotip/2018/GloTIP2018_BOOKLET_2_Conflict.pdf.

Annex 34. Cases of obstruction to the distribution of humanitarian assistance

CONFIDENTIAL ANNEX NOT FOR PUBLIC DISSEMINATION

Annex 35. Full list of abbreviations

AED	United Arab Emirates dirham
aka	Also known as
al-Kuraimi	Al-Kuraimi Islamic Bank
AQAP	Al-Qaida in the Arabian Peninsula
Aramco	Arabian Oil Company KSA
ATGM	Anti-tank guided missile
B/L	Bill of Lading
BHP	Brake Horse Power
BMP	Beijing MicroPilot Flight Control Systems
CAC	Cooperative and Agricultural Credit Bank of Yemen
CBY	Central Bank of Yemen
CHA	Coalition holding area
CID	Criminal investigation department
CIHL	Customary International Humanitarian Law
DDG	Destroyer Designated Guided (Guided Missile Destroyer)
E	East
Forex	Foreign exchange
GIS	UN Geographical Information System
GoY	Government of Yemen
GPS	Global Positioning System
HEF	Hadramaut Elite Forces
IBY	International Bank of Yemen
ICC	International Criminal Court
IHL	International Humanitarian Law
IHRL	International Human Rights Law
IMD	Iran Military Display
IMO	International Maritime Organization
ISIL	Islamic State of Iraq and Levant
JIAT	Joint Investigation and Assessment Team
Km	Kilometre
KSA	Kingdom of Saudi Arabia
LACM	land attack cruise missile
LC	Letter of credit
Mt	Metric tonne
N	North
NAMCHA	National authority for the management and coordination of humanitarian affairs and disaster recovery
NSB	National security bureau
ODF	Orphans Development Foundation
PBS	První brněnská strojírna
PPB	Presidential Protection Brigades
RPG	Rocket-propelled Grenade
RPM	Revolution per minute
SAM	Surface-to-Air missile
SAR	Saudi Arabia Rial
SBF	Security Belt Forces in Southern Governorates
SEF	Shabwani Elite Forces in Shabwa
SPC	Supreme political council (Houthi)
STC	Southern Transitional Council
TIIB	Tadhamon International Islamic Bank

UAE	United Arab Emirates
UAV	Unmanned aerial vehicle
UDHR	Universal Declaration of Human Rights
UN	United Nations
UNDP	United Nations Development Programme
UNICEF	United Nations Children's Fund
UNVIM	UN Verification and Inspection Mechanism
USA	United States of America
USD	US Dollar
WBIED	Waterborne improvised explosive device
WFP	World Food Programme
YER	Yemeni Rial
YKB	Yemen Kuwait Bank